

REVUE CATHOLIQUE INTERNATIONALE

COMMUNIO

L'ÉGLISE ET LA GRANDE GUERRE

«Que l'on dépose de part et d'autre le dessein de s'entre-détruire. Que l'on y réfléchisse bien: les Nations ne meurent pas; humiliées et oppressées, elles portent frémissantes le joug qui leur est imposé, préparant la revanche et se transmettant de génération en génération le triste héritage de haine et de vengeance. Pourquoi ne pas peser dès maintenant, avec une conscience sereine, les droits et les justes aspirations des peuples? Pourquoi ne pas commencer, avec une volonté sincère, un échange de vues, direct ou indirect, à l'effet de tenir compte dans la mesure du possible, de ces droits et de ces aspirations, et d'arriver ainsi à la fin de cette horrible lutte, comme il est advenu en d'autres circonstances analogues?»

BENOÎT XV, lettre pontificale du 28 juillet 1915.

«Seule la figure du Crucifié peut recueillir, exprimer et consoler ce qu'il y a d'horreur, de beauté, d'espérance et de profond mystère dans un pareil déchaînement de lutte et de douleurs.»

Pierre TEILHARD DE CHARDIN, jésuite,
brancardier au 8^e Régiment de marche de Tirailleurs
Marocains, lettre à sa cousine, 23 août 1916.

Commentaire de l'illustration de couverture

Le frère Jean Beauvais, dominicain, a peint en 1916, l'année de Verdun et de la Somme, pour le couvent de Bayonne, cette huile sur toile (137 x 149 cm, conservée dans le presbytère de l'église Saint Joseph par la Communauté Saint-Martin, à Bayonne), qui résume bien des aspects de la présence ecclésiastique masculine auprès des soldats. Quelque part dans un village exposé de la zone du front (le château a été incendié par un obus), un prêtre dit la messe. Il n'a que des hommes en bleu horizon pour fidèles. L'autel improvisé, dehors, est surmonté de deux grands drapeaux français au-dessus desquels brille une croix : *in hoc signo vinces*. Le sacrifice non-sanglant célébré par le prêtre renvoie à celui du Christ sur la croix, mais aussi englobe implicitement celui, potentiel, des soldats pour le salut de la patrie. La croix du premier plan domine le canon de 75 et le trou dans la terre, cratère d'obus ou tombe ouverte. Les deux brancardiers peuvent fort bien être prêtres, eux aussi.

Sommaire

ÉDITORIAL

Olivier CHALINE : **14-18, défense ou autodestruction de la civilisation ?**

5 En 1914, tous les belligérants furent convaincus de défendre la civilisation face à la barbarie. En 1939, le souvenir de la tuerie rendit aveugle sur l'ampleur du péril totalitaire pour l'humanité. Si l'attitude de la papauté fut différente, elle n'en demeurerait pas moins animée par le même souci d'éviter puis de limiter la catastrophe.

THÈME

Olivier CHALINE : **Mesure de la démesure – la Première Guerre mondiale**

17 Tout, dans le premier conflit mondial, passe les normes connues et admises. Chacun sait qu'il fut un cataclysme mais sans nécessairement s'en faire une idée exacte. Indiquons brièvement la démesure de cette guerre, avec ce qu'elle ruina et ce qu'elle fit advenir.

Nadine-Josette CHALINE : **Le clergé et la nation en guerre**

35 Dans les nations en guerre, le clergé s'engage nettement et sans hésitation pour soutenir l'effort collectif. La patrie et l'Église vont de pair dans ce qui est vécu comme une juste guerre. Un grand soutien est apporté aux soldats blessés ainsi qu'aux populations, aux réfugiés comme aux occupés.

48 *Le cardinal Mercier protégeant la Belgique, affiche de propagande alliée*

Magali DELLA SUDDA : **Les femmes catholiques dans la Grande Guerre**

51 La guerre a projeté les mouvements catholiques féminins dans l'action publique. Les femmes ont exercé les métiers des appelés, accompagné la mobilisation des enfants, soutenu les soldats au front, réinséré blessés et mutilés, bousculant ainsi la hiérarchie du genre. Les pouvoirs publics ont reconnu combien leur présence et leur action ont été bénéfiques.

Xavier BONIFACE : **Les aumôniers militaires de la Grande Guerre – éclairages européens**

71 Incitant les citoyens-soldats, qui sont aussi souvent des croyants, à accomplir leur devoir militaire et civique, les aumôniers n'ont pas qu'une mission strictement religieuse et culturelle. Leur influence patriotique permet aussi au clergé d'être ou de redevenir à l'unisson de la société à l'heure de la guerre.

SOMMAIRE

Monique LUIRARD : **La Grande Guerre des religieuses**

81 Victimes des combats et des occupations, les religieuses ont participé à l'effort de guerre, par la prière, les soins aux blessés, l'hospitalité offerte aux réfugiés et le soutien de leur voisinage. Le caractère mondial du conflit s'ajoutant aux conséquences de la politique laïciste française d'avant-guerre a modifié leur existence.

Giuseppe BUFFON : **La Custodie franciscaine de Terre sainte dans la tourmente**

103 L'entrée des Alliés dans Jérusalem le 11 décembre 1917 mit fin à la domination ottomane sur les Lieux saints. Pourtant, la situation de la Custodie franciscaine ne s'en trouva pas améliorée pour autant. Sous la paix britannique, les appétits des puissances temporelles s'affirmèrent. Comment détacher la religion de la politique ?

Paul CHRISTOPHE : **Des missionnaires d'Asie dans la Grande Guerre**

119 Pour défendre la France, 200 prêtres des Missions étrangères de Paris retraversèrent le monde, laissant, non sans regret, leur apostolat asiatique. Un peu plus de cent séminaristes de la rue du Bac furent aussi mobilisés. Aumôniers ou brancardiers, ils payèrent un lourd tribut : cinquante furent tués, d'autres virent leur santé trop ébranlée pour reprendre la mission. Pour ceux qui étaient restés en Asie, la tâche fut rude mais elle fit prendre conscience de la nécessité de former un clergé indigène.

Philippe CHENAUX : **Benoît XV et la Grande Guerre**

131 Benoit XV chercha à faire prévaloir une paix fondée non sur la vengeance mais sur le droit. Ses initiatives de paix, en dépit de leur échec, ont contribué à renforcer l'autorité morale de la papauté sur le monde des nations et à renouveler l'enseignement de l'Église sur la guerre et la paix.

Yves-Marie HILAIRE : **Les conséquences religieuses de la guerre**

141 Renversant les empires, la Grande Guerre a modifié les rapports Église-États. Elle a créé des rituels pour les morts et les anciens combattants et, en France, réintégré le clergé dans la sociabilité masculine. Les grandes religions ont dû s'adapter au monde tourmenté né des traités, tandis que se déchaînait la persécution soviétique et que croissaient les tensions entre juifs et musulmans. Chez les laïcs chrétiens, le militantisme est en plein essor.

Olivier CHALINE : **Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification**

161 Commencée dans la Vienne du *Troisième homme* et achevée dans la Rome de Jean-Paul II, la procédure de béatification de Charles d'Autriche a pris un tour différent lorsque le pape a décidé de promouvoir un modèle d'homme d'État chrétien.

Pierre CAHNÉ : **La génération sacrifiée – les écrivains tués en 14...**

177 Au bilan terrifiant, répertorié, de la Grande Guerre, s'ajoute la mort des écrivains dont la perte ne peut vraiment se mesurer, car un monde meurt avec eux, non celui dont ils sont les héritiers mais celui dont ils portent la naissance en eux.

Éditorial

Olivier CHALINE

14-18, défense ou autodestruction de la civilisation ?

Depuis vingt ans, la Grande Guerre revient en force. L'intérêt n'a cessé de croître, les polémiques aussi. Les derniers survivants ont disparu mais le flot des publications, témoignages comme études historiques, déferle¹. Pourtant il est devenu réellement malaisé de comprendre ce conflit dont des pans entiers demeurent méconnus (que ce soient le front de l'Est, si différent de celui de l'Ouest, la dimension maritime, essentielle à la victoire alliée, ou bien l'histoire économique et sociale des pays belligérants). Pourquoi une telle difficulté ?

La Grande Guerre, si proche et incompréhensible

Elle tient d'abord à la véritable inversion culturelle survenue au lendemain même de la guerre. Sauf dans les milieux nationalistes entretenant les mêmes dispositions d'esprit que pendant le conflit, voire trouvant dans la défaite de nouvelles confirmations de leurs convictions, la très large adhésion au sens de la lutte fut rapidement oubliée (on pourrait presque dire refoulée), d'autres préoccupations prenant le relais. La retombée de la mobilisation des esprits et la diffusion des courants pacifistes rendirent bientôt inintelligible ce

1. On trouvera une vue d'ensemble du conflit dans *l'Encyclopédie de la Grande Guerre*, Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.), Paris, Bayard, 2004 (rééd. Paris, Perrin, 2012).

qu'on avait pu penser, croire, accepter quelques années auparavant². Le constat même de cette inversion pouvant aller jusqu'à une forme de dénégation demeure refusé dans son principe par une partie de l'historiographie aujourd'hui³.

La difficulté à comprendre la Grande Guerre vient ensuite de ce qu'on confond trop souvent la mémoire et l'histoire. Aux approches du premier centenaire, alors qu'ont disparu le dernier régime né de la guerre, l'Union Soviétique, puis les ultimes témoins, il arrive que l'histoire peine à se frayer un chemin parmi la proliférante mémoire du conflit. On a pu dire que l'histoire visait à la vérité et la mémoire à la fidélité, mais il est clair dans le cas présent que la mémoire ne garantit pas la juste compréhension du phénomène à étudier. Trop d'enjeux contemporains risquent de fausser le regard et font de la mémoire un objet d'appropriation partisane. Par définition, une guerre n'est pas un objet historique neutre susceptible de déboucher aisément sur un consensus. Pourtant la ligne de fracture ne se fait plus aujourd'hui entre la vision des vaincus et celle des vainqueurs,

2. C'est pourquoi le témoignage, surtout lorsqu'il est énoncé longtemps après l'événement, peut se trouver reformulé, altéré, doté d'autres significations, sans que son auteur en soit nécessairement conscient. Sans nul doute celui-ci serait-il très surpris s'il discutait avec celui qu'il fut au moment des faits.

3. On le voit particulièrement en France avec les récentes querelles d'interprétations autour de la notion de « consentement », certains historiens (Annette Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau) ayant mis en avant cette notion pour rendre compte du très large acquiescement des sociétés en guerre à la lutte en cours, voir notamment Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000. Cette approche est complètement rejetée par d'autres historiens (par exemple Nicolas Offenstadt, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Paris, Odile Jacob, 2002; Frédéric Rousseau, *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 2003; général André Bach, *Fusillés pour l'exemple 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2003; André Loez, *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Folio, 2010) qui mettent l'accent sur les diverses formes de contrainte et privilégient l'idée d'une « communauté de souffrance » entre le combattants. Encore faut-il quand même remarquer que celle-ci n'a pas effacé le lien le plus fort qui existait avec les sociétés et les États dont ils restaient membres. Au stade où nous en sommes désormais, il semble bien que l'enjeu du débat ne soit plus d'ordre historiographique mais politique... Indiquons simplement que 600 soldats français ont été condamnés à mort pour toute la durée de la guerre, moins de 10 % d'entre eux pour cause de mutinerie. Sur 30 à 40 000 mutins en mai-juin 1917, seuls une quarantaine ont été fusillés, N. Offenstadt, *op. cit.*, p. 53, chiffres à rapporter aux millions d'hommes mobilisés et aux 900 morts quotidiens de l'armée française. Encore faut-il préciser que les causes et les modalités de l'insubordination des mutins étaient très différentes du défaitisme révolutionnaire à l'œuvre en Russie à la même date.

14-18, *défense ou autodestruction de la civilisation ?*

la Seconde Guerre mondiale et la défaite de l'Allemagne nazie étant passées par là. La question de la responsabilité de la guerre a cessé d'être brûlante⁴. La vision la plus répandue de nos jours, diffusée par les médias, le cinéma, la bande dessinée, quand elle n'est pas cautionnée ou imposée par les pouvoirs publics, éventuellement avec le concours d'historiens, fait des combattants et de leurs familles des victimes. Les fameuses paroles de Guillaume II, « Je n'ai pas voulu cela ! » sont en quelque sorte étendues à tout un chacun, la guerre étant un temps de servitude collective imposée (par qui ? les dirigeants ? les « marchands de canons » ? la bourgeoisie ? les élites traditionnelles ? etc.) à des peuples (par définition pacifiques et fraternels...) qui (nous dit-on) n'en voulaient pas. Dès lors, les véritables héros sont les insoumis, les mutins et les déserteurs, présentés comme autant de prophètes et de consciences morales en liberté. Craonne efface enfin Douaumont... Il n'y a pas besoin de pousser loin la logique de l'argument pour se demander comment « on » a pu imposer de telles contraintes à des sociétés entières qui auraient refusé la guerre. Il n'y a pas eu un gendarme derrière chaque mobilisé. L'insistance sur les raisons principalement disciplinaires de la cohésion des armées et de l'effort des sociétés ne rend pas compte, en définitive, de la manière aisée dont se sont effectuées les entrées en guerre ni de la mobilisation des esprits et des forces, même si celle-ci connut de notables fluctuations et aussi ses limites. Un autre escamotage fréquent dans la mémoire actuellement dominante de la guerre est celui de la mort donnée. Si tout le monde est victime, personne n'a tué. Inutile d'insister sur l'absurdité d'un tel sous-entendu : 8,5 M. d'hommes sont morts des combats ou de leurs suites et personne n'aurait fait feu... ou du moins personne n'aurait visé. Hormis des apologistes déclarés de la violence, rares sont ceux des anciens combattants qui ont, après la guerre, laissé des écrits disant explicitement cette évidence que suggèrent bien des armes de tueurs, de fabrication artisanale, conservée dans les dépôts des musées. La fin de ce temps d'exception que fut le conflit, le retour à la vie civile et à ses règles morales, le désir d'oublier, parfois aussi un sentiment de culpabilité, ont provoqué cette large dénégation du « j'ai tué ».

4. Rappelons que l'article 231 du Traité de Versailles rejetait sur l'Allemagne l'entière responsabilité de la guerre, thèse que plus aucun historien ne soutient aujourd'hui.

1914, 1939 : la double tragédie européenne

Ainsi, à cent ans de distance, la Première Guerre mondiale est donc à la fois très présente et très étrangère, quand ce n'est pas très déformée. Les raisons pour lesquelles les Européens, il y a un siècle, se sont précipités les uns sur les autres, entraînant à leur suite le reste du monde, semblent quasi inintelligibles aujourd'hui sans une solide culture historique. Pourtant elles ont paru suffisamment fortes pour justifier une lutte sans merci qui ne s'est pas nécessairement arrêtée le 11 novembre 1918, dans les esprits du moins. Après un temps d'espoirs et d'illusions, elle a repris de plus belle en septembre 1939, métamorphosée et ajoutant un second volet plus sanglant que le précédent à ce qui a parfois été présenté comme une « seconde guerre de Trente ans⁵ ». La différence entre les deux entrées en guerre et leurs enjeux mérite d'être soulignée, car elle fait voir un élément clé de la tragédie européenne du XX^e siècle. La nature du conflit n'était plus du tout la même et cela n'apparut sans doute pas à la plupart de ceux qui vécurent l'été 1939. En juin 2004, soixante ans après le débarquement en Normandie, en l'église Saint-Étienne de Caen, le cardinal Ratzinger dégagea le sens de la lutte des Alliés : « S'il y a eu jamais, dans l'histoire, un *bellum justum*, c'est bien ici, dans l'engagement des Alliés, car l'intervention servait finalement aussi au bien de ceux contre le pays desquels la guerre a été menée. Une telle constatation me paraît importante, car elle montre, sur la base d'un événement historique, le caractère insoutenable d'un pacifisme absolu⁶ ».

5. Georges Henri SOUTOU, « 1914, vers la guerre de Trente Ans. La disparition d'un ordre européen », Pierre Chaunu (dir.), *Les enjeux de la paix*, Paris, PUF, 1995, pp. 55-80.

6. Cardinal Josef RATZINGER, « À la recherche de la paix », *Revue catholique internationale Communio*, « La joie », t. XXIX, 2004, p. 108. Une fois pape, il revint sur le sujet lorsqu'en visite officielle en Grande-Bretagne, il s'adressa à la reine Elizabeth, le 16 septembre 2010 : « Même dans notre propre vie, nous pouvons nous rappeler combien la Grande-Bretagne et ses dirigeants ont combattu la tyrannie nazie qui cherchait à éliminer Dieu de la société, et qui niait notre commune humanité avec beaucoup jugés indignes de vivre, en particulier les Juifs. J'évoque aussi l'attitude du régime envers des pasteurs et des religieux chrétiens qui ont défendu la vérité dans l'amour en s'opposant aux Nazis et qui l'ont payé de leurs vies. En réfléchissant sur les leçons dramatiques de l'extrémisme athée du XX^e siècle, n'oublions jamais combien exclure Dieu, la religion et la vertu de la vie publique, conduit en fin de compte à une vision tronquée de l'homme et de la société, et ainsi à « une vision réductrice de la personne et de sa destinée (*Caritas in Veritate*, n. 29). », http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2010/september/documents/hf_ben-xvi_spe_20100916_incontro-autorita_fr.html

14-18, défense ou autodestruction de la civilisation ?

Avec le recul, il apparaît que les Européens de 1914 avaient sans doute bien plus de choses en commun que ceux de 1939, dressés les uns contre les autres certes encore par les nationalismes mais plus encore par des idéologies totalitaires enjambant les frontières entre des États dont elles divisaient les populations. Il est frappant, à regarder des photographies prises il y a un siècle, aussi bien des individus que des foules, de remarquer à quel point, ces Européens à la veille d'en découdre apparaissent finalement semblables. Les gamins de village qui s'assemblent devant le photographe sont presque les mêmes en Bretagne et en Prusse orientale. Les aspirations à la respectabilité bourgeoise sont les mêmes à Paris, à Londres, à Vienne. La haute société, qui est la seule à être consciente de ces similitudes par-delà les frontières, partage les mêmes valeurs et le même mode de vie d'un pays à l'autre, d'autant plus qu'elle est parfois tissée d'alliances et de parentés internationales. Les juristes et les socialistes de toute l'Europe dissertent sur la paix et tiennent des congrès. Et pourtant, à l'heure décisive, les uns et les autres ont eu la conviction que leur monde était menacé, que ce qui donnait à la vie son prix était en jeu et qu'il ne pouvait être question de perdre. Chacun défendit ce qui était le plus cher à ses yeux, sa patrie, sa famille, une idée de ce qu'est ou doit être la civilisation.

En 1939, alors que la défense de la civilisation contre la barbarie totalitaire nous semble aujourd'hui avoir été l'enjeu véritable justifiant la guerre, le souvenir des tueries du conflit précédent avait puissamment contribué à aveugler les démocraties parlementaires sur la réalité du péril hitlérien pourtant plus inquiétant que les ambitions brouillonnes de Guillaume II.

La France de 1914 venait de subir la guerre scolaire, la séparation de l'Église et de l'État, les vexations, les vexations en tous genres exercées par la République radicale afin d'éteindre dans le ciel des étoiles que personne ne rallumerait plus, selon l'expressive formule de René Viviani. En août 1914, devant le péril, aucun catholique n'imagina placer ses espoirs dans les baïonnettes allemandes, jugées d'ailleurs globalement protestantes. Clercs et fidèles adhérèrent sans hésiter à l'Union sacrée que le même Viviani, président du Conseil radical, avait étendue aux socialistes, en refusant le moindre ministre de droite au président de la République, Raymond Poincaré, qui avait suggéré de faire entrer au gouvernement le catholique Albert de Mun. En 1915 Briand fit entrer Denys Cochin⁷ dans son ministère. Celui-ci

7. Denys COCHIN (1851-1922) fut une personnalité politique catholique et patriote connue à partir des années 1890 pour son rôle à la Chambre des députés.

conserva des fonctions gouvernementales jusqu'en août 1917, date à laquelle il démissionna, jugeant l'Union sacrée rompue. En dépit des défiances, voire des rumeurs malveillantes contre eux, les catholiques, clercs et laïcs, furent loyaux envers le régime. La guerre permit leur réintégration politique dans la nation et réduisit l'intolérance à leur égard.

En 1939, le réflexe collectif de défense n'avait fonctionné que très tardivement, plus par résignation que par conviction. En France notamment, les germes de la guerre civile et idéologique étaient là. La liberté et le droit devenaient difficiles à discerner. Où était le véritable ennemi ? outre-Rhin ou parmi les compatriotes, valets des « deux cents familles » ou hommes au couteau entre les dents ? La sanglante guerre d'Espagne venait de s'achever. La France connaîtrait-elle l'équivalent ? Rappelons que l'URSS, alliée de fait de l'Allemagne, était à l'affût, prête à bénéficier de l'affaiblissement des belligérants dans une guerre longue pour faire prévaloir son idéologie et sa domination. En France comme en Grande-Bretagne, très peu jugeaient désormais qu'on ne pouvait, en aucun cas, se permettre de perdre face à l'Allemagne dont la véritable nature du régime échappait au plus grand nombre. Après le 6 février 1934 et le Front populaire, les discordes civiles devinrent telles que seul Maurice Chevalier pouvait chanter sur commande que « Cela fai[sai]t d'excellents Français ». Le nouveau Sedan et le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain par la chambre du Front populaire ouvrirent la voie à quatre ans d'une guerre civile de plus en plus manifeste, divisant toute la société, catholiques compris.

Face aux modalités de la catastrophe européenne, le Saint-Siège eut, dans les deux cas, une attitude circonstanciée, donc différente. Pendant la Première Guerre mondiale, il refusa d'entrer dans la logique implacable de la lutte pour la civilisation, encourageant le risque d'être incompris et de décevoir gravement, les uns comme les autres⁸. Benoît XV, qui fit des propositions de paix le 1^{er} août 1917,

Engagé volontaire en 1870, esprit doué et fécond, il s'illustra aussi bien en chimie qu'en littérature, entrant à l'Académie française en 1911. Mécène, il s'intéressa aux Impressionnistes et à Maurice Denis. Lui qui s'était opposé à la politique laïcisatrice des radicaux, il devint ministre d'État en 1915, incarnant l'adhésion des catholiques à l'Union sacrée. La guerre qui lui coûta son fils, l'historien Augustin Cochin, le vit aussi reprendre ses travaux de chimiste appliqués aux explosifs. Sous-secrétaire d'État chargé du blocus de l'Allemagne en 1917, il démissionna en août.

8. Voir Philippe CHENAUX, p. 131 ; aussi Francis Latour, *La papauté et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 1996 ; Nathalie Renoton-Beine, *La colombe et les tranchées. Les tentatives de paix*

14-18, défense ou autodestruction de la civilisation ?

fut le « pape français » pour Ludendorff, le « pape boche » pour Clémentineau. Le seul chef d'État belligérant à donner véritablement suite à son appel, sans succès, fut l'empereur d'Autriche Charles I^{er}⁹. Le pape mettait en avant le droit, la nécessité d'un arbitrage international, l'abandon des conquêtes et des réparations. Mais n'oublions pas, sous peine d'anachronisme, que l'immensité des sacrifices déjà endurés interdisait aux belligérants d'envisager une paix blanche et que les Français pouvaient faire remarquer que les Allemands occupaient une partie du pays, en plus de la Belgique. Négocier, c'était déjà trahir et Charles I^{er} en fit l'expérience lorsqu'il tenta, à l'insu de l'Allemagne, d'ouvrir des pourparlers avec la France. Incapable de mettre un terme à la guerre, le Saint-Siège fit de grands efforts pour en atténuer certaines conséquences : il obtint que des prisonniers blessés fussent échangés, que des nouvelles et des courriers pussent être communiqués, que des enfants eussent à manger.

La Seconde Guerre mondiale présente une situation toute différente, que les stériles polémiques sur le « silence de Pie XII » ont largement déformée. La question romaine réglée par l'abandon de toute prétention territoriale en dehors de la cité du Vatican et le conflit entre l'Église et la société libérale et démocratique apaisé, à la différence de 1914, le Saint-Siège avait pu développer une action beaucoup plus efficace. À l'âge de la radio, sa parole était même attendue. En 1939, les menaces majeures aux yeux du Saint-Siège étaient clairement énoncées par les deux encycliques de Pie XI : *Mit brennender Sorge*, contre le nazisme (14 mars 1937) et *Divini Redemptoris* (le 19 mars suivant) contre le communisme. Il s'agissait bien d'une lutte dont l'enjeu était l'avenir de l'humanité et la paix du monde. Pendant l'hiver 1939-1940, sous le pontificat désormais de Pie XII, les gouvernements français et britanniques avaient été discrètement mais nettement prévenus de l'imminence de l'attaque allemande. L'effondrement de la France fut considéré comme un véritable désastre au Vatican. L'action du Saint-Siège dut être menée depuis un infime territoire, fragile îlot dans une Europe occupée ou acquise à l'un ou l'autre des totalitarismes¹⁰.

de Benoît XV pendant la Grande Guerre, Paris, Éditions du Cerf, 2004 ; Jean-Jacques Becker, *Le pape et la Grande Guerre*, Paris, Bayard, 2006, ces deux derniers ouvrages donnant en annexe le texte de la note de paix pontificale du 1^{er} août 1917.

9. Olivier CHALINE, « Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification », p. 161.

10. Voir Yves-Marie HILAIRE, « Soixante-dix ans après l'été 1940 : la Seconde Guerre mondiale, conflit de civilisation », *Communio*, n° XXXV, 6 – novembre-décembre 2010, pp. 97-103.

La catholicité au péril de la guerre

Dans la grande épreuve que fut la Première Guerre mondiale, la religion fut bien présente, alors même qu'on avait pu la croire vouée à une inéluctable disparition devant le progrès des sciences et des techniques¹¹. Le rôle qui fut alors le sien peut être envisagé selon plusieurs angles d'approche inégalement explorés par les historiens¹².

Très vite, la lutte est conçue, de part et d'autre, comme une guerre pour la civilisation contre la barbarie. L'enjeu ainsi défini est à même de soulever de véritables ferveurs de guerre qui peuvent emprunter au christianisme des notions, un vocabulaire mais aussi tenir leur force du rationalisme et d'une conception militante des Lumières. Celui qui croit au ciel et celui qui n'y croit pas peuvent se rejoindre dans une foi commune, celle en la patrie menacée. Le devoir d'état du premier rejoint alors la morale laïque du second. En France, la fille aînée de l'Église peut être aussi le soldat du droit ou la grande nation chargée de libérer l'humanité. Mais avec l'ennemi, la distance est devenue infranchissable : l'adversaire, de moins en moins humain, c'est le barbare allemand qui bafoue la Belgique, incendie Louvain, bombarde Reims, déporte ou fusille les civils, c'est le Turc sanguinaire qui massacre les Arméniens, c'est le Russe sauvage dont la brève invasion de la Prusse orientale a suscité une profonde terreur, c'est le Français fier de lâcher contre d'autres Européens des troupes coloniales, jugées par les Allemands quasi animales etc. Dans ces conditions, on ne peut pas se permettre de perdre. La lutte à outrance peut devenir quasi eschatologique : cette guerre est la dernière de l'histoire de l'humanité, elle débouchera sur un temps de renouveau et de paix. À partir de 1917, cette espérance se transforme chez certains en engagement révolutionnaire pour une humanité nouvelle par la ruine complète de l'ancien monde¹³.

11. Depuis vingt ans, cette thématique a été complètement renouvelée. On se reportera notamment au volume collectif dirigé par Nadine-Josette CHALINE, *Chrétiens dans la Première Guerre mondiale*, Paris, Éditions du Cerf, 1993 et aux travaux d'Annette Becker, tout spécialement *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire 1914-1930*, Paris, Armand Colin, 1994; *Croire*, Amiens, CRDP de Picardie, 1996.

12. Par exemple, l'ouvrage d'Antoine PROST et Jay WINTER, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil, 2004, n'accorde qu'une place très restreinte à la religion, avec les seules pages 227-229. On ne pourra manquer de noter qu'elles prennent place dans le chapitre « Pourquoi les civils ont-ils tenu ? L'arrière » et sous le sous-titre prometteur « Le tournant affectif : la religion et le deuil ».

13. Voir l'interprétation donnée par George L. MOSSE, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, trad. fr., Paris, Hachette, 1999.

14-18, *défense ou autodestruction de la civilisation ?*

Si les enjeux de la guerre n'étaient pas spécialement religieux, chacun des belligérants fit de son mieux pour mobiliser Dieu à son profit. On avait pu croire la religion disparue des relations internationales. Depuis 1815 et la Sainte-Alliance, hormis dans le cas de la question romaine ou de celle d'Orient (l'empire ottoman et les Balkans), les conflits internationaux ne suscitaient pas en tant que tels la mobilisation des forces religieuses. Le Saint-Siège n'avait-il pas été délibérément tenu à l'écart de la conférence de La Haye sur la paix ? Contre toute attente, la guerre réintroduit Dieu dans l'histoire des hommes. On a soudainement besoin de lui pour justifier la lutte, condamner l'adversaire, motiver les combattants et les opinions. Comment s'y prêtent les catholiques ? L'écart entre les attentes des belligérants et ce que dit, ou refuse de dire, le pape est souvent abyssal. Pie X refuse de bénir les armées de François-Joseph. Mais pour bien des catholiques français, la retentissante réponse du P. Sertillanges aux propositions de paix pontificales est la seule concevable : « Très Saint Père, nous ne pouvons pas pour l'instant retenir vos appels à la paix ! ». La guerre met la catholicité à rude épreuve. Le paradoxe est que l'échec de la parole pontificale, doublé par la présence réduite de la diplomatie vaticane aux négociations de paix telle que l'imposa l'Italie, n'a pas empêché le retour du pape comme acteur à part entière des relations internationales, alors même que la France avait rompu avec lui depuis 1905 et que l'Italie n'avait toujours pas trouvé une solution négociée à la question romaine.

Ce n'est pas le seul changement, loin s'en faut. Le vécu religieux des belligérants sort, à bien des égards, modifié, car la guerre a été aussi une expérience religieuse. Aucune des formes de christianisme n'est ressortie de la lutte telle qu'elle était en 1914. Le cas des Arméniens est le plus tragique puisque la moitié de ces chrétiens vivant dans l'empire ottoman sont massacrés, ou voués à périr de faim et d'épuisement, éventuellement convertis de force à l'islam. L'orthodoxie russe a connu de considérables bouleversements. En 1915, elle pouvait croire prendre possession de Constantinople et de Sainte-Sophie. Deux ans plus tard, la chute du régime impérial la libérait de la tutelle de l'État. Le renouveau à peine amorcé laissa bientôt place à la persécution et, souvent, à l'exil en pays catholique ou protestant. 1917 voit aussi la fin de plusieurs siècles de domination ottomane sur la Terre Sainte. Britanniques et Français entrent à Jérusalem¹⁴. Au fur et à mesure de la guerre, les rapports entre les

14. Sur la Custodie de Terre sainte, voir G. BUFFON, p. 103.

différentes Églises se trouvent peu à peu changés. Des Français, qui pensaient que la religion était l'affaire des femmes, ont pu découvrir avec stupeur des soldats américains se rendant en foule aux offices. Des aumôniers de différentes confessions, chrétiens et juifs, se sont côtoyés dans les tranchées. Les différentes « familles spirituelles de la France » (comme dit Maurice Barrès) se découvrent plus proches au moment où la guerre sépare les coreligionnaires combattant dans des camps différents. Le cardinal Mercier, une des figures catholiques les plus célèbres de la guerre, organise en 1921 les Entretiens de Malines avec des représentants de l'anglicanisme.

Le cataclysme qui surgit en Europe a les conséquences religieuses les plus variées. Il pousse certains vers les églises comme il ébranle la foi chez d'autres. Il multiplie la superstition, voire l'occultisme. Il suscite des prophéties et des espérances apocalyptiques. Il stimule parfois des formes de mystique que l'Église se garde bien de cautionner, liées notamment en France au culte du Sacré Cœur. Mais c'est en pleine guerre, au Portugal (dont on oublie souvent qu'il combattit aux côtés de la France et de la Grande Bretagne) que la Vierge apparut à Fatima, délivrant des secrets aux jeunes voyants.

Les curés étant désormais « sac au dos » (mobilisés), la guerre coûte la vie à nombre de jeunes prêtres, de religieux, de novices et de séminaristes. Pour défendre la France qui les a souvent mal traités, religieux en exil et missionnaires reviennent sans hésiter¹⁵... Le rôle des aumôniers a été d'une grande importance¹⁶. Les pertes qui frappent tout particulièrement les élites, notamment intellectuelles, se traduisent aussi par la mort de convertis des années de l'avant-guerre¹⁷. Les dévastations matérielles sont souvent considérables et les exemples fameux de la cathédrale de Reims en 1914 puis de la basilique d'Albert en 1916 ne sont que les aspects les plus spectaculaires de cette grande pitié des églises de France, de Belgique, d'Italie du Nord-Est, de Pologne... Des photographies dont s'empare la propagande de guerre montrent des crucifix mutilés par les obus. La mortalité de guerre avec ses formes spécifiques (pertes gigantesques, anéantissement des corps ou bien anonymat des dépouilles, décès et sépulture loin des siens) ruine les formes traditionnelles de

15. On en aura une illustration avec l'étude menée par Paul CHRISTOPHE à propos des Missions étrangères de Paris, p. 119.

16. On se reportera à l'article de Xavier BONIFACE qui compare plusieurs pays européens, p. 71.

17. Voir Pierre CAHNÉ, p. 177.

14-18, défense ou autodestruction de la civilisation ?

la mort et du deuil, éteint le souci des âmes du purgatoire¹⁸. Mais d'autres dévotions se propagent : la future sainte Thérèse et la bienheureuse Jeanne d'Arc, jeunes mortes dont les soldats découvrent la similitude d'âge et de souffrance. La charité doit se faire à la mesure des détresses : il faut soigner un nombre considérable de blessés, loger et nourrir des réfugiés, prendre en charge la veuve et l'orphelin. Dans les régions envahies, certains évêques, de simples curés deviennent parfois face à l'occupant l'incarnation du *defensor civitatis* des temps barbares, au risque de leur vie, à tout le moins de leur liberté¹⁹. Les religieuses assurent des tâches nombreuses et variées, tandis que la guerre divise les congrégations internationales²⁰. En France comme en Italie, les femmes catholiques, par divers mouvements, ont joué un rôle accru dans la vie publique, alors même que le suffrage universel demeurait masculin²¹.

Tâcher de mesurer l'expérience religieuse que fut 14-18 oblige enfin à prendre en compte les marques ineffaçables et diverses sur une génération de combattants, bien au-delà du seul temps de la guerre²². Là où prêtres et religieux, mobilisés, ont payé l'impôt du sang, un rapport différent des hommes au clergé a pu se développer, fait de respect et d'estime. En France, si on ne peut parler de « réveil religieux » durable au lendemain de la guerre, c'est néanmoins parmi les jeunes anciens combattants que se trouvent nombre de prêtres et de militants des « trente glorieuses » du catholicisme français, après l'échec du Cartel des gauches et la condamnation de l'Action française²³. Parmi ceux qui ont combattu ou vécu à l'heure de la guerre se forme une conscience nouvelle, nourrie parfois de contacts internationaux avec l'ennemi d'hier. La lutte gigantesque n'a pas

18. Voir l'étude de Guillaume CUCHET, *Le crépuscule du purgatoire*, Paris, A. Colin, 2005.

19. Sur ces différents thèmes, voir l'article de Nadine-Josette CHALINE, « Le clergé et la nation en guerre », p. 35. Signalons Fañch Postic, *Moi Louis-Joseph Le Port, curé dans la France occupée (1914-1918)*, Rennes, Apogée, 1998.

20. Voir ici l'étude de Monique LUIRARD, p. 81, ainsi que celle de Nadine-Josette Chaline, « Les religieuses dans la Grande Guerre », dans Philippe NIVET et Marion TREVISI (dir.), *Les femmes et la guerre, de l'Antiquité à 1918*, Paris, Économica, 2010, pp. 345-360.

21. On se reportera à l'article de Magali DELLA SUDDA, « Les femmes catholiques dans la Grande Guerre », p. 51.

22. La synthèse d'Y.-M. HILAIRE nous donne un vaste panorama des conséquences religieuses de la guerre, p. 141.

23. J'emprunte cette remarque à Étienne FOUILLOUX, « Première Guerre mondiale et changement religieux en France », dans Jean-Jacques BECKER (dir.), *Histoire culturelle de la Grande Guerre*, Paris, A. Colin, 2005, pp. 115-124.

été que destructrice, loin s'en faut²⁴. Mais le deuil et l'entretien du souvenir sont, pour plusieurs générations, un devoir. Hormis pour les troupes coloniales, c'est la croix qui fut plantée sur les tombes, fine et d'un blanc éclatant pour les vainqueurs, noire et basse pour les vaincus. Les monuments aux morts prirent place dans les églises comme dans les divers espaces publics, conférant la palme du martyr à ceux qui avaient donné leur vie pour la patrie. Des peintures, des vitraux, des autels furent installés, rappelant le sens du sacrifice et l'espérance de la résurrection. L'hostilité restait souvent durable envers l'ennemi, tempérée chez certains par la volonté de vivre et d'oublier comme par le désir d'une réconciliation qui s'avéra longtemps impossible. La paix ne semblait pouvoir venir que de l'humiliation des vaincus ou bien de leur revanche, deux avenir inquiétants que rendirent possibles les traités de 1919-1920²⁵. Le devoir de garantir le droit à tous ne s'imposait pas et il fallut une nouvelle catastrophe pour le reconnaître, en Europe occidentale du moins. Lorsque de Gaulle accueillit Adenauer à Colombey en septembre 1958, ces deux hommes d'État catholiques partageaient le souvenir de deux guerres inexpiables mais aussi la conscience que les cathédrales unissaient leurs deux pays.

Olivier Chaline, né en 1964, normalien, agrégé, marié, un enfant, membre du comité de rédaction de *Communio*, est professeur d'histoire moderne à l'Université Paris Sorbonne (Paris IV). Ses travaux portent actuellement sur l'Europe centrale ainsi que sur la guerre à l'époque moderne.

24. À Verdun, Pierre Teilhard de Chardin a déjà l'intuition d'éléments majeurs de son œuvre à venir : « Je ne sais quel espèce de monument le pays élèvera plus tard sur la côte de Froideterre, en souvenir de la grande lutte. Un seul serait de mise : un grand Christ. Seule la figure du Crucifié peut recueillir, exprimer et consoler ce qu'il y a d'horreur, de beauté, d'espérance et de profond mystère dans un pareil déchaînement de lutte et de douleurs. Je me sentais tout saisi, en regardant ces lieux d'âpre labeur, de penser que j'avais l'honneur de me trouver à l'un de ces deux ou trois points où se concentre et reflue, à l'heure qu'il est, toute la vie de l'univers – points douloureux, mais où s'élabore (je le crois de plus en plus) un grand avenir... », lettre à sa cousine Marguerite Teillard-Chambon, 23 août 1916, *Genèse d'une pensée. Lettres 1914-1919*, Paris, Grasset, Les Cahiers rouges, 1961, p. 152.

25. Par l'encyclique *Pacem, Dei munus pulcherrimum* du 23 mai 1920, le pape exprimait ses critiques envers le traité de Versailles, jugé excessivement dur pour l'Allemagne et propre à faire renaître la discorde. Sur le scepticisme du Saint-Siège face au règlement de la paix et ses tentatives pour sortir du rôle de spectateur passif auquel les Alliés, poussés par l'Italie, l'avaient confiné, voir Mgr Giuseppe Maria Croce, « Le Saint-Siège et la Conférence de la paix (1919). Diplomatie d'Église et diplomaties d'État », *Mélanges de l'École Française de Rome, Italie et Méditerranée*, t. 109, n° 2, 1997, pp. 793-823.

Olivier CHALINE

Mesure de la démesure – la Première Guerre mondiale

Tout, dans le premier conflit mondial, passe les normes connues et admises. Chacun sait qu'il fut un cataclysme mais sans nécessairement s'en faire une idée exacte. Mon propos sera ici d'indiquer brièvement la démesure de cette guerre, avec ce qu'elle ruina et ce qu'elle fit advenir. Partons d'un texte particulièrement brutal et suggestif dû au poète Blaise Cendrars, engagé volontaire dans la Légion étrangère, mutilé d'une main en 1915. Intitulé «J'ai tué», il est daté du 3 février 1918 :

«Il y a là-bas un village à enlever. C'est un gros morceau. Le renfort arrive. Le bombardement reprend. Torpilles à ailettes, crapouillots. Une demi-heure, et nous nous élançons. Nous arrivons à vingt-six sur la position. Prestigieux décor de maisons croulantes et de barricades éventrées. Il faut nettoyer ça. Je revendique alors l'honneur de toucher un couteau à cran. On en distribue une dizaine et quelques grosses bombes à la mélinite. Me voici l'eustache à la main. C'est à ça qu'aboutit toute cette immense machine de guerre. Des femmes crèvent dans les usines. Un peuple d'ouvriers trime à outrance au fond des mines. Des savants, des inventeurs s'ingénient. La merveilleuse activité humaine est prise à tribut. La richesse d'un siècle de travail intensif. L'expérience de plusieurs civilisations. Sur toute la surface de la terre, on ne travaille que pour moi. Les minerais viennent du Chili, les conserves d'Australie, les cuirs d'Afrique. L'Amérique nous envoie des machines-outils, la Chine de la main d'œuvre. Le cheval de la roulante est né dans les pampas

de l'Argentine. Je fume un tabac arabe. J'ai dans ma musette du chocolat de Batavia. Des mains d'hommes et des mains de femmes ont fabriqué tout ce que je porte sur moi. Toutes les races, tous les climats, toutes les croyances y ont collaboré. Les plus anciennes traditions et les procédés les plus modernes. On a bouleversé les entrailles du globe et les mœurs ; on a exploité des régions encore vierges et appris un métier inexorable à des êtres inoffensifs. Des pays entiers ont été transformés en un seul jour. L'eau, l'air, le feu, l'électricité, la radiographie, l'acoustique, la balistique, les mathématiques, la métallurgie, la mode, les arts, les superstitions, la lampe, les voyages, la table, la famille, l'histoire universelle sont cet uniforme que je porte. Des paquebots franchissent les océans. Les sous-marins plongent. Les trains roulent. Des files de camions trépident. Des usines explosent. La foule des grandes villes se rue au ciné et s'arrache les journaux. Au fond des campagnes les paysans sèment et récoltent. Des âmes prient. Des chirurgiens opèrent. Des financiers s'enrichissent. Des mairaines écrivent des lettres. Mille millions d'individus m'ont consacré toute leur activité d'un jour, leur force, leur talent, leur science, leur intelligence, leurs habitudes, leurs sentiments, leur cœur. Et voilà qu'aujourd'hui j'ai le couteau à la main. L'Eustache de Bonnot. «Vive l'humanité!» Je palpe une froide vérité sommée d'une lame tranchante. J'ai raison. Mon jeune passé sportif saura suffire. Me voici les nerfs tendus, les muscles bandés, prêt à bondir dans la réalité. J'ai bravé la torpille, le canon, les mines, le feu, les gaz, les mitrailleuses, toute la machinerie anonyme, démoniaque, systématique, aveugle. Je vais braver l'homme. Mon semblable. Un singe. Œil pour œil, dent pour dent. À nous deux maintenant. À coup de poing, à coups de couteau. Sans merci. Je saute sur mon antagoniste. Je lui porte un coup terrible. La tête est presque décollée. J'ai tué le Boche. J'étais plus vif et plus rapide que lui. Plus direct. J'ai frappé le premier. J'ai le sens de la réalité, moi, poète. J'ai agi. J'ai tué. Comme celui qui veut vivre¹.»

La guerre des masses

L'ampleur des forces mobilisées est sans précédent après plus d'un siècle d'expansion démographique : les 21 M. d'hommes

1. Blaise CENDRARS, «J'ai tué», *Aujourd'hui. Tout autour d'aujourd'hui*, Paris, Denoël, vol. 11, 2005, p. 11-16. En 1946, dans *La Main coupée*, revenant sur cet épisode, Cendrars assura que l'Allemand était en fait déjà mort. Vrai ou faux ?

d'août 1914 sont devenus un peu plus de 70 M. en total cumulé à la fin de la guerre². Pour l'immense majorité d'entre eux les armes n'étaient pas leur métier. Jamais on n'avait mobilisé autant d'hommes entre 15 et 49 ans, globalement 50 % d'entre eux, avec des variations considérables et significatives d'un belligérant à l'autre : 80 % en France et en Allemagne, 75 % en Autriche-Hongrie, 50 à 60 % en Grande-Bretagne et en Serbie, 40 % en Russie, 16 % aux États-Unis (pour seulement 18 mois de guerre).

On a pu estimer que sur ce nombre, 8,5 M. ont été tués au combat ou de ses suites³, 21 M. blessés au moins une fois. Pour la seule France 300 000 ont été mutilés, 2 M. sont considérés comme invalides à des degrés divers. Entre 6,6 et 8 M. de soldats auraient été faits prisonniers à un moment ou un autre du conflit. Ce fut le cas d'environ 0,5 M. de Français en Allemagne et de 0,35 à 0,4 M. d'Allemands en France, les pays qui perdirent le plus d'hommes en captivité étant la Russie (2,5 M.) et l'Autriche-Hongrie (2 M. à 2,4 M.).

Dans la tranche d'âge la plus frappée, celle des 20-30 ans, morts, blessés et disparus (ceux qu'on peut, stricto sensu, qualifier de victimes) se monteraient à 9,6 M. du côté allié, 13,2 pour les Empires centraux. La proportion de tués parmi les mobilisés varie nettement d'un pays à l'autre, les Serbes ayant le funeste privilège de venir en tête avec 37 % (leur pays ayant en outre presque enchaîné les deux guerres balkaniques de 1912-1913 et le conflit mondial). Les 1 375 800 morts et disparus français représentent 17,4 % des mobilisés mais si on leur ajoute les 4,2 M. de blessés et les 0,53 M. de prisonniers, on atteint les 3/4, soit une proportion qu'on retrouve dans le cas de l'Autriche-Hongrie. Dans le cas de l'Allemagne, 2 M. de morts et disparus font 15,4 % des 13,2 M. de mobilisés. Si on y ajoute les blessés et prisonniers, la proportion monte à un homme sur deux. Dans la très belle scène finale du film de Bertrand Tavernier, *La vie et rien d'autre*, le héros, officier colonial désabusé retiré sur ses terres de la montagne languedocienne qu'on le voit arpenter dans une fragile lumière automnale, imagine que si tous les morts français de cette tuerie avaient dû descendre les Champs

2. Les chiffres donnés ici sont tirés de *l'Encyclopédie de la Grande Guerre*, Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.), Paris, Bayard, 2004 (rééd. 2012).

3. Ces 8,5 M. de jeunes hommes tués sont à comparer aux 10 M. d'émigrants (pour une large part masculins) qui quittèrent l'Europe dans la décennie de l'immédiat avant-guerre.

Élysées en vitesse de marche et formation réglementaires, leur défilé aurait duré onze jours et onze nuits...

Qu'une guerre née en Europe ait des suites çà et là dans le monde n'est pas en soi une chose nouvelle. Mais ce qui change, c'est le large recours fait aux troupes levées dans les colonies pour des opérations menées, non pas seulement outre-mer, mais en Europe même. Le phénomène est double. D'une part, il concerne les Européens vivant hors de leurs métropoles : Français des départements d'Algérie, habitants des dominions britanniques. Dans le second cas, la guerre a été un moment de prise de conscience nationale, ainsi pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande à cause des pertes subies par les Anzacs à Gallipoli. D'autre part, les « indigènes » africains et asiatiques ont été largement mis à contribution. La France a eu ses adeptes de la « force noire », tandis que la propagande allemande a dénoncé l'usage des troupes africaines contre des Européens. À ces migrations militaires s'en ajoutent d'autres de main-d'œuvre, soit des colonies vers les métropoles (Nord-Africains ou Indochinois dans le cas de la France), soit de belligérants lointains vers l'Europe (dans le cas des Chinois).

Une violence inouïe tout de suite

La violence atteint des niveaux inouïs et ce, très rapidement. Il suffit de quelques jours pour que la guerre imaginée, celle des États-Majors comme celle des publicistes, soit balayée par une réalité autrement plus sauvage. C'est le cas sur le champ de bataille : les mitrailleuses, l'artillerie de campagne avec un nombre de pièces sans précédent, les très gros calibres pour réduire les forteresses provoquent des hécatombes dès les premiers jours. Le 22 août 1914, l'armée française perd au moins 22 000 hommes, soit davantage que lors des plus sanglantes batailles napoléoniennes. Sur mer, les premiers torpillages révèlent la soudaine vulnérabilité de la *Royal Navy* elle-même. C'est aussi la consommation de munitions, prévue pour une guerre courte qui prend des proportions que personne n'avait prévues, la rupture de stock menaçant à plus ou moins brève échéance. Compte tenu des effectifs déployés, la notion même de bataille perd son sens traditionnel lié à l'unité de temps, de lieu et d'action. Ces gigantesques engagements peuvent durer des semaines, voire des mois. Une fois passés les premiers engagements (Charleroi), les batailles portent désormais des noms de cours d'eau ou de province : la Marne, puis l'Yser, en attendant la Somme, signe de leur dilatation.

Un seul cas échappe à cette règle, Verdun, ce qui traduit *a contrario* l'investissement à la fois historique, affectif et militaire pour la maîtrise d'un haut lieu qui justifie des sacrifices incommensurables sur le champ clos du duel germano-français au point de naissance des deux nations : 500 000 morts. Dès les premiers temps du conflit, avec la guerre de mouvement ainsi que la hantise des francs-tireurs et des espions, la violence est exercée à un degré sans précédent contre les populations civiles : les « atrocités allemandes » en Belgique et dans le nord de la France ont pu être exagérées par la propagande alliée, elles n'en ont pas moins une formidable réalité (6 500 civils fusillés et 15 000 autres déportés, 20 000 immeubles détruits, à titre de représailles)⁴, les Austro-Hongrois ont fait plusieurs milliers de victimes civiles lors de leurs infructueuses tentatives de conquête de la Serbie, tandis que la brève invasion russe de la Prusse orientale en août 14 a suscité la panique, renforcé la haine du Russe et donné à Hindenburg et Ludendorff une notoriété qui, deux ans plus tard, fera d'eux les véritables maîtres de l'Allemagne. En peu de temps, ce qui semblait les acquis de la civilité s'effondre, comme parfois aussi la discipline militaire. Le viol, le pillage, la destruction (l'incendie de la bibliothèque de Louvain ou le bombardement de la cathédrale de Reims) révèlent une autre face de l'Europe, qu'on croyait résolue ou propre aux populations jugées semi-sauvages des Balkans⁵.

Ce qui s'est produit en quelques semaines est d'une irréversible gravité. Les pertes du premier mois de la guerre ont passé tout ce qu'on avait connu. Le fossé moral entre les belligérants est déjà d'une extrême profondeur, si bien que les appels à la paix n'ont plus aucune chance d'être entendus. « Qui n'est pas avec moi est contre moi » : le verset de l'Évangile trouve une paradoxale application dans le cas du pape, Pie X puis Benoît XV, dont chacun espère récupérer la parole ou dénonce le silence. Dans l'impression générale de menace, personne ne doute de la justice d'une guerre fondamentalement défensive. Tous les courants pacifistes antérieurs appuyés sur des forces internationales, catholiques, socialistes..., ont été balayés en un temps record⁶. À partir de septembre 1914, il devient

4. John HORNE et Alan KRAMER, 1914. *Les atrocités allemandes. La vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique*, trad. fr., Paris, Tallandier, 2011.

5. On pourra se reporter à l'ouvrage collectif dirigé par John HORNE, *Vers la guerre totale. Le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010.

6. Le coup de feu meurtrier de Raoul Villain a vraisemblablement évité à Jean Jaurès de devenir une des figures de l'Union sacrée, comme son camarade Albert Thomas, ministre de l'armement en 1916-1917. Jules Guesde devint ministre sans portefeuille en août 1914.

plus que probable que la guerre va s'éterniser et que personne ne sera de retour à Noël. Le temps de la paix est définitivement révolu. Il n'est pas certain qu'il soit jamais revenu dans l'esprit de ceux qui ont connu cette entrée en guerre et ont survécu aux quatre années du conflit.

Caractéristiques nouvelles de la violence de guerre

La violence prend des formes et une intensité inédites⁷. À l'Ouest, le combat tue désormais plus que la maladie. Les pertes sont dues prioritairement aux bombardements d'artillerie puis aux balles, 80 % pour ces deux catégories réunies. En revanche, sur les fronts orientaux, en quelque sorte plus archaïques d'un point de vue matériel et surtout sanitaire, la maladie resta la première cause de mortalité. À partir de l'attaque allemande du 22 avril 1915 près d'Ypres, l'usage des gaz de combat se répandit. Les Allemands avaient devancé les Français qui y travaillaient aussi de leur côté. L'arme chimique, dont on avait attendu la rupture du front ennemi, ne fut pas décisive. Spectaculaire, elle n'a représenté que 3,4 % des blessés britanniques, français et allemands. Mais elle était révélatrice du caractère de plus en plus industriel de la guerre que l'on mesure aussi à l'introduction d'autres armes qui rendent l'univers du combattant, et aussi celui des civils, de plus en plus dangereux. Le développement accéléré des aviations de combat fait du ciel un nouvel espace de combat, pour la chasse comme pour le bombardement. Le péril vient désormais aussi de dessous les flots avec la menace croissante du torpillage qui pèse sur les Neutres presque autant que sur les belligérants. Les 1198 victimes (américaines pour 129 d'entre elles) du *Lusitania*, en mai 1915, ont provoqué une vive émotion. C'est finalement la décision allemande d'intensifier la guerre sous-marine qui finit par pousser les États-Unis à intervenir aux côtés de l'Entente.

Il est souvent question de « guerre de matériel », comme si l'homme s'effaçait devant la puissance industrielle et que mitrailleuses, canons, chars et avions devenaient les véritables acteurs du champ de bataille. Il convient toutefois de rappeler que l'industrie, malgré toutes ses capacités productives, mit parfois du temps à satisfaire à peu près la demande. Même en 1918, l'armée française consommait

7. Sur cette notion, voir Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Annette BECKER, Christian INGRAO, Henri ROUSSO (dir.), *La violence de guerre, 1914-1945*, Bruxelles, Complexe, 2002.

plus d'obus que le pays ne pouvait en produire. Surtout, il faut être bien conscient que ce sont les hommes qui meuvent les machines, tiennent les positions et affrontent d'autres hommes, y compris à l'occasion au corps à corps. Le texte de Blaise Cendrars, intitulé *J'ai tué*, que je viens de citer est particulièrement explicite sur une réalité qui dérangera fortement par la suite.

La réalité du combat pour les masses humaines engagées est, bien souvent, celle de petits groupes, tâchant d'agir et de survivre : quelques soldats, autour d'un officier ou un sous-officier, parfois d'un camarade sans grade qui a l'expérience ou une autorité naturelle. C'est un simple lieutenant allemand qui s'empare de l'énorme masse du fort de Douaumont, laissée à l'abandon par le commandement français. Le moment de bascule de la gigantesque bataille de Verdun, lors de l'ultime attaque allemande, contre le fort de Souville, le 11 juillet 1916, met aux prises de petites troupes conduites par des officiers subalternes compétents et courageux. À la pointe de l'assaut, l'échec de quelques dizaines de combattants allemands a pour conséquence que Verdun demeure hors d'atteinte. Sur le champ de bataille, la solitude est plus présente qu'on ne croit : elle est vécue par celui qui monte la garde dans la nuit, qui peine à retrouver son chemin dans un terrain bouleversé, qui a revêtu son masque à gaz, elle est aussi celle de l'enlisé, du blessé assoiffé qui appelle des secours, du moribond à l'agonie. Dans certains témoignages, cette solitude est assimilée à celle du moine⁸. Des graffitis, des sculptures, parfois de véritables oratoires dans des grottes, témoignent encore d'une solitude ouvrant sur Dieu dans la souffrance et le sacrifice. L'imitation du Christ n'est pas un vain mot chez les croyants. La guerre est vécue comme une punition, une expiation des péchés accumulés, tout aussi bien que comme un temps d'intercession et d'attente de la consolation. Le Christ et la patrie se superposent dans une même offrande. C'est souvent le Christ qu'on montre sur les fresques des églises assistant le soldat à l'agonie. Certaines images représentent même un crucifié vêtu de bleu horizon, ainsi le monument aux morts de Notre-Dame du Saint-Cordon à Valenciennes, dû à Lucien Jonas⁹. Un interminable vendredi saint s'est abattu sur le monde, source de quelle rédemption ? Dans cet enfer répandu sur la terre, la quête des intercesseurs est une question vitale, l'orthodoxie n'étant

8. Annette BECKER, *Croire*, Amiens, CRDP de Picardie, 1996, p. 52.

9. Annette BECKER, *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire, 1914-1930*, Paris, Armand Colin, 1994, illustration n°2.

pas toujours au rendez-vous¹⁰. « Sainte Marie, mère de Dieu, priez pour nous, pauvres pêcheurs, maintenant et à l'heure de notre mort ». Aujourd'hui encore, dans de grands sanctuaires de pèlerinages ou de simples églises et chapelles, nombre d'ex-voto témoignent de ces vies de soldats confiées à la protection mariale. Jeanne d'Arc, béatifiée en 1909, et Thérèse de Lisieux, dont la cause vient tout juste d'être introduite, sont invoquées comme des saintes. La mort les a saisies à l'âge qui est celui des soldats et la première fut cette guerrière sortie du peuple, incarnant la protection divine sur la France. Dans l'église d'Arques-la-Bataille (Seine-Maritime), la chapelle pour les morts de la guerre est ornée de fresques montrant la Pucelle et ses troupes aussi bien que les combattants en bleu horizon. Le Carmel de Lisieux a échangé une correspondance énorme pendant la guerre avec les soldats et leurs familles¹¹. De ces célestes marraines de guerre, on attend une protection. Le Sacré Cœur est à l'honneur. Après 1871, *Gallia poenitens et devota*, l'accent fut mis à la fois sur l'expiation et sur la miséricorde du Christ. À partir de 1914, il faudrait ajouter *militans* à la formule inscrite à la mosaïque de la basilique de Montmartre. L'image du Sacré Cœur (avec sa croix, rouge) est largement répandue chez les soldats et dans leurs familles, unissant ceux que la guerre a séparés. Certains rêvent même de l'ajouter au drapeau français¹². Un exemple montrera cette ferveur. Sur l'exemplaire que je possède des *Paroles d'un revenant*, du lieutenant aviateur Jacques d'Arnoux, abattu entre les lignes en septembre 1917 et qui échappa successivement aux flammes de son avion puis à une interminable agonie sans secours, l'auteur a écrit en guise de dédicace : « Je suis témoin que le Christ Jésus est vivant et qu'il fut mon soutien dans cette longue bataille livrée contre le mal et contre la mort. Confiance indomptable dans le Sacré Cœur et Haut les Ailes. Hommage d'un revenant de la guerre sauvé par le

10. Voir Annette BECKER, *op. cit.*, pp. 57-101. Elle montre aussi comment des pratiques religieuses peu orthodoxes et de franches superstitions (allant jusqu'aux amulettes) purent fleurir pendant la guerre.

11. Nadine-Josette CHALINE, « Pluies de roses sur les tranchées », dans Bernard Hours (éd.), *Carmes et carmélites en France du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, 2001, pp. 203-209.

12. C'est ce que fait le général d'armée de Langle de Cary sur son étendard, provoquant l'émoi des préfets... En janvier 1917, une jeune Poitevine, Claire Ferchaud, parvint même à être reçue du président de la République. Elle lui expliqua que c'était la France qui avait fait au Christ la plaie à son côté, mais que la réparation assurerait la victoire des Alliés. Les autorités ecclésiastiques, archevêque de Paris en tête, se montrèrent très prudentes.

Sacré Cœur le 1^{er} vendredi de septembre 1917 après l'intronisation du Sacré Cœur dans sa famille par le colonel d'Arnoux ». Le père est mort de ses blessures en 1921, le fils a, à force de volonté, pu retrouver un usage partiel de ses jambes¹³.

La douleur est immense, à la mesure des effets dévastateurs que la violence de guerre exerce sur les corps et les esprits : il y a désormais les « gueules cassées », les gazés, les mutilés, mais aussi tous ceux qui souffrent des névroses traumatiques qu'il a bien fallu que la médecine prenne en charge, de préférence à proximité du champ de bataille si l'on voulait soigner et renvoyer au feu. Pour des hommes brutalement extraits de leur monde familial, le combat entraîne parfois la mise en doute des croyances et des convictions antérieures les mieux établies. La découverte de soi-même comme tueur n'est pas nécessairement exprimée avec la netteté de Cendrars mais la métamorphose a pu être, pour certains une expérience non seulement douloureuse, voire honteuse, mais aussi compromettant le retour à la vie civile.

Les combattants ne sont pourtant pas enfermés dans un monde à part qui les aurait coupés de toute leur vie antérieure. Des efforts considérables ont été déployés pour maintenir le lien avec l'arrière qui forme aussi un front intérieur. Un système de permissions est organisé à partir de 1915, tandis que des flux énormes de correspondances sont échangés depuis le front et vers le front : plus de 10 milliards, rien que pour la France. Car, quoi qu'on ait pu dire, les civils et les mobilisés ne forment pas deux mondes séparés.

Sociétés guerrières et violentées

Entre les grandes offensives et le quotidien de la lutte, les sociétés belligérantes se sont tant bien que mal accoutumées aux formes de la violence de guerre au temps des masses et de l'industrie.

Le deuil de masse est devenu très vite une formidable réalité. Chaque jour de guerre, en moyenne, l'armée française perd près de 900 hommes, l'allemande 1 300 et la russe près de 1 460. Le 1^{er} juillet 1916, qui vit l'ouverture de la bataille de la Somme coûta 60 000 hommes hors de combat, dont 20 000 tués, aux troupes du Commonwealth, soit quatre fois plus que Waterloo. Les treize années (en comptant le bref intermède de la paix d'Amiens en 1802-1803)

13. Jacques d'ARNOUX, *Paroles d'un revenant*, Paris, Plon, 1925. L'ouvrage, préfacé par Henry Bordeaux, eut un grand succès à l'époque.

des guerres de la Révolution et de l'Empire ont coûté 1 million de morts à la France, alors le pays le plus peuplé d'Europe hormis l'empire russe. Les 1 561 jours de la Première Guerre mondiale ont fait 1,375 M. de morts dans un pays vieillissant, depuis longtemps surclassé par le Reich allemand et la Grande-Bretagne.

De telles pertes sont d'autant plus éprouvantes qu'elles provoquent l'inversion de l'ordre naturel puisque ce sont les jeunes hommes qui meurent les premiers. L'assimilation au Christ du soldat souffrant et mourant pour la patrie fait de celle-ci une seconde figure de la Vierge, *Mater dolorosa* qui est représentée après-guerre sur maints monuments aux morts. Des millions d'Européens, croyants ou non, reposent sous une croix¹⁴. Dans les cimetières du front Ouest, elle est blanche pour les vainqueurs, noire pour les vaincus. La violence du champ de bataille, accrue par le fait qu'il est souvent impossible, faute de trêve, de ramasser les morts comme de récupérer les blessés, porte en elle-même l'usure et même la péremption des rituels funéraires ordinaires. À l'impossibilité pour la famille d'entourer le moribond et de veiller ensuite son corps (ce que ses propres camarades eux-mêmes ne sont pas toujours en mesure de faire), s'ajoute la souffrance d'une sépulture lointaine, parfois, pire encore, de l'absence de sépulture, de l'anonymat ou encore de la volatilisation du corps. Et encore est-on dans le cas d'un décès avéré, car le nombre des disparus est devenu très élevé. La quête impossible de cette armée des ombres aux dépouilles sans nom ou aux corps anéantis est la source pour les proches d'éprouvantes recherches et d'une forme de torture par l'espoir. Pour les familles des tués, la volonté de savoir comment cela s'est passé ouvre la voie au désir, soit de récupérer le corps, soit de pouvoir se rendre sur une tombe, à défaut là où le soldat est tombé¹⁵. De nouvelles formes de pèlerinage sont nées en Occident. Le veuvage sous toutes ses formes (celui des fiancées, celui des femmes mariées)¹⁶ et l'existence d'un nombre

14. Il est arrivé que des juifs allemands demandent expressément à être inhumés sous une croix pour montrer leur attachement à la commune patrie allemande.

15. Sur les monuments aux morts, voir notamment Monique LUIRARD, *La France et ses morts. Les monuments aux morts de la Loire*, Saint-Étienne, 1977 ; Annette Becker, *Les Monuments aux morts. Mémoire de la Grande Guerre*, Paris, 1988, ainsi que « Les croix de bois. Sépultures de la Grande Guerre », *Communio*, n° XX, 2 – mars-avril 1995, pp. 165-178 ; Nadine-Josette Chaline, *Gardiens de la mémoire. Les monuments aux morts de la Grande Guerre dans l'Allier*, Amis du Patrimoine Religieux en Bourbonnais / Archives départementales, Yzeure, 2008.

16. Il faut mentionner ici les époux Dupouey : le lieutenant de vaisseau Pierre Dominique (en fait Charles Marie Dominique) Dupouey, tué à Nieuport, le 3 avril

considérable d'orphelins marquent désormais les sociétés comme aussi les finances publiques par les pensions¹⁷. Le 11 novembre 1920, l'installation de la tombe du soldat inconnu sous la voûte de l'arc de triomphe, un an après le défilé de la victoire, cherche à apaiser en la concentrant en une seule sépulture anonyme la douleur de tant de familles.

Les morts, les blessés du corps ou de l'esprit et leurs proches ne sont pas les seuls à subir la guerre. La captivité devient un phénomène de grande ampleur, concernant 6 à 8 M. d'hommes, avec des formes plus rigoureuses que par le passé. Dans une Europe coupée en deux, avec de rares espaces neutres, ce sont des institutions internationales telles que le Saint-Siège et la Croix-Rouge, qui permettent d'avoir des nouvelles, de faire passer des vêtements, de l'argent, éventuellement d'espérer une libération. Les occupations sont d'une durée et d'une rudesse qui dépasse ce qu'on avait pu connaître depuis longtemps¹⁸. Les réquisitions, les sanctions en tous genres et les otages ne sont pas des nouveautés si on examine 1814, 1815 et 1870 pour la France. Mais les camps d'internement pour les civils sont apparus dans les deux décennies précédant le conflit mondial, lors des guerres de Cuba puis des Boers. L'innovation propre au conflit réside dans les évacuations de populations jugées inutiles et plus encore dans les déportations, soit de personnes tenues pour hostiles, soit de main-d'œuvre civile : France du Nord (les femmes et les jeunes filles de Lille, à Pâques 1916), Belgique.

Les réfugiés ne sont pas un phénomène nouveau mais celui-ci prend une ampleur inouïe¹⁹. Plus de 10 M. de personnes ont été, à un moment ou un autre et pour plus ou moins longtemps, jetées sur les

1915, et son épouse Mireille, morte en 1932. Leur fils Michel fut un collaborateur de *Communio*. Les *Lettres et essais* de Pierre DUPOUEY furent publiés à Paris, aux Éditions du Cerf en 1935, avec une préface d'André Gide et une introduction d'Henri Ghéon, ses amis de la NRF. En 1944 furent publiés, toujours aux Éditions du Cerf, les *Cahiers 1915-1919*, de Mireille Dupouey, qui avait continué à écrire à son époux disparu. C'est sans doute le texte le plus impressionnant né du veuvage de guerre. Voir http://ecole.nav.traditions.free.fr/officiers_dupouey.htm

17. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *Cinq deuils de guerre, 1914-1918*, Paris, 2001 ; Olivier Faron, *Les enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la Première Guerre mondiale*, Paris, 2001.

18. La question a été traitée par Annette BECKER, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaires et culture de guerre, populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris, Noésis, 1998 puis par Philippe NIVET, *La France occupée 1914-1918*, Paris, A. Colin, 2011.

19. Voir notamment Philippe NIVET, *Les réfugiés français de la Grande Guerre. Les « Boches du Nord »*, Paris, Économica, 2004.

routes par l'approche d'un envahisseur à la sinistre réputation, russe, allemand : 2 M. d'entre eux étaient français, 1 M. serbes, plus d'un demi-million belges, presque autant italiens et 400 000 allemands. En Russie, les déplacements de population sont délibérément organisés dans les arrières du front : Allemands, Juifs, Polonais qui vont se perdre dans la confusion, l'épidémie, la faim.

Un épisode prend une valeur spécifique parmi les tueries militaires et les surmortalités civiles : en 1915, la déportation et le massacre de plus d'un million d'Arméniens sur les deux qui vivaient en 1914 dans l'empire ottoman (et qui avaient déjà subi de précédentes tueries depuis 1894). Il s'est agi d'éliminer un peuple jugé traître (certains Arméniens combattent aux côtés des Russes) et responsable de tous les maux de l'empire. L'objectif était de parvenir à l'unification ethnique et religieuse d'une Turquie renouvelée. Les marches de la mort, les massacres, l'islamisation forcée des survivants créèrent un précédent pour d'autres tueries. Hitler, en 1941, fit explicitement référence à l'élimination des Arméniens pour justifier la mise en œuvre de celle des Juifs.

Ferveurs, ébranlements, ruptures

Les sociétés en guerre connaissent tout à la fois ferveurs et ébranlements. Le cataclysme qui les saisit est à la fois destructeur et créateur, modifiant, voire ruinant l'ordre politique, social, moral, religieux, intellectuel antérieur. Il suffira de rappeler des données plus ou moins connues. L'inflation ruine peu à peu les rentiers mais aussi étrangle ceux des salariés qui ne travaillent pas pour la guerre. Elle frappe notamment les classes moyennes françaises. Partout, elle porte la menace du déclassement social, tandis que certains profitent des opportunités nées de la guerre et exhibent sans discrétion le nouveau train de vie qui est le leur. La mobilisation des hommes et les besoins de l'industrie de guerre font entrer les femmes dans des activités qui n'étaient pas les leurs jusqu'alors. Mais il a moins été remarqué que ce temps d'exception ouvre aussi aux associations féminines catholiques un rôle accru dans la vie publique, alors même que les femmes n'ont pas le droit de vote. La production, agricole, minière et industrielle, est désorganisée par le départ des mobilisés, les occupations, les destructions, les perturbations des approvisionnements. Elle doit être prise en mains par les États afin de fournir aux armées de quoi soutenir la lutte. Le libéralisme économique connaît une première remise en cause, qui ne vient pas d'abord des

socialistes, tandis que des secteurs entiers voient s'effondrer les quantités produites. Les pénuries et le rationnement, avec les queues et le marché noir, deviennent le lot des belligérants. Dans les Empires centraux, la sous-alimentation se conjugue avec des hivers de guerre plus durement ressentis. Les villes de la partie autrichienne de la Double monarchie, plus industrielles, sont ainsi acculées aux pires difficultés par l'égoïsme de la Hongrie plus rurale. On a pu estimer que le blocus exercé par les Alliés sur les empires centraux avait coûté la vie à plus de 0,5 M. de personnes. L'affaiblissement sanitaire des populations, notamment urbaines, est une réalité. L'Europe en guerre est ainsi plus vulnérable aux épidémies, même si la grippe espagnole a eu son évolution propre, indépendamment du conflit, et a fait davantage de victimes hors d'Europe. De tout cela, il est résulté, en 1918 dans les Empires centraux, l'usure du loyalisme politique, le désespoir, un terrain favorable aux discours appelant à une paix immédiate et à la prise du pouvoir par le prolétariat sur le modèle russe, mais seulement là où la défaite a été comprise comme inéluctable.

La Grande Guerre fut un temps exceptionnel de mobilisation des esprits, celle-ci étant une des formes de la « guerre totale ». L'accent a été longtemps mis principalement sur la mobilisation des ressources et de la production dans une économie de guerre, selon une première expérience de dirigisme, l'Allemagne allant le plus loin dans cette voie, sous la quasi-dictature de Ludendorff. Temps d'exception, le conflit le fut aussi en matière politique, les belligérants se distinguant entre eux selon la plus ou moins grande suspension des règles et des usages. La mobilisation des énergies a été particulièrement poussée dans le vaste domaine que les historiens caractérisent aujourd'hui comme celui de la « culture de guerre ». Peut-on parler de propagande et, si oui, en quel sens ? Le temps n'était pas encore venu des dictatures totalitaires et de leur emprise sur les opinions publiques. Celles-ci continuaient d'exister et d'être complexes. Certes, images, objets et écrits relevant du « bourrage de crâne » (en version française) étaient bien là, mais notons qu'ils n'avaient d'efficacité véritable que si les esprits étaient prêts à recevoir leur message. La distance, voire le sarcasme, n'empêchaient pas la formation de véritables « fronts intérieurs » faits spontanément d'une très large acceptation de la lutte et de sa signification. Nous savons aujourd'hui que les scènes d'enthousiasme patriotique d'août 1914 dans les capitales entrant dans la guerre n'étaient pas représentatives des sentiments profonds du plus grand nombre, marqués par le sens du devoir, une fermeté frémisante, beaucoup de gravité. Nous mesurons mieux aussi comment

le sens de la lutte a été compris, assumé, exprimé aussi, avec des moments d'intensité maximale et d'autres de fléchissement²⁰. Les travaux réalisés sur la France à partir du contrôle postal sont très éclairants à cet égard. Ils montrent notamment la crise qui monte dès la fin de la bataille de Verdun et qui se manifeste au cours de 1917, puis le sursaut face à la menace d'une victoire allemande à l'Ouest comme à l'Est²¹.

Des attentes, mieux des espérances, ont traversé et soutenu les sociétés en guerre soumises à toutes sortes de souffrances. Elles ont pu être énoncées en termes religieux ou quasi tels, y compris par des incroyants : le sacrifice, le devoir, voire la croisade sont des notions très largement partagées²². Dans les Empires centraux, on insiste à l'intention des catholiques (belligérants ou neutres) sur le fait qu'on doive combattre la France athée, la Grande-Bretagne hérétique et la Russie schismatique, même si Guillaume II et le sultan ottoman sont d'étranges champions du catholicisme. Parmi les catholiques français (Claudel, par exemple), l'Allemagne est la patrie de Luther, éternelle révoltée contre l'Église et la Vierge, ce qui fait bon marché du catholicisme des Rhénans, des Bavaois, des Polonais et de tant de sujets de François-Joseph... Les Neutres, notamment l'Espagne et la Suisse, sont l'objet d'une intense propagande destinée à prouver le bien-fondé de la lutte. Membre du Comité français de propagande à l'étranger, Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique, multiplie les écrits ainsi que les missions pour justifier la guerre française, tandis que les ecclésiastiques allemands ou autrichiens et

20. C'est un point de vifs désaccords entre historiens aujourd'hui. Remarquons toutefois que la plupart des auteurs qui contestent cette interprétation ne font aucune place aux aspects religieux du conflit. Notons aussi que l'Union sacrée ne fit pas disparaître pour autant l'anticléricalisme et le laïcisme qu'on retrouve exprimés par des soldats, des officiers (se disant «républicains»), des politiques. Les discordes françaises purent continuer, sur le mode mineur, en attendant de reprendre après la fin de la guerre, comme on le vit sous le Cartel des Gauches. Mais il fallut se rendre à l'évidence qu'un régiment ayant un bon colonel et un bon aumônier pouvait être fort efficace. Les autorités ecclésiastiques, le cardinal Amette, archevêque de Paris ou Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique, usèrent habilement des possibilités soudainement offertes par l'Union sacrée. La guerre fit sortir les catholiques français de la position de citoyens de seconde zone qui était devenue la leur.

21. Signalons notamment l'étude sur le pacifisme de Galit HADDAD, *1914-1919. Ceux qui protestaient*, Paris, Les Belles Lettres, 2012.

22. Voir Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, dont la deuxième partie est précisément intitulée « la croisade ».

leurs partisans dans les divers pays répliquent pied à pied²³. Peut-on dire que la victoire alliée fera advenir le règne de Dieu? Comment préserver l'unité catholique? La distance est immense entre les fidèles et le Saint Père, commun à tous, belligérants et neutres. Comment faire comprendre à Rome, si on est Belge ou Français, ce que signifient l'invasion et l'occupation? Là où les hommes d'Église(s) sont astreints au service militaire, la guerre fait sauter l'interdit de porter les armes. Si certains sont brancardiers et d'autres aumôniers, d'autres encore servent comme officiers, tel l'abbé Jean-Julien Weber, Alsacien fils d'un officier sorti du rang, futur évêque de Strasbourg en 1945²⁴. Pour lui, Jeanne d'Arc était un modèle à suivre, celui de la fidélité à l'esprit du Christ et de l'attachement à la liberté de la patrie, sans céder au nationalisme et à la haine de l'ennemi. Ces distinctions n'étaient pas nécessairement répandues.

Les ferveurs de guerre pouvaient aller de pair avec de véritables courants eschatologiques : cette guerre était la dernière, celle qui tuerait toutes les autres, celle qui verrait la défaite des dangers menaçant au-delà de la patrie, l'humanité. De telles attentes se déclinaient en versions chrétiennes mais aussi d'une manière laïque et rationaliste. On pouvait très bien combattre avec détermination précisément parce qu'on était pacifiste... La guerre était juste et morale car elle déboucherait sur un monde meilleur et une humanité délivrée des fléaux qui l'affligeaient depuis trop longtemps, qu'ils eussent pour nom le militarisme prussien, le péril slave etc. dans une sorte de *millenium* laïcisé. Ces attentes furent ensuite démenties, aussi bien par la victoire que par la défaite, avant d'être souvent reprises par les idéologies totalitaires.

23. Les *Carnets du cardinal Alfred Baudrillart, 1^{er} août 1914-31 décembre 1918*, édités par Paul CHRISTOPHE, Paris, Éditions du Cerf, 1994, permettent de plonger directement dans ce très intense patriotisme catholique. Dans ses tournées de conférences, en Espagne notamment, tout en parlant vigoureusement contre l'Allemagne, il prenait soin, nous dit-il, de ne pas user de paroles blessantes contre ses adversaires ecclésiastiques. Il est également instructif de lire les répliques venues d'Allemagne, ainsi la réponse, modérée, à *La guerre allemande et le catholicisme*, publiée en 1915 par les jésuites allemands dans *Stimmen der Zeit*, pp. 384-386. Je remercie le P. Armogathe d'avoir porté ce texte à ma connaissance. Précisons que Mgr Baudrillart servit aussi d'aumônier à l'hôpital militaire établi aux Carmes.

24. Jean Julien WEBER, *Sur les pentes du Golgotha. Un prêtre dans les tranchées*, Jean-Noël Grandhomme (éd.), Strasbourg, La Nuée Bleue, 2001. De retour en Alsace, il écrit à la fin de ses cahiers en juillet 1919 : « Que Dieu garde l'avenir et que les aspirations de tous vers la paix et la tranquillité n'aboutissent pas à une catastrophe intérieure ! Une lutte se substitue à une autre : puissé-je, dans cette lutte pour l'Église, ne pas être inférieur à ce que j'ai été dans la lutte pour la Patrie », p. 245.

Le conflit a tué en même temps qu'il faisait naître à la guerre des hommes que la violence habita désormais, tel le caporal Hitler²⁵. La remise en cause de l'humanisme était déjà commencée avant 1914, aussi bien chez certains artistes que par l'effet du darwinisme social appliqué aux relations entre les nations, faisant de la vie une lutte à mort. La défaite et les humiliants traités de 1919-1920 firent lever les semences de guerres nouvelles. Plus que jamais, le pardon était impossible, même bien souvent entre coreligionnaires. La conscience européenne ne s'identifia plus avec l'idée de civilisation puisque la barbarie avait paru en pleine Europe. Après le choc de la guerre, Paul Valéry put écrire « nous autres, civilisations, savons maintenant que nous sommes mortelles ». Même dans la (fragile) victoire, le désespoir pouvait sembler à jamais le seul horizon.

Il y eut pourtant aussi des hommes « nés de la guerre », pour reprendre l'expression d'Henri Ghéon. Avec eux, le conflit apparaît comme un temps d'ambivalence, à la fois d'horreur et de dépouillement, pour tous d'initiation, pour certains de dépassement et de sacrifice. Teilhard de Chardin a exprimé cela en 1917 dans un texte intitulé *La Nostalgie du front*. Il semblait, selon ses paroles, qu'on fût arrivé « au bord du monde – tout près de Dieu²⁶ ». Lieu de conversion pour les uns, de scandale pour d'autres, le front suscita d'improbables rencontres, dans le quotidien comme dans l'exception. Une des plus étonnantes, célébrée en son temps par Maurice Barrès, fut, le 29 août 1914 dans les Vosges, le geste du rabbin de Lyon Abraham Bloch montrant le crucifix à un mourant catholique. Le peintre Lévy-Dhurmer représenta cet épisode, à la demande de la famille du rabbin qui mourut lui-même pendant la guerre, auprès d'un aumônier catholique²⁷. Si ces espoirs d'un avenir paisible dans une nation plus unie furent vains, il n'en demeure pas moins que, au moins entre compatriotes chrétiens, des contacts avaient pu être noués. Le cataclysme survenu en Russie menaçant le christianisme dans son être même fit naître des interrogations dont témoigne

25. Rappelons l'extraordinaire portrait qu'en donna Bernanos en 1940 dans *Les enfants humiliés* : « Je pense à M. Hitler, depuis le premier septembre, comme à un mort. Je n'ai aucun mal à l'honorer comme tel. Le Soldat Inconnu allemand, c'était lui, pourquoi ne nous en sommes-nous pas avisés plus tôt ? Que son destin soit accompli, je n'en doute pas un instant », *Essais et écrits de combat*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, t. I, 1972, p. 857.

26. Pierre TEILHARD DE CHARDIN, « La nostalgie du front », *Écrits du temps de guerre (1916-1919)*, Paris, Grasset, Les Cahiers rouges, 1965, pp. 171-184.

27. Annette BECKER, *La guerre et la foi...*, *op. cit.*, pp. 44-45, ainsi que la photographie du tableau dans le premier cahier d'illustrations.

l'éphémère rapprochement de Boulgakov avec l'Église catholique²⁸. L'exil en Occident créa à tout le moins les conditions d'une meilleure connaissance mutuelle : dom Lambert Beauduin, moine résistant belge pendant la guerre et futur fondateur du monastère de l'Union en 1925 (à l'origine de Chevetogne), se trouva ainsi en contact avec des émigrés russes. Tout cela demeurait ténu et souvent invisible, tandis que le deuil, la haine et la volonté de revanche restaient si forts chez les anciens belligérants, conduisant à une seconde catastrophe, pire encore que celle de 1914. Toutefois, par-delà les inimitiés nationales, l'expérience combattante et la foi chrétienne formèrent, pour quelques-uns, la matrice d'un commun refus des totalitarismes et, un jour, d'une réconciliation, brisant le cycle des vengeances.

Dans tous les domaines, la démesure de la Grande Guerre s'est imposée, brisant l'ordre ancien du monde, ouvrant la voie à la violence sans fin comme à la grâce, toujours plus discrète. Les chiffres que je viens de citer, les faits que je viens d'évoquer sont vertigineux dans leur sécheresse même comme aussi par ce qu'ils font entrevoir. Mais, à un siècle de distance, chacun peut y mettre un visage, un nom, une silhouette, un souvenir, un espoir ou une interrogation.

Olivier Chaline, né en 1964, normalien, agrégé, marié, un enfant, membre du comité de rédaction de *Communio*, est professeur d'histoire moderne à l'Université Paris Sorbonne (Paris IV). Ses travaux portent actuellement sur l'Europe centrale ainsi que sur la guerre à l'époque moderne.

28. Sergueï BOULGAKOV, *Sous les remparts de Chersonèse*, Bernard Marchadier trad., Genève, Ad solem, 1999. Rédigé à Yalta en 1922 avant l'expulsion de Russie de son auteur, cet ouvrage demeura impublié jusqu'en 1991.

Prochain numéro
septembre-octobre 2013

L'Amitié

Nadine-Josette CHALINE

Le clergé et la nation en guerre

Lorsque la guerre éclate en août 1914, dans chaque pays l'unanimité se fait pour soutenir son gouvernement et son armée dans la lutte contre un adversaire perçu comme seul responsable du conflit. Alors qu'un pacifisme catholique s'était élaboré dans la seconde moitié du XIX^e siècle, nulle trace de contestation ou d'appel à la négociation aussi bien en France qu'en Allemagne : à « l'Union sacrée » des Français répond la « *Burgfrieden* » des Allemands. La défense de la Nation attaquée s'impose à tous¹. Et l'ancien président du conseil Louis Barthou s'écrie en 1916 : « Il n'y a plus de distinctions politiques, il n'y a plus de confessions religieuses, il n'y a plus de luttes de classes² ». Quelle est l'attitude du clergé (évêques, prêtres, religieux et religieuses) durant ces années difficiles ? Une même ferveur englobant Dieu et la Patrie, les appels du pape, chef suprême des catholiques, en faveur du rétablissement de la paix, sont-ils compris ? Quel rôle le clergé a-t-il joué auprès des populations ?

1. S'il y eut en France, en Angleterre ou en Allemagne, des manifestations contre la guerre, elles ne mettaient pas en cause le gouvernement du pays qui aurait tout fait pour éviter la guerre, et en rejetaient la responsabilité sur l'adversaire.

2. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre*, rééd. 2012, tome I, p. 274.

Les évêques patriotes

Les évêques français : un soutien unanime à l'Union sacrée

Dès la déclaration de guerre, les évêques dans leurs diocèses s'adressent à leurs fidèles. L'archevêque de Rouen, Mgr Fuzet, prescrit par lettre pastorale le 5 août 1914 « des prières publiques pour le succès de nos Armées » ; il invite à prier pour « l'issue heureuse d'une guerre que, dans notre traditionnelle droiture, nous n'avons pas provoquée, mais que nous mènerons vaillamment contre un ennemi déloyal et brutal³ ». L'évêque de Poitiers rend visite aux régiments qui partent pour le front et les bénit. Pour celui de Soissons, la France est « la chère et sainte patrie » qu'il faut défendre, oubliant les luttes de la Séparation de l'Église et de l'État vieilles d'à peine dix ans. Bien plus Mgr Péchenard annonce à ses diocésains que cette lutte « est le vin que doit boire la France en punition de son athéisme. C'est Dieu lui-même qui a préparé le breuvage aux coupables. Il faut que nous en buvions tous⁴ ! »

Le 20 novembre 1914, les cardinaux français, soucieux de donner « un caractère plus complètement et plus sensiblement national » aux prières publiques dites dans tout le pays, proposent à tous les évêques la consécration de la France au Cœur Immaculé de Marie, et que « le 13 décembre, jour où la plupart de nos diocèses célèbrent la solennité de l'Immaculée Conception, des prières spéciales aient lieu dans toutes les paroisses pour la France, pour ses armées et les armées alliées ». Et de conclure par la ferme conviction que Marie, qui a donné tant de fois à la France des gages de sa protection maternelle, hâtera « l'heureuse conclusion de la guerre, la victoire de nos armées et le retour de la paix⁵ ».

Dès son élection le 8 septembre 1914, le pape Benoît XV annonce qu'il est fermement décidé à ne rien négliger « de ce qui sera en (son) pouvoir pour hâter la fin d'une si grande calamité ». Le 1^{er} novembre il renouvelle son appel : « Chaque jour la terre inondée par de nouveaux ruisseaux de sang se couvre de morts et de blessés. À voir ces peuples armés les uns contre les autres, se douterait-on qu'ils descendent d'un même Père... Il y a sans nul doute, d'autres voies, d'autres moyens qui permettraient de réparer les droits s'il y en eut de lésés⁶ ».

3. *Bulletin religieux de l'archidiocèse de Rouen*, 8 août 1914.

4. *Le Dimanche*, 13 novembre 1914.

5. *Bulletin religieux de l'archidiocèse de Rouen*, 5 décembre 1914.

6. Nadine-Josette CHALINE, « Pacifismes pendant la guerre », *Encyclopédie de la Grande Guerre*, op. cit., p. 415.

Le clergé et la nation en guerre

Lors de Noël 1914, le *Bulletin religieux de l'archidiocèse de Rouen*⁷ donne une réponse et une éclairante explication des mots «*Et in terra pax...*». Il ne s'agit pas, selon son rédacteur⁸, d'une paix qui «consisterait à tendre la main à nos ennemis, à demander une suspension d'armes... Notre volonté est absolue de *tenir* jusqu'à la victoire finale». Pourquoi une telle attitude ? Parce que «les alliés ne se battent ni pour la prédominance ni pour l'orgueil, ni par vengeance ni par haine. Ils font la *guerre à la guerre*⁹»... Et cette «mentalité de paix» (à travers cette guerre) est finalement conforme, écrit-il, au souhait exprimé par le pape dans ses diverses interventions... Que pense Rome d'une telle exégèse de ses paroles ?

La « guerre juste » des évêques allemands et autrichiens

L'épiscopat allemand n'est pas en reste. Certes la situation est différente, car l'Allemagne ne connaît ni invasion ni occupation, si ce n'est un peu à l'ouest en Alsace – Reichsland depuis 1871 – ou en Prusse orientale où la menace des «cosaques» sème la terreur. Pour l'épiscopat catholique allemand la guerre est aussi l'occasion de sortir définitivement de l'isolement dans lequel Bismarck l'avait placé lors du Kulturkampf et de confirmer son intégration à l'Empire. Les lettres pastorales sont un précieux témoignage de cet engagement de l'épiscopat¹⁰ dans le soutien apporté au gouvernement. Ajoutons que les évêques allemands se réunissent périodiquement au sein des synodes de Fulda et de Bavière, harmonisant leurs positions. Ces lettres constituent ainsi, entre 1914 et 1919, «un enseignement sur

7. *Bulletin religieux de l'archidiocèse de Rouen*, 25 décembre 1914.

8. Le chanoine Prudent, l'une des plumes de l'archevêque.

9. Un tel raisonnement se retrouve aussi chez des socialistes comme Maurice Halbwachs. Ce dernier, normalien reçu 1^{er} à l'agrégation de philosophie et membre de la S.F.I.O. depuis 1906, refuse de confondre patriotisme et déchaînement de haine. Son seul réconfort est que ce conflit, il n'en doute pas, sera le dernier : «L'intérêt de cette guerre, c'est qu'elle se trouve, au fond, dirigée contre la guerre. Si nous sommes vainqueurs, c'en est fait du régime militariste et féodal allemand, prussien, qui était le grand obstacle à l'organisation de la paix.» Annette BECKER, *Maurice Halbwachs, un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945*, Paris, 2003, p. 40.

10. On se reportera à l'article du professeur Roland HAIDL, de l'université de Fribourg-en-Brigau : «La Première Guerre mondiale au miroir des lettres pastorales de l'épiscopat allemand», n° 1 de la revue *14-18 Aujourd'hui, Today, Heute*, publié par l'Historial de Péronne en 1998, en partie consacré à «Pour une histoire religieuse de la guerre». Pour les évêques autrichiens, Wilhelm ACHLEITNER, *Gott im Krieg. Die Theologie der österreichischen Bischöfe in den Hirtenbriefen zum Ersten Weltkrieg*, Vienne, 1997.

la façon d'agir en temps de guerre, une éthique de guerre propre aux évêques catholiques¹¹».

Le conflit est présenté comme «une guerre juste», engagée pour protéger l'Allemagne d'un encerclement par la France et la Russie. Cette guerre a été imposée par des ennemis qui veulent l'anéantissement de l'Allemagne. Non seulement la guerre est juste, mais elle est saluée comme un événement heureux chassant «les nuages froids et les effluves mauvais de l'incroyance et du doute», et doit être menée en dépit des souffrances et des misères qu'elle suscite¹². L'armée allemande est le bras de Dieu¹³. Les succès des premiers mois sont salués comme la preuve manifeste de la bénédiction divine sur le peuple allemand. Enfin la guerre est «une manifestation brutale de la volonté de Dieu¹⁴», dont la responsabilité échappe à l'empereur et à ses ministres. La guerre est ainsi une période héroïque qui permet aux Allemands de retrouver Dieu. Cependant, au fil des mois, l'enthousiasme cède la place à l'inquiétude, sans pour autant contester la nécessité de cette guerre, même si l'on voit le coût humain de cette lutte et les privations qui bientôt touchent les populations civiles. Les évêques ne cessent alors de rappeler la prière du *Notre Père* accordant le «pain quotidien» comme le fait l'évêque de Spire, Mgr Faulhaber¹⁵. A la fin 1918 et surtout en 1919 le ton change, la guerre perdue et les risques de révolution constituent un autre souci.

Le cardinal Mercier, archevêque de Malines : la voix de la résistance à l'ennemi

S'il est un prélat qui incarne pour l'opinion publique la résistance à l'ennemi, c'est bien l'archevêque de Malines, le cardinal Mercier. Après une carrière universitaire à Louvain, Désiré-Joseph Mercier est devenu archevêque de Malines en 1906 et cardinal l'année suivante. Il se trouve à Rome pour l'élection du successeur de Pie X, décédé en août 1914, lorsque les Allemands déferlent sur la Belgique et entrent dans Bruxelles. Bientôt le pays est occupé, tout comme le

11. *Ibidem*, p. 40.

12. Évêque d'Osnabruck, «Über den Starkmut» («Sur la vertu»).

13. Le soldat allemand n'a-t-il pas, inscrite sur son ceinturon, l'inscription «*Gott mit uns*» (Dieu avec nous)?

14. Archevêque de Trèves, lettre de 1915 «Über die Andacht zum Herzen Jesu» («Retour au Cœur de Jésus»).

15. «Das Vaterunser im Völkerkrieg», lettre de 1915 («Le Notre Père dans la guerre des peuples»).

nord de la France. L'invasion allemande est un moment de terreur pour les Belges, traumatisés par les massacres de civils exécutés par des soldats allemands surpris par la résistance belge et redoutant les francs-tireurs. Un exode massif vers les Pays-Bas, l'Angleterre ou la France lance sur les routes de l'exil une population effrayée¹⁶. Dès son retour en Belgique, le cardinal tient tête au gouverneur allemand von Bissing, s'insurge contre ses décisions et devient l'incarnation de la résistance. Il est la seule autorité restée sur place avec le roi Albert I^{er}¹⁷. Mais si le souverain, qui a pris la tête de l'armée belge¹⁸, s'accroche à La Panne au mince territoire côtier resté non occupé, le cardinal se trouve, lui, au milieu de la population en proie aux vexations de l'occupant et aux privations.

Le cardinal multiplie les interventions et les protestations. Sa lettre pastorale publiée en décembre 1914, intitulée *Patriotisme et endurance*¹⁹, est un appel à la résistance et affirme le lien entre religion et patriotisme. Malgré les interdictions, la lettre circule et est lue dans tout le pays. Emprisonné par l'occupant, le cardinal est relâché sous la pression populaire. Le cardinal est également à l'origine, juste avant un voyage à Rome, de la « Lettre des évêques de Belgique aux évêques d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie », connue au début de 1916, invitant à faire la lumière sur les agissements allemands en Belgique²⁰. À son retour de la Ville éternelle, le cardinal Mercier rédige une nouvelle lettre suivie d'une violente réaction des Allemands, qui arrêtent et déportent le maire de Malines, imprimeur du document. Le pape, qui ne cesse de déplorer ce conflit, invite alors fermement le cardinal à la prudence et à s'abstenir de toute nouvelle publication²¹, mais la popularité du cardinal est immense dans le camp des Alliés.

16. Michaël AMARA, *Des Belges à l'épreuve de l'exil : les réfugiés de la Première Guerre mondiale : France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, 1914-1918*, Bruxelles, 2008.

17. Le gouvernement belge s'est replié à Sainte-Adresse, dans la banlieue du Havre.

18. Laurence VAN YPERSELE, *Le roi Albert, histoire d'un mythe*, Tournai, 2006.

19. H. HAAG, « Les origines de la pastorale "patriotisme et endurance" du cardinal Mercier », *Revue d'Histoire ecclésiastique*, 1999, n° 2, pp. 436-469.

20. M. DUMOULIN, E. GERARD, M. VAN DEN WIJNGAERT et V. DUJARDIN, *Nouvelle Histoire de Belgique*, vol. 2 : 1905-1950, p. 110. On se reportera également aux travaux de Roger AUBERT, *Les deux premiers grands conflits du cardinal Mercier avec les autorités allemandes d'occupation*, Louvain-la-Neuve, 1998.

21. « Le Saint-Père prie chaleureusement le cardinal de s'abstenir jusqu'à nouvel ordre de toute autre publication. Que le cardinal considère cette prière comme un précepte obligatoire si ceci est nécessaire pour apaiser sa conscience... » télégraphie le Secrétaire d'État au nonce, en le chargeant de bien vouloir transmettre ! *Ibidem*, p. 110.

En témoigne la diffusion de ses Lettres. En 1917, la maison d'édition Bloud et Gay publie *Le cardinal Mercier contre les Barbares. Lettres, Mandements, Protestations du Primat de Belgique pendant l'occupation allemande*. Et en 1919, c'est au tour de sa correspondance avec les Allemands d'être imprimée²², témoignant de sa popularité. Plus éloquente encore est l'affiche, réalisée en 1916 par le peintre Charles Fougueray, le représentant en robe rouge et grande cape, tenant sa crosse de la main gauche, tandis que d'un geste ample du bras droit il s'oppose à la déportation de ses compatriotes : « Le cardinal Mercier protège la Belgique » proclame la légende inscrite en bas. Le cardinal est vraiment avec le roi l'âme de la résistance, même si Albert 1^{er} souhaiterait une plus grande discrétion de la part du primat de Belgique, alors que lui-même, sensible aux propositions de paix de Benoît XV, cherche à protéger au maximum ses soldats et refuse de les engager dans les attaques françaises qu'il juge vouées à l'échec²³.

Le soutien apporté par le clergé aux populations en guerre

À l'image des évêques, prêtres, religieux et religieuses s'engagent dans le soutien de leurs compatriotes frappés par le conflit. En France et en Italie, prêtres et séminaristes sont, pour la première fois, mobilisés comme les hommes de leur génération. Leur présence au front, outre celle des aumôniers militaires²⁴, assure auprès des soldats la célébration de messes au moins à l'occasion des grandes fêtes, et surtout des prières lors de l'inhumation des si nombreuses victimes des combats.

22. *La correspondance de Son Éminence le cardinal Mercier avec le gouverneur général allemand pendant l'occupation, 1914-1918*, édition Dewit, 1919.

23. ALBERT 1^{er}, *Carnets et correspondance de guerre, 1914-1918*, présentés par Marie-Rose Thielemans, Gembloux, 1991. Le roi note, le 6 février 1916 : « Le cardinal Mercier se dispose à quitter Rome après un séjour de trois semaines. Ce départ sera un soulagement pour le Vatican », le cardinal rassemblant autour de lui tous ceux qui s'opposaient à la diplomatie de Benoît XV. Voir également l'étude de Jan De Volder : « Une fille prodigue de l'Église ? Belgique et Saint-Siège au XX^e siècle », *Nations et Saint-Siège au XX^e siècle*, sous la direction d'Hélène Carrère d'Encausse et Philippe Levillain, Paris, 2003, pp. 197-214.

24. Les aumôniers militaires font l'objet, dans ce numéro, d'un article de Xavier Boniface.

En France, le retour des exilés de 1901

Nombre de membres du clergé régulier (dominicains, jésuites...), contraints à l'exil après les lois anticléricales du début du siècle, reviennent pour défendre leur pays attaqué. À l'annonce de la mobilisation, les jésuites français, bien qu'appartenant à un ordre international et malgré les difficultés pour concilier vocation religieuse et engagement dans les combats, reprennent naturellement le chemin de leur mère-patrie²⁵. Si certains sont mobilisés comme combattants conformément à leur âge, d'autres se portent volontaires comme aumôniers (le P. Doncœur, le P. Lenoir²⁶...), brancardiers ou infirmiers et se retrouvent sur le front. Les plus âgés sont, à l'arrière, intendants, interprètes etc. Ainsi le P. Guillaume de Jerphanion, qui parlait le turc et l'arménien, devient chef du service de cartographie du corps expéditionnaire des Dardanelles, tandis que le P. Vandebussche, missionnaire en Chine, est mandaté pour s'occuper des Chinois venus en France à l'occasion de la guerre. Plus de cent cinquante jésuites mourront au combat ou des suites de maladies contractées en soignant malades et blessés.

Les curés, protecteurs de leur paroisse

En France beaucoup de paroisses ont à leur tête, par suite de la mobilisation des plus jeunes, un prêtre âgé responsable de plusieurs paroisses. Dans les diocèses envahis, la présence du clergé est rassurante pour les populations et, dans les villages, le curé est comme le maire une cible pour l'ennemi. Dans les doyennés occupés du diocèse de Saint-Dié, les curés figurent parmi les otages naturels. Les affiches collées sur les murs annoncent qu'ils sont tenus pour responsables des actes antiallemands susceptibles de se dérouler dans la commune. Le curé de la Petite-Fosse, dans le canton de Provençères, décrivant ce qu'il a supporté, confie : « Comme curé, j'eus le privilège d'une surveillance toute particulière. J'avais à répondre de tout. Si l'on trouvait quoi que ce soit, dans le village qui pût porter préjudice à la sécurité des Allemands, je serais fusillé... On ne peut s'imaginer toutes les vexations qu'il me fallut endurer.

25. Ce retour est facilité par le décret Malvy du 2 août 1914, suspendant l'application de certaines mesures prises contre les congrégations masculines. Marie-Christine FLAGEAT, *Les jésuites dans la Grande Guerre*, Paris, 2008.

26. Le P. Lenoir sera tué en Macédoine en 1917.

Je crus plus d'une fois ma dernière heure arrivée²⁷... ». Trois prêtres sont fusillés entre le 24 et le 29 août 1914, les curés de La Voivre, Allarmont et Luvigny. À Senones, le curé et le vicaire sont arrêtés le 24 décembre 1915, avec le maire et le secrétaire de mairie car, selon les autorités allemandes, des habitants de la commune auraient répondu à des signaux de l'armée française cantonnée dans les environs.

Pour tenter d'éviter les rumeurs et apaiser autant que faire se peut la population, l'évêque de Saint-Dié publie, dans sa *Semaine religieuse*, tous les renseignements susceptibles de rassurer les fidèles dans ses chroniques « Nos otages » et « Nos confrères ». Passant d'une paroisse à l'autre pour célébrer des offices, les prêtres tentent de glaner le maximum de nouvelles pour pouvoir les signaler à l'évêché et en faire part.

Prêtres et religieuses accompagnent sur les routes de l'exode

Certains prêtres, au moment où Belges et Français du Nord et de Picardie fuient devant l'ennemi, accompagnent leurs ouailles sur le chemin de l'exil. Tout un clergé belge a suivi ses paroissiens ou les enfants des pensionnats, assurant l'encadrement religieux dans le pays d'accueil sous la houlette de l'évêque du lieu. Rouen se dotera ainsi d'une véritable paroisse belge, avec la chapelle des bénédictines pour église paroissiale où se déroulent messes et cérémonies particulières comme baptêmes ou communions solennelles, encadrées par des prêtres et des religieuses belges susceptibles de servir d'interprètes pour ceux qui ne parlent que le flamand. Ce sont des sœurs de Poperinghe qui tiennent le réfectoire destiné aux ouvrières belges travaillant à Rouen dans l'atelier de confections militaires. Lorsque, le 30 août 1914, le maire de Noyon ordonne à ses concitoyens de quitter la ville devant l'arrivée imminente des Allemands, les vieillards et les enfants regroupés dans l'hospice partent sous la houlette de trois religieuses.

Pour protéger ceux qui leur sont confiés, des religieuses savent faire preuve de caractère face à l'ennemi, n'hésitant pas à aller protester auprès des officiers allemands lorsqu'elles le jugent nécessaire. Après avoir refusé de quitter les vieillards et les blessés trop

27. Nadine-Josette CHALINE, « La vie religieuse dans les Vosges en guerre », *La Grande Guerre dans les Vosges*, Actes du colloque tenu à Épinal du 4 au 6 septembre 2008, sous la direction d'Isabelle CHAVE, publication Conseil général des Vosges, pp. 229-236.

atteints pour être transportés lors de l'évacuation de Clermont-en-Argonne, la sœur Gabrielle Rosnet va directement trouver le général allemand pour lui expliquer l'impossibilité de ce départ et réussit à faire annuler la réquisition du troupeau de l'hospice, qui lui permettait de nourrir ses pensionnaires²⁸. À Noyon, la sœur Saint Éleuthère intervient à plusieurs reprises auprès des officiers allemands pour obtenir la libération de membres de son personnel, s'efforçant de faire bonne figure et de masquer la peur qui la tenaillait²⁹.

Les religieuses sont particulièrement actives dans les hôpitaux

Présentes dans les hôpitaux, les religieuses y jouent un rôle très important, car elles offrent disponibilité et compétence, aidant la Croix Rouge, qui ne dispose pas toujours d'infirmières expérimentées en nombre suffisant. Sur les 300 hôpitaux que la Croix Rouge a installés dans Paris, 61 (soit un sur cinq) le sont dans des communautés religieuses³⁰; et dans le personnel de tous les hôpitaux, on trouve des sœurs. Cela s'organise d'autant plus facilement, que certaines congrégations étaient déjà spécialisées dans les soins aux malades ou aux personnes âgées. Lorsque le docteur Derocque, responsable d'une clinique de Rouen, est mobilisé, il met à la disposition des Services de Santé «ses locaux et ses religieuses³¹».

La tâche est rapidement si lourde, que l'on fait appel aux religieuses qui se trouvaient en Afrique ou au Proche Orient pour prêter main forte à celles de la métropole. En janvier 1915, 106 religieuses de Saint-Vincent-de-Paul débarquent à Marseille, en provenance de diverses maisons du Proche Orient, «par devoir patriotique» et sont aussitôt chargées de divers services dans les ambulances et asiles de réfugiés. À l'automne 1916, selon la Supérieure générale des Filles de la Charité, 3 200 sœurs sont occupées en France à soigner les blessés³².

Lorsque des religieuses subissent les vexations de soldats ennemis ou sont l'objet de représailles (pour avoir caché des soldats alliés sous

28. Raymond POINCARÉ, *Mémoires*, t. 5, 1928, p. 458.

29. *L'occupation allemande de Noyon, 1914-1917. Les carnets de guerre d'une sœur infirmière*, S.H.A.S.N., Ysec éditions, 2003, p. 5 et suivantes.

30. Jacques FONTANA, *Les catholiques français pendant la Grande Guerre*, Paris, 1990, p. 370.

31. Louis DESCHAMPS, *Les œuvres sociales à Rouen en 1914-1915*, Rouen, 1916, p. 125.

32. Nadine-Josette CHALINE, «Les religieuses dans la Grande Guerre», *Les femmes et la guerre de l'Antiquité à 1918* (dir. Marion Trévisi et Philippe Nivet), Paris, 2010, pp. 345-360.

prétexte d'accueil de réfugiés) sont condamnées à plusieurs années de prison ou envoyées en camp en Allemagne, la presse française dénonce ces faits comme la preuve de la barbarie des Allemands qui n'ont aucun respect pour ces femmes vouées à Dieu et au service d'autrui.

Prêtres et religieuses organisent et gèrent de nombreuses « œuvres »

Prêtres et religieuses sont particulièrement actifs dans les œuvres destinées à soulager les misères dues à la guerre, notamment dans l'accueil des réfugiés. Les religieuses offrent un logement provisoire en organisant des « abris » ou des « asiles » dans leurs maisons ou les établissements qu'elles dirigent, réorganisés pour faire face aux nouveaux besoins. Leurs locaux, souvent vastes, se prêtent relativement facilement à cet accueil. Les bénédictines du Saint-Sacrement de Rouen transforment leur cloître en réfectoire et la grande infirmerie en dortoir. Leur totale disponibilité leur permet d'être constamment sur la brèche, plus facilement que les dames investies également dans ces œuvres mais chargées d'une famille auprès de laquelle elles se doivent d'être présentes.

Les curés sont aussi très investis auprès des réfugiés, dont le nombre en France a dépassé les deux millions³³. Devant une telle masse, l'intervention de l'État laisse place à de nombreuses initiatives privées. À Rouen, première grande ville sur la route des réfugiés arrivant du Nord et de Belgique, l'archevêque établit en octobre 1914 une « Permanence des réfugiés » présidée par l'archiprêtre de la cathédrale, l'abbé Lesergeant³⁴, qui, dans toutes ses homélies dominicales, fait appel à la générosité de ses paroissiens envers ceux qui ont fui et tout abandonné derrière eux. Il sollicite dons en nature, en argent, offres d'emplois, de chambres ou de logements pour des familles. L'œuvre s'installe dans un immeuble appartenant aux Sœurs de la Miséricorde à l'ombre de la cathédrale, procure repas, logement et objets de première nécessité et aide, également, dans les diverses démarches auprès des administrations³⁵. À partir de 1916, la municipalité de Rouen demande à l'abbé Lesergeant, dont elle a constaté l'efficacité, d'assurer l'hospitalité pour la ville de tous les réfugiés.

33. Philippe NIVET, *Les réfugiés français de la Grande Guerre...*, op. cit., p. 166.

34. « L'Œuvre de secours aux Réfugiés Belges ». Lettre de Mgr l'Archevêque de Rouen à M. l'Archiprêtre de sa Cathédrale du 22 octobre 1914, *Bulletin religieux de l'archidiocèse de Rouen*, 24 octobre 1914.

35. Abbé LESERGEANT, *À Rouen pendant la guerre 1914-1919, la permanence des réfugiés*, Rouen, 1919.

Le clergé et la nation en guerre

Dans les comités départementaux qui s'organisent un peu partout, une place est faite aux ecclésiastiques. À Nancy, Mgr Turinaz en est le vice-président. Le cardinal Amette, archevêque de Paris, voisine au sein du comité du «Secours national» avec Ferdinand Buisson, président de la Ligue des Droits de l'Homme et Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T... Localement sous l'égide du curé ou d'une religieuse, des œuvres plus modestes se mettent en place, comme «Le Tricot du Soldat» à l'appel du ministre de la Guerre. Une fois la guerre terminée, Mgr Ginisty, évêque de Verdun, participe très activement à la «reconstruction» des régions dévastées.

Un tel élan charitable ne peut qu'être apprécié à Rome. Le pape lui-même s'efforce d'apporter des remèdes aux souffrances endurées par les peuples en guerre, il intervient pour obtenir des nouvelles des prisonniers ou améliorer leur sort. Peu informées des services que peut rendre la Croix Rouge, des familles éplorées s'adressent au pape, directement ou par l'intermédiaire de leur curé ou de leur évêque, pour tenter d'avoir des nouvelles. Ces demandes sont rapidement si nombreuses, qu'un service spécial est créé à la Secrétairerie d'État pour y faire face. Le pape prend aussi des initiatives pour faciliter l'échange des prisonniers³⁶, et il accorde des dons aux évêques des régions envahies pour venir en aide aux populations. Le cardinal Mercier ou l'archevêque de Cracovie, sur le front Est, reçoivent ainsi des aides de Benoît XV.

Mais le pape échoue à se faire entendre des évêques lorsqu'il lance des appels à la paix. Toutes ses tentatives se soldent par des échecs et suscitent dans le clergé des commentaires acides. Même ses sages paroles qualifiant cette guerre de «suicide de l'Europe³⁷» ou cette mise en garde rappelant «que les nations ne meurent pas (et que) humiliées et opprimées, elles portent frémissantes le joug qui leur est imposé, préparant la revanche³⁸», sont rejetées avec violence. Et parmi les jugements les plus durs figurent ceux de Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris. La première lettre pontificale du nouveau pape, le 8 septembre 1914, lui semble «molle et insignifiante... On regrette Grégoire VII³⁹».

36. Francis LATOUR, «L'action humanitaire du Saint-Siège durant la Grande Guerre», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 187, juillet 1997, pp. 87-101.

37. 6 décembre 1915.

38. 28 juillet 1915.

39. Mgr BAUDRILLART, *Les carnets du cardinal, 1^{er} août 1914-31 décembre 1918*, Texte présenté, établi et annoté par Paul CHRISTOPHE, tome 1, Paris, 1994, p. 74. Grégoire VII avait contraint l'empereur d'Allemagne à venir à Canossa en 1077.

THÈME _____ **Nadine-Josette Chaline**

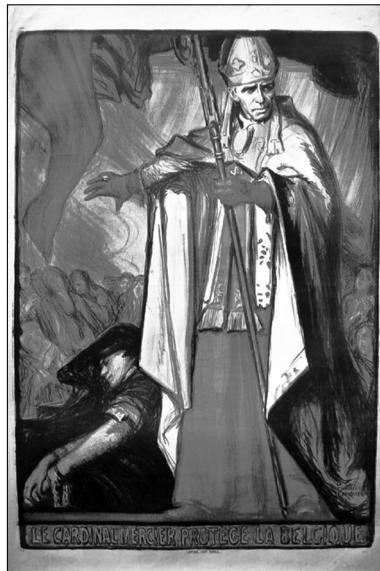
Le message du 28 juillet 1915 n'est pas mieux reçu : « Au milieu de tant d'actes de violence et de bravoure, la lettre pacifique du Saint-Père fait l'effet d'un timide *bélement*. Elle est encore mal interprétée, parce qu'il semble que l'Allemagne ait seul intérêt à conclure la paix maintenant⁴⁰ ». Le patriotisme du recteur l'emporte sur sa soumission au pape. Et lorsqu'est lancé, en avril 1915, le Comité catholique de propagande française à l'étranger destiné à publier livres et brochures développant les thèses de la France et de ses alliés face aux mensonges de l'Allemagne, Mgr Baudrillart en devient le directeur, tandis que neuf évêques l'assistent et que les cardinaux de Reims et de Paris en assurent la présidence d'honneur. Preuve, s'il en fallait encore, de l'engagement du clergé auprès de leur nation en guerre.

Nadine-Josette Chaline, a été professeur à l'Université de Picardie, spécialiste de l'histoire religieuse de la France aux XIX^e et XX^e siècles. Elle a notamment dirigé le volume collectif, *Chrétiens dans la Première Guerre mondiale*, Paris, Éditions du Cerf, 1993 et publié *Gardiens de la mémoire. Les monuments aux morts de la Grande Guerre dans l'Allier*, Yzeure, 2008. Elle travaille sur le pacifisme et prépare actuellement l'édition de la correspondance de guerre d'Émile Guillaumin, à paraître aux Presses universitaires de Paris Sorbonne fin 2013.

40. *Ibidem*, p. 211.

Prochain numéro
septembre-octobre 2013

L'Amitié



Le cardinal Mercier protégeant la Belgique, affiche de propagande alliée

Archevêque de Malines depuis 1906, élevé à la pourpre l'année suivante, le cardinal Mercier devint en 1914, à cause de l'occupation allemande de la Belgique, une des figures ecclésiastiques les plus célèbres dans les pays de l'Entente. Regagnant son diocèse tant bien que mal après le conclave de 1914, il trouva sa cathédrale en ruines, certains de ses prêtres tués, ses diocésains désemparés par une brutale invasion. Dans un pays dont le roi tâchait de maintenir, de l'autre côté de la ligne de front, dans des lambeaux de territoire proches de l'Yser, la réalité d'une Belgique souveraine, il apparut comme la seule autorité légitime encore présente capable de tenir tête aux exigences croissantes de l'occupant. Sa première Lettre pastorale de guerre, *Patriotisme et endurance*, du 28 décembre 1914, fut un acte de résistance caractérisé qui lui valut d'être enfermé deux semaines dans son palais :

« Je considère comme une obligation de ma charge pastorale de vous définir vos devoirs de conscience en face du pouvoir qui a envahi notre sol et qui, momentanément, en occupe la majeure partie. Ce pouvoir n'est pas une autorité légitime. Et, dès lors, dans l'intime de votre âme, vous ne lui devez ni estime, ni attachement, ni obéissance. L'unique pouvoir légitime est celui qui appartient à notre Roi, à son Gouvernement, aux représentants de la nation. Lui seul est pour nous l'autorité. Lui seul a droit à l'affection de nos cœurs, à notre soumission. Dieu sauvera la Belgique, mes frères, vous n'en pouvez point douter. Disons mieux : il la sauve. En vérité, à travers les lueurs des incendies et les vapeurs du sang, n'entrevoyez-vous pas déjà les témoignages de son amour ? »

La Lettre fut saisie, sa diffusion interdite sous peine de prison. Elle n'en eut pas moins lieu sous le manteau. Dans les pays alliés, la voix du cardinal Mercier portait d'autant plus qu'on était mécontent de l'absence de protestation pontificale contre le sort de la Belgique neutre et envahie. Le gouverneur allemand von Bissing ne put jamais faire taire le cardinal qui continua de prêcher et d'écrire, dénonçant à la face du monde les déportations d'ouvriers en Allemagne, les réquisitions et les incarcérations. Il ne semble pas non plus qu'on ait envisagé de faire disparaître ce prélat inflexible qui garda la possibilité de se déplacer dans son diocèse. Cette affiche témoigne de l'immense popularité qui fut la sienne chez les Alliés, suscitant d'ailleurs l'agacement du roi Albert I^{er}...

Magali DELLA SUDDA

Les femmes catholiques dans la Grande Guerre

Une étape dans la participation des femmes catholiques à la gestion des affaires publiques

La Grande Guerre a constitué un moment particulier dans l'histoire des mouvements féminins catholiques. Ces organisations, fondées durant la première décennie du XX^e siècle en Europe et dans les Amériques, se revendiquent du catholicisme, elles sont non-mixtes – exclusivement féminines à l'exception des aumôniers –, et sont d'implantation nationale. Elles se revendiquent de l'action catholique mais leurs statuts sont loin d'être uniformes. Quand le conflit mondial éclate, la toute jeune Fédération internationale des ligues féminines catholiques suspend ses activités. Ce qui n'empêche pas la poursuite des actions de ces mouvements dans leurs pays respectifs.

De l'activité des femmes catholiques durant le premier conflit mondial, on ne connaît souvent que le rôle de pourvoyeuses de colis, d'infirmières à la Croix rouge ou la Croix blanche. Pourtant, parce que les hommes sont au front, mais aussi parce que les États ne peuvent venir à bout de toutes les misères et soulager toutes les détresses, les membres des associations féminines catholiques participent activement à l'encadrement des civils – et au soutien des militaires. Le rôle joué par les catholiques durant la guerre a été longuement traité par l'historiographie ancienne et plus récente¹. Mais, celui des

1. Becker ANNETTE, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre, 1914-1918 : populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris, Noësis, 1998 ; CHALINE Nadine-Josette (dir.), *Chrétiens dans la Première Guerre mondiale*. Actes des Journées tenues à Amiens et à Péronne, les 16 mai et 22 juillet 1992, Paris, Éditions du Cerf, 1993 ; Giuseppe ROSSINI (a cura di), *Benedetto XV*,

femmes catholiques demeure pour l'instant méconnu. Pourtant, elles ont participé à l'Union sacrée, pour soutenir de toutes leurs forces « la paix par la victoire ». Pour ces ardentes patriotes qui n'ont jamais dissocié leur combat pour la défense de l'Église de celui pour le salut de la Patrie, se pose la question durant toutes ces années, de l'articulation entre deux aspirations antagonistes. Comment prôner la réconciliation entre les peuples chrétiens déchirés par la guerre, tout en étant partie prenante du conflit ? Suspectées d'être à la solde de l'internationale blanche, les femmes seraient en outre pacifistes par « nature » parce qu'elles sont des femmes². Comment redéfinir la place des mouvements féminins catholiques dans la société et vis-à-vis de l'État dans un contexte marqué par la nécessité de prendre en charge des populations civiles et militaires ?

Une brèche s'ouvre ainsi dans les rapports conflictuels entretenus avec les pouvoirs publics par la reconnaissance du travail des associations féminines catholiques. Cette intervention fonde l'acceptation de ces autorités par les associations. En quatre ans, la position des associations catholiques féminines a évolué sous l'effet d'une prise en charge de plus en plus importante des populations, souvent en concurrence avec les autres organisations féminines laïques et les pouvoirs publics, et parfois – nouveauté liée à la crise – en collaboration étroite avec ces derniers. L'opposition aux régimes politiques laïques qui caractérise la ligne d'avant-guerre est abandonnée au lendemain du conflit mondial. Le parachèvement du ralliement des catholiques à la démocratie passe par l'acceptation des formes représentatives et démocratiques du gouvernement. Elle s'accompagne également de la conversion au droit de vote féminin, annoncée par Benoît XV dans un entretien à une journaliste catholique Annie Christitch à l'été 1919³.

Pour comprendre ces évolutions, il faut revenir sur la transformation introduite par la guerre. Deux associations seront au centre de cet article. Le travail accompli par ces deux associations durant la guerre de 1914 à 1918 en France et de 1915 à 1918 en Italie est évoqué – sporadiquement – dans différents travaux sur les femmes,

I cattolici e la prima guerra mondiale. Atti del convegno di studio tenuto a Spoleto nei giorni 7-8-9 settembre 1962, Rome, Cinque Lune, 1963 ; MOROZZO DELLA ROCCA Roberto, *Problemi e interpretazioni della storia dei cattolici italiani nella prima guerra mondiale*, Rome, Istituto per la storia del Risorgimento, 1986 ; plus récemment "Chiese e guerre", n° thématique de *Storia e problemi contemporanei*, 42, 2006.

2. Il s'agit ici de la façon dont les femmes se définissent elles-mêmes d'après les périodiques de l'association et la correspondance de ses membres.

3. CHRISTITCH Annie, « Yes, We Approve... », *Catholic Citizen*, 15 juillet 1919, p. 1.

Les femmes catholiques dans la Grande Guerre

les catholiques durant le conflit. La déclinaison particulière du maternalisme – entendu comme la revendication d’une participation à la décision politique au nom de la maternité – en temps de guerre ouvre la voie à une reconnaissance du rôle des femmes dans les affaires publiques. La prise en charge des populations civiles et militaires au nom de la maternité spirituelle, légitimée par les compétences des militantes de ces associations, amène ainsi à une redéfinition des rapports avec les autorités publiques avec des spécificités particulières selon les configurations politiques locales et nationales. La Ligue patriotique des Françaises (LPDF), qui est issue du comité parisien de la Ligue des femmes françaises⁴, est fondée à Paris à l’automne 1901. Cette association revêt très rapidement un caractère de masse, dirigée par des femmes appartenant à l’aristocratie ou la noblesse d’Empire. Elle est organisée par le jésuite H.-R. Pupey-Girard, véritable entrepreneur de mobilisation, qui s’appuie sur les Filles du Cœur de Marie pour développer l’organisation. En 1914, la LPDF revendique 545 000 adhérentes réparties sur l’ensemble du territoire, à l’exception du «Midi Blanc» et de la région lyonnaise, où les catholiques de sensibilité monarchiste plus affichée lui préfèrent la Ligue des femmes françaises. Le contexte de fondation est celui des élections de 1902. Il est marqué par la défaite des catholiques aux législatives et la poursuite d’une politique de laïcité qui aboutit en 1905 à la loi de Séparation des Églises et de l’État⁵. Quelques années plus tard, à Rome, est créée l’Union entre les femmes catholiques d’Italie. Cette «petite sœur» italienne est conçue par la princesse Cristina Giustiniani Bandini. Cette aristocrate romaine de la noblesse pontificale souhaite contrer l’influence du féminisme laïque et réagir face au Congrès féministe international de Rome qui se tient en 1908⁶. Rapidement, avec l’appui du vicaire de Rome, Pietro Respighi, et le soutien de Pie X, elle fonde cette union dans un but de reconquête. L’association italienne, comme la LPDF, fonctionne de manière pyramidale, elle est autonome par rapport aux unions catholiques masculines – telles que les avait organisées le *Fermo proposito*. Nous sommes donc, à la veille du conflit,

4. DUMONS Bruno, *Les Dames de la Ligue des femmes françaises (1900-1914)*, Paris, Éditions du Cerf, 2006.

5. DELLA SUDDA Magali, «Les femmes catholiques à l’épreuve de la laïcité : La Ligue patriotique des Françaises ou la première mobilisation féminine de masse (1902-1914)», in Patrick WEIL (dir.), *Politiques de la laïcité au XX^e siècle*, Paris, PUF, 2007, pp. 123-143.

6. DAU NOVELLI Cecilia, Società, *Chiesa e associazionismo femminile. L’Unione fra le donne cattoliche d’Italia, 1902*, Rome, A.V.E., 1988.

en présence de deux associations féminines catholiques fondées dans une perspective conquérante et dans le but de seconder le clergé dans sa mission apostolique. Elles offrent un angle d'approche intéressant pour comprendre comment le genre façonne l'intervention des femmes catholiques dans la guerre. Par genre, nous entendons ici la définition proposée par Joan W. Scott dans son article séminal de 1986. « Le genre est un élément constitutif des rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes et le genre est une façon première de signifier les rapports de pouvoir⁷ ». Elles donnent à voir, dans un même mouvement, que les rôles sexués sont modifiés par le conflit.

Les mouvements catholiques féminins à la veille de la guerre

Quand le conflit éclate en août 1914 les dirigeantes de la Ligue patriotique des Françaises sont préoccupées par l'enquête commanditée en juin 1914 par Pie X pour régler la question du statut de la Ligue et de son conflit avec l'autorité diocésaine⁸. L'association déclarée auprès des pouvoirs publics sous le régime de la loi de 1901 est en effet accusée d'être trop autonome vis-à-vis de la hiérarchie religieuse et d'aller à l'encontre de la volonté des évêques. Ces inquiétudes quant au caractère « envahissant » de ces associations et aux limites posées par la hiérarchie diocésaine étaient déjà perceptibles en 1913⁹. Le statut de loi de 1901 offre cependant des gages au regard des autorités civiles et permet aux associations d'agir sur le terrain social pendant la guerre.

En Italie, la présidente de l'UDCI s'inquiète de la réorganisation de l'action catholique. Elle craint en effet de voir l'autonomie âprement défendue auprès de Pie X être remise en cause par le nouveau pape, Benoît XV (1914-1922). En effet, ce dernier plus ouvert à la démocratie est moins proche de la présidente, Cristina Giustiniani Bandini. Il projette de réformer l'organisation de l'action catholique italienne en distinguant les branches par sexe et par âge et non par

7. SCOTT Joan Wallach, « Genre : Une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du Grif*, n° 37/38, « Le genre de l'histoire », 1988, pp. 125-153 (p. 141), traduit par Eleni Varikas.

8. Archivio segreto vaticano (ASV), Segreteria di Stato (Segr. di Stato), anno 1914,

9. Archives de l'archevêché de Lyon, lettre de Raffaele Merry del Val, à Henri-Irénée Sevin, archevêque de Lyon, le 15 janvier 1913.

Les femmes catholiques dans la Grande Guerre

sexe et – pour les hommes – par fonction, afin de lui conférer un caractère unifié et placé plus directement sous le contrôle de l'autorité épiscopale dans le cadre des conseils diocésains (*giunte diocesane*)¹⁰.

Cependant, les associations féminines catholiques, tout comme les associations féministes auxquelles elles s'opposent, s'engagent totalement dans l'Union sacrée. En France, le patriotisme revanchard est exacerbé non seulement à la LPDF mais chez la plupart des organisations féministes. Tandis qu'en Italie, la Grande Guerre est perçue comme l'ultime bataille de l'unification italienne, devant ramener, avec la victoire, des terres *irredente* dans le giron de la mère patrie¹¹. De cette lutte, féministes libérales et mazziniennes, héritières des figures féminines du *Risorgimento*, sont partie prenante¹².

Comment dès lors, l'activité des mouvements féminins va t-elle être redéployée pour faire face aux besoins introduits par le conflit ? Nous verrons comment l'action des associations se déploie au-delà de l'action sociale et de l'activité électorale qui avait caractérisé l'avant-guerre.

Le maternalisme dans la guerre et la mobilisation des enfants

L'action des associations féminines catholiques s'inscrit dans un maternalisme qui met en avant une identité collective de mère et justifie l'action publique au nom de l'extension de prérogatives

10. Giacomo Della Chiesa (1854-1922), élu pape le 3 septembre 1914, couronné le 6 septembre 1914. Originaire des environs de Gênes, il appartient à une ancienne famille lombarde. Il se rattacherait à la même famille que le pape Calixte II (1119-1124). Docteur en droit civil en 1875, il s'engage dans l'associationnisme catholique italien durant les années de tension qui suivent la prise de Rome en 1870. Pape durant la guerre, il s'oppose au conflit, souhaitant une « paix juste et durable ». Son message du 28 juillet 1915 où il dénonce la violence du conflit et sa note du 1^{er} août 1917 jette la suspicion sur les catholiques. Il mène un travail important en faveur des prisonniers de guerre, des secours pour la Russie que les associations féminines d'action catholique vont seconder activement. En 1919, il autorise la création du Parti populaire italien de Don Luigi Sturzo. Il est le premier pape à cesser de s'opposer au suffrage féminin et réorganise l'action catholique italienne dans un esprit de conciliation avec les autorités italiennes (d'après la notice « Benoît XV », in LEVILLAIN Philippe, (dir.), *Dictionnaire historique de la papauté*, Paris, Fayard, 1994, pp. 219-224.

11. ISNENGI Mario, ROCHAT Giorgio, *La Grande guerre 1914-1918*, Roma, Sansoni, 2004, pp. 25-29.

12. ODOROSIO Maria Linda, ROSSI-DORIA Anna, SCARAFFIA Lucetta et TURI Monica, *Donna o cosa ? I movimenti femminili in Italia dal Risorgimento a oggi*, Torino, Milvia, 1991 (1^{re} éd. 1986), pp. 99-117.

maternelles. À ce titre, les enfants font l'objet d'une attention spécifique. Ils sont pris en charge tant en France qu'en Italie du point de vue spirituel et du point de vue matériel. Dans la presse de la Ligue patriotique des Françaises, on les voit prendre part au conflit. Outre les épopées héroïques des enfants soldats qui rejoignent le front, fait exceptionnel mais avéré, les enfants participent à l'arrière à l'effort de guerre et à la mobilisation patriotique.

L'exemple emblématique est ce petit *Adopté de la Ligue*, dont le bulletin – le *Petit Écho* – relate les hauts faits en mars 1915. Il illustre la dimension de mobilisation totale des populations enfantines¹³.

« Un autre adopté de la Ligue bien intéressant est Petit-Louis, le jeune artilleur de 13 ans. Sa franche physionomie n'est-elle pas sympathique ? Toutes peuvent en juger car il a envoyé sa photographie aux dames qui l'ont accueilli au Secrétariat lorsqu'il y est venu, accompagné d'un artilleur. Ce grand frère d'armes a raconté comment Petit-Louis, un orphelin, avait suivi la batterie, s'ingéniant à se rendre utile, servant si bien que sur sa demande, on l'avait gardé, et on lui avait donné un petit uniforme. Du linge, des chaussures, un manteau manquaient, la Ligue les lui fournit et en remerciement, Petit-Louis envoya son portrait, qui le montre entouré de ses braves artilleurs¹⁴. »

Petit-Louis est orphelin, les Ligueuses, marraines et mères spirituelles le prennent sous leur aile, tandis que les soldats l'adoptent comme un frère. La figure du petit garçon rappelle aux mères, comme à leur progéniture, l'importance du sacrifice des garçons à la cause de la Patrie. Le cas des enfants soldats est toutefois peu cité dans les colonnes de la Ligue et seul le *Petit Écho*, journal destiné aux adhérentes et non aux dirigeantes s'en fait l'écho. Il est probable que la figure du jeune garçon à la mine réjouie, entouré d'hommes vaillants, était destinée à attendrir les mères, à rendre la guerre presque joviale – nous sommes en 1915 – et à susciter des vocations chez leurs fils. D'autres actes héroïques enfantins sont cités dans le *Petit Écho*, comme ces deux garçons alsaciens qui vont voler un sapin aux Allemands – « aux Boches » – la veille de Noël 1917. Mais la mise en scène de l'anecdote est moins spectaculaire que pour le Petit-Louis, il n'y a ni photographie ni illustration. Les filles, quant à elles,

13. AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « L'enfant héroïque », in Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *La guerre des enfants (1914-1918). Essai d'histoire culturelle*, Paris, Armand Colin, 1993, pp. 107-156 ; voir également Manon PIGNOT, *Allons enfants de la patrie. Génération Grande Guerre*, Paris, Seuil, 2012.

14. *Petit Écho de la Ligue Patriotique des Françaises*, mars 1915, p. 1.

Les femmes catholiques dans la Grande Guerre

sont invitées à imiter les activités traditionnellement féminines. Elles préparent la charpie avec des vieux tissus, fabriquent des langes et du linge pour les soldats. Le genre structure ainsi les représentations véhiculées autour de l'enfance en guerre. Filles et garçons ne sont pas appelés à seconder l'effort de guerre de la même manière, selon une division sexuelle des rôles sociaux confortée par la guerre¹⁵.

La Croisade des enfants organisée par le P. Bessières à partir de 1915 témoigne de l'intégration dans la mobilisation de cette population supposée attirer la miséricorde divine par la prière des âmes innocentes. Elle est relayée par la Ligue des femmes françaises de Lyon et par la Ligue patriotique des Françaises. Cette mobilisation des enfants donne à cette guerre une dimension totale¹⁶. Dans cette croisade, filles et garçons sont à part égale pour attirer la miséricorde par leur prière et les privations du quotidien. Ainsi, en Charente, le comité de Barbezieux félicite les enfants du catéchisme qui ont fait don de leurs cadeaux pour la première communion à la Ligue pour la Caisse de secours militaire. Ils ont ainsi donné 25 francs, soit l'équivalent d'une dizaine de jours de travail pour une munitionnette. En Italie, les enfants sont mobilisés dans le cadre de journées de prières et de dévotions spécifiques. La fête de la présentation de *Gesù bambino nel Tempio*, le 2 février, est l'occasion d'unir les enfants en «une prière commune pour la paix», et une journée de «prière des cœurs innocents¹⁷».

La prise en charge des enfants passe également par le développement de structures locales telles que les crèches, les garderies, pour permettre aux mères de travailler et de nourrir leur famille. À Bourges, le comité met en place en 1915 trois crèches et deux garderies pour accueillir les enfants des soldats¹⁸. En Seine et Oise, la Ligue crée en 1915 deux garderies «pour permettre aux mères de famille de s'employer aux travaux des champs, en l'absence de leurs maris mobilisés, les enfants sont gardés dans les locaux des deux écoles libres de sept heures du matin à six heures du soir¹⁹». En Italie, au comité de Teano, on accueille les enfants des appelés, de 18 mois à 3 ans²⁰. Le comité de Pise offre des layettes et des objets pour

15. PIGNOT Manon, «Petites filles dans la Grande Guerre», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 89, 2006, pp. 9-16.

16. AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *La guerre des enfants*, op. cit. p. 186.

17. AGOP, XIV 950 GIB 40, Circolare n° 4, 16 gennaio 1916.

18. «Chronique générale» *ELPDF*, n° 146, mai 1915, p. 7.

19. «Chronique générale», *ELPDF*, n° 150, septembre 1915, p. 8.

20. Archivium Generalis Ordine Praedicatorum, XIV 950 GIB 32 4, "Relazione dei comitati", comité de Teano.

les nourrissons des épouses d'appelés. À San Angelo Lodigiano, les enfants «*sont recueillis, surveillés et nourris dans des lieux adaptés dirigés par les sœurs et les dames du comité. Les épouses d'appelés peuvent ainsi participer aux travaux de la campagne et se substituer aux maris absents*²¹». À Noël, des jouets sont distribués à plus de 700 enfants²². À Paris, le comité de Plaisance où avaient œuvré Marie Frossard, la Secrétaire générale de la LPDF, et la vicomtesse de Vélard, présidente, poursuit cette activité tout comme de nombreux comités locaux. Dans tous ces cas, les religieuses sécularisées sont très impliquées. À la faveur de la guerre s'opère ainsi le retour en France des congréganistes exilées qui trouvent dans la Ligue patriotique des Françaises un lieu où mener leur action. En Italie, les tertiaires et les Filles du cœur de Marie donnent un nouveau souffle à des œuvres parfois abandonnées au début du siècle.

Faire face aux conséquences de la guerre : les associations féminines et les populations masculines

La prise en charge des enfants faisait appel à un savoir-faire ancien et déjà présent chez les religieuses sécularisées qui avaient pris part aux associations féminines catholiques. En revanche, la guerre nécessite rapidement de se tourner vers une population nouvelle : celle des soldats blessés et mutilés. Hommes mutilés dans leur chair, dont l'identité de genre change avec l'expérience du feu²³, sont eux aussi la cible des actions des associations féminines catholiques. L'aide à cette population s'accompagne d'une justification symbolique complexe, où les identités de genre sont remodelées. La hiérarchie habituelle du genre est renversée. Ce sont les femmes qui viennent en aide aux hommes.

La guerre de Lybie fut, pour les Italiennes, la première occasion de manifester leur assistance morale aux soldats. En novembre 1911, l'UDCI publie «*Per l'armata che parte*», pour préparer la guerre en

21. Bolletino dell'UDCI, n° 46, dicembre 1915, p. 4.

22. «Dai nostri comitati» comité de Pisa, Azione Cattolica Femminile, II gennaio 1916, p. 788.

23. Le mutilé de guerre par exemple apparaît dans les classifications du travail aux côtés des femmes, voir à ce sujet Laura L. DOWNS, *L'inégalité à la chaîne. La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre (1914-1939)*, Paris, Albin Michel, 2002 (1^{re} éd. 1995).

Les femmes catholiques dans la Grande Guerre

Lybie²⁴. Dans les villes portuaires de Toscane, comme Livourne, des messes et *Te deum* sont célébrés pour les soldats. La Grande Guerre donne l'occasion aux adhérentes de l'UDCI de déployer à nouveau leur action spirituelle envers les troupes. En France, peu avant la déclaration de guerre, le soutien aux aumôneries militaires s'intensifie. *L'Écho* publie en janvier une annonce pour aider « l'aumônerie militaire coloniale si intéressante et si capable de toucher le cœur des mères et des sœurs de soldats²⁵ ». La Grande Guerre est l'occasion pour les associations féminines d'élargir les populations auprès desquelles leur apostolat s'exerce : les soldats au front, les soldats blessés. Le Comité catholique des militaires et des marins fait appel à la générosité financière des ligueuses, il fait valoir « ses relations dans tous les diocèses de France et des colonies²⁶ », et son activité « depuis près de trente ans » pour justifier que les ligueuses lui versent des fonds. C'est d'abord lors des guerres coloniales que les associations catholiques féminines ont soutenu les troupes et pénétré l'univers masculin de la « Grande muette », en envoyant des livres de prières, des médailles, des colis. La Grande Guerre nécessite un investissement autrement plus massif.

En Italie, est fondé le Comité national pour l'assistance religieuse dans l'armée (*Comitato nazionale per l'assistenza religiosa nell'esercito*) en 1916. Le comité compte dans ses rangs la plupart des présidentes de comités régionaux de l'Union entre les femmes catholiques d'Italie, comme la comtesse S. Parravicino Thaon di Revel, ancienne présidente du comité de Milan. Giovanna Canuti, présidente de l'Union féminine dans l'entre-deux-guerres, en est la secrétaire. Manifestation patriotique, le comité est placé sous le patronage de la princesse Letizia di Savoia. Dans son adresse aux « dames » du comité, le cardinal Secrétaire d'État du Saint-Siège, le cardinal Gasparri, souligne l'importance de cette fonction religieuse féminine, remplie au nom de la maternité :

« Le champ qui s'ouvrait devant ces chères dames du comité était vaste. Mais plus vaste encore était la charité qui alimentait leurs cœurs fervents, qui préparait au devoir divin réservé spécialement à la femme en ces moments de fléaux humains et qui a insufflé dans l'âme des pieuses dames la pensée de la maternité sacrée et les a guidées partout où il y avait des soldats à secourir, dans les casernes et dans les champs,

24. UDCI, novembre-décembre 1911, n° 14-15, p. 7.

25. « Le Comité catholique des militaires et des marins », *Écho de la LPDF*, janvier 1914, n° 134, p. 5.

26. *Ibidem*.

à l'arrière et dans les tranchées, sur la terre et sur la mer, celle qui apporte les grandes forces de la religion annonciatrices de la récompense céleste qui suit les souffrances du devoir accompli²⁷. »

Au nom de la maternité s'étend ainsi la protection de ces femmes aux hommes qui défendent la patrie. La sollicitude maternelle qui légitimait avant la guerre la revendication de mesure en faveur des mères et des enfants est étendue à ceux qui sont sous les drapeaux. Il s'agit en soutenant les aumôniers militaires, en finançant les chapelles portatives et en s'assurant de la présence de chapelains ou d'aumôniers dans les tranchées, de donner « *des hommes forts moralement et physiquement* » car « *c'est la religion qui forme les hommes dont notre patrie a besoin, et qui fait élever et purifier les âmes de ces héros pour les rendre dignes de la victoire sur les champs de bataille où est décidé le sort de notre Patrie*²⁸ ». Le Comité, qui récolte plus de 70 000 liras dans les premiers mois de 1916, a le soutien du ministère des armées et de la hiérarchie catholique. Cela illustre la réconciliation par la base entre l'État et l'Église à l'œuvre à travers l'« union sacrée » qui se réalise dans les pratiques quotidiennes²⁹. Parallèlement, le rapport souligne la présence de nombreux prêtres soldats à partir de 1916 avec l'élargissement de l'appel des hommes au front. Ceux-ci, par disposition législative, peuvent servir dans l'assistance sanitaire aux blessés. C'est dans les villes industrielles, comme Turin, que l'assistance religieuse est la plus importante, de même qu'à Bologne et Vérone. À Turin, le comité a récolté 1/5 des recettes totales du comité national pour l'assistance religieuse. À cette œuvre nationale ont contribué des prêtres et notables italiens mais aussi des émigrés italiens aux États-Unis³⁰.

En France, comme en Italie, les ligues féminines catholiques organisent des marrainages de soldats³¹. Le marrainage peut être vu comme l'extension des prérogatives maternelles à la société dans son ensemble. Qui, dans cette perspective, mieux que les femmes

27. Sn, Comitato nazionale per l'assistenza religiosa nell'esercito, sl, 1917, lettre du card. Gasparri à la Princesse Letizia di Savoia, p. 2.

28. Comitato nazionale per l'assistenza religiosa nell'esercito, Resoconto morale e finanziario del Comitato nazionale per l'assistenza religiosa nell'esercito, Roma, 1917, p. 11.

29. «La relazione del comitato nazionale per l'assistenza religiosa nell'esercito», Bollettino dell'UDCI, mai-juin 1916, n° 49-50, p. 4

30. Comitato nazionale per l'assistenza religiosa. *op. cit.*, pp. 33-37.

31. MOLINARI Augusta, *La Buona signora e i poveri soldati. Lettere a una madrina di guerra*, Torino, Scriptorum, 1998.

————— *Les femmes catholiques dans la Grande Guerre*

catholiques, pourrait offrir aux soldats le visage de la mère accueillante, compatissante et aimant son enfant? La mort de masse et les mutilations qui touchent principalement les hommes modifient les rapports de genre : la virilité n'est plus assimilée à la force, plaçant l'homme en situation de dépendance et de faiblesse par rapport à sa marraine. L'initiative est fondée en Italie en 1915, dès l'entrée en guerre. Chaque soldat a une « *mamma di guerra* », qui prend soin de son soldat jusqu'à la fin du conflit, lui écrit « *l'encourageant à faire son devoir envers la Patrie, veillant sur lui comme une mère affectueuse*³² ». Isnenghi et Rochat ont souligné la multiplicité de la figure de la marraine, mère, sœur, amie et amoureuse, tout à la fois³³. Mais dans les associations catholiques, ce dernier aspect n'est jamais évoqué. Nous ne savons rien des noces de ces mairaines et de leur filleul si elles ont eu lieu. Il est plus vraisemblable que les mairaines soient souvent des femmes consacrées, veuves ou vierges, et que les cas d'épousailles soient tus par les rédactions. Au printemps 1916, l'œuvre italienne a trouvé 600 soldats et 45 sont en attente d'une « *maman de guerre* ».

À la LPDF, le Comité central relaie aussi les demandes de marrainage. Ainsi, à Marseille, en 1915 « *la semaine dernière, de Paris, on nous demandait si nous ne pouvions pas faire adopter quelques soldats des régions envahies. L'Ouvroir, consulté, a désiré se charger de l'un d'eux et a trouvé des mairaines pour quatre autres*³⁴ ». En septembre 1915, le *Petit Écho* publie deux listes de soldats qui demandent par l'intermédiaire du prêtre à être adoptés par des ligueuses : la plupart sont brancardiers ou zouaves, deux sont caporaux. La marraine peut aussi s'occuper de jeunes adultes, se substituant pour le coup à l'autorité maternelle dès la caserne et avant l'envoi au front.

« Une idée venue de Libourne mérite l'attention des ligueuses : pour les dernières classes de tout jeunes soldats à la caserne, ne pourrait-il y avoir des mairaines dans les villes où ces jeunes gens sont envoyés? Les Ligueuses indiqueraient au secrétariat central les villes où leurs enfants sont en garnison et les Ligueuses de ces villes pourraient prendre comme filleul chacune l'un de ces petits nouvellement entrés à la caserne. Le jeune soldat trouverait ainsi une maison hospitalière, un réconfort moral, et il serait visité à l'hôpital s'il était malade³⁵. »

32. « *Madre di guerra* », Bolletino dell'UDCI, maggio-giugno 1916, n° 49-50, p. 6.

33. Isnenghi Mario, Rochat Giorgio, *La Grande guerra, op. cit.*, pp. 334-335.

34. « Rapport de l'ouvroir des jeunes de Marseille », *Écho de la LPDF*, septembre 1915, n° 150, p. 6.

35. « Les ligueuses et la guerre », *Petit Écho de la LPDF*, mars 1917, p. 2.

L'entreprise de marrainage peut même être collective. L'«*Appel du grand Quartier général aux ligueuses*», en 1917, fait naître l'idée d'une adoption collective de soldats.

«Le grand quartier général lui demandait de bien vouloir entrer dans la nouvelle organisation instituée par lui, pour que tous les soldats sans exception puissent bénéficier des intentions généreuses de ceux qui pensent à eux. [...] Que diriez-vous chères ligueuses, si, en votre nom à toutes, nous adoptions une division ? La division de la Ligue ! N'est-ce pas tentant ! Beaucoup de ligueuses qui ont perdu leur filleul pourront ainsi les remplacer en envoyant leurs dons au comité, après entente avec lui, ou au secrétariat central, si le comité départemental le préfère³⁶.»

L'idée ne semble pas avoir été suivie et nous n'avons pas trouvé de trace de ces «divisions de la Ligue». À Rome, une initiative locale propose non pas une marraine mais une mère de substitution. «*On institue la "Famille de guerre", œuvre qui a pour but de trouver une mère de guerre aux soldats sans parents et qui compte plusieurs centaines de fils de guerre*³⁷.»

Les filleuls, d'après les quelques informations disponibles sur le grade des soldats, sont issus de milieux populaires. Les plus aisés reçoivent sans doute les colis de leur famille tandis que pour les brancardiers, les zouaves, les soldats de l'infanterie, le colis de la marraine est le seul qui leur permet d'être vêtus et nourris convenablement. Les rapports de classe caractéristiques de la charité privée se reproduisent ainsi dans le marrainage par des dirigeantes des associations, d'extraction sociale aisée ou aristocratique, la dame prenant soin du pauvre soldat de condition modeste. De cette pratique, dont on sait qu'elle fut répandue de manière plus générale chez les Françaises et les Italiennes, nous n'avons pas trouvé de trace chez les femmes de milieu plus modeste, membres des associations. Cet engouement pour le marrainage n'est pas sans rappeler le phénomène des brancardières de Lourdes, qui correspondait à la fin du XIX^e siècle à une pratique diffuse dans certains milieux sociaux. Cette œuvre de réconfort spirituel et affectif ne suffit cependant pas à satisfaire les besoins pressants des soldats. Le grand Quartier général publie un nouvel appel en octobre 1917, qui demande «*non pas des marraines, hélas, (et cependant, combien*

36. *Petit Écho de la LPDF*, juin 1917, n° 207, p. 2.

37. AGOP, XIV 950 GIB 32 3, Questionari, notes manuscrites, sn, sd, probablement 1918.

Les femmes catholiques dans la Grande Guerre

il serait souhaitable que de nouveaux dévouements surgissent) mais un colis³⁸ ! ».

Outre l'accompagnement spirituel et moral des soldats, qui est une spécificité des associations féminines catholiques, les associations assument une partie du soutien matériel des troupes et des prisonniers de guerre. Des milliers de chaussettes, linge de corps, lainages sont ainsi envoyés par les associations féminines catholiques. Une grande partie est produite dans les ouvroirs. En France, tous les comités – ou presque – rédigent des rapports mentionnant le nombre de vêtements envoyés. À la différence de ce qui se passe en Italie, le ministère des Armées n'utilise pas l'association comme unité de transformation des matières premières. C'est sur la générosité des ligieuses qu'il faut compter. Elle ne semble plus suffisante en 1917 devant la pénurie qui touche les troupes. Les réponses sont plutôt modestes : 75 colis envoyés en novembre alors que « *des milliers de fiches attendent d'être réparties³⁹* ».

En Italie, les commissions de vêtements pour les soldats confient aux comités locaux la confection de vêtements, de lainage, de paquets alimentaires. À partir de 1916, les comités locaux, ne sachant pas toujours comment s'y prendre, se voient même attribuer la confection de sachets antiparasitaires⁴⁰. La confection même de lainages et vêtements peut être problématique en raison du manque de ressource des comités locaux qui fonctionnent avec peu d'adhérentes et ne reçoivent pas de matière première à transformer de la part de la commune par exemple⁴¹. Les comités locaux italiens se plaignent à partir de 1916 de ne recevoir ni laine, ni patrons pour pouvoir confectionner les habits. La question de la distribution est aussi problématique. En 1916, tout est envoyé au comité de Venise près des zones de combat – sauf pour les comités comme Naples qui travaillent directement avec les autorités militaires.

Ces activités occasionnent des conflits liés à la redéfinition du rôle de chaque comité dans l'organisation. Ainsi, l'une des dirigeantes du comité de Gênes et responsable de bureau de renseignement transmet, à la secrétaire à Rome, le désir de voir les vêtements pour

38. « Appel du grand quartier général », *Petit Écho de la LPDF*, octobre 1917, n° 210, p. 2.

39. « Les ligieuses et la guerre », *Petit Écho de la LPDF*, décembre 1917, n° 215, p. 2.

40. AGOP XIV 950 GIB 32 1, lettre du comité de Venise à la duchesse d'Airola, Venise le 25 juillet 1916.

41. AGOP XIV 950 GIB 32 1, Attività di guerra.

les soldats transmis non à Venise mais chez l'épouse d'un général : « celle-la, étant sur le terrain, s'occuperait de la distribution selon les demandes⁴² ». Pour les petits comités, il est souvent difficile de faire face :

« Celle qui habite dans les grandes villes où abondent les personnes aisées ne peut se faire une idée de la petite ville de province où la majorité des gens vit de son propre travail. Depuis le début de la guerre de nombreuses institutions caritatives et patriotiques ont surgi parmi nous. Elles finissent par absorber toujours les mêmes personnes, en plus de devoir penser aux réfugiés et aux familles pauvres des appelés, nous avons chez nous trois hôpitaux militaires, qui sont financés par des souscriptions quasi-continues⁴³ ».

Dans les comités provinciaux, les membres de l'association sont modestes et elles ne peuvent ajouter une œuvre de plus à leurs occupations⁴⁴. Face à cela, l'office de présidence de Rome demande aux comités de faire un effort, car les soldats ont besoin de vêtements chauds avec la neige qui tombe, et « il est donc nécessaire que les comités de bienfaisance intègrent l'Œuvre gouvernementale avec leurs dons⁴⁵ ». Quand ceux-ci répondent à l'appel, comme le comité de Florence ou celui de Padoue qui compte alors 500 membres, les adhérentes ne savent pas précisément ce qu'attendent d'elles les pouvoirs publics et quel type de vêtement il faut préparer. Il en va de même pour les sachets antiparasitaires⁴⁶.

Cette action auprès des pouvoirs publics permet aux mouvements catholiques féminins de se positionner par rapport aux autres organisations féminines ou féministes. Leurs bulletins doivent mentionner que le comité qui centralise les dons « sera celui de l'UDCI, pour montrer que nous aussi nous sommes patriotes et que nous sommes capables de faire autre chose que des œuvres religieuses⁴⁷. ».

42. AGOP XIV 950 GIB 32 1, lettre de Ifigenia Dulac à Signora Airoli, le 7 octobre 1916.

43. AGOP, XIV 950 GIB 32 1, lettre de Margherita Calleri, secrétaire du comité de Mondovi à Gentilissima signora, le 3 décembre 1916.

44. AGOP, XIV 950 GIB 32 1, lettre de sn à C. Giustiniani Bandini, Palmi, le 8 novembre 1916.

45. AGOP, XIV 950 GIB 32 1, lettre de Maria Gentile Gortani à Marchese gentilissima [Patrizi], le 23 septembre 1916.

46. AGOP, XIV 950 GIB 32 1, lettre de Pasquina Pastorello à gentilissima signora, Padoue ; le 2 juillet 1916.

47. AGOP, XIV 950 GIB 32 1, lettre de Bianca Lucca Cavalli, à Cristina Giustiniani Bandini, Piacenza, le 3 juillet probablement 1916.

Les femmes catholiques dans la Grande Guerre

Dans son numéro de *l'Écho* d'octobre 1915, la LPDF commence à évoquer le sort des mutilés de guerre. La couverture montre une photo du « Christ de Carency mutilé par les Allemands », avec « à ses pieds, un autre mutilé de la guerre » qui est prosterné, aux côtés de l'abbé Coqueret, missionnaire diocésain et aumônier militaire. Les soldats blessés reviennent du front, et c'est aussi les femmes qu'il faut familiariser avec le corps meurtri de leur compagnon, mari, frère, enfant. Un premier article décrit « une visite aux ateliers de rééducation des mutilés de guerre ». Dans l'atelier des Épinettes, quartier parisien où la Ligue est particulièrement bien implantée, 36 mutilés de guerre apprennent à « exercer un métier ». Il s'agit de promouvoir le travail des hommes, qui font défaut dans les entreprises, et l'atelier est dirigé par Charles Kula, secrétaire général de la Société pour le développement de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment.

« Combien est précieux déjà ce résultat moral qui leur donne cette assurance ! Aussi, on ne peut que féliciter les collaborateurs d'une telle initiative, si opportune à l'heure actuelle, et l'œuvre des invalides de la guerre, fondée par Maurice Barrès, qui en fournit les moyens. Cette œuvre verse 3 francs par jour par mutilé admis à la rééducation, et le Secours national 1 franc, ce qui, avec l'allocation de 1 franc 70 par jour que l'État leur accorde, permet au mutilé de se loger, de se nourrir et de se vêtir⁴⁸. »

Il s'agit principalement de suppléer au manque de main-d'œuvre masculine sans recourir aux femmes : « *Ce contingent d'ouvriers ne viendra pas en trop grand nombre s'ajouter à la main-d'œuvre nationale destinée à remplacer la pléiade d'ouvriers dont la France était tributaire* ». Et dans ces ateliers, les hommes mutilés apprennent les métiers traditionnellement réservés aux femmes dans l'industrie.

« Il est touchant de voir avec quelle patiente bonne volonté chaque mutilé s'applique à la besogne qui lui est confiée. Un mutilé, privé d'une jambe, et qui était maçon avant la guerre, admis depuis le matin aux Épinettes, suait, peinait à tirer l'aiguille dans un vieux morceau de drap, et tout fier, montrait aux visiteuses qu'il arrivait à faire le point déjà très convenablement⁴⁹. »

Les ligueuses sont invitées à soutenir l'œuvre en envoyant de l'ouvrage, comme leurs chaussures à ressemeler ou leurs patrons

48. « Une visite aux ateliers de rééducation des mutilés de la guerre », *ELPDF*, octobre 1915, n° 151, p. 2.

49. *Idem*, p. 3.

pour la taille et la coupe. Le processus d'entrée des femmes dans des univers industriels masculins est ici renversé. Les ligueuses contribuent à la redéfinition des caractéristiques du travail masculin en montrant aux hommes les savoir-faire spécifiques aux activités économiques jusqu'alors dévolues aux femmes. L'acceptation de la mutilation passe aussi par la promotion d'associations spécialisées, comme l'Union catholique de malades. La LPDF fait la promotion de cette œuvre dont l'origine n'est pas catholique mais protestante. Cependant, « dans l'acceptation de la maladie, dans l'adaptation à l'infirmité, l'idée religieuse est nécessairement et effectivement la force prépondérante. D'où le besoin pour les catholiques de former une nouvelle union et de lui donner un caractère intimement catholique⁵⁰ ».

La « mort de masse », qui caractérise « l'expérience fondamentale » de la Grande Guerre pour G. Mosse, a « obligé les individus à affronter une mort massive et organisée » dont les effets ont « pénétré et déterminé de nombreux aspects de la vie publique et marqué une nouvelle étape dans l'histoire des nationalismes⁵¹ ». Cette confrontation avec la mort à grande échelle, les membres de l'UDCI ou de la LPDF la vivent pour celles qui se sont enrôlées comme infirmières au front. Pour les autres, les fils, maris, frères, prêtres qui ne reviendront pas les confrontent également à cette tuerie de masse. De l'annonce aux familles, qui les place en situation d'intermédiaires entre les pouvoirs publics – mairie ou État-major – et les familles, à l'entretien des tombes, en passant par l'organisation des funérailles, elles assument collectivement et concrètement la mort des hommes au front. Elles jouent un rôle dans ce que Mosse analyse comme la création du mythe de la guerre par l'entretien de la mémoire des morts au champ d'honneur⁵². Elles participent ainsi à l'assise de cette religion civile tout en insistant sur la nécessité de donner à ces morts une sépulture catholique et en veillant au salut de leur âme⁵³.

« La Ligue a fait un appel en faveur des funérailles de nos soldats dont les cortèges étaient trop peu suivis en ville. Immédiatement 83 noms se sont enregistrés et Mgr l'Archevêque a bien voulu organiser l'œuvre

50. PEYROT L., « L'union catholique des malades. Un essai d'assistance morale aux invalides », *Écho de la LPDF*, octobre 1915, n° 151, p. 4.

51. MOSSE George L., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999 (1^{re} éd. 1990), p. 7.

52. *Ibidem*, p. 41.

53. « La voix du bourdon de la victoire », *Courrier des dizainières de la Nièvre*, n° 4 décembre 1927, p. 1.

Les femmes catholiques dans la Grande Guerre

en en confiant le soin à M. Le Vicaire général Boucher. Puis la Ligue a songé aux tombes. Une initiative privée que nous ne saurions trop louer a invité les Bisontins à fleurir les tombes de nos chers soldats morts⁵⁴. »

Les Ligueuses fleurissent les tombes, entretiennent la mémoire des soldats au sens spirituel et matériel. La ligue honore la mémoire des « *maris, fils, frères des Ligueuses (qui) sont des braves* » en publiant la liste des morts au champ d'honneur ou de ceux qui ont été cités (42 en mai 1917)⁵⁵. Ses membres accompagnent les cercueils des proches de ligueuses tombés au front. Ce fut le cas par exemple à Paris en 1915 :

« Une cérémonie émouvante dans sa simplicité réunissait récemment dans la chapelle de l'école polytechnique, à Paris, vingt ligueuses pour l'enterrement d'un petit soldat, fils d'une ligueuse du Jura. Jusqu'au cimetière, la glorieuse dépouille fut pieusement accompagnée ; la mère sait où repose son enfant. Une palme, traversée d'un ruban tricolore avec inscription "A notre petit soldat L.P.D.F." a été déposée sur le cercueil⁵⁶. »

En tant que catholiques et face à ces morts si nombreuses, les membres de la ligue posent la question de l'assistance aux funérailles civiles de leurs proches. La présidente de la Ligue devant les cas de consciences qui se posent aux adhérents rappelle l'interdit qui porte sur l'assistance aux cérémonies des funérailles civiles⁵⁷. En Italie, les messes aux soldats sont nombreuses. Certains comités, comme celui de Novara, préparent des linceuls pour les soldats morts au combat⁵⁸. À Turin, c'est le comité de l'UDCI qui pose la première pierre du monument aux morts, lors d'une cérémonie le 24 mai 1918 sur les tombes des soldats tombés au champ d'honneur⁵⁹.

Une ressource spécifique aux catholiques : le service de renseignement

Enfin, les associations jouent le rôle d'intermédiaires entre les armées et les familles. Les familles de soldats qui ne peuvent envoyer

54. « Chroniques générales », *PELPDF*, janvier 1915, n° 179, p. 6.

55. *Petit Écho de la LPDF*, mai 1917, n° 206, p. 3.

56. « Les ligueuses et la guerre », *Petit Écho de la LPDF*, mai 1915, n° 183, p. 2.

57. KRAFFT Louise, « Lettre aux adhérentes », *Petit Écho de la LPDF*, juillet 1915, n° 185, p. 1.

58. AGOP, XIV 950 GIB 32 3, Questionari, notes manuscrites, sn, sd, vers 1918.

59. AGOP, XIV 950 GIB 32 3, Questionari, notes manuscrites, vers 1918.

des colis au front peuvent s'adresser aux associations de femmes catholiques afin qu'elles envoient pour elles un colis de vêtements ou des vivres à leur proche au front. L'épouse et la fille d'un appelé de Bologne, soldat dans l'infanterie en zone de guerre, s'adressent à la présidente du comité local pour qu'elle transmette un colis⁶⁰. Ce rôle d'intermédiaire est attesté en France à la LPDF. Par son implantation nationale, la Ligue patriotique des Françaises devient un trait d'union possible entre les familles de l'arrière et le front. Elle demeure aussi un lieu d'assistance dans les régions occupées du Nord. En 1917, les statuts de l'association sont modifiés pour répondre au besoin de renseignement des familles et à la création d'un service spécialisé :

«L'association de la Ligue patriotique des Françaises (dont les statuts ont été déposés à la Préfecture de police en 1902) a dû, pour répondre aux demandes nombreuses de ses adhérentes, organiser un service de recherches pour les militaires disparus et les familles dispersées. Ce service de recherches transmet aux sociétés spéciales les demandes qui lui sont adressées, fait des enquêtes dans les camps allemands, auprès des rapatriés et communique les résultats obtenus aux intéressés. Ce service est absolument gratuit, il se développe de jour en jour. C'est pourquoi nous croyons utile de faire une déclaration régulière pour cette nouvelle branche de notre Association qui a nom : Ligue patriotique des Françaises service des Recherches⁶¹.»

Un exemplaire de la *Tortue déchaînée*, bulletin du service de recherches de la Ligue patriotique des Françaises témoigne de l'exercice délicat consistant à informer en échappant à la censure. Le bulletin, contrairement aux *Écho* et *Petit Écho*, est écrit à la main et ronéotypé. Sa parution est irrégulière. Les nouvelles du front sont noyées dans des fables animalières. Elles concernent quelques régiments. Parallèlement à la publication de ce bulletin, les comités des régions occupées maintiennent un lien entre les populations civiles des régions envahies et l'arrière. Ainsi, Germaine Feron-Vrau, l'épouse du directeur de la *Croix*, Paul Feron-Vrau, demeure-t-elle à Lille durant tout le conflit. Elle garde en vie le comité et met sa fortune à sa disposition pour pouvoir venir en aide aux civils⁶².

60. AGOP XIV 950 GIB 32 1, lettre d'Alda Degli Esposti, sd, à Illustrissima Signora Presidentessa.

61. Action catholique des femmes (ACF), H568, Lettre de la LPDF à la préfecture de Paris le 31 janvier 1916, (modification de statuts liés à l'aide aux familles).

62. Mgr MASQUELIER Henri, *Une apôtre de la Ligue patriotique des Françaises. Madame Paul Feron-Vrau née Germaine Bernard (1869-1927)*, Paris, La Bonne Presse/Lille, La Croix du Nord, 1932.

Les femmes catholiques dans la Grande Guerre

Parmi les actions menées par la Ligue patriotique des Françaises d'un point de vue diplomatique, le rapatriement de prisonniers de guerre fait partie des plus méconnues. Dans les archives de l'association, il n'a pas été possible de retrouver la correspondance relative à cette activité. En revanche, aux Archives secrètes du Vatican, on trouve dans le fond de la Secrétairerie d'État le dossier relatif au Dr Luc Arbel, prisonnier de guerre qui est transmis par la LPDF⁶³. On voit se déployer les différents niveaux de l'action diplomatique du Saint-Siège durant le conflit, sur lequel le service de renseignement de la LPDF s'appuie⁶⁴. Ce médecin de la Croix rouge avait transformé son château de Vadencourt – près de Saint Quentin – « en ambulance ». Après l'invasion, celui-ci s'est trouvé prisonnier. Son épouse, séparée de lui, prend contact avec le Comité central de l'association qui mène une enquête. Une réponse de la Commission des otages à Bâle établit que le médecin, dont la famille a perdu la trace, se trouve à Étreux⁶⁵. La direction de la LPDF envoie un mémoire à la Secrétairerie d'État demandant l'application de la convention de Genève et le retour du médecin en France non-envahie⁶⁶. Le Secrétaire d'État transmet cette demande au Ministère de Prusse près le Saint-Siège courant février 1916⁶⁷. La réponse du Ministère prussien est négative et le prisonnier ne sera pas rendu à sa famille.

Conclusion : Vers une redéfinition des normes de genre ?

Les travaux de Françoise Thébaud avaient bien souligné la dimension paradoxale de la guerre dans la stabilisation de la hiérarchie du genre⁶⁸. D'un côté, les besoins de l'industrie de guerre avaient amené les femmes à entrer dans le monde de l'usine, à supplanter les hommes dans des activités économiques où elles étaient peu

63. ASV, anno 1916, Rubr.244 fasc.307/15 2, n° 14351 et 17380, Arbel Luc, dottore della croce Rossa francese.

64. TICCHI Jean-Marc, *Aux frontières de la paix. Bons offices, médiations, arbitrages du Saint-Siège (1878-1922)*, Rome, École française de Rome, 2002.

65. ASV, Segr. di Stato, anno 1916, rubr.244 fasc.307/15 2, n° 14351 Commission des otages à Bâle (suisse) le 22 novembre 1915.

66. ASV, Segr. di Stato, anno 1916, rubr. 244 fasc.307/15 2, n° 14351 Ligue patriotique des Françaises, sec. central. le 22 décembre 1915.

67. ASV, Segr. di Stato, anno 1916, n° 14351 de Segr. di Stato à Son Excellence, Mr le Dr de Mühlberg, Ministre de Prusse près le Saint Siège, le 27 février 1916.

68. THEBAUD Françoise, *La femme au temps de la guerre de 14*, Paris, Stock, 1986.

THÈME _____ **Magali Della Sudda**

présentes. De l'autre, l'après-guerre est marqué par le besoin de rétablir l'ordre des sexes et l'on voit se développer de manière massive la propagande en faveur de la femme au foyer, contre la régulation des naissances. Ce que l'exemple de ces associations féminines catholiques donne à voir, c'est la manière dont finalement ces associations conservatrices sont amenées à collaborer avec les autorités publiques. L'Union sacrée a des effets au-delà de la guerre, quand, par exemple, l'association italienne se voit reconnaître la personnalité juridique ou que l'association française va inciter ses membres à intégrer les commissions départementales du Conseil supérieur de la natalité. La capacité à agir des associations féminines catholiques dans l'espace public semble donc accrue au terme du conflit. Au sortir de la guerre, elles apparaissent donc comme des interlocutrices légitimes des pouvoirs publics. Du point de vue de leur place dans l'Église, ces mouvements de laïques ont fait la preuve de la force de leur nombre, et leur réorganisation ouvre la voie à la naissance de la seconde Action catholique, c'est-à-dire à l'organisation des laïques en branches spécialisées par sexe, par âge, avant que ne se pose la question du milieu.

Magali Della Sudda est actuellement Chargée de recherche (CNRS) au Centre Émile Durkheim à Bordeaux, après avoir été Marie Curie Fellow durant 2 ans à l'Institut universitaire européen de Florence et post-doc à l'École française de Rome. Sa thèse, soutenue en 2007, était intitulée : *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Sociohistoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*. Elle a ensuite orienté ses recherches sur les mouvements d'action catholique à l'épreuve du fascisme à partir du fonds Pie XI de l'*Archivio segreto vaticano*. Elle travaille actuellement sur les processus d'accès à la citoyenneté des femmes en Europe.

Xavier BONIFACE

Les aumôniers militaires de la Grande Guerre éclairages européens

« **L**aissez-moi m'occuper du patriotisme. Préoccupez-vous de la prédication de l'Évangile » intima un jour, au temps de la Grande Guerre, le général allemand von H. à un aumônier de sa division. L'officier formulait ainsi un « partage des tâches » entre le militaire et le ministre des cultes affecté auprès de ses troupes – l'histoire ne précise pas s'il s'agissait d'un prêtre ou d'un pasteur¹. L'enjeu était d'influencer, ou tout au moins d'entretenir chez les soldats la foi en Dieu et la foi en la patrie, et de les mobiliser moralement en vue du combat à mener. Mais cet exemple invite plus largement à s'interroger sur le rôle dévolu aux aumôniers dans les armées européennes du premier conflit mondial. Sont-ils confinés dans des tâches religieuses, répondant ainsi indirectement aux attentes du général von H., ou bien participent-ils, ainsi que le suggère leur appellation, à des missions plus militaires ? Ils apparaissent en tout cas comme des figures emblématiques de l'engagement des Églises dans la Grande Guerre. Témoignages et littérature apologétique les campent souvent sous cet angle qui s'inscrit par ailleurs dans la conjoncture de l'union sacrée. À la fois militaires et membres de leur Église, les aumôniers occupent une place originale dans les sociétés belligérantes et leurs armées. C'est à travers l'exemple des prêtres, pasteurs et rabbins d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de France, de Belgique et d'Italie que seront

1. *Bilder und Texte aus der Soldatenseelsorge 1550-1945. Herausgegeben vom Evangelischen Kirchenamt für die Bundeswehr*, Bonn, 1983, p. 48.

évoqués l'organisation des aumôneries militaires, leurs personnels et leur rôle patriotique et ecclésial.

Deux modèles d'organisation

Si des aumôneries militaires existent dans chaque armée à la mobilisation, elles ne sont pas toutes structurées de la même manière. Elles répondent à deux principaux modèles d'organisation qui sont adaptés au début d'un conflit dont l'ampleur bouleverse les dispositions initiales.

Le premier modèle, le plus fréquent, est celui d'un service d'aumônerie hiérarchisé et intégré au sein de l'armée. C'est en Grande-Bretagne qu'il est le plus abouti, l'*Army Chaplains' Department*, créé en 1796 et devenu «*Royal*» en 1919, regroupant en effet des représentants de différentes confessions – quatre en 1914 (anglicane, catholique, presbytérienne et wesleyenne), onze en 1918 –, qui ont chacune leur chef, sous la direction d'un *Chaplain General*, l'évêque John Taylor Smith. Cette ouverture, reflet de la diversité religieuse de la société britannique, s'est notamment opérée à partir de 1916, à la suite des revendications des Églises non conformistes et du soutien de Lloyd George².

L'aumônerie militaire belge s'institutionnalise durant les premiers mois du conflit. Une cinquantaine de prêtres, outre quelques rabbins et pasteurs, étaient prévus à la mobilisation, mais à la suite d'une demande du cardinal Mercier, le ministre de la Guerre décide le 19 août 1914 d'affecter un aumônier catholique à chaque bataillon. Le recrutement porte d'abord sur les prêtres mobilisés comme brancardiers. La hiérarchie des ministres des cultes est précisée peu après, jusqu'à la nomination, fin septembre 1915, d'aumôniers en chef catholique (Mgr Marinis), protestant (pasteur Blommaert) et juif. Ils dépendent d'abord du général commandant le service de santé, puis directement du ministre de la Guerre à partir de 1917³.

L'aumônerie catholique allemande est organisée à la fois en Prusse et en Bavière, deux royaumes qui, par ailleurs, entretiennent chacun une ambassade auprès du Saint-Siège. Mais les structures, héritées d'histoires différentes, ne sont pas identiques. En Prusse, l'aumônier

2. Michael SNAPE, *The Royal Army Chaplains' Department 1796-1953. Clergy under Fire*, Woodbridge, The Boydell Press, 2008, pp. 175-260.

3. Jacques Robert LÉCONTE, *Aumôniers militaires belges de la guerre 1914-1918*, Bruxelles, Musée royal de l'armée et d'histoire militaire, 1969, 395 p.

Les aumôniers militaires de la Grande Guerre

en chef, Mgr Vollman, a reçu la consécration épiscopale, tandis qu'en Bavière, c'est un ordinaire diocésain, l'archevêque de Munich, qui a juridiction sur l'aumônerie. Il n'existe en revanche qu'une institution protestante, peut-être plus marquée que ses consœurs catholiques par sa fidélité à l'union du trône et de l'autel. Quant à l'aumônerie israélite, elle est également organisée à l'échelle de toute l'armée.

En Italie, l'aumônerie militaire est supprimée depuis 1878, mais la loi prévoit une assistance religieuse pour les soldats en cas de conflit. C'est le commandant en chef, le général Cadorna, qui réorganise l'institution par une circulaire du 12 avril 1915, alors que le pays s'apprête à entrer dans la guerre. Les aumôniers sont alors rattachés au service sanitaire. Le 27 juin 1915, Mgr Bartolomasi, évêque auxiliaire de Turin, est désigné comme ordinaire pour l'armée. Il peut s'appuyer sur trois vicaires généraux, l'un chargé de la curie, un autre ayant juridiction sur la zone des combats et le dernier affecté à la marine. Par ailleurs, 12 000 prêtres sont mobilisés, tel Angelo Roncalli, appelé comme sergent : l'Italie est le premier État à avoir imposé la conscription aux membres du clergé, dès 1875. Ces prêtres-soldats constituent un appoint pour l'aumônerie, certains d'entre eux pouvant exercer leur ministère en dehors de leur activité militaire⁴.

Dans le second modèle de service religieux, qui se trouve en Belgique, partiellement jusqu'en 1915, et surtout en France, il n'existe pas de service organisé, mais seulement des ministres des cultes affectés auprès de grandes unités : en d'autres termes, il y a des aumôniers, mais pas d'aumônerie au sens institutionnel du terme. Pour l'armée française, un décret de 1913 prévoit deux titulaires catholiques par groupe de brancardiers de division, et deux autres, rejoints par un rabbin et un pasteur, pour celui de corps d'armée. Cette répartition ayant révélé ses insuffisances lors de la mobilisation puis des premiers combats, le député Albert de Mun obtient du ministre de la Guerre, dès août 1914, la nomination d'aumôniers volontaires, dont la situation est régularisée trois mois plus tard. Tous tiennent leurs ordres des chefs du service de santé – ce qui n'est pas le cas des quelque 20 000 prêtres-soldats mobilisés, dont certains font officieusement fonction d'aumôniers bénévoles au sein de leur unité. L'absence de structure centralisée et hiérarchisée tient à deux séries de facteurs. Le contexte de laïcité, une décennie après la séparation des Églises et de l'État, explique la méfiance de la République à l'égard de quelque organisation religieuse nationale

4. Roberto MOROZZO DELLA ROCCA, *La fede e la guerra. Cappelani militari e preti soldati (1915-1919)*, Roma, ed. Studium, 1980, xi-269 p.

que ce soit, surtout au sein de l'armée, institution étatique par excellence. L'absence de relations diplomatiques avec le Saint-Siège interdit d'ailleurs toute possibilité d'accord sur le sujet. Mais des causes internes à l'Église catholique interviennent également : les archevêques de Lyon et de Paris débattent avec Rome de l'opportunité d'une autorité religieuse autonome ou rattachée à un ordinaire diocésain. En 1917, deux jeunes prélats mobilisés, Mgr de Llobet et Mgr Ruch, sont finalement désignés par le Saint-Siège comme inspecteurs ecclésiastiques, mais, non reconnus par l'État, ils ne peuvent remplir leurs fonctions. De même, les commissions des aumôniers de la Fédération protestante de France et du consistoire central israélite, qui assurent une gestion religieuse centralisée des pasteurs et des rabbins aux armées, n'ont aucun lien officiel avec les pouvoirs publics⁵.

Des points communs, toutefois, rapprochent ces différents types d'aumôneries. Le premier est leur caractère multi-confessionnel : le catholicisme, les principales dénominations protestantes et le judaïsme sont représentés partout, même si les effectifs des ministres de certains cultes sont parfois peu élevés. L'armée italienne compte ainsi quatre rabbins en 1915 et neuf en 1918, contre quelques dizaines dans les autres armées, et plusieurs milliers de prêtres. Pour autant, même si la guerre suscite des rencontres et des échanges entre ministres des différents cultes qui s'ignoraient souvent auparavant, les collaborations pastorales restent très limitées. Auprès de soldats, notamment de blessés, parfois peu au fait des différences confessionnelles, l'aumônier est accueilli comme l'homme de Dieu, quelle que soit son Église. Dans le cas de funérailles de combattants appartenant à des confessions différentes, une cérémonie œcuménique, voire inter-confessionnelle, peut aussi exceptionnellement être organisée. Un autre trait commun aux différents services religieux tient à l'affectation d'aumôniers de la confession majoritaire auprès de chaque régiment, c'est-à-dire d'une unité formant corps d'environ 3 000 hommes, voire auprès de l'échelon inférieur du bataillon, même s'il s'agit parfois, comme en France, d'une situation de fait et non de droit. Par leurs effectifs, ces formations militaires correspondent *de facto* à une grosse paroisse.

5. Xavier BONIFACE, *L'aumônerie militaire française (1914-1962)*, Paris, Éditions du Cerf, 2001, pp. 65-156.

Les aumôniers entre l'armée et les Églises

Leur statut, leur tenue et les modalités de leur recrutement montrent des aumôniers à la croisée de l'armée et de leurs Églises respectives.

La plupart des aumôniers sont considérés comme des officiers subalternes, lieutenants ou capitaines, qu'ils en portent la tenue, ou qu'ils en touchent seulement la solde – les aumôniers titulaires français perçoivent celle de capitaine, les volontaires celle de lieutenant. Cependant, dans l'armée britannique, il existe une hiérarchie spécifique d'aumôniers, distincte de celle des officiers, depuis le *General Chaplain* jusqu'aux chapelains de différentes classes, en passant par le *Deputy Chaplain*, en charge d'une dénomination ou d'une confession. Les aumôniers en chef ont souvent un rang militaire élevé : Mgr Bartolomasi, en Italie, est assimilé à un général, comme l'évêque Taylor Smith en Grande-Bretagne ou Mgr Marinis dans l'armée belge, où, par ailleurs, les aumôniers en chef des cultes juif et protestant, à la tête d'effectifs moindres, ont rang d'officiers supérieurs. Du point de vue de leur statut ecclésiastique, ces responsables sont généralement évêques, dans l'anglicanisme, le luthéranisme et le catholicisme. Ils peuvent être, comme en Bavière, des ordinaires diocésains qui reçoivent la charge de l'aumônerie, déléguée ensuite à un auxiliaire ou à un vicaire général. D'autres sont sacrés évêques, parfois *in partibus* dans le catholicisme, sans juridiction territoriale. La première option maintient un lien étroit entre l'Église et l'aumônerie militaire, alors que dans la seconde, c'est l'armée, et donc l'État qui établit un contrôle plus serré sur l'institution.

La tenue des aumôniers varie selon les traditions religieuses et militaires de chaque pays, même si elle comporte également des attributs communs. Tous les ministres des cultes ont un brassard avec la croix rouge, en application des conventions de Genève, qui assimilent les membres des clergés au personnel sanitaire. La plupart arborent aussi un signe distinctif de leur religion, une croix pectorale en métal, dont la taille, la présentation ou le cordon diffèrent selon les confessions chrétiennes, pour les prêtres et les pasteurs, et des tables de la loi, ou une étoile de David en Allemagne, pour les rabbins. Ce qui différencie principalement les ministres des cultes, c'est le port, ou non, d'un uniforme. Cette solution prévaut dans les armées allemandes, belges et britanniques, où la tenue militaire se combine néanmoins avec quelques spécificités. Si la coupe de leur uniforme est celle des officiers en Grande-Bretagne et, à partir de juillet 1915, en Belgique, les aumôniers y adjoignent le col ecclésiastique à la place de la cravate. En Allemagne, ils ont un pardessus

feldgrau et un chapeau vert, bientôt remplacé par une sorte de calot avec une bande violette. En revanche, en France et en Italie, États où les relations avec les Églises sont les plus tendues, les aumôniers catholiques conservent la soutane, à laquelle ils adjoignent souvent, quoique de manière non réglementaire, quelques attributs militaires, casque, calot, bandes molletières ou capote. Les pasteurs et les rabbins revêtent en général une tenue civile, en partie adaptée à la vie dans les tranchées. Quant aux prêtres mobilisés comme soldats, ils portent l'uniforme puisqu'ils ne sont pas des aumôniers officiels. Ainsi, en Europe, les uns endossent une tenue militaire panachée de signes ecclésiastiques quand les autres joignent des effets militaires à leur habit ecclésiastique. Ces différences traduisent leur plus ou moins grande intégration dans l'armée.

Le recrutement des aumôniers se fait en général sur la base du volontariat. Dans les armées française, italienne et belge, une partie d'entre eux sont d'anciens prêtres-soldats promus, à leur demande, en fonction des places disponibles. Mais le plus souvent, ce sont des ecclésiastiques civils qui sont recrutés directement, sans formation, vocation ou prédisposition pour ce ministère. En France, sont pris en priorité, selon les règlements en vigueur, les ecclésiastiques non mobilisables, car trop âgés ou déclarés inaptes. Les aumôniers catholiques comptent en outre de nombreux congréganistes dans leurs rangs, près de 500 dans l'armée allemande, et environ autant en France, dont 158 jésuites français revenus d'exil au début de la guerre. Palliant le manque de prêtres séculiers volontaires, des religieux britanniques servent dans les unités irlandaises et écossaises, où les catholiques sont plus nombreux.

Les effectifs des aumôniers militaires officiels tournent autour de quelques milliers dans la plupart des armées fortes de plusieurs millions de mobilisés. En novembre 1918, ils sont 1 985 pasteurs anglicans à servir dans la *British Expeditionary Force*, mais au total 5 000 ministres des différents cultes et dénominations environ ont été commissionnés au cours de la guerre, parfois pendant quelques mois seulement. À la fin du conflit, les aumôniers catholiques sont 1 441 dans les seules troupes prussiennes – un nombre peut-être équivalent à celui des pasteurs. 2 700 prêtres, outre quelques pasteurs et rabbins, accompagnent l'armée italienne. Ils sont 572 à avoir servi à un moment ou à un autre de la guerre dans les forces belges, plus restreintes. En France, les volontaires ont été près de 600, tandis que les titulaires ont sans doute représenté un millier de prêtres et une centaine de pasteurs. Les pertes des aumôniers n'excèdent pas 200 à 250 tués dans la plupart des armées.

Les aumôniers militaires de la Grande Guerre

À la fois militaires et ecclésiastiques, les aumôniers doivent être agréés par leur Église et par l'armée. Quand l'aumônerie est structurée et hiérarchisée, ce qui est le cas le plus fréquent, les nominations et la gestion des personnels s'en trouvent facilitées puisque le chef de service détient une double compétence, canonique et administrative. En Grande-Bretagne, les catholiques du *Chaplains' Department* dépendent, pour ce qui est de leurs pouvoirs religieux, du cardinal Bourne, archevêque de Westminster, qui les nomme. En France, l'absence d'un responsable spécifique conduit à des adaptations. Malgré la séparation des Églises et de l'État, l'instruction ministérielle du 7 juillet 1913 prévoit que les candidats à la fonction d'aumônier soient dûment munis de pouvoirs religieux réguliers : les Églises ont donc un droit de regard indirect sur les nominations. Cependant, dans le clergé catholique, où l'ordinaire diocésain doit donner son accord, il y a parfois des abus ou des erreurs faute d'organisation centralisée en mesure de vérifier la validité de ces facultés. Le bureau des aumôniers volontaires tente d'y remédier pour cette catégorie, mais certains ecclésiastiques critiquent sa direction par des laïcs, François Vuillot et Geoffroy de Grandmaison.

Des aumôniers au service de la foi et de la patrie

Au-delà de leur mission culturelle, qui justifie d'abord leur place dans les armées, les aumôniers remplissent auprès des soldats une pluralité de rôles, humanitaire, moral ou patriotique, qui se rattachent tous peu ou prou au service de la foi et/ou de la patrie.

La diversité de ces rôles tient à la manière dont les aumôniers entendent leur ministère, mais elle relève aussi de leurs cultures confessionnelles, nationales et militaires. Deux types de comportements, révélateurs de conceptions différentes du sacerdoce aux armées, peuvent être distingués. Il y a d'abord celui, très institutionnel, du prêtre ou du pasteur qui, confiné à l'arrière du front, fréquente surtout les officiers, dont il est proche par le statut et la culture, célèbre des cérémonies officielles pour des troupes au repos et prononce quelques allocutions ou harangues. C'est notamment la manière de faire des aumôniers italiens et belges, ainsi que des pasteurs anglicans dans l'armée britannique jusqu'en 1916. Une seconde manière d'agir consiste à aller à la rencontre des soldats dans leurs cantonnements ou leurs tranchées afin de partager leur vie, voire, pour les catholiques, d'administrer des sacrements. Elle correspond plutôt aux pratiques d'aumôniers français – même si certains

titulaires se comportent comme leurs homologues d'autres pays –, des prêtres britanniques, des prêtres-soldats en Italie et d'aumôniers allemands. Certains appliquent ainsi au contexte militaire l'invitation à « aller au peuple » du catholicisme social d'avant-guerre.

Peut-être plus encore que dans une cagna, un lieu de culte improvisé ou en partie ruiné, où sont célébrées les messes ou les cènes pour les soldats, le ministère cultuel de l'aumônier s'exerce à l'ambulance et au poste de secours. Si les catholiques peuvent administrer sacramentellement l'extrême-onction aux blessés et aux mourants, les rabbins et les pasteurs reconfortent aussi ces derniers, moralement et spirituellement. Ce ministère, associé à un rôle humanitaire, peut déjà signifier pour des soldats croyants qu'ils ne seront pas seuls à l'heure de la mort. Il est complémentaire du rôle funéraire de l'aumônier qui célèbre des funérailles et des offices à la mémoire des morts du champ de bataille. Toutefois, les obsèques sont rarement célébrées à proximité de la ligne de front : les corps sont hâtivement inhumés, tandis que les bombardements adverses entravent les rassemblements. Les funérailles religieuses se déroulent plutôt à proximité des ambulances, où un rituel minimal parvient à être respecté.

Mais certains aumôniers ne veulent pas se laisser enfermer dans cette approche trop axée sur les rites autour de la mort et trop associée à une pastorale de l'urgence, préférant un ministère plus actif, plus pérenne et plus en profondeur auprès des vivants. Ils cherchent alors les occasions de rencontres avec les soldats, que ce soit en petits groupes ou dans le cadre de rassemblements plus larges. Certains lieux sont plus propices aux échanges, tels que les tranchées ou les postes de secours ; de même, il est des moments qui portent davantage aux confidences, comme la veille d'une attaque. L'aumônier est en général plutôt bien accueilli par des soldats qui souffrent du corps ou de l'âme : il les écoute, il leur rappelle la vie d'avant la guerre, il entretient avec eux des relations qui ne sont pas subordonnées à un grade ou à une logique militaire, il leur distribue des douceurs, il leur apporte des nouvelles de l'arrière, avec lequel il demeure en contact par ses déplacements, sa proximité avec le service de santé, voire son logement chez un curé de village. Dans les cantonnements, des aumôniers organisent parfois aussi des foyers pour les soldats. Le plus connu des Britanniques est celui de Talbot House, dit Toc H, à Poperinghe, que les Révérends Philip Clayton et Neville Talbot ont fondé en 1915 et qui comporte, outre des pièces de récréation, une chapelle où des offices sont régulièrement célébrés. Ailleurs, des aumôniers animent des temps de prière, dont la fréquentation résulte

Les aumôniers militaires de la Grande Guerre

autant de la piété que de l'oisiveté des soldats au repos qui y trouvent une forme de distraction. D'autres instituent des œuvres de piété, tel l'abbé Delery, un Français qui fonde dans son régiment une confrérie du Rosaire vivant et un groupement de garde d'honneur du Sacré-Cœur.

Les attentes de l'encadrement militaire à l'égard de l'aumônerie sont ambivalentes. Certains officiers, à l'exemple du général von H., refusent toute ingérence des aumôniers dans ce qui relève du commandement des troupes, voire dans leur mobilisation idéologique et patriotique. D'autres au contraire attendent un soutien, voire une collaboration des ministres des cultes à l'exercice de leurs responsabilités, pour que la discipline soit encore mieux respectée. Le lieutenant-général de Seilliers, inspecteur général de l'armée belge, compare l'officier à un père de famille qui « commande et dirige », et l'aumônier à la mère qui « seconde son action sur les enfants auxquels, en outre, elle inculque l'affection et le respect du chef de famille ». À partir de 1916, les chefs militaires britanniques incitent les chapelains à prêcher sur la légitimité de la guerre menée par leur pays. En même temps, les rôles des officiers et des aumôniers sont bien distincts : les seconds, au contraire des premiers, ne portent pas d'arme et ne mènent pas d'opérations de combat. Il est significatif aussi que les plus âgés des prêtres-soldats français et leurs confrères belges, qui ne sont pourtant pas des aumôniers officiels, servent dans les formations sanitaires et non dans des emplois combattants.

Dans quelle mesure les aumôniers surmontent-ils la contradiction entre leur ministère au front, qui tend à cautionner la guerre, et leur appartenance à des religions prêchant traditionnellement la paix ? Très rares sont ceux qui s'interrogent en ce sens, ou qui portent un regard distancié sur la signification de leur présence auprès des soldats. Le rôle des aumôniers doit d'abord être interprété à l'aune de la participation de leurs Églises à l'union sacrée et à l'effort de guerre. Ils s'inscrivent dans une dynamique qui affecte l'ensemble du clergé : les prêtres, pasteurs et rabbins mobilisés ou engagés au front ne sont pas des isolés. D'autre part, les aumôniers militaires n'ont pas tous la même approche du ministère auprès des troupes. Quand les uns insistent sur la fidélité aux valeurs morales et religieuses, d'autres évoquent davantage le service de la patrie et légitiment la guerre. C'est par exemple le cas des aumôniers italiens qui organisent des liturgies de masse permettant de toucher des milliers de soldats et de contribuer au consensus. Dans l'armée britannique, les *chaplains* sont parfois requis par le commandement pour prendre part à des *parades services* officielles, comme à Ranchicourt (Pas-de-Calais), le

4 août 1918. Mais il existe aussi tout un éventail de discours, allant de la prédication patriotique jusqu'au simple rappel du devoir à accomplir, qui participent à la mobilisation des esprits. Ne serait-ce que par leurs paroles d'encouragement, leur proximité avec les troupes ou l'exemple qu'ils donnent, les aumôniers exercent un ascendant moral et concourent à faire accepter le conflit. Ils sont en quelque sorte des vecteurs du consentement – ou de la soumission, selon les personnes, les lieux ou les moments – des combattants. En même temps, des aumôniers peuvent rappeler que tout n'est pas permis à la guerre et que le *jus in bello* des conventions internationales doit être respecté vis-à-vis de l'ennemi, des prisonniers ou des civils.

Les témoignages de combattants sur les aumôniers sont rares, hormis quelques anecdotes ou allusions à leur existence. Ce silence relatif peut s'expliquer par le fait que les soldats dispersés entre les tranchées et les cantonnements, accaparés par de multiples tâches, n'en croisent pas fréquemment. Elle reflète sans doute aussi l'indifférence religieuse de nombreux mobilisés – ce qui n'empêche pas en même temps l'expression de certaines formes de religiosité éloignées des doctrines religieuses officielles.

*

Entre religion et patrie, les aumôniers militaires des armées européennes de la Grande Guerre prennent tous part, au-delà des différences institutionnelles, nationales et confessionnelles, à la légitimation du conflit. Que ce soit de manière explicite et officielle, ou à travers leur rayonnement spirituel, pastoral et moral, ils incitent les citoyens-soldats, qui sont aussi souvent des croyants, à accomplir leur devoir militaire et civique, à être fidèles à leur pays. Ce faisant, ils dépassent leur mission strictement religieuse et culturelle pour exercer une influence patriotique et servir d'adjuvant à l'acceptation du conflit. Leur rôle militaire, parfois encouragé par le commandement, est donc indirect, conséquence peut-être de leur place originale à la croisée de l'armée et de leur Église. Il permet aussi au clergé d'être à l'unisson de la société à l'heure de la guerre, alors qu'il en était parfois marginalisé auparavant du fait de la sécularisation.

Xavier Boniface, né en 1966, est professeur d'histoire contemporaine à l'université du Littoral Côte d'Opale. Il a notamment publié : *L'aumônerie militaire française (1914-1962)* (Éditions du Cerf, 2001) et *L'armée, l'Église et la République (1879-1914)* (DMPA / nouveau monde éditions, 2012).

Monique LUIRARD

La Grande Guerre des religieuses

Si le rôle des femmes pendant la Première Guerre mondiale a fait l'objet d'études nombreuses et si l'on en est venu à penser que le conflit a contribué à leur émancipation, on s'est peu penché sur le cas des religieuses. Ces dernières ont pourtant subi le sort commun. Victimes des combats et des rigueurs des occupations, elles ont participé à l'effort de guerre, par la prière, mais aussi par le soin accordé aux blessés, l'hospitalité offerte aux réfugiés et un soutien multiforme dispensé aux gens du voisinage. Leur manière de vivre fut différente de ce qu'elle avait été au cours des guerres précédentes, du fait du caractère mondial du conflit et à cause des changements qu'avait enregistrés la vie religieuse dans la décennie précédente et dont la politique menée en France était à l'origine.

Une vie religieuse recomposée

La mise en application des lois de 1901 et de 1904 avait provoqué le départ de France, partiel ou total, des membres de nombreuses congrégations féminines, de celles qui ne disposaient pas de l'autorisation et de celles dont l'apostolat se rattachait à l'enseignement. Dans la mesure du possible, les supérieures majeures les avaient envoyées dans des pays proches, renforçant les maisons qu'elles y possédaient déjà ou achetant des propriétés pour les y installer.

Hors d'Europe, l'« exil » des religieuses¹ avait étoffé les missions et fait apparaître de nouvelles implantations.

Le brassage des nationalités au sein des communautés s'était accru d'autant, même dans les congrégations qui étaient déjà internationales. Aussi en temps de guerre, fallait-il maintenir la paix et éviter les affrontements. Le 10 août 1914, la Mère Janet Stuart, supérieure générale du Sacré-Cœur, écrivit : « Laissez-moi dire à toutes celles qui ont des membres de leurs familles sous les drapeaux – et c'est la plupart d'entre nous – combien nous les recommandons à Dieu, afin qu'Il les protège dans l'accomplissement de leur devoir, ou s'ils doivent donner leur vie, qu'Il les soutienne par sa grâce et les reçoive dans sa divine miséricorde². » Mais la présence de ressortissantes du camp ennemi dans les pays en guerre ne resta pas sans suites. En Alsace et en Moselle, des religieuses françaises furent expulsées en août 1914. Allemandes et Autrichiennes durent quitter l'Égypte quand les Britanniques occupèrent en 1916 la rive orientale du canal de Suez. Au Japon, leurs charges furent transférées à des religieuses d'autres nationalités et elles évitèrent d'entrer en contact avec la population locale. L'Italie en 1915 recensa les natifs des pays de l'Alliance et, deux ans plus tard, interna ceux qui résidaient en Ligurie, à Rome et au Piémont : une cinquantaine de Religieuses du Sacré-Cœur furent astreintes à résidence.

Des instituts français, qui associaient dans leur apostolat l'enseignement et le soin des malades, étaient parvenus à faire reconnaître leur caractère hospitalier et avaient ainsi échappé à la dissolution. Mais tous n'étaient pas arrivés à faire valoir leur caractère « mixte » et, malgré des procès engagés en appel et en cassation, au début de l'été de 1914, ils étaient encore dans l'incertitude quant à leur avenir. En France, des locaux congréganistes étaient vacants. D'autres avaient été transformés pour accueillir des personnes âgées³. Beaucoup n'étant que partiellement occupés pouvaient servir d'asile à diverses sortes de populations si les circonstances l'imposaient.

Si la guerre était déplorée par tous, elle était prévisible, car, au centre de l'Europe, la situation était inquiétante depuis le début

1. Patrick CABANEL et Jean-Dominique DURAND, *Le Grand exil des congrégations religieuses françaises 1901-1914*, Paris, 2005.

2. Arch. Gén. Sacré-Cœur, *Circulaires de la T.R.M. Stuart*, p. 387.

3. Sœurs Marie PERRON et Marie-Louise BOUVIER, « Accueil de l'Immaculée Conception de Saint-Méen-le-Grand (1914-1918) », *Bulletin de l'Association des Archivistes de l'Église de France*, n° 75, p. 14. Après la fermeture du pensionnat de Saint-Méen, en 1906, les locaux avaient été occupés par des dames pensionnaires, la congrégation cherchant à renforcer ainsi son caractère hospitalier.

du siècle. Mais rien ne laissait présager qu'elle ne serait pas circonscrite et qu'elle allait durer. Des menaces de conflits, à l'annonce de la constitution de la Ligue balkanique en 1912, avaient conduit la Société du Sacré-Cœur à renvoyer les pensionnaires de Zbylitowska Gora, près de Tarnow en Galicie, et à diriger vers Prague et Vienne, avec les religieuses, les élèves qui n'avaient pas pu rentrer chez elles. Dès l'annonce de l'attentat de Sarajevo, la toute récente fondation de Lovrana, en Istrie, sur les bords de l'Adriatique, fut fermée. À la fin de juillet 1914, les mobilisations et les déclarations de guerre se succédant, les parents vinrent, par précaution, chercher leurs filles quand ils le pouvaient, même lorsque les pensionnats étaient situés dans des pays neutres.

Épreuves et entraves

À l'annonce du déclenchement de la guerre, à l'Est et à l'Ouest de l'Europe, on fit partir vers des lieux moins exposés les religieuses les plus âgées, les malades et les plus jeunes. En Galicie particulièrement disputée par les deux coalitions, les hôpitaux militaires installés dans des maisons religieuses reçurent des blessés de toutes nationalités et furent successivement dirigés par des représentants des deux camps. À l'Ouest, l'offensive en août 1914 fut si violente qu'il fallut abandonner l'Est de la Belgique. Les religieuses, qui s'étaient d'abord dispersées chez des particuliers, partirent vers la côte par petits groupes, alors que les combats faisaient rage. Après l'occupation de Bruxelles, le 20 août, le téléphone fut coupé. Privée de contact avec ses maisons d'Europe et du reste du monde, la supérieure générale du Sacré-Cœur passa en Angleterre. Le bombardement du port d'Anvers, le 6 septembre, força les religieuses à fuir vers les Pays-Bas dans des conditions éprouvantes, à pied, dans des wagons à bestiaux ou sur des chalands surchargés⁴. Les opérations navales en Océanie et près des côtes chiliennes gênèrent les congrégations qui y avaient des maisons⁵. Les offensives allemandes de 1917 et

4. Arch. Gén. Sacré-Cœur, C 1 7 d, b.4: «Nous étions dans un état de souffrance que Dieu seul a su (...). Nous tâchions d'être gaies pour nous soutenir mutuellement.» De manière générale, pour la Société du Sacré-Cœur, voir Monique LUIRARD, *La Société du Sacré-Cœur dans le monde de son temps, 1865-2000*, Presses Universitaires du Septentrion, 2009, pp. 217-240.

5. Mme DE BENGY, «Les congrégations religieuses impliquées dans la guerre 1914-1918», *Bulletin de l'Association des Archivistes...*, n° 74, p. 36. Les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny furent aux prises aux îles Marquises avec des marins allemands qui voulaient faire main basse sur l'argent et la nourriture.

1918 en Belgique firent abandonner des maisons qui avaient été détruites par les raids aériens. Après la défaite de Caporetto, le 28 octobre 1917, on envisagea l'évacuation de la Vénétie. Le pape Benoît XV conseilla «de rester ferme sur le poste tant qu'un ordre formel [n'obligeait] pas à partir⁶. » Après la stabilisation du front sur le Piave, les religieuses de Venise et de Padoue furent dirigées vers Florence et Arezzo.

Les pays neutres servirent de refuge. L'Italie jusqu'en 1915 hébergea des religieuses venues d'Autriche. Les Pays-Bas, dont la neutralité dura toute la guerre, furent une terre d'accueil, tout d'abord pour les religieuses qui vivaient en Belgique et pour celles qui ne pouvaient pas demeurer dans les empires centraux à cause de leur nationalité. Le Sacré-Cœur de Bloemendaal, en Hollande, proche d'Aix-la-Chapelle, reçut entre le 10 août et la fin de 1914 une trentaine de religieuses de Lorraine et de Belgique, puis d'Autriche où les maisons étaient surchargées de réfugiées qui avaient fui les autres pays de l'empire austro-hongrois. Au cours du premier trimestre de 1915, une moindre pression des troupes allemandes sur la Belgique permit à certaines d'entre elles de gagner l'Angleterre ou de retourner dans leur pays. Bloemendaal, pendant toute la guerre, fut un centre qui hébergea des ressortissantes des deux camps, la supérieure se chargeant des démarches administratives qu'il fallait renouveler lors de chaque arrivée. Comme les nouvelles passaient par les pays neutres, ce fut elle qui, de Cologne, reçut l'annonce du décès en Angleterre de la Mère Stuart. Elle se rendit en voiture à Ixelles, en Belgique, le 22 octobre 1914, pour en informer les religieuses de la maison mère. En juillet 1918 à nouveau, elle fit le lien entre Bruxelles et Rome «sur le désir de notre Très Révérende Mère générale qui ne peut communiquer que très difficilement avec les maisons de Belgique⁷».

Des pays en guerre furent des terres d'hospitalité pour des religieux et des religieuses. Des religieuses de Belgique, qui parfois amenèrent avec elles les blessés dont elles avaient la charge, gagnèrent la Grande-Bretagne et l'Irlande⁸. La France en accueillit également. La supérieure générale de Notre-Dame de Sion demanda à celle des Filles de Jésus en août 1914 de recevoir des novices et des postulantes. En décembre 1914, les religieuses de la Charité d'Angers durent évacuer leur maison d'Houplines, près d'Armentières, avec

6. Arch. Gén. Sacré-Cœur, *Vie de la T.R.M. de Loë*, p. 372.

7. *Id. Journal de la maison de Bloemendaal*, 22 juillet 1918.

8. *Bulletin de l'Association des Archivistes...*, n° 74.

les vieillards de leur hospice. Elles restèrent sept ans à Yvetot⁹. Des religieux expulsés de Turquie et de Bulgarie furent pris en charge par Saint-Joseph de Cluny. En Égypte, le Sacré-Cœur d'Alexandrie logea pendant plusieurs mois les Dames de Nazareth qui avaient dû quitter Haïfa.

L'hospitalité s'exerça envers les civils qui fuyaient les combats. Les Sœurs de la Sagesse, qui reçurent des réfugiés dans leurs maisons d'Angleterre, se formèrent pour soigner selon les règles sanitaires du pays¹⁰. Les couvents de Bretagne accueillirent des personnes âgées, des infirmes et des familles de Belgique et du nord de la France. Le 27 août 1914, les premiers arrivèrent chez les Sœurs de l'Immaculée Conception de Saint-Méen, en Ille-et-Vilaine : « Bientôt le portail de la maison mère s'ouvre et nous assistons au lamentable défilé de ces pauvres malheureux, épuisés par les privations et les souffrances, portant les maigres bagages dont ils ont pu à la hâte se charger au moment du départ. Un repas leur est servi et pendant qu'ils se restaurent un peu, nous aménageons les dortoirs, un pour les hommes, un autre pour les femmes et une pièce de l'ancien pensionnat devient le réfectoire commun. Seize réfugiés belges doivent quitter la communauté dès le 2 septembre. Les autres nous ont quittées le 9 septembre. En partant, ils ont témoigné leurs plus sincères regrets ; notre maison avait été pour eux le lieu du repos et ils avaient espéré y passer les mauvais jours... Nous-mêmes, nous ne les voyons pas partir sans peine¹¹. » En 1917 et en 1918, des enfants belges furent envoyés dans des couvents bretons et y restèrent parfois jusqu'au printemps de 1919. En mars et avril 1918, les Hospitalières d'Harbonnières et de Conty durent quitter leurs établissements de la Somme¹². À la suite des bombardements de Paris, les Sœurs de Torfou (Maine-et-Loire) et de la Providence de Ruillé-sur-Loir (Sarthe) accueillirent pendant plusieurs mois des orphelins de la capitale. Des civils français gagnèrent la Belgique et furent reçus au Sacré-Cœur de Strée. En Galicie, des paysans vinrent se réfugier avec leurs familles et leur bétail au Sacré-Cœur de Lemberg (Lviv). La maison de Bloemendaal accueillit des petites Autrichiennes en 1916, puis au printemps et à l'automne de 1917 des enfants d'Aix-la-Chapelle.

9. *Id.* p. 31.

10. *Id.* p. 36.

11. *Bulletin de l'Association des Archivistes...*, n° 75, p. 15.

12. *Id.* n° 74, p. 31.

La mobilisation des religieuses

Le soin des blessés

Dans tous les pays en guerre, les maisons religieuses devinrent rapidement utiles à la défense nationale ou aux besoins des occupants. Les bâtiments furent parfois purement et simplement réquisitionnés. Le Sacré-Cœur de Brighton, au sud de l'Angleterre, abrita une école destinée à former des infirmières ; celui de Graz une école publique. En Lorraine, le gouverneur militaire allemand de Metz avait demandé aux religieuses du Sacré-Cœur de servir d'aides-soignantes. La supérieure de Montigny-lès-Metz refusa parce qu'« ayant clôturé, les membres de la communauté ne [pouvaient] pas remplir les fonctions de gardes-malades en dehors de la maison¹³ ». Une ambulance, tenue par les Sœurs de Charité, fut installée dans sa maison en septembre 1914. Trois sœurs coadjutrices du Sacré-Cœur y travaillèrent à la cuisine et une religieuse de chœur s'occupa du vestiaire¹⁴. La maison mère des Sœurs de Saint-Jean de Bassel fut occupée par un bataillon bavarois d'infanterie : les religieuses avaient été « réquisitionnées fermement, quoique poliment, comme lavandières, couturières et cuisinières¹⁵ ». En 1915, les autorités vénitienne firent transformer le vestibule de la maison du Sacré-Cœur en une tranchée qui servit de refuge, la nuit, aux civils du voisinage.

Mais, en France, toutes les religieuses pouvaient-elles participer à l'effort de guerre ? Si le 2 août 1914 le ministre de l'Intérieur Louis Malvy avait suspendu les mesures prises contre les congrégations, elles n'avaient pas été abrogées. Des supérieures générales eurent parfois du mal à faire admettre que leur congrégation pouvait rendre service. Mais au fur et à mesure des progrès de l'invasion et devant les pertes enregistrées, toutes les aides s'avérèrent utiles.

Les couvents proches ou non des champs de bataille reçurent des ambulances. Les autorités militaires françaises préféraient installer les hôpitaux de campagne chez les hospitalières qui avaient l'expérience nécessaire pour y travailler. Elles demandèrent d'y placer des religieuses diplômées de la Croix-Rouge que l'on dut parfois rappeler de l'étranger. Des supérieures générales leur proposèrent leurs locaux et leur personnel. Les Sœurs de la Charité de Sainte Jeanne-Antide Thouret offrirent à l'Inspecteur général des hôpitaux

13. Arch. Gén. Sacré-Cœur, C IV 2).

14. La maison servit aussi de dépôt d'armes.

15. *Bulletin de l'Association des Archivistes...* n° 74, p. 31.

La Grande Guerre des religieuses

militaires de Besançon quarante lits dans la clinique attenante à leur maison mère, deux salles d'opération et huit religieuses infirmières. Dès le 3 août 1914, elles affectèrent vingt-six religieuses, dont dix-sept étaient des novices, aux ambulances du Doubs et de la Haute-Saône. La Charité de Notre-Dame d'Évron envoya près de cent sœurs dans diverses ambulances de la région du Mans. Les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny reçurent des ambulances dans la plupart de leurs maisons. Les Petites Sœurs de l'Assomption, en novembre 1914, en comptaient déjà vingt-neuf. Les ambulances des Sœurs de Saint-Paul de Chartres, de Sainte-Marie de Torfou, des Filles de la Sagesse, des religieuses de la Sainte Famille, des Sœurs de Jeanne Delanoue furent en pleine activité pendant toute la guerre¹⁶. Mais des congrégations qui n'étaient pas hospitalières participèrent aussi à l'effort national. Les supérieures générales de la Providence de Broons et de Sainte-Marie de Torfou proposèrent au commandant de la région militaire de Bretagne et au préfet du Maine-et-Loire de mettre leurs religieuses et leurs anciens établissements scolaires au service de l'armée¹⁷.

En France, l'installation d'un hôpital ou d'une ambulance était précédée par l'établissement d'un contrat qui prévoyait quels locaux et quel personnel seraient mis à la disposition des services de santé ainsi que la rémunération que les instituts recevraient pour les services rendus, à l'exception de celui des religieuses qui était gratuit. Les autorités allouèrent entre 0,95 F¹⁸ et 1,50 F¹⁹ par jour et par malade. Les allocations furent relevées en fonction de la hausse du coût des denrées alimentaires. Mais des instituts reçurent aussi gratuitement des blessés²⁰. Les frais entraînés par la désinfection et la réparation des locaux après la fermeture des ambulances furent laissés à leur charge²¹.

Les premières mises en place se firent parfois dans l'improvisation. Il fallut, en quelques heures, transformer des salles en dortoirs ou en salles de soins. Pour équiper les lits des blessés, des religieuses firent le sacrifice de leur matelas et se contentèrent de paillasse²².

16. *Id.*

17. *Id.* p. 29. Le général et le directeur du service de santé de la région obtinrent la légalisation du retour en Bretagne des Sœurs de la Présentation de Broons.

18. *Id.* n° 75, p. 16.

19. *Id.* n° 74.

20. *Id.* n° 75, p. 27. La supérieure générale de Kermaria proposa d'en prendre vingt-cinq à sa charge. L'évêché à qui elle en référa l'approuva.

21. *Id.* n° 74, p. 39.

22. *Id.*

Des communautés fournirent gracieusement la literie, le matériel de cuisine, le linge et les pansements qu'elles possédaient. Au cours de la guerre et au fur et à mesure de l'accroissement des besoins, les locaux laissés à leur disposition eurent tendance à se réduire, ce qui eut des contrecoups sur leur vie quotidienne et contraignit parfois à envoyer ailleurs des religieuses ou à modifier l'ordre de journée²³. Les surfaces réclamées étaient d'autant plus grandes que les officiers, les sous-officiers et les soldats n'étaient pas placés dans les mêmes bâtiments.

Quand les soins étaient assurés par les militaires, les religieuses étaient chargées de l'intendance, de la cuisine, de la buanderie, du raccommodage et du jardin. Au fil du temps, elles furent aidées par des soldats en convalescence. Le régime alimentaire dut être adapté au public reçu. En Bretagne par exemple, il fallut fournir aux malades du vin et non pas du cidre. En 1916, le médecin-chef de l'hôpital de Saint-Méen demanda d'augmenter le nombre des plats servis aux blessés et, en 1917, d'accompagner de sauces diverses la viande destinée aux Belges qui y étaient soignés²⁴.

Dans les ambulances et les hôpitaux de campagne, où les blessés arrivaient de jour et de nuit, les conditions de vie étaient éprouvantes. Les religieuses infirmières qui donnaient des soins en compagnie de médecins et d'infirmiers militaires et civils étaient affectées à un seul hôpital, ou bien elles faisaient le tour de diverses ambulances. Elles travaillaient le plus souvent en équipes. La pression près de la ligne de feu était grande. À Sarrebourg par exemple, au début de la guerre, alors que la bataille faisait rage, les religieuses, le jour, soignaient les blessés, alors que sifflaient les balles et les obus²⁵, après avoir passé la nuit dans les caves. À Liège et à Tournai, les sœurs de la Providence de Ruillé et de la Sagesse allèrent récupérer les blessés sur le champ de bataille²⁶. Les arrivées et les départs étaient incessants, les soldats étant renvoyés au front dès que leur état le permettait.

Bien que les religieuses hospitalières aient l'expérience de la souffrance, elles furent impressionnées par les blessures que présentaient les poilus. À «l'hôpital Saint-Paul» tenu par les Sœurs de

23. Il fut parfois nécessaire de déménager les noviciats ou bien de réduire les exercices habituels à l'année de formation, pour que les novices puissent également tenir leur place dans le service de santé.

24. *Bulletin de l'Association des Archivistes...* n° 75, p. 18.

25. *Id.* n° 74, p. 31.

26. *Id.* p. 36.

Saint-Paul de Chartres, le 16 août 1914, arrivèrent seize soldats, « les premiers de cette nombreuse famille de braves enfants qui retrouvaient un toit et des mères pour panser leurs plaies et consoler leurs douleurs [...]. Là, ils se sentaient guérir vite, trop vite même, car, rendus à la santé, il leur fallait retourner à de nouvelles misères, marcher à de nouveaux périls (...). Certains arrivaient directement du front, encore tout équipés, les effets en lambeaux, sales et ensanglantés (...). Ce fut une heure navrante, un spectacle attendrissant et beau que de voir les camarades empressés à prendre les brancards de ces demi-morts, les porter avec d'adroites précautions, certains jusque dans leur propre lit, puis courir à l'eau, au linge, aidant les sœurs infirmières à les nettoyer, à plier ces tristes costumes souillés qui avaient servi à éponger leur sang²⁷. » Par la suite, les blessés arrivèrent « pleins de boue, ayant séjourné dans les tranchées pleines d'eau, et ne s'étant pas déshabillés depuis deux mois²⁸ ». Si le travail était harassant, il était risqué. Souvent ce furent les ambulances tenues par des religieuses qui acceptèrent de recevoir des contagieux dont personne ne voulait.

Les ambulances reçurent des milliers d'hommes²⁹. Les religieuses soignantes ou pas furent ainsi en contact avec un monde varié et coloré et elles reçurent des échantillons de tous les contingents lancés dans les combats, des hommes de toutes races et nationalités, avec qui la communication ne pouvait pas toujours être verbale. Au fur et à mesure du développement du conflit et du brassage des troupes, celles de Saint-Laurent-sur-Sèvre virent arriver des Belges, des Anglais, des Américains, des Russes, des Chinois, des Tchèques, des Allemands et des Autrichiens. En Galicie s'ajoutèrent des Bulgares, des Roumains et des Persans. Au début de 1915, les sœurs de la Charité de Notre-Dame d'Évron (Mayenne) reçurent de Lorette des Marocains et des Sénégalais, dont la plupart avaient les pieds gelés. Une ambulance spéciale pour les Sénégalais fut créée à Marseille par le comité d'assistance aux troupes noires. Six sœurs de Saint-Joseph de Cluny lui furent affectées³⁰.

27. *Id.* p. 32.

28. *Id.* p. 33. À Chartres, cet hôpital était installé dans la maison mère de la congrégation.

29. *Id.* p. 34. 652 blessés passèrent à la maison mère des Sœurs de Jeanne Delanoue à Saumur. On dénombra 3310 blessés à Saint-Paul de Chartres ; 1725 entrées à Notre-Dame d'Évron ; 918 entrées à l'hôpital Clermont des Sœurs de la Charité de Besançon.

30. *Id.* p. 36.

La diversification des activités apostoliques

Dans les communautés, l'apostolat se maintint et se diversifia selon les circonstances. En Galicie, en Italie et en Belgique, les religieuses du Sacré-Cœur, dont les pensionnats avaient été réduits ou fermés, continuèrent de rassembler leurs anciennes élèves pour des retraites. À Venise, la nuit, elles s'occupaient de ceux et de celles qui venaient s'abriter dans leur maison : elles leur faisaient la lecture et elles animaient la prière alors que des bombes explosaient. Bloemendaal maintint ses retraites pour les laïques hollandaises et allemandes³¹ et son pensionnat, réduit de la moitié par rapport à l'avant-guerre, continua de recevoir des Allemandes, malgré les difficultés croissantes qu'avaient les civils pour franchir la frontière. En 1917 les autorités limitant la validité des passeports à trois mois, il fallut réorganiser l'année scolaire. En avril 1918, la supérieure et la maîtresse générale, la Mère von Galen, durent aller chercher des élèves à Aix-la-Chapelle et leur faire franchir collectivement la frontière. Les congrégations vinrent en aide aux civils dans l'incapacité de retourner dans leur pays. Beaucoup d'entre elles accueillirent de jeunes Françaises réfugiées et leur firent poursuivre leurs études selon les programmes français.

Dans les maisons où avaient été placées des ambulances, les religieuses, tout en s'occupant des blessés, poursuivirent leurs activités habituelles. Les Petites Sœurs de l'Assomption par exemple continuèrent de donner des soins dans les familles ouvrières. À Amiens, les Sœurs de Sainte-Marie de Torfou animaient un orphelinat tout en se mettant au service des soldats qui logeaient dans leur couvent³². Toutes fournirent un accompagnement spirituel aux blessés qui le souhaitaient. Certains d'entre eux revinrent à la pratique religieuse, voire reçurent le baptême.

Les religieuses cherchaient aussi à apporter un peu de joie à leurs hôtes, en particulier pour Noël, grâce à une salle bien décorée, à un sapin illuminé, à la distribution de cadeaux utiles, mais aussi de jouets que les pères de famille pourraient envoyer à leurs enfants³³. En mobilisant leurs réseaux de connaissances, elles parvinrent à

31. En décembre 1916 les Anciennes élèves allemandes renoncèrent à aller à Bloemendaal à cause de la difficulté qu'il y avait à obtenir un passeport.

32. *Bulletin de l'Association des Archivistes...* n° 74, p. 32.

33. *Id.* n° 75, p. 31. Journal de la maison mère de Kermaria : « C'est une ruée à l'arbre de Noël puis, pendant quelques minutes, un bruit assourdissant de sifflets et de mirlitons. Le soir, ils étalent leurs paquets sur leur lit et, comme des enfants, en examinent le contenu. Demain ils emballeront voiturettes, chevaux, locomotives,

La Grande Guerre des religieuses

retrouver les familles de ceux qui étaient sans nouvelles des leurs. Les liens tissés pendant la guerre demeurèrent et longtemps les soldats démobilisés restèrent en contact avec celles qui les avaient aidés à «tenir» et à garder le moral. À Montigny, la supérieure du Sacré-Cœur «continua à exercer dans toute la mesure du possible l'apostolat de la charité, donnant généreusement, soit pour les arbres de Noël destinés aux soldats, soit en secret pour le soulagement de bien des misères cachées. Les convalescents aimaient à rencontrer nos religieuses dans les cloîtres ou dans les jardins, à s'éclairer auprès d'elles sur certains points de doctrine ; nous avons tout lieu de croire que plusieurs des nôtres contribuèrent à faire tomber bien des préjugés contre l'Église catholique et les ordres religieux.»

Les couvents furent aussi des lieux de repos pour les permissionnaires, heureux d'y trouver des personnes capables de les accueillir et de parler leur langue. À Malte, où stationnaient des troupes alliées terrestres et navales, le Sacré-Cœur devint «un refuge pour ceux qui cherchaient amitié et aide spirituelle. Elles leur étaient volontiers données par les religieuses françaises et anglaises. Des distractions étaient fournies par les élèves sous forme de concerts. Plusieurs soldats et marins demandèrent l'instruction religieuse ou retournèrent à la foi. Il y eut des baptêmes, des premières communions, des confirmations³⁴.» Au Caire et à Héliopolis, les religieuses du Sacré-Cœur recevaient les soldats britanniques qui venaient pour le salut et le sermon et elles leur offraient le thé et «quelques douceurs³⁵».

Les religieuses prirent en charge les familles de leur voisinage. En août 1914, alors que les travaux agricoles, après le départ des mobilisés, avaient été laissés aux soins des personnes âgées, des femmes et des enfants, les sœurs de Kermaria, pendant plusieurs jours, passèrent de champ en champ pour faire les foins et prendre part à la moisson et elles firent mettre le blé en meule par leurs ouvriers. Partout, pendant la guerre, des religieuses travaillèrent dans les champs de leurs voisins, aidées par les soldats en convalescence. Les infirmières improvisèrent des formations pour permettre à des jeunes filles et des jeunes femmes, voire à des religieuses, de donner les premiers secours aux blessés. Les communautés recueillirent des enfants orphelins de mère et dont le père était mobilisé. Elles

wagons, soldats... et, d'avance, ils se réjouissent du bonheur qu'ils vont causer à leur arrivée en famille.»

34. Arch. Gén. Sacré-Cœur, Pauline CURMI, *Malte, notre histoire*.

35. Arch. Sacré-Cœur, prov. Égypte : «Petite histoire de nos maisons entre 1914 et 1950».

organisèrent des garderies pour ceux dont la mère devait travailler. Pour faire face aux besoins, à Bois-l'Évêque, en Belgique, la Société du Sacré-Cœur ouvrit un orphelinat pour des orphelines de guerre et des sinistrées³⁶. Les congrégations enseignantes maintinrent leurs écoles partout où cela était possible. Enfin les religieuses, comme les autres femmes, confectionnèrent des sous-vêtements chauds pour les soldats. Elles tricotèrent des bonnets, des écharpes, des chaussettes, des mitaines et des gilets, un travail auxquelles pouvaient se consacrer les plus âgées. Elles furent aidées par leurs anciennes élèves qui se livraient à la même besogne et qui remettaient en état le linge des soldats dans des sortes d'ouvriers.

La vie religieuse en temps de guerre

Afin de soutenir le moral, les supérieures s'efforcèrent de développer la vie de prière et les études des religieuses. Cela s'avérait d'autant plus nécessaire quand les activités habituelles avaient dû être supprimées ou réduites. Des communautés étaient privées de la messe quotidienne, à cause de la mobilisation des prêtres et des religieux. L'installation d'un hôpital auquel était attaché un aumônier permit parfois de pallier ce manque. Mais les événements devaient conduire à se recentrer sur l'essentiel. La supérieure générale du Sacré-Cœur, la Mère von Loë, le rappela à ses religieuses dans l'une de ses premières circulaires : « Peut-être l'activité naturelle se mêlait-elle trop parfois à notre zèle (...). Par les graves événements qui nous entourent, Notre Seigneur y a mis un frein et, de sa main puissante, se plaît depuis de longs mois à entraver les communications qui semblent les plus légitimes, les projets qui ne visent cependant que sa gloire, les satisfactions de cœur qu'un temps normal met à notre portée. Heureuse l'âme religieuse qui sait entrer pleinement dans les vues crucifiantes du Divin Maître, qui concentre toutes ses aspirations sur l'Unique Nécessaire avec la ferme résolution d'avancer grandement l'œuvre de sa sanctification. Heureuse celle qui croit fermement en l'amour de son Dieu, et voit son Cœur à travers le voile de la douleur, de l'incertitude, de l'étreinte... Prendre patience ; nous abandonner en aveugle avec tout ce qui nous est cher ; compter sur ce Cœur sacré avec une confiance que rien n'ébranle, ne sont-ce pas là les grandes leçons de l'heure présente³⁷ ? » Là où il y avait des

36. On dut y mettre un terme en 1917 car on ne pouvait plus nourrir les enfants.

37. Arch. Sacré-Cœur, *Circulaires de la T.R.M. de Loë*, pp. 25-26, 12 décembre 1915.

ambulances, le soin des blessés accaparant les personnes, il fallait veiller à maintenir les exercices religieux. Comme l'écrivit une sœur de Notre-Dame d'Évron : « Nous sommes très attentives à garder nos horaires et nos temps de prière, à être fidèles au saint office, nous assurons les gardes de nuit et dès huit heures, nous sommes à la chapelle³⁸. »

Les prières s'intensifiaient lors du déclenchement de nouvelles batailles³⁹. Peu à peu, la liturgie se colora de patriotisme, voire s'imprégna d'une véritable culture de guerre. À Poitiers, dans le couvent des Feuillants où les religieuses du Sacré-Cœur n'étaient pas encore revenues et qui abritait un hôpital militaire, pour la fête de l'Ascension, en mai 1915, « l'autel était surmonté d'une panoplie de drapeaux français ». Alors que l'aumônier des blessés était « à peine monté à l'autel, les voûtes [retentirent] du chant "À l'étendard". C'est magnifique et entraînant. » À l'hôpital de Besançon, où les Sœurs de Charité avaient organisé un chœur grâce à des soldats volontaires, une messe « militaire » était célébrée tous les dimanches⁴⁰. Les blessés participaient à l'animation des fêtes liturgiques. Pour celle du Saint-Sacrement, en juin 1916, à Kermaria, « l'un des reposoirs dressés par les soldats a une ornementation toute militaire : un canon monté sur son affût aura l'honneur de prêter son appui à Notre Seigneur. Sur le tabernacle est la statue de Jeanne d'Arc. Un manteau royal, surmonté d'une couronne impériale, lui sert de dôme. Aux pieds de Jeanne, il y a un petit canon. À côté, des obus sur l'autel, encore des obus, mais plus grands, et enfin partout des faisceaux de drapeaux et des fleurs⁴¹. »

Le contact des soldats et des blessés fut pour les religieuses occasion d'expérience spirituelle : « Nous les aimons comme les membres souffrants de Notre Seigneur », écrivit une religieuse de la Providence de Ruillé-sur-Loir. « Dans leur service charitable », les sœurs de Notre-Dame d'Évron « rencontraient le Christ⁴² ». Pour celles de Kermania, le soin des blessés était une manière d'être fidèle à leur charisme qui était « d'honorer l'humanité sainte du Fils de

38. *Bulletin de l'Association des Archivistes...* n° 74, p. 37.

39. *Id.* n° 75, p. 33. Journal de la maison mère de Kermaria, 20 mars 1916 : « Depuis que la bataille de Verdun est commencée, nous allons chaque soir à la chapelle un quart d'heure plus tôt, et nous y récitons un chapelet avec de nombreuses invocations pour nos chers combattants. »

40. *Id.* n° 74, pp. 37-38.

41. *Id.* n° 75, p. 34.

42. *Id.* n° 74, p. 37.

Dieu⁴³ ». Il élargit incontestablement l'horizon de toutes et, de part et d'autre, il fit tomber des préjugés ou disparaître des illusions.

Les difficultés de la vie quotidienne

Les religieuses partagèrent peu à peu les conditions de vie imposées aux civils. Au Sacré-Cœur, l'économe générale, dès l'été de 1914, avait demandé de réduire les dépenses, car elle n'avait pas les moyens d'aider les maisons en difficulté. Toutes les communautés souffrirent de la disparition des produits de première nécessité, y compris dans les pays neutres sensibles aux effets de la guerre sous-marine. En septembre 1917, le journal de la maison de Bloemendaal signale qu'« il y a de grandes difficultés pour l'approvisionnement en charbon. Nous sommes limitées pour le gaz. La question de l'alimentation offre plus d'une difficulté. Le règlement du pensionnat subit quelques modifications afin de réaliser les économies commandées par les circonstances. » Au printemps de 1918, il fallut embaucher un veilleur de nuit, « les vols se multipliant en ces temps de disette. Le pain devient plus rare, notre ration diminue, heureusement que les pommes de terre se conservent bien et pourvoient à nos besoins. La viande est très rare, nous nous habituons à nous en passer. Nous mettons notre confiance en saint Joseph et nous avons placé une statue de saint Antoine à la porte du réfectoire afin qu'il se fasse notre pourvoyeur⁴⁴. »

Dans les pays en guerre, la situation s'était aggravée dès 1916. En Belgique, où le rationnement ne fournissait pas grand-chose, il devint alors difficile de continuer à donner de la soupe et du pain aux miséreux⁴⁵. Les potagers des couvents étaient mis au pillage. Les portions des religieuses étaient comptées : « De temps en temps, une affiche ou un billet au réfectoire avertit et prie chacune de ne prendre que deux pommes de terre : une grosse et une petite : les grosses ne le sont guère et les autres sont toutes petites. » Les dons en nature étaient devenus des cadeaux de valeur ! Au cours de l'hiver de 1917, la laine des matelas, puis les matelas eux-mêmes furent réquisitionnés : « Nous dormons sur des "matelas de guerre", minces comme des galettes, qui se retournent aussi aisément qu'une

43. *Id.* p. 39.

44. Arch. Sacré-Cœur, *Journal de la maison de Bloemendaal*, 3 juin 1918. En Égypte, le charbon, les chaussures, les étoffes et le savon manquèrent (arch. Prov. Égypte).

45. Arch. Gén. Sacré-Cœur. À Strée, « leur faim était si grande qu'ils refusaient le sou qu'on leur tendait, car ils ne trouvaient plus rien à acheter ».

omelette ; les uns sont en crin, beaucoup d'autres en paille d'avoine ou de foin. Il y eut même en ville une affiche ordonnant de ne plus y employer ces denrées devenues trop rares et de les confectionner en papier coupé ! Mais c'est aussi une chose rarissime⁴⁶. » En Bretagne, les religieuses de Kermaria transformèrent en avril 1917 leurs pelouses en champs de pommes de terre et de haricots⁴⁷. Celles du Sacré-Cœur firent de même à Bloemendaal et sacrifièrent aussi leur jardin botanique. Dans l'empire austro-hongrois qui n'avait pas de colonies et que l'Entente cherchait à asphyxier en empêchant les Neutres de le ravitailler, la famine sévit dès 1915. Par suite des carences alimentaires, la tuberculose fit des ravages dans une population épuisée.

La guerre révéla la force de caractère des religieuses, leur compétence professionnelle, mais aussi leur aptitude à gérer un service, à allier « attention maternelle et fermeté et faire de leur hôpital un lieu où les esprits s'apaisaient, où les cœurs s'élevaient pendant que les corps reprenaient de la vigueur et les membres de la souplesse⁴⁸. » Beaucoup firent preuve d'une incontestable bravoure, allant chercher les blessés sur le champ de bataille, faisant face lorsque les combats faisaient rage. La Mère de la Sauzaie, au Sacré-Cœur de Lemberg, était chargée du temporel : « Lorsque les bombes pleuvaient sur la maison, provoquant des commencements d'incendie, c'était elle qui portait secours au péril de sa vie. Comme de droit, elle était partout où les autres ne pouvaient ou ne devaient pas aller. Par sa prompte décision, son calme parfait, ses interventions spontanées et ingénieuses, elle sut sortir des plus graves embarras. Et il y en eut beaucoup avec les continuels changements des "patrons" de l'ambulance. Ceux-ci, fussent-ils Russes, Autrichiens ou autres, devenaient des pourvoyeurs, même des protecteurs aux heures de danger⁴⁹. » Beaucoup firent preuve du même courage et de la même détermination dans un environnement hostile et dangereux.

Le patriotisme guidait aussi les décisions. Après le succès de la révolution russe, les Allemands concentrant leurs efforts sur le front de l'Ouest sévirent contre ceux qui entravaient leur action. Deux religieuses belges du Sacré-Cœur en firent les frais. L'une, la Mère

46. *Id. Lettres annuelles, 1917-1919, 1^{re} partie.*

47. *Bulletin de l'Association des Archivistes...* n° 75, p. 34.

48. *Id.* n° 74, p. 38, citation d'Émilie Lenain, Sœur Marie-Angelina, religieuse de Jeanne Delanoue.

49. Arch. Gén. Sacré-Cœur, *Lettres circulaires, 1932-1937*, supplément Europe. Biographie de la Mère de la Sauzaie.

Adèle Symon, fut arrêtée le 1^{er} septembre 1917 pour avoir aidé des officiers belges, français et anglais à retourner au front ou à passer en Angleterre. Elle fut libérée après quarante-sept jours de détention. Le Sacré-Cœur d'Anvers ayant été dénoncé pour avoir hébergé des fuyards, la Mère Hélène de Burllet fut arrêtée le 10 septembre 1917 et mise au secret. Elle passa en conseil de guerre le 6 avril 1918 et fut condamnée pour trahison à deux ans et demi de travaux forcés. Les opérations militaires menées par Ludendorff ne s'avérant pas décisives, les Allemands relâchèrent leur pression et sa peine fut commuée en emprisonnement, ce qui évita son envoi en Allemagne. Transférée le 10 octobre dans un hôpital militaire, elle fut libérée deux semaines plus tard⁵⁰. Ces cas sont extrêmes, mais trente-six religieuses belges du Sacré-Coeur furent citées et décorées⁵¹. Bois-l'Évêque fut une plaque tournante pour ceux qui cherchaient à se rendre en Hollande. Dans le Limbourg, les Sœurs de la Divine Providence de Créhen, qui soignèrent les blessés des deux camps, s'occupèrent de prisonniers évadés. En Galicie, la Mère de la Sauzaie se distingua par l'aide qu'elle apporta aux jeunes Polonais, parfois des enfants soldats, qui se livraient à des activités de résistance : « Exténués de fatigues, de veilles et de combats, ployant sous le faix de carabines trop lourdes, les "Aiglons" venaient confiants. Elle les accueillait à bras ouverts : feu, vêtements, nourriture, cachette même, tout était offert à ces enfants qui couraient intrépidement au danger, comme des vétérans de la guerre. Aux accents de leur chant, devenu si populaire en Pologne, elle était toujours profondément émue. » Elle fut décorée de la Légion d'Honneur après la guerre.

Les effets de la guerre sur le gouvernement des congrégations

La guerre aggrava la gestion des congrégations internationales. Des conseils généraux comprenaient des religieuses des deux camps. En 1914, la supérieure générale du Sacré-Cœur était anglaise, une de ses assistantes était belge, les autres étaient françaises. Après l'occupation de Bruxelles en août 1914, ne pouvant pas obtenir l'aide des ambassades des pays neutres qu'étaient les États-Unis et l'Espagne pour communiquer avec ses maisons, elle se décida à passer en Angleterre. Celle qui était destinée à lui succéder, la Mère Marie

50. La Société du Sacré-Cœur avait fait intervenir auprès des autorités allemandes le nonce de Belgique et le cardinal Gasparri, sans succès semble-t-il. Cette religieuse fut à nouveau arrêtée par la Gestapo pendant la Seconde Guerre mondiale.

51. Arch. Gén. Sacré-Cœur, C 1 7 d, box 4.

La Grande Guerre des religieuses

von Loë, originaire de Rhénanie, convoqua à Rome la congrégation générale qui devait procéder à l'élection de la supérieure générale, car il n'était pas possible de la tenir dans un pays en guerre ou en Hollande, difficile d'accès parce que trop proche des zones de combat. Elle fixa la maison mère à Rome, où elle pouvait bénéficier de l'aide du Vatican pour obtenir des informations sur le sort de ses religieuses. Son internement fut évité en 1917 grâce à l'intervention d'un conseiller d'État italien, puis en 1918, grâce à celle du souverain pontife.

Mais comment fut reçue l'élection d'une Allemande dans une congrégation fondée en France et longtemps dirigée depuis Paris? En février 1915, les vicaires qui ne votèrent pas pour elle bloquèrent leurs suffrages sur la Mère Amélie Salmon, une Française qui était vicaire d'Australie, un des pays du Commonwealth en guerre avec les empires centraux. S'il n'y eut pas de remous parmi les religieuses qui avaient l'habitude de recevoir des supérieures générales de diverses nationalités, des Anciennes élèves françaises firent savoir qu'elles étaient choquées par l'élection d'une « Boche » et elles démissionnèrent des congrégations de Dames Enfants de Marie.

Dans la Société du Sacré-Cœur, le conseil général dut tenir compte des circonstances pour gérer l'institut. Le gouvernement y était fortement centralisé. Or dans tous les pays en guerre, par suite de la censure, les supérieures n'avaient plus les moyens de communiquer avec la maison mère⁵². C'étaient aux vicaires de gérer les communautés de leur ressort, de s'occuper du temporel, d'admettre aux vœux, en présumant de l'octroi des permissions par la maison mère. Les supérieures étaient laissées à elles-mêmes, les seuls conseils qu'elles recevaient étaient d'agir avec prudence, de ne pas s'exposer et, pour préserver les bâtiments, de ne prendre aucune décision susceptible d'être préjudiciables aux personnes. La guerre sous-marine empêcha les obédiences, les religieuses ne pouvant plus traverser l'Atlantique et difficilement la Méditerranée⁵³. Pour compenser l'éloignement ou la perte de leurs fils, des familles firent pression pour que leurs filles ne fussent pas envoyées dans un pays lointain. Des religieuses vivant dans les pays occupés crurent

52. La maison de Tokyo est coupée de Rome à partir de 1916. La vicairie d'Australie n'eut plus de contacts, avant même cette date, avec la Grande-Bretagne d'où venait le plus grand nombre de ses religieuses.

53. Des religieuses purent toutefois gagner l'Égypte depuis la France, mais après des voyages longs et difficiles.

«devoir, à leur tour, exposer leurs raisons en faveur d'un changement de maison ou d'emploi⁵⁴». Les seules à pouvoir être envoyées en mission étaient les ressortissantes des pays neutres, ce qui en Europe était seulement le cas de l'Espagne, et encore ne pouvaient-elles pas aller partout. Parfois elles eurent du mal à obtenir un passeport et, arrêtées à une frontière, elles furent renvoyées à leur point de départ. Les religieuses ne pouvant plus préparer leur engagement définitif à la maison mère, les «probations» et les professions durent se faire sur place.

Vivre dans un pays en guerre avec leur pays d'origine fut une épreuve dure à supporter pour des religieuses qui ne pouvaient plus correspondre avec leurs familles. Enfin, fait nouveau, certaines de celles qui étaient astreintes à la clôture furent obligées de quitter leur couvent non seulement pour se réfugier ailleurs, mais aussi pour se livrer à diverses démarches, dont elles avaient été jusqu'alors dispensées : «La nécessité des temps nous a souvent obligées à nous écarter de nos usages, reconnut la supérieure générale du Sacré-Cœur. Il fallait se procurer des passeports, visiter les consulats, pourvoir à des besoins urgents, aller à la banque et se charger de l'approvisionnement. On avait vu des Religieuses du Sacré-Cœur circuler dans les rues et se mêler aux foules⁵⁵.»

Les changements de mentalité, dont la guerre était largement responsable, contribuèrent à mettre un terme à une certaine pratique de l'internationalité. Les pensionnats du Sacré-Cœur avaient toujours reçu des élèves de diverses nationalités, voire des branches antagonistes des familles royales, sans que la vie du groupe en fût affectée. En septembre 1918, alors que l'issue de la guerre se dessinait, la Supérieure générale décida que le pensionnat d'Arnhem serait réservé aux élèves hollandaises. Les dix-huit élèves allemandes qui s'y trouvaient furent envoyées à Bloemendaal qui devint ainsi un pensionnat «allemand». L'avènement de la République de Weimar, quelques mois plus tard, permit à la congrégation de se réinstaller en Allemagne et évita l'envoi des élèves de ce pays hors des frontières.

La guerre provoqua un changement inattendu dans la mesure où elle permit à des religieuses de retourner en France. Peu après la proclamation par le président Poincaré de «l'union sacrée», des congrégations y étaient revenues sans être inquiétées. Dès

54. Arch. Gén. Sacré-Cœur, *Circulaires de la T.R.M. de Loë*, p. 64, 12 décembre 1918.

55. *Id.*

La Grande Guerre des religieuses

septembre 1914, des ursulines rentrèrent à Amiens. La Mère Stuart fit revenir d'Amérique du Nord une religieuse du Sacré-Cœur française à qui elle fit savoir qu'elle la destinait à la France « dès que ce serait possible ». En octobre, le cardinal Amette lui écrivit qu'il n'y aurait pas de risques à redouter si ses religieuses venaient s'établir en France par petits groupes. Comme il leur serait impossible d'avoir des établissements scolaires, il conseillait qu'elles soignent les blessés, ce qui serait « une sauvegarde de plus ». Il suggéra aussi d'envoyer en France des religieuses belges, qui apparaîtraient comme des victimes de l'agression allemande. Les jésuites poussaient dans le même sens.

La décision de faire retourner la Société du Sacré-Cœur en France fut prise à une courte majorité, au cours de la congrégation générale de 1915. La première tentative de retour se déroula à Lyon. La seconde, menée par des religieuses qui s'embarquèrent à Flessingue pour Paramé, eut pour but une réinstallation en Bretagne⁵⁶. En octobre 1915, un petit groupe partit de Bloemendaal pour rouvrir la maison de Poitiers. En septembre 1917, les novices quittèrent Rivoli pour Marmoutier. La réouverture progressive des maisons en France – on en comptait onze en janvier 1920 – provoqua la fermeture des « refuges » d'Italie, de Belgique, d'Espagne et d'Angleterre, leur vente ou leur transformation.

Mais le retour au pays n'était pas synonyme de reconnaissance, même pour les congrégations qui avaient consacré leurs forces à l'effort de guerre par le biais des services rendus dans le domaine de la santé. Les Sœurs de la Sagesse avaient espéré se maintenir dans les hôpitaux de la marine où elles avaient exercé leur apostolat avant 1904 et où elles étaient retournées pendant la guerre. Elles durent les quitter après l'armistice. Les sœurs de Sainte Marie de la Présentation de Broons (Côtes d'Armor) ne furent réintégrées que le 21 novembre 1923⁵⁷. La Société du Sacré-Cœur, après la victoire, retrouva un statut de congrégation « autorisée », mais grâce à ses trois maisons d'Alsace et de Moselle.

*

56. Les départs se firent en deux temps, le 31 mai, puis le 28 août. Il avait sans doute fallu, entre temps, rappeler des religieuses dispersées en divers pays.

57. *Bulletin de l'Association des Archivistes...* n° 74, pp. 38-39.

L'insécurité ne s'acheva pas en novembre 1918. En Hongrie, le régime de Bela Kun chercha à faire disparaître les congrégations et les religieuses durent fuir et se cacher. Partout le bilan matériel et humain était lourd. Des maisons partiellement ou totalement détruites durent être abandonnées. L'occupation et la présence des ambulances n'avaient pas été sans conséquence sur les locaux. À Montigny-lès-Metz, « notre maison, écrivirent les religieuses du Sacré-Cœur françaises qui prirent la relève de leurs sœurs allemandes et autrichiennes en octobre 1918, était certes debout, mais dans quel état : plus de portes, les fenêtres ne fermaient plus, plus de bois de lit, ou plus de sommiers, escaliers détériorés, plafonds noircis, dallages brisés par le transport des mitrailleuses. »

Si les pertes humaines de la guerre sont essentiellement masculines, en France seulement, 335 religieuses sont mortes victimes de balles perdues, des bombardements et des maladies contractées dans les ambulances⁵⁸. Mais comment dénombrer les religieuses décédées par suite de la famine qui a sévi dans l'empire austro-hongrois et toutes celles qui moururent de la « grippe espagnole » ? Les services rendus furent récompensés par des médailles commémoratives décernées par la Croix-Rouge, par divers comités et par les États. Les citations qui les accompagnaient montraient l'influence qu'avaient exercée ces femmes pendant la guerre, leur courage, leur dévouement et leur zèle. Certaines reçurent des décorations habituellement décernées à titre militaire. Enfin, les religieuses, comme toutes les populations, avaient perdu d'innombrables membres de leurs familles. Au Sacré-Cœur de Roehampton, en Angleterre, au début des années 20, on plaça, autour du crucifix du jardin, des plaques qui portaient les noms des pères, frères et parents des religieuses britanniques qui avaient donné leur vie pour leur pays⁵⁹. Les unes et les autres avaient pareillement participé à la souffrance et à la mort, dans un même esprit de sacrifice et de don de soi.

58. *Id.* Deux des quatre-vingt cinq religieuses de la Sainte Famille affectées aux hôpitaux moururent des suites de la contagion ; six sœurs de Saint Joseph de Cluny moururent dans les bombardements ou à cause des maladies contractées dans les ambulances ; une sœur de Sainte Anne de la Providence à Saumur mourut de la fièvre typhoïde. Deux religieuses françaises du Sacré-Cœur moururent en Belgique en août 1914 de balles perdues. Une messe fut célébrée par le cardinal Dubois, archevêque de Paris, à Notre-Dame, le 16 novembre 1925 à l'intention des 3 101 prêtres, des 1 517 religieux et des 335 religieuses tombés au champ d'honneur.

59. Peu après la guerre, des religieuses du Sacré-Cœur de Grande-Bretagne accompagnèrent leurs élèves sur les champs de bataille de la Somme où les régiments britanniques avaient enregistré des pertes énormes.

La Grande Guerre des religieuses

La guerre avait été aussi l'occasion de mettre en œuvre de nouvelles manières d'approfondir le charisme de congrégation, de prendre contact avec des cultures véhiculées par les soldats, les personnels des services sanitaires et les réfugiés. Elle ne prit réellement fin que lorsque les derniers accueillis regagnèrent leur région d'origine, vers la fin de 1919, ou lorsque l'économie repartit, vers 1920. Un monde nouveau était né de la guerre. Les religieuses durent, dans la mesure du possible, et parfois avec difficulté, en tenir compte dans leur manière d'agir.

Monique Luirard est professeur émérite d'Histoire contemporaine, à l'Institut d'Études Politiques de Lille. Dernier ouvrage paru : *La Société du Sacré-Cœur dans le monde de son temps, 1865-2000*, Presses universitaires du Septentrion, 2009.

Giuseppe BUFFON

La Custodie franciscaine de Terre sainte dans la tourmente

« Jérusalem délivrée¹ »

Quand le Général Allenby entra dans Jérusalem, le 11 décembre 1917, toutes les cloches du monde catholique sonnèrent – pas toutes cependant : à Rome, celles de la Basilique Saint-Pierre restèrent muettes. Le Saint-Siège entendait de la sorte souligner sa neutralité, éviter toute dérive antimusulmane et exprimer son regret du peu d'intérêt que les puissances mondiales manifestaient envers la Question romaine. Soucieux d'obtenir le contrôle des Lieux saints, ou du moins leur internationalisation, le cardinal Gasparri, Secrétaire d'État, craignait que les Anglais n'appuient une politique d'expansion protestante et sioniste.

En revanche l'*Osservatore romano* (12 et 13 décembre 1917) exprima sa vive satisfaction de voir les nations chrétiennes revenir à Jérusalem : le journal du Vatican affirmait que l'entrée des troupes anglaises avait été accueillie avec joie par toute la population, en particulier par les catholiques, « qui ne pouvaient qu'être heureux de voir Jérusalem retourner aux mains d'une puissance chrétienne ». Des manifestations d'actions de grâce se déroulèrent à Paris, à Londres et à Rome même, où le Cardinal-vicaire, dans la Basilique Sainte-Croix de Jérusalem, désigna l'événement comme « une des dates les plus mémorables de l'histoire chrétienne ».

À Paris, Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique, évoqua dans l'église melkite de Saint-Julien le Pauvre, le 23 décembre 1917,

1. Allusion au poème épique du Tasse (1581) intitulé *Gerusalemme liberata* (NdT).

les *Gesta Dei per Francos*, thème repris par l'*Avvenire d'Italia* : «Il est fini le joug turc sur la Ville sainte des Juifs et des Chrétiens... Voici que s'accomplit huit siècles plus tard, le rêve des Croisés²».

Il faut relever ici que le symbole de la libération de Jérusalem ne fut pas seulement l'entrée triomphale d'Allenby par la Porte de Jaffa, mais aussi un autre épisode, noté par les chroniqueurs et repris par les historiens : ce même 11 décembre 1917, «près de la Tour de David, deux Franciscains de la Custodie lurent en italien et en français la proclamation britannique, qui promettait le respect des Lieux saints et établissait la loi martiale³». Ce rôle central assigné aux Franciscains revenait à reconnaître leur présence stable, depuis des siècles, auprès des Lieux saints, due à leur formidable capacité à s'implanter dans le territoire – et à y développer des œuvres humanitaires (tous les historiens soulignent que la Custodie fut la seule institution religieuse qui persévéra dans son action durant tout le conflit mondial).

Le chroniqueur franciscain ne manque pas de mentionner plusieurs points de détail dans la scène de la libération de la Ville, sachant bien qu'en Terre sainte les données de fait deviennent tout de suite des sources de droit :

«L'armée ottomane résista vigoureusement à toute percée vers Jérusalem, mais elle fut défaite au Sud et à l'Ouest, et le 9 décembre le Gouverneur et la garnison capitulèrent. Deux jours plus tard, le général Allenby et les commandants des détachements italien et français firent leur entrée solennelle dans la Ville. L'enthousiasme populaire fut indescriptible : musulmans, juifs et chrétiens acclamaient l'arrivée des soldats libérateurs. Une foule immense se bousculait porte de Jaffa et devant la Tour de David, où les fils du Poverello d'Assise lurent la proclamation du vainqueur, en arabe, en italien et en français⁴.»

2. Alfred BAUDRILLART, *Jérusalem délivrée*, Paris, 1918. Mgr Jullien, évêque d'Arras prononça une allocution le 16 décembre 1917 sur *La délivrance de Jérusalem*, publiée à Boulogne-sur-Mer, 1917. Le thème des croisades fut aussi repris par le Commissaire de Terre sainte toscan, le P. Teofilo DOMENICHELLI (*La liberazione di Terra Santa*, Livorno, 1918).

3. A. GIOVANNELLI, *La Santa Sede e la Palestina. La Custodia di Terra Santa tra l'fine dell'impero ottomano e la guerra dei sei giorni*, Rome, 2000, p. 14 (avec une ample bibliographie); Catherine NICAULT, «La fin du protectorat religieux de la France à Jérusalem (1918-1924)», *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem* [En ligne], 4 | 1999, pp. 7-24.

4. *La Terra Santa*, 1923, III, 5, p. 124.

Évacuation des écoles et des couvents, expulsion des religieux, exilés rencontrant les Arméniens

Ce ne fut qu'au début de 1918 que les Franciscains commencèrent à faire le bilan des trois années de guerre. Les archives nous apprennent que les écoles de la Custodie avaient été occupées par les Turcs dès 1914, d'abord celles sur le territoire arménien, puis en Syrie, en Galilée et enfin en Palestine ; les couvents de ces régions furent ensuite confisqués. L'évacuation des structures éducatives et religieuses, décidée à Constantinople ou par les autorités locales, frappa bien entendu également les autres institutions religieuses.

Le gouvernement de Constantinople ordonna en 1914 l'internement, puis l'expulsion de tous les religieux des nations ennemies. En quelques jours, de nombreux Frères furent expulsés vers l'Égypte, jusqu'à ce que le custode, le P. Serafino Cimino, décidât de se rendre à Constantinople pour plaider la cause de ses confrères, obtenant le rappel du décret d'expulsion en mars 1915⁵. Le mois suivant, une nouvelle étape fut franchie : grâce aux protestations des nations neutres, un nouveau décret interdit de porter atteinte aux personnes et aux biens des Frères.

Mais le moment le plus difficile survint quand l'Italie sortit de sa neutralité pour passer du côté des adversaires de la Turquie. «La Custodie, écrit le chroniqueur, s'était vu arracher les Anglais, les Belges, les Français, ainsi que les Russes et les Polonais. Il ne restait plus que les Italiens, les Espagnols, les Allemands, quelques Portugais et six sujets Ottomans qui n'étaient même plus respectés par les combattants». Le départ des Italiens aurait signifié la fin de la présence franciscaine : fort heureusement, sur l'intervention du consul des États-Unis, sollicité par les Frères, le décret d'expulsion fut révoqué en septembre 1915. «Mais, poursuit le chroniqueur, cette incertitude était pire que l'expulsion violente, et la police demandait très souvent les noms des religieux, de sorte qu'ils devaient sans cesse s'attendre à devoir abandonner le couvent⁶.»

En 1915, le gouvernement turc ordonna à tous les religieux de quitter leurs couvents pour se regrouper dans quelques lieux désignés. Ainsi, à Jérusalem, tous les Frères durent se regrouper au Saint-Sauveur (résidence du Custode), abandonnant en particulier les œuvres éducatives (écoles techniques et orphelinats) de la ville, ce qui causa un dommage énorme à tous les jeunes qui leur étaient

5. *La Terra Santa*, 1922, II, 8, p. 190.

6. *La Terra Santa*, 1923, III, 1, pp. 14-15.

confiés. Les Turcs occupèrent peu à peu les bâtiments pour y installer des garnisons, s'emparant de toutes les réserves et chassant tous les Frères, « sauf le directeur de l'imprimerie et le frère chargé du moteur (pour le générateur électrique)⁷. »

Ce qui toucha les Franciscains, plus encore que la fermeture des œuvres d'éducation, fut celle de leur pharmacie et le pillage de tous leurs médicaments. Peu de jours avant le conflit, le gouvernement turc déclara ne reconnaître que les diplômes de pharmacie turcs, obligeant ainsi les Franciscains à cesser leur activité – le chroniqueur souligne que la fermeture des pharmacies de Bethléem et de Saint-Jean fut le prélude à leur pillage⁸.

Les chroniques contiennent aussi des passages émouvants sur les Frères contraints à l'exil à l'intérieur de la Turquie, c'est-à-dire là où se perpétrait – avec le silence coupable de toutes les puissances – le massacre de la population arménienne : « Le 23 novembre [1915], ils atteignirent un autre village appelé Islalieh. Ils rencontrèrent des milliers d'Arméniens, pâles, affamés, en haillons, astreints à des travaux forcés, qui gémissaient sous les coups de la soldatesque turque. La route était parfois encombrée de cadavres d'Arméniens accablés de sacrifices surhumains et de malheurs inouïs, devenus la pâture des oiseaux de proie et des bêtes sauvages⁹. »

3. Au cœur de la diplomatie internationale

Les troupes commandées par Allenby comprenaient, aux côtés des Britanniques, des détachements français et italiens ; les Italiens avaient obtenu au début 1917 de prendre part à l'expédition franco-britannique à condition de renoncer à tout intérêt politique sur les territoires extérieurs à la zone internationale. Italie, France et Grande-Bretagne ne manquèrent pas d'intervenir par la suite de façon très nationaliste : la Custodie se retrouva alors au centre de l'affrontement pour leurs intérêts respectifs.

Le 11 décembre 1917 (date mémorable !), l'ex-custode, le P. Serafino Cimino, devenu Ministre général, attira l'attention du Ministre italien des affaires étrangères (Sidney Sonnino) sur les risques que la présence britannique faisait courir à la structure de la Custodie¹⁰. Vers le milieu du XVIII^e siècle, en effet, une bulle

7. *La Terra Santa*, 1923, III, 2, p. 38.

8. *La Terra Santa*, 1923, III, 1, p. 14.

9. *La Terra Santa*, 1923, III, 8, p. 193.

10. S. MINERBI, *L'Italie et la Palestine*, Paris, 1970, p. 180.

— La Custodie franciscaine de Terre sainte dans la tourmente

de Benoît XIV avait organisé de manière internationale la structure de direction de la Custodie : le custode devait être italien, son vicaire français, l'économe espagnol et les assistants (les quatre *discrets*) espagnol, italien, allemand et français. Les responsables de la Custodie avaient tenu bon, tout au long du XIX^e siècle, pour préserver cette répartition, en particulier contre les pressions exercées par la France, en tant que protecteur catholique des Lieux saints¹¹.

Du reste, les Franciscains de Terre sainte avaient, dès la libération de Jérusalem, en accueillant les soldats italiens, compté faire pièce au gouverneur militaire anglais. Les représentants du gouvernement italien, pour leur part, n'avaient pas tardé à considérer l'importance et le poids politique de la présence franciscaine : « L'institution religieuse la plus puissante et, pour ainsi dire, la patronne de la Ville, est celle de Terre sainte, c'est-à-dire les Franciscains¹² ».

L'intervention du Ministre général avait déclenché une opération diplomatique italienne envers les Anglais : on craignait en effet une demande présentée par les Anglais au Saint-Siège pour modifier la composition du gouvernement de la Custodie en faveur de la France¹³. La Secrétairerie d'État, pour sa part, donna des assurances au Ministre général, mais le doute ne fut levé que par la nomination d'un nouveau custode franciscain italien, le P. Ferdinando Diotallevi.

Les ingérences du représentant italien à Jérusalem, le colonel d'Agostino, avaient fini par indisposer les Anglais et les Français : il incitait en effet les Frères à s'émanciper de leurs gouvernements respectifs, en prenant des initiatives concrètes surtout contre l'influence française. Le P. Diotallevi trouvait préjudiciable le comportement nationaliste du colonel d'Agostino, – dont la présence à Jérusalem « pouvait présenter un danger pour nos intérêts en Palestine »¹⁴ – qui fut transféré le 3 juin 1918.

11. Bernard COLLIN, *Le Problème juridique des Lieux saints*, Librairie Sirey, 1956, et *Les Lieux saints*, Paris, PUF, Que sais-je ? 998, 1969.

12. *Stato Maggiore dell'Esercito italiano*, 15 décembre 1917, p. 151, cité par P. PLASI, *Il mondo cattolico italiano e la liberazione di Gerusalemme*, diplôme de laurea, Istituto Universitario Maria SS. Assunta, Rome, 1989.

13. De 1916 à 1923, la Grande-Bretagne était représentée auprès du Vatican par un envoyé plénipotentiaire extraordinaire, le comte de Salis (1864-1939).

14. Archives générales de l'Ordre des Frères mineurs, Segreteria generale SK 628, n° 65 : *Relazione del Custode P. Ferdinando Diotallevi sullo stato della Custodia*, 6 mars 1918.

La fille aînée de l'Église renonce au protectorat

À la fin de la Guerre, le custode, ayant établi l'inventaire des dégâts subis par la Custodie, l'envoya d'abord à la France, puis seulement ensuite, sous la pression de Rome, à l'Italie et à la Grande-Bretagne, ce qui lui valut la sympathie du haut commissaire français, François Georges-Picot¹⁵, qui envoya une dépêche à Paris, en insistant sur l'urgence d'un accueil favorable aux demandes de la Custodie. En remerciant Georges-Picot, le custode ne manqua pas de le rassurer sur le protectorat français, lui confirmant qu'il restait entièrement valide¹⁶. Le custode demandait aussi l'aide de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, et le secrétaire d'État, le cardinal Gasparri, lui répondit positivement sur l'acceptation d'indemnités versées par ces pays, mais le mit en garde contre tout engagement ou compromis avec les Puissances de l'Entente¹⁷.

Les rapports entre la France et la Custodie, jusqu'alors sans nuages, connurent un tournant significatif lorsque le *Correspondant* accusa la Custodie d'opposition frontale à la France et d'une excessive sympathie pour l'Italie. Cette attitude de la Custodie était rendue responsable de la division entre les puissances catholiques et de l'affaiblissement de la résistance catholique à l'offensive sioniste et protestante appuyée par l'Angleterre. Le custode Diotallevi réagit

15. La première rencontre entre Diotallevi et Georges-Picot fut en réalité difficile : « Je n'étais pas arrivé [à Jérusalem] depuis dix minutes que le Haut commissaire français, [Georges-] Picot vint à Saint-Sauveur [la Custodie] pour parler avec le président custodial [délégué par intérim du Custode], à propos d'un télégramme du T. R. P. Ministre général qu'on lui avait communiqué et qui confirmait une instruction déjà donnée auparavant, à savoir qu'avec la fin de la domination turque sur les Lieux saints, la protection française avait pris fin (...). Picot dit que l'Italie ne devait pas payer de la sorte l'engagement de la France qui, avec l'Angleterre, avait envoyé 4 000 000 [*sic*] de soldats sur le front italien, que si la France n'avait pas envoyé un tel contingent, il serait venu en Palestine et peut-être les choses auraient pris une autre tournure (...). Je lui répondis que je ne devais pas faire de politique, mais que ma mission était purement religieuse, et que la Custodie est internationale. Il me répliqua qu'elle voulait devenir italienne. Je lui dis que c'était une assertion gratuite, qu'il ne pouvait pas dire cela et que, le protectorat français terminé, il ne m'aurait pas vu le jour suivant au bras de l'autorité italienne » (Ferdinando DIOTALLEVI, *Diario di Terra Santa 1918-1924*, [15 janvier] 1918, D. Fabrizio, éd., Milan, 2002, p. 37).

16. Archives du ministère des Affaires Étrangères, Levant 1918-1940, Palestine, vol 8 : Lettre du Custode P. Ferdinando Diotallevi au Haut commissaire pour la Syrie, 16 janvier 1919.

17. Archives de la Custodie de Terre sainte, Segreteria di Stato, Libri I. 1908-1948 : *Ferdinando Diotallevi, custode, al card. Gasparri, Segretario di Stato*, 4 mars 1920.

— La Custodie franciscaine de Terre sainte dans la tourmente

immédiatement par une lettre au Secrétaire d'État, dans laquelle il attribuait à l'alliance franco-russe la responsabilité de la perte des droits sur les Lieux saints subies par l'Église catholique. « Comment peut-on se plaindre d'un manque de respect envers la puissance protectrice, qui exalte ses droits en fomentant des divisions pour remporter la prééminence exclusive, alors qu'elle n'a malheureusement jamais exercé ses devoirs dans la garde des sanctuaires, dont beaucoup ont été perdus sous l'influence de la puissance protectrice elle-même, en faveur de son alliée russe¹⁸? »

Il énumérait ensuite une série de cas où la protection de la France s'était avérée faible, sinon inefficace. Le Frère poursuivait en expliquant au cardinal Gasparri combien la position de la Custodie était devenue critique devant les Anglais, qui ne toléraient pas le recours à la protection française et l'attribution des honneurs liturgiques aux représentants français. Les Franciscains en étaient venus à tenir pour périmé le protectorat français : les custodes, sous le poids de leur responsabilité sur les Lieux saints, ne se fiaient pas aux consuls français et préféraient traiter les questions directement avec le gouvernement britannique, malgré leurs doutes sur son impartialité religieuse. Le Secrétaire d'État répondit qu'il fallait respecter le *statu quo* jusqu'à la paix.

La demande officielle pour abolir le protectorat français fut donc présentée en août 1920 par le gouvernement britannique, sur la base de la Conférence de San Remo (24 avril 1920). La France s'y opposa évidemment, soutenant avoir abandonné à San Remo le droit d'intervention, mais non pas celui des honneurs liturgiques, et surtout qu'il ne serait pas convenable que la fille aînée de l'Église accordât à un gouverneur juif (Herbert Samuel, en l'espèce¹⁹) « le droit d'intervenir dans l'économie des cérémonies catholiques²⁰. »

Mais les Britanniques continuèrent à chercher l'abolition du protectorat français, en s'alliant l'année suivante à l'Italie : le Saint-Siège refusa de se prononcer, laissant en pratique à l'Angleterre le soin de décider du régime transitoire à assurer. Un accord intervint finalement en 1926 entre Paris et le Saint-Siège, confirmant les

18. Archives de la Custodie de Terre sainte, Segreteria di Stato, Libri I. 1908-1948 : *Ferdinando Diotallevi, custode, al card. Gasparri, segretario di stato*, 15 janvier 1920.

19. Herbert Samuel (1870-1963) avait adhéré au Congrès sioniste d'Angleterre et soutint Chaïm Weizmann pour obtenir la création d'un État juif en Palestine (déclaration Balfour, 2 novembre 1917). De 1920 à 1925, il remplit la fonction de Haut-Commissaire britannique en Palestine (*NdT*).

20. Archives du ministère des Affaires Étrangères, Levant 1918-1940, Palestine IX : *Les honneurs liturgiques dus aux agents de la France en Palestine*, 14 décembre 1920.

honneurs sur tout le territoire de l'ancien Empire ottoman, étant sauf le droit des gouvernements locaux de décider le contraire. Ces rites n'étaient plus que le vestige d'un passé qui appartenait désormais à un autre monde, et les Frères n'avaient pas hésité dès avant la Guerre à traiter directement avec les autorités ottomanes, ce qui leur donnait un certain choix d'opportunité pour choisir leur interlocuteur.

L'Angleterre promet la neutralité, mais soutient sionisme et protestantisme

Une fois retombée l'affaire des célébrations de l'entrée d'Allenby, la Grande-Bretagne s'était empressée de rassurer le Saint-Siège, par l'intermédiaire de son représentant romain, sur ses intentions à l'égard du *statu quo*. Mais le cardinal Gasparri ne se satisfait pas de ces déclarations : il était inquiet d'un favoritisme britannique envers les organisations juives et protestantes, aux dépens des droits de l'Église catholique. La Déclaration Balfour avait d'ailleurs rendu public l'engagement britannique en faveur d'un foyer juif en Palestine.

Le custode ne partageait pas toutes les préventions du Secrétaire d'État. Son expérience du terrain avait en effet convaincu le P. Diotallevi de la nécessité de s'entendre avec la puissance britannique, qui servait d'arbitre dans les conflits entre les communautés religieuses autour de l'interprétation du *statu quo*, et qui subventionnait les travaux des dommages de guerre²¹. En bon fils de la Custodie, attentif aux problèmes locaux, il avait senti venir le conflit entre le nationalisme arabe et le sionisme, conflit attisé en bonne part par la politique britannique au Moyen-Orient. Mais il se tenait à l'écart de toute polémique sur ces sujets²² : son *Journal* mentionne

21. «Le gouverneur anglais m'envoya le capitaine Felding, un catholique, pour la refondation du Comité sioniste. Je me suis excusé sur mon état de santé ; il m'offrit l'automobile et j'ai ainsi dû faire contre mauvaise fortune bon cœur. J'y allai et tout se ramena à une poignée de mains. Je m'entretins avec Sylvain Levi, professeur [de sanscrit] au Collège de France, amoureux de saint François. Il me dit qu'il était juif, mais pas sioniste. Il vint le jour suivant me rendre visite au couvent. Dans l'après-midi, avec le capitaine (catholique) Felding, vinrent me trouver le pasteur protestant chef du Comité syro-palestinien pour assister les pauvres de Jérusalem et des environs (...). On convint que le Comité donnerait provisoirement chaque semaine 1 350 kg de blé, de maïs et de mélique et 750 kg de riz à distribuer par le Saint-Sauveur aux pauvres catholiques» F. DIOTALLEVI, *Diario...*, 10 avril 1918, p. 53.

22. «Sur l'invitation du Comité des sionistes, j'ai envoyé le P. secrétaire à la réception donnée en l'honneur du général en chef, Sir H. Allenby, par les sionistes dans le

— *La Custodie franciscaine de Terre sainte dans la tourmente*

rarement le problème sioniste, et jamais avec des remarques négatives ou critiques. Le même silence s'observe sur les agissements du rabbin ashkénaze Abraham Isaac Kook (1865-1935) ou sur le grand mufti Hadj Amin al-Husseini (1895-1974), qu'il connaissait cependant, comme le montrent des notes sur des visites de courtoisie et des rencontres privées²³. Enfin, deux lignes seulement mentionnent la visite très controversée du Haut commissaire britannique au Saint-Sépulcre – le premier juif admis depuis des siècles dans le lieu le plus saint du christianisme.

L'attitude du P. Diotallevi se distingue à cet égard de celle d'autres hauts responsables catholiques en Terre sainte, par exemple le patriarche latin, Mgr Barlassina (1872-1947), particulièrement acerbe contre les Anglais, fourriers du sionisme : « Ces Messieurs les Anglais, écrit-il au Secrétaire d'État, introduisent toutes sortes de divertissements qui transforment l'aspect de la Terre sainte et qui la pervertissent : salles de bal, dîners nocturnes, rencontres élégantes pour danser, où ils invitent tout le monde, sans parler des formes ordinaires de sport, le football, le cricket, le tennis, qu'ils voudraient répandre partout ! » Mgr Barlassina est encore plus virulent contre les immigrants juifs, des athées, dit-il, qui construisent des « maisons de tolérance », « mettant en pratique les principes du communisme », jusqu'au partage des femmes, qui « travaillent dans les champs avec les hommes, à moitié nues²⁴. »

La polémique de Mgr Barlassina est tellement violente qu'elle en vint à envenimer les rapports entre le Saint-Siège et le gouvernement britannique. Les Franciscains, au contraire, offrirent leur collaboration aux troupes anglaises dès le début de 1918, mettant à leur disposition le moulin du couvent du Saint-Sauveur pour qu'ils puissent produire la farine pour tout le corps expéditionnaire. Cette attitude fut payée en retour, et alors qu'en juin 1918 l'expulsion de tous les sujets autrichiens et allemands avait été décidée, la mesure fut rapportée, sur intervention du custode auprès des autorités britanniques, pour les quinze Frères concernés, sous l'assurance de leur neutralité politique. En 1919, les Anglais sentirent le besoin

Quartier juif de Bokhara. Il s'y trouvait les représentants des autres communautés religieuses de Jérusalem, à l'exception des Grecs, bien qu'ils se soient toujours montrés déférents envers les Protestants. L'élément arabe ne s'est pas montré trop enthousiaste pour juifs et sionistes », F. DIOTALLEVI, *op. cit.*, 24 mai 1918, p. 61.

23. D. FABRIZIO, préface à Ferdinando DIOTALLEVI, *op. cit.*, pp. 12-13.

24. Archives secrètes du Vatican, Affari ecclesiastici Straordinari, Africa, Asia, Oceania fasc. 38 : *Il patriarca di Gerusalemme, Luigi Barlassina, al segretario di stato card. Gasparri*, 22 dicembre 1920.

d'approfondir les coutumes observées pour la garde des Lieux saints, ce qu'on nomme le *statu quo*²⁵. À cette occasion, le gouverneur de Jérusalem, Ronald Storrs fit l'éloge des Franciscains, « le plus grand, le plus puissant et le plus ancien des Ordres religieux catholiques en Terre sainte²⁶ ».

C'est dans ces années que la Grande-Bretagne exprima le désir à plusieurs reprises que la charge de custode fût confiée à un religieux de nationalité anglaise. De même, Londres essaya de faire nommer un patriarche latin anglais, au lieu de Mgr Barlassina, auxiliaire du patriarche latin et évêque titulaire de Capharnaüm. Le nom du P. Robinson fut avancé, mais le Saint-Siège ne donna pas suite, pour ne pas dégrader les rapports avec la France, déjà tendus en raison du protectorat. La nomination de Barlassina survint par surprise – c'était la pire que les Anglais pouvaient connaître ! Sa candidature avait été appuyée par sept ordres religieux présents en Terre sainte (dont six étaient sous l'influence directe de la France) ; les seuls à s'être prononcés contre lui avaient été les Franciscains de la Custodie, en parfaite harmonie avec Londres sur ce point²⁷. La détérioration des rapports entre la Custodie et le patriarcat latin entraîna l'envoi, comme visiteur, du P. Robinson, qui réussit à améliorer les rapports entre le patriarcat latin et le gouvernement britannique.

L'approbation du mandat britannique sur la Palestine par la Société des nations avait fait prendre un nouveau virage aux rapports entre la Custodie et le gouvernement britannique. Six ans après la libération de la Palestine, la Custodie se sentait isolée, constatant le désintérêt, voire l'hostilité des nations dont elle aurait attendu un appui. Dépossédée du protectorat, la France se désintéressa complètement, avec le mandat britannique, du sort des Franciscains, perçus comme des suppôts de l'Italie. L'opinion française se montrait même carrément opposée aux Franciscains, suspects d'hostilité envers les chrétiens arabes. La Grande-Bretagne, sous le mandat, apparut comme la protectrice des intérêts protestants, mais aussi des coptes et des Grecs orthodoxes ; même Diotallevi semble avoir alors changé d'avis, en se montrant toujours plus critique envers les Anglais, qu'il

25. Le *statu quo* est mentionné dans l'article 62 du traité de Berlin (1878). Avant 1914, il n'existe qu'une rédaction non officielle du *statu quo*, le *Règlement du Très Saint Sépulcre*, rédigé par le P. Frédéric DE GHYVELDE (1838-1916) entre 1887 et 1895.

26. Archives de la Custodie de Terre sainte, *Governo Inglese 1918-1948* : Ferdinando Diotallevi, custode di Terra Santa, al Colonnello Storrs, 29 juin 1918.

27. A. GIOVANNELLI, *La Santa Sede e la Palestina*, pp. 37-48.

— *La Custodie franciscaine de Terre sainte dans la tourmente*

tenait pour les premiers responsables de l'aggravation du conflit entre Juifs et Arabes²⁸.

Lors de la visite de Churchill en Palestine, par exemple, la police britannique avait attaqué brutalement un groupe de manifestants catholiques (diocésains du patriarche melkite), causant un mort et plusieurs blessés. Plusieurs musulmans étaient venus participer à ses obsèques, un muezzin avait chanté en son honneur, et un chef religieux musulman avait prononcé un discours patriotique au cimetière. Le jour suivant, un musulman ayant été tué dans les mêmes circonstances, les chrétiens avaient rendu la pareille, et les cloches des églises avaient sonné le deuil d'une famille musulmane. Mgr Hajjar, antisémite notoire, avait commenté en ces termes la tragédie : « Quelle tristesse pour nous, qui, somme toute, ne sommes bien vus ni des uns ni des autres. Faisons quand même cause commune avec les musulmans²⁹. » De fait, certaines banques implantées en Palestine dès 1918 consentaient aux Juifs des prêts très avantageux, marginalisant ainsi la population arabe, chrétiens et musulmans.

En soulevant la question de la propriété, l'Espagne remet en question l'internationalisation

La Custodie ne reçut aucune aide, ni politique, ni économique de l'Espagne, qui était pourtant son soutien le plus ancien. Et même, avec la fin de la guerre et le mandat britannique, les liens entre les Franciscains de Terre sainte et le gouvernement espagnol se distendirent davantage. La raison en fut le fameux cas des biens immobiliers, acquis avec de l'argent recueilli en Espagne et dont l'Espagne revendiquait la propriété. Le remplacement des lois ottomanes par les lois anglaises rendait possible d'assigner à des ordres religieux, par des procédures cadastrales et notariales, la propriété de biens jusqu'alors possédés par des réalités juridiques de façade, en prête-nom.

Au départ du conflit entre l'Espagne et la Custodie se trouvent des immeubles sur la commune de Jaffa, achetés par des fonds provenant de quêtes en Espagne, l'acquéreur étant un Frère de nationalité espagnole, ce qui semblait autoriser l'Espagne à en revendiquer la

28. P. PIERACCINI, «La comunità cattolica di Terra Santa: problemi d'identità», in *Europe, its borders and the others*, Luciano Tosi, éd., Naples, 2000, pp. 37-40.

29. Archives secrètes du Vatican, Affari ecclesiastici Straordinari, Asia fasc. 71 : *Gregorio Hajjar, arcivescovo di Galilea, alla Congregazione per le Chiese Orientali*, 10 mai 1921.

propriété. L'affaire fut soumise à l'arbitrage d'une commission et dura plusieurs années, avec des développements internationaux.

Les autres nations en effet auraient pu suivre l'exemple d'une Espagne victorieuse, et revendiquer la propriété des biens nominale-ment possédés par leurs nationaux, selon le droit ottoman. La Custodie se serait vite trouvée dépouillée de tous ses biens et propriétés. De surcroît, une intervention de ce type opérée par les nations aurait eu comme effet d'accentuer les oppositions nationales entre Frères, à l'intérieur même de la Custodie, ce qui aurait également nui au statut international de la Custodie, qui était sa caractéristique et la condition de son indépendance et de sa liberté de choix, tant au plan pastoral qu'au plan canonique³⁰.

Au moment où la Custodie était mise à rude épreuve par les revendications espagnoles, survint un autre épisode qui la fragilisa davantage : à la suite du mandat britannique, on avait introduit parmi les discrets (assistants du Ministre général) un Frère de nationalité britannique. Le gouvernement de Londres pensait ainsi s'introduire dans le gouvernement de la Custodie. Alors que la Custodie était en conflit avec l'Espagne, ce changement dans l'équilibre de l'organe de gouvernement constituait un précédent dangereux, et semblait préluder à un changement de l'organisation institutionnelle de la Custodie, d'autant plus que le Ministre général, de nationalité allemande, semblait plutôt d'accord avec le préfet de la Propagande, lui aussi allemand, et positionné aux antipodes de la Custodie.

Dans le délicat équilibre de la Custodie, pendant et juste après le conflit mondial, le cas espagnol constituait bien un réel danger supplémentaire.

Le mémorandum à la Conférence de Versailles : pour une religion apolitique³¹

Le P. Diotallevi fit le voyage à Paris pendant la Conférence de Versailles pour rencontrer les représentants britanniques. Il rédigea un *Mémoire* sur les droits de l'Église latine sur les lieux saints,

30. G. BUFFON, «The religious politics of the Franciscans in Holy Land between the Crimean War and the First World War», in *Christianity in the Middle East. Studies in Modern History, Theology and Politics*, A. O'Mahony, éd., Londres, 2008, pp. 485-499.

31. CROCE GIUSEPPE Maria, «Le Saint-Siège et la Conférence de la paix (1919). Diplomatie d'Église et diplomaties d'État», *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, [en ligne] 109, 2, 1997, pp. 793-823.

— La Custodie franciscaine de Terre sainte dans la tourmente

que Sir James Éric Drummond l'invita à ne pas présenter aux Puissances³². Le religieux devait plaider diverses questions, tenues pour majeures par la Secrétairerie d'État : 1) le futur régime politique de la Palestine, 2) le sort du protectorat français sur les catholiques d'Orient, 3) la présence croissante d'Églises protestantes et de communautés juives en Terre sainte³³.

Ce ne fut pas tant le Mémoire qui suscita des débats que la personne de son rédacteur : l'article XV du Pacte de Londres (par lequel le royaume d'Italie s'engagea en 1915 à entrer en guerre aux côtés de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie) avait exclu le Saint-Siège des futures négociations de paix. L'Italie voulait ainsi empêcher que la Question romaine soit présente à la table des négociations.

Qui pouvait approcher les négociateurs ? Le custode, ou bien le ministre général des Frères mineurs, ou bien encore une commission formée de religieux de différentes nationalités ? La question n'était pas tant religieuse, on l'a vu, que politique, et mettait en jeu tous les problèmes du Moyen-Orient et de sa stabilité. Le gouvernement italien avait mis son veto sur la présence du custode de Terre sainte, tenu pour francophile et plutôt distant par rapport aux intérêts italiens. Au contraire, le cardinal Dubois, archevêque de Rouen, qui avait été envoyé par le gouvernement français en Terre sainte en 1919, lui était favorable. Dans son *Journal de voyage*, Mgr Grente, évêque du Mans, et membre de la délégation conduite par Dubois, avait noté : « On sait que le P. Diotallevi vient défendre, à la Conférence de la Paix, les droits traditionnels de la Terre sainte. Pourquoi nul religieux français ne l'a-t-il accompagné³⁴ ? »

Le Ministre général, le P. Cimino, avait aussi des réserves sur la francophilie de Diotallevi, et chercha à le dissuader de se rendre à Versailles. Le supérieur franciscain motivait sa décision par des raisons de convenance politique et de stratégie diplomatique, comme le montrent les notes de Diotallevi : « Si le custode se trouvait compromis, ce serait sans remède, alors que si une commission s'y rendait, le custode aurait le dernier mot³⁵. » Diotallevi n'en jugeait

32. Le Saint-Siège parvint cependant à faire rencontrer le patriarche syrien catholique par Clémenceau (qui reçut aussi le patriarche maronite) et lord Balfour.

33. Archivio Generale dell'Ordine di Frati Minori, Segreteria generale SK 628 n° 69 : *Il custode di Terra Santa Ferdinando Diotallevi al ministro generale Serafino Cimino, intorno al Memorandum per la conferenza di Pace*, 29 marzo 1918.

34. Mgr GRENTE, *Une Mission dans le Levant*, Paris 1922, 24.

35. F. DIOTALLEVI, *Diario di Terra Santa 1918-1924*, 2 avril 1919, p. 92.

pas de même : il pensait que Cimino agissait sous l'influence du ministère italien des affaires étrangères, qui avait plusieurs fois déjà partagé les craintes du Ministre général sur la francophilie du custode. Ces craintes avaient été renforcées lorsque Diotallevi n'avait adressé la demande des indemnités pour dommages de guerre qu'au seul gouvernement français. À cette occasion, Cimino s'était empressé de lui demander de transmettre la même liste à l'Italie et à la Grande-Bretagne³⁶.

Au contraire du Ministre général franciscain, la Secrétairerie d'État et le pape s'étaient décidés à envoyer à Versailles le custode. Diotallevi le rapporte dans son *Journal*, signalant aussi que son supérieur fut contraint de changer d'avis : « Je revins de chez le Secrétaire [d'État], qui m'a dit que le Saint-Père lui avait dit qu'il en restait à sa décision, et que le custode devait aller à Paris (...). À la suite de la réponse décisive du Saint-Père, le Ministre général changea d'avis, mais il voulut adjoindre au custode le P. Robinson et le P. Nazario Rosati. Le premier fut d'un grand service au custode, tandis que le second fut un objet totalement inutile³⁷. »

Diotallevi s'était donc trouvé en parfait accord avec son confrère britannique, tandis qu'il était assez éloigné du confrère italien, sinon en désaccord avec lui. D'autre part, le cardinal Bourne, archevêque de Westminster, reçu par le Pape à son retour d'un voyage en Terre sainte, « avait parlé très favorablement des Franciscains de Palestine³⁸. » Le gouvernement britannique avait au contraire assez mal pris la venue de Dubois, réaction assez compréhensible si l'on en croit une note de Diotallevi au sujet du sermon prononcé par Mgr Grente dans l'Église Saint-Étienne des Dominicains : « Il dit que la mission du cardinal Dubois, patriote jusqu'à l'enthousiasme, avait été envoyée par le gouvernement français, dont il fit le panégyrique³⁹. »

36. « À la suite d'un coup de téléphone du Ministre général la veille au soir, le Comte Senni, Ministre des affaires étrangères, vint me trouver ; sur mon voyage à Paris, il était de l'avis du Ministre général : il valait mieux que le Custode n'y aille pas. Comme il soutenait que le custode était francophile parce qu'il n'avait envoyé qu'à la France la note sur les dommages subis par la Custodie, je lui répondis que la France avait encore alors le titre de protectrice [des Lieux saints] », F. DIOTALLEVI, *op. cit.*, pp. 89-90.

37. F. DIOTALLEVI, *Diario...*, 5 avril 1919, p. 94.

38. F. DIOTALLEVI, *op. cit.*, 2 avril 1919, p. 91.

39. F. DIOTALLEVI, *op. cit.*, 26 décembre 1919, p. 141. Le même Diotallevi, toujours à propos de Dubois, affirme plus loin : « le colonel Storrs s'approcha du P. custode, et l'invita à monter dans sa voiture automobile pour le raccompagner jusqu'à la Porte neuve [de Jérusalem]. Le cardinal Dubois, avec sa mission toute politique en

— La Custodie franciscaine de Terre sainte dans la tourmente

Grente, pour sa part, a noté dans son *Journal*, à propos de la mission de Diotallevi à la Conférence de Versailles: «Malgré son intelligence, le custode exposa-t-il ses arguments sous un angle qui déplut? La parole que l'on prête à M. Clémenceau: "C'est une affaire de curés. Je ne suis pas arrivé à mon âge pour devenir le sacristain du Saint-Sépulcre", montre que l'intervention resta inefficace⁴⁰.»

Dans une situation politique contradictoire, qui pénétrait toute situation, tout événement et toute décision, les propos de Grente, teintés d'ironie, confirment amplement l'attitude *apolitique* qui fut celle de Diotallevi à la Conférence, qu'il avait exprimée en ces termes: «De ma part, je n'avais qu'une seule intention: préserver les Lieux saints sans aucune visée politique et acceptant les faveurs de qui voulait bien me les donner». Dans le fond, c'est le même Pontife qui avait expressément choisi d'envoyer à Versailles le P. Diotallevi et qui avait condamné la guerre mondiale comme «un massacre inutile», conséquence des nationalismes exacerbés. En harmonie avec l'autre encyclique de Benoît XV, la *Maximum illud*, publiée dans la même année 1919 que la Conférence de Versailles, Diotallevi voulait tirer parti d'un des rares éléments positifs du conflit, l'extinction des protectorats, qui avaient été rendus nécessaires par la loi ottomane. Il avait essayé de se démarquer du colonialisme, d'affirmer une religion détachée de toute politique, un Évangile sans interférence des pouvoirs temporels.

(Traduit de l'italien par par Jean-Robert Armogathe. Titre original: *La custodia francescana di Terra Santa nel vortice dei belligeranti*)

Giuseppe Buffon, ofm, né en 1963, docteur en histoire de l'Université Grégorienne, Rome et de l'EPHE, Paris, enseigne l'histoire de l'Église moderne et contemporaine à l'Université pontificale franciscaine de Rome (Antonianum). Il a publié *Les Franciscains en Terre Sainte (1869-1889). Religion et politique – Une recherche institutionnelle*, Éditions du Cerf, Paris, 2005, 604 p. Dernières publications: *Sulle tracce di una storia omessa. Storiografia moderna e contemporanea dell'Ordine francescano*, *Analecta franciscana*, Grottaferrata, 2011, 272 p.; *Le renouveau franciscain au XX^e siècle. Le premier «Totum» des sources franciscaines: genèse, publication, accueil et influence*, Éd. franciscaines, Paris, 2011, 270 p.

faveur du gouvernement français n'a pas rendu un bon service au catholicisme, et parce qu'il fut trop insistant au point d'ennuyer, il n'a pas été fort utile à la France», F. DIOTALLEVI, *op. cit.*, 12 janvier 1920, p. 151.

40. Mgr GRENTE, *Une Mission dans le Levant*, p. 25.

Paul CHRISTOPHE

Des missionnaires d'Asie dans la Grande Guerre

Les Missions étrangères de Paris

Casimir Dézavelle a fait 15 000 km pour venir servir la France et, arrivé au dépôt de Troyes, il se dit vexé de n'être pas attendu en ce mois d'octobre 1914, et de ne même pas disposer d'un lit pour sa première nuit au cantonnement. Il reconnaît cependant que sa tenue « exotique » ne passait pas inaperçue et qu'en raison de sa barbe imposante le bruit courait en ville qu'un Russe – sans doute un pope – venait d'arriver.

Il confie ces réactions pleines d'humour au père Bernat. L'un et l'autre appartiennent à la Société des Missions étrangères de Paris (MEP), fondée en 1658 par François Pallu et Pierre Lambert de la Motte. Le père Bernat, ancien de la Mission du Siam, est en charge des militaires au séminaire des MEP, 128, rue du Bac, à Paris. Le père Casimir Dézavelle est l'un des quelque 200 missionnaires des MEP, qui doivent quitter leur champ d'apostolat en Asie, pour répondre à l'appel de la mobilisation.

La Société des MEP n'est pas un ordre religieux : elle est une Société de prêtres séculiers, reconnue « autorisée » par un arrêté du Conseil d'État en mai 1901. Suivant leur âge et leur situation militaire personnelle, ses missionnaires se trouvent dans la même condition que les autres membres du clergé face à l'appel sous les drapeaux, mis à part leur éloignement et l'éventualité d'une mobilisation sur place.

Ils sont tenus d'obéir à la loi française de même que le clergé des paroisses. À leur retour en France, ils vont être, comme les autres

prêtres, soit versés dans les unités combattantes (les plus jeunes conformément à la loi militaire de 1905), soit plutôt – en application de la loi de 1889 – affectés au service sanitaire comme infirmiers ou brancardiers : c'est le cas de Casimir Dézavelle, né en 1882, et missionnaire au Laos depuis 1905 ; dès le mois de novembre, il est envoyé comme infirmier militaire à l'ambulance de Toul. C'est le cas également d'un missionnaire déjà évêque, Mgr Perros (1870-1952), vicaire apostolique du Siam depuis 1909 : mobilisé en 1914, il débarque à Marseille le 15 septembre avec onze de ses missionnaires, c'est-à-dire un tiers de la Mission du Siam ; il est envoyé à Belfort où il avait accompli en 1891-1892 un an de service militaire ; il y remplit les fonctions d'aumônier militaire, puis sera mis en sursis d'appel et pourra rentrer à Bangkok à la fin de 1915.

Missionnaires dans la guerre

Pour donner une idée de la diversité des affectations des missionnaires des MEP mobilisés, on peut considérer par exemple ceux qui étaient originaires du diocèse de Rodez (Aveyron), lequel fournissait de nombreuses vocations missionnaires.

Le père Albert-Jean Lagarrigue, né à Castanet le 12 mars 1888, ordonné prêtre en 1913 et parti pour la mission de Kumbakonam (Inde), est mobilisé comme sergent dans le 15^e régiment d'infanterie à Albi. Deux jours après son arrivée au front, il est tué d'une balle dans la tête, le 4 novembre 1914, alors qu'il est agenouillé près de son commandant blessé, pour l'administrer.

Les pères Jean Carrié, né en 1877 à Ceignac, et Auguste Gastal, né en 1886 à St-Hippolyte, missionnaires au Siam, sont arrivés à Marseille avec leur évêque, Mgr Perros. Jean Carrié est devenu infirmier militaire à Perpignan auprès des blessés graves. Mais on ignore l'affectation d'Auguste Gastal.

Les pères Albert Burguière, né en 1877 à Sénergues, et Baptiste Lacombe, né en 1882 à Saint-Santin, étaient tous deux missionnaires au Laos. Albert Burguière est envoyé à un hôpital de Perpignan et se trouve à la tête du service d'une buanderie, mais en mars 1917 il est versé dans un régiment d'infanterie. Baptiste Lacombe, dont la santé était minée par son séjour dans les forêts laotiennes, ne pesait plus que 47 kg lorsqu'il est mobilisé en 1915. Mais cela fut bénéfique pour sa santé car il est envoyé au Tonkin comme infirmier à l'ambulance de Langson, près de la frontière chinoise et il y est lui-même bien soigné par les médecins militaires.

Des missionnaires d'Asie dans la Grande Guerre

Les Pères Julien Bousquet, né en 1877 à Cabanès, et Jean Cavaignac, né en 1875 à Vaureilles, étaient tous deux missionnaires au Japon, le premier à Osaka, le second à Sendai. On ignore l'affectation de Julien Bousquet. Quant à Jean Cavaignac, mobilisé en 1914, incorporé dans une section de brancardiers, il est tué par un obus à Cormicy (Marne) en allant porter secours à des zouaves blessés, le 18 avril 1917.

Né en 1874 à Luzençon et missionnaire au Tonkin, le père Charles Roucoules est mobilisé en 1914 comme infirmier à l'hôpital n° 44 à Montpellier. À la fin de la guerre, il est détaché comme interprète auprès des Indochinois qui travaillent à la fabrication de la dynamite à l'usine de Paulilles (entre Banyuls et Port-Vendres).

Nostalgie de la mission

Sur ces huit missionnaires originaires du diocèse de Rodez, le lecteur l'a constaté, deux sont morts au champ d'honneur. Aucun d'entre eux n'a discuté son rappel sous les drapeaux. Le patriotisme des missionnaires apparaît incontestable. Dans leurs missions d'ailleurs, plus d'un a le sentiment de servir à la fois Dieu et la patrie.

Beaucoup cependant paraissent tiraillés entre le désir de servir la France et l'attachement à leur mission. Au fur et à mesure que la guerre se prolonge, la nostalgie de la mission se fait plus pressante. Dès le mois de décembre 1914, le père Dézavelle l'éprouve, qui écrit : « Ça n'a duré que trop longtemps déjà » et aussi : « Vive la France, mais vive encore plus le Laos¹ ». Le père Lacombe au Tonkin jouit à Langson d'un certain confort, mais il regrette d'être à la fois loin de sa mission et en même temps loin de la France.

Mobilisé avec les classes d'anciens territoriaux, le père Joseph Bazin (1869-1922), envoyé comme infirmier dans un hôpital de Nantes, ressent parfois un sentiment d'inutilité et rêve de « sa belle Birmanie ». Le père Joseph Cadars (1878-1950), missionnaire en Corée, mobilisé comme lieutenant au Tonkin où il doit faire la guerre aux pirates, préfère venir se battre en France, mais toutes ses démarches ont échoué. Il est envoyé en Chine pour protéger la voie ferrée Pékin-Moukden. Il se trouve exilé de ses deux patries, la Corée et la France.

1. Sauf indication contraire, toutes les citations de cet article sont tirées de mon ouvrage : *Des missionnaires plongés dans la Grande Guerre. Lettres des Missions étrangères de Paris*, Paris, Éditions du Cerf, coll. « L'Histoire à vif », 2012.

Le père Joseph Motel (1880-1915), missionnaire en Chine, au Kouytcheou, évangélisait les tribus Miaô, les « Barbares noirs » comme les appelaient dédaigneusement les Chinois. Incorporé dans le 16^e régiment d'infanterie coloniale, il est envoyé en France en février 1915. Sur le front, du côté d'Arras, tout en montant la garde, il revit ses longues randonnées et croit entendre de nouveau le chant agreste de ses Miaô noirs : « C'est ainsi, écrit-il, que ma pensée vagabonde du champ de bataille au champ de mon apostolat ». En proie à de terribles accès de fièvre dans les tranchées humides, il meurt d'épuisement le 11 septembre 1915. Et l'on pourrait citer bien d'autres exemples.

Séminaristes en Grande Guerre

Les séminaristes de la rue du Bac (on appelle aspirants ces futurs missionnaires) doivent également, dès qu'ils en ont l'âge, répondre à l'appel de la mobilisation. En 1914, ce sont déjà 103 aspirants qui doivent interrompre leurs études.

Le fantassin Pierre Perrin a rencontré l'un d'entre eux, Édouard Privat le 12 août 1914, et il l'évoque dans son *Journal*² : « Dans l'escouade de Toussaint se trouve un jeune séminariste³ des Missions étrangères de Paris, Privat, à qui ses supérieurs ont remis une cinquantaine de médailles dont il se trouve fort embarrassé, ne sachant à qui les distribuer.

Toussaint, à qui il s'est confié, n'a qu'à dire à un de ses hommes, avec sa nonchalance habituelle : « Si tu veux une médaille, j'en ai une de trop. C'est le curé qui me l'a donnée ». Aussitôt, c'est une ruée vers Privat qui, dix minutes après, n'a plus une seule médaille. La plupart, je crois, considèrent cela comme des amulettes. Lelong qui, depuis, m'a confié qu'il n'avait pas fait sa première communion, en avait réclamé une comme les autres. »

La vie quotidienne de ces aspirants mobilisés nous est connue par les lettres qu'ils adressent au père François Delmas, supérieur du séminaire de Paris, qu'ils viennent de quitter. L'un d'entre eux raconte son baptême du feu. Son récit, daté du 11 septembre 1914, révèle l'ardeur des premiers combats, l'enthousiasme d'une jeunesse

2. Gilles LAURENDON, *Un guerrier d'occasion. Journal illustré du fantassin Pierre Perrin (1914-1918)*, Rennes, Éd. Ouest-France, 2012, p. 21.

3. En fait Privat, né en 1889, avait effectué son service militaire d'octobre 1910 à octobre 1912 et avait été tonsuré en septembre 1913. Il n'est pas revenu au séminaire après sa libération.

Des missionnaires d'Asie dans la Grande Guerre

qui croyait sans doute à une guerre courte contre des Allemands qualifiés d'emblée de « barbares » :

« Vers huit heures, tout à coup, les clairons français sonnent la charge. Les balles pleuvent de plus belle. Le moment d'agir est venu. Pas d'hésitation : En avant ! à la baïonnette ! L'air retentit de cris féroces qu'on ne peut décrire, mais où se devine la résolution d'anéantir ceux qui ne respectent rien et que le monde civilisé désigne sous le nom de "barbares". Les baïonnettes, à la lueur rougeâtre des éclats d'obus jettent des reflets sinistres, et au loin, en avant, dans la demi-obscurité, les visages crispés, les yeux hagards cherchent une victime à immoler. Les Prussiens ont abandonné leurs tranchées remplies de cadavres, d'éclats d'obus, de sacs, de fusils, etc. Ils reculent. La pointe effilée de nos baïonnettes les épouvante, et pendant trois kilomètres, c'est la chasse à l'homme. »

Un autre, qui signe Pierre, écrit au supérieur, le 27 mai 1916, pour l'informer de ses conditions de vie, matérielle et spirituelle. Il est heureux d'avoir pu s'approcher des sacrements le 9 mai, ce qui ne lui était pas arrivé depuis deux mois. Il se réjouit de ce que l'un de ses frères, sergent de la classe 14, « resté en ligne devant Douaumont pendant 15 jours, s'en est tiré sans une seule égratignure et c'est un miracle, car il est le seul survivant de sa section. » Quant à lui, il espère obtenir bientôt quelque temps de repos, car pendant une dizaine de jours et de nuits il dirige la réfection totale d'un observatoire dont les bois commençaient à pourrir. Pour le refaire, il a obtenu 60 rails de 5 m et 50 sacs de ciment. Et d'ajouter : « Pourvu que le Boche ne s'aperçoive des travaux que lorsqu'ils seront terminés et tout sera pour le mieux. » Un autre encore, Lucien Arvin, écrit de Grenoble au père Delmas le 29 octobre 1916. Né en 1897, il n'a été mobilisé que récemment, il se console facilement de son échec au concours d'entrée à l'École militaire de Saint-Maixent et va suivre le peloton des élèves caporaux. Il vit encore largement dans l'ambiance de la rue du Bac et « tâche de rester, sous l'uniforme militaire, le petit aspirant des Missions étrangères ».

Le supérieur François Delmas (1866-1922), né à Saint-Juéry (Aveyron) – et donc lui-même issu du diocèse de Rodez – ne cesse d'inviter les aspirants mobilisés à lui envoyer régulièrement du courrier et à passer au séminaire s'ils le peuvent lors d'une permission. Cela lui permet de centraliser les nouvelles et de rédiger, à partir du 12 septembre 1914, une circulaire – qui paraît deux ou trois fois par mois – et qui donne à tous les informations les plus importantes sur les mobilisés et sur la vie au séminaire presque vide. Cette petite chronique maintient entre tous un lien essentiel.

Le père Delmas les informe de l'arrivée des mobilisés à Marseille. À la date du 11 octobre 1914, soixante et onze missionnaires y ont déjà débarqué pour rejoindre leur corps. Ils viennent du Japon, de Corée, du Laos, du Siam, de Malacca, des Indes. En mars 1915, une quarantaine de missionnaires de Chine sont arrivés à Marseille et dirigés sur Paris. La plupart attendent au dépôt de Bicêtre l'ordre de partir sur le front. Leur présence – en dehors des heures de service – ramène un peu d'animation au séminaire : « Au salut du soir, les capotes des coloniaux ont remplacé les surplus des aspirants. »

Mais le supérieur donne aussi des nouvelles des blessés et doit aussi annoncer, circulaire après circulaire, les décès de ceux qui tombent devant l'ennemi. Datée du 2 novembre 1914, la circulaire n° 6 ouvre une nouvelle liste – à côté de celles des morts et des blessés – la liste des prisonniers, et le père Delmas y inscrit en premier le nom de l'aspirant Joseph Mézin, et il précise : « À notre connaissance, il est le premier de nos aspirants soldats qui soit entré en Prusse ; mais il y est entré en prisonnier et non en vainqueur. » Le supérieur se fait volontiers l'écho de l'humour de ses correspondants pour ne pas entamer le moral de ceux qui se trouvent en première ligne. Quand il doit annoncer un décès, il prend soin de souligner le courage, voire l'héroïsme de celui qui vient d'accomplir son devoir jusqu'au bout.

Aumôniers volontaires

Économe du séminaire de Paris et professeur de liturgie, le père Pierre-Marie Compagnon, ancien missionnaire au Japon, à Hiroshima, puis à Kyoto, avait largement passé l'âge d'être mobilisé, puisqu'il était né en 1859. Désigné d'abord en 1914 pour remplir les fonctions d'aumônier auxiliaire à l'ambulance de Meudon, il obtient d'être admis comme aumônier volontaire et il reçoit son affectation au 8^e régiment d'artillerie, fin août 1914. Il désire assister spirituellement les mobilisés et partager avec les aspirants les risques de la guerre. Dans une circulaire, le père Delmas informe ses lecteurs que le père Compagnon « a hérité du cheval d'un Ulhan avec selle et tout le fournement ». Ce dernier découvre la réalité de la guerre. Il écrit vers la fin de 1914 :

« Que la guerre est triste ! Quels spectacles j'ai eu et ai encore sous les yeux ! Tout village que les Allemands évacuent est brûlé. Pour reprendre une position il faut faire une guerre de siège ; ce sont des milliers et des milliers d'obus de toute taille, à balles, à la mélinite, percutant, etc., etc., qui pendant des journées et des nuits tombent

Des missionnaires d'Asie dans la Grande Guerre

sur la même région. La terre est creusée de trous où on enterrerait parfois deux ou trois chevaux. Tout est incendié ; partout ce sont des débris de tous genres, cadavres d'hommes et de chevaux. »

Le père Compagnon décrit cette « curieuse guerre où l'on se bat quinze jours autour de quelques misérables groupements de maisons, comme pour la prise d'une citadelle ». Il évoque les difficultés de son ministère en raison du morcellement d'un régiment d'artillerie. Le deuxième groupe qu'il doit rejoindre se trouve à 50 kilomètres de distance. Chemin faisant, il rencontre des soldats d'autres régiments et en confesse un certain nombre. Il a administré « un pauvre malheureux qui avait les deux jambes hachées » et qui est mort le lendemain matin.

Le 15 avril 1915, dans les Flandres, sur le chemin d'Ypres à Saint-Julien, l'aumônier passe près d'une batterie canadienne qui tirait. « Mais, écrit-il, les Boches lui ont répondu et je me suis trouvé sous les projectiles ennemis. Un éclat m'a traversé la jambe droite à hauteur du mollet. J'ai béni la providence de m'en être tiré à si bon marché. » Relevé par les Canadiens qui lui prodiguent les premiers soins, le père Compagnon est évacué vers Dunkerque, puis soigné à Elbeuf par des dames de la Croix-Rouge dans l'École Fénelon transformée en hôpital pour la durée de la guerre. Il prend ensuite quelques jours de convalescence au séminaire de Paris, puis rejoint son régiment, le 31 mai, sans être complètement rétabli.

Le 26 septembre 1915, le supérieur du séminaire reçoit un paquet contenant le porte-monnaie, le portefeuille et la croix de guerre de l'aumônier, sans aucune explication. C'est Mgr Ruch, coadjuteur de Nancy, lui-même aumônier militaire, qui lui annonce que le père Compagnon a été tué par un obus de gros calibre, tombé sur la hutte qui lui servait d'abri. Pierre-Marie Compagnon est mort le 21 septembre et l'évêque a présidé ses funérailles. Il a voulu ensuite annoncer personnellement au père Delmas la perte douloureuse que venaient de faire le séminaire et la Société des Missions étrangères.

Un autre directeur du séminaire de Paris, le père Marius Guiraud, né à Plaisance (Aveyron), et lui aussi originaire du diocèse de Rodez, ancien missionnaire en Inde, né en 1876, est mobilisé dans la territoriale. Envoyé à Perpignan comme infirmier militaire, il se porte volontaire pour une division de tirailleurs. Il appartient alors à une ambulance de campagne qui monte en Belgique, connaît ensuite la grande retraite, puis l'offensive à partir du 6 septembre 1914. Mais les Allemands s'emparent de l'ambulance le 17 et traitent médecins et infirmiers comme des prisonniers de guerre en dépit des conventions de Genève.

Après un séjour au camp de Stralsund, sur la Baltique, le père Guiraud bénéficie d'un échange de prisonniers et repart au séminaire de la rue du Bac le 14 juillet 1915. Il repart pour le front comme infirmier et aumônier militaire. Le 12 novembre 1916, en Argonne, il s'offre comme agent de liaison pour aller porter un pli en première ligne, sous un bombardement violent. Un éclat d'obus brise son casque et cause sa mort instantanée.

Un lourd tribut pour la défense de la France

Beaucoup de mobilisés ou de missionnaires restés en Asie s'inquiètent vivement pour le séminaire lorsque des avions allemands ou des zeppelins survolent Paris et larguent des bombes ou lorsque le canon à longue portée envoie ses obus sur la capitale, tel Mgr Chapuis, évêque de Kumbakonam (Inde) qui écrit au père Delmas le 9 avril 1918 : « Nous nous demandons avec angoisse si le fameux canon allemand qui bombarde Paris ne va pas lancer quelque bombe sur notre cher Séminaire. » Le supérieur, dans ses circulaires, s'emploie à rassurer ses correspondants, en leur rappelant que le séminaire dispose avec ses caves d'« abris de tout premier ordre qui procurent la sécurité non seulement aux gens de la maison, mais encore à 300 Parisiens et Parisiennes ». Et il ajoute : « Surtout Dieu et nos martyrs veillent sur nous : nous tiendrons. »

Mais, en dehors du séminaire épargné par les bombes, les Missions étrangères de Paris ont payé un lourd tribut à la défense de la France. De 1914 à 1919, ce sont, au total, cinquante membres de la Société, qui sont morts dans la Grande Guerre : 24 missionnaires et un prêtre qui n'était pas encore parti en mission, 24 aspirants et un Frère auxiliaire. Et ce sont, pour la plupart, des hommes jeunes qui vont cruellement manquer à l'évangélisation de l'Asie. D'autres encore n'y retourneront pas. Aux quelques-uns qui se sécularisent, il faut ajouter tous ceux auxquels leurs blessures ou leur santé interdiront de repartir dans leur Mission.

Des aspirants changent aussi d'orientation. Le dossier du courrier adressé au père Delmas contient les lettres de trois aspirants qui renoncent à être missionnaires en 1917, de deux autres qui lui annoncent en 1919 leur décision de ne pas revenir au séminaire. Les motifs qui justifient leur choix relèvent d'une santé ébranlée, de leur âge et d'une difficulté d'apprendre plus tard une langue d'Asie, voire de la pureté du cœur qui laisse à désirer. D'autres lettres confidentielles ont sans doute été détruites.

Le petit nombre des « partants »

Les plus âgés des missionnaires, demeurés dans leurs districts en Asie, ont vu leur charge s'alourdir tout au long de la Grande Guerre. Car l'envoi régulier de nouveaux jeunes missionnaires en provenance du séminaire de Paris (on appelait « les partants » ceux qui s'embarquaient pour l'Asie pour la première fois), il n'y fallait plus songer évidemment, puisqu'ils devaient rejoindre un régiment à l'appel de leur classe.

Durant toute la guerre le nombre des partants n'a compté que quelques unités, trois en 1915, quatre en 1916, des réformés ou des Pères d'origine étrangère. Ils sont quatre en 1917 et présentent une grande originalité.

Louis Goyhénèche, du diocèse de Bayonne, a été blessé dès septembre 1914 par trois balles, dont l'une l'a atteint grièvement à la tête ; il est resté deux nuits et un jour sur le champ de bataille avant d'être relevé et d'être évacué sur Poitiers. Après une longue convalescence, il est ordonné prêtre le 2 mai 1915. Cependant il doit repartir au combat et apprendre le maniement de la mitrailleuse. Mais une nouvelle opération s'avère nécessaire. En octobre 1915, il subit la trépanation et il revient au séminaire, réformé.

Georges Dénarié, du diocèse de Chambéry, a été atteint à la cuisse par un éclat d'obus, au début de la guerre. En août 1915, il est toujours à Bourges, où sa jambe reprend peu à peu sa souplesse. Il va être également réformé.

Célestin Quinquenel, de Saint-Brieuc, blessé gravement à la main droite en octobre 1914, évite l'amputation, mais reste infirme. Il est libéré en septembre 1915.

Félix Charvet, du diocèse de Chambéry, blessé d'une balle au bras en octobre 1914, est réformé en septembre 1915.

Dénarié, Quinquenel et Charvet sont ordonnés prêtres en septembre 1915 par Mgr Cuaz, premier vicaire apostolique du Laos, démissionnaire en 1912 pour raison de santé.

Ce sont eux les quatre partants de décembre 1917. Goyhénèche Dénarié, Quinquenel et Charvet sont donc d'anciens combattants, médaillés, pensionnés et réformés après de graves blessures de guerre. À propos de leur départ en mission, le père Delmas évoque les quatre évangélistes. Charvet et Goyhénèche sont envoyés à Malacca, Dénarié au Collège de Pinang, et Quinquenel à Kumbakonam (Inde).

Une pénurie de missionnaires

Les Missions souffrent donc d'une grave pénurie de personnel, à tel point que Mgr Morel, archevêque de Pondichéry, Mgr Rey, archevêque de Tokyo, Mgr Chapuis, évêque de Kumbakonam, ont dû prendre en charge une paroisse ou un secteur. De 1917 à juin 1920, cent cinquante-six missionnaires regagnent le champ de leur action apostolique au fur et à mesure de leur démobilisation. Mais la guerre a réduit de façon importante les effectifs des MEP.

Et les plaintes émanent de toutes parts. Mgr Choulet, vicaire apostolique de la Mandchourie méridionale, conjure dès 1916 les directeurs du séminaire de Paris de lui envoyer du renfort. Mgr Allys, évêque de Hué (Annam), se trouve à la tête d'un clergé vieillissant. Il confie : « C'est avec une vive anxiété que j'entrevois les vides que la maladie et l'âge ne tarderont pas à faire parmi nous. » Dans l'éventail des Missions confiées à la Société des MEP, c'est surtout celle du Laos qui semble la plus éprouvée. Le grand nombre de missionnaires mobilisés, la santé défaillante des anciens restés sur place, le caractère dépressif de certains, tout cela désole Mgr Prodhomme, vicaire apostolique du Laos, qui confie souvent ses inquiétudes à son ami de Paris, le père Bernat. Certaines de ses lettres se réduisent à un tableau clinique de la Mission du Laos. « Sans être pessimiste, écrit-il, il m'arrive de me demander ce que va devenir notre pauvre mission et ça me pèse sur le cœur. » Son compte rendu du 29.09.16 est particulièrement éclairant : « Hélas ! La mobilisation et la maladie ont fait de grands vides au Laos. 21 missionnaires sont absents, il ne nous en reste plus que 14 dont plusieurs ont été ou sont encore sans force. Cinq ont passé de longs jours à l'ambulance de Vientiane et deux autres au moins auraient dû aussi s'y rendre : ils ont préféré traîner chez eux et ne pas abandonner leurs chrétiens. » En janvier 1917, Mgr Prodhomme ne dispose plus que de trois ou quatre missionnaires valides. Il précise : « Les Gouin et Bouchet ont mal à la gorge et probablement à la poitrine. Ça suffirait-il à les faire réformer ? P. Combourieu, revenu de l'hôpital, a été malade, hier, toute la journée : il est reparti chez lui ce matin. P. Pierre Excoffon est usé. Dabin, Boher, Couasnon et Alazard ne tiennent guère debout. P. Barriol va mieux. Priez pour nous. »

Créer un clergé indigène

Cette pénurie de missionnaires qui devient de plus en plus criante dans les années 1916 et 1917 se traduit par une prise de conscience

Des missionnaires d'Asie dans la Grande Guerre

de l'importance de la création d'un clergé autochtone. Déjà, à la fin de 1915, Mgr Combaz, évêque de Nagasaki, reconnaissait que « sans le secours précieux du clergé indigène », la plupart des districts auraient dû être abandonnés. L'archevêque de Tokyo, Mgr Rey, inquiet devant « un avenir bien sombre », a ouvert la même année un séminaire qui compte quatorze élèves, dont huit en provenance du diocèse de Nagasaki, beaucoup plus riche en vocations. Pour lui, « l'important était de commencer ». En Chine, Mgr Chouvellon, vicaire apostolique du Se Tchoan oriental, se félicite en 1916 de pouvoir ordonner six nouveaux prêtres indigènes et trois diacres qui se préparent à recevoir le sacerdoce. De même, Mgr Rayssac, vicaire apostolique de Swatow, convaincu que la tâche est urgente, installe dans la résidence d'un de ses missionnaires un embryon de Petit Séminaire, « en attendant de pouvoir faire mieux ». En Inde, Mgr Roy, évêque de Coïmbatore, se réjouit de ce que son diocèse est fertile en vocations. En juin 1917, il va ordonner un dix-neuvième prêtre indien. L'évêque de Kumbakonam, Mgr Chapuis, compte vingt-six pensionnaires dans son séminaire et il exprime ce qui, pour beaucoup, devient une évidence :

« Pour un diocèse en pays de mission, le recrutement de prêtres indigènes est, de toutes les nécessités, incontestablement la plus urgente, car la guerre européenne va diminuer encore les vocations apostoliques déjà trop peu nombreuses. »

La création d'un clergé autochtone était d'ailleurs une directive essentielle des *Instructions* de 1659 données par le pape Alexandre VII à François Pallu et Pierre Lambert de la Motte. Elle devait aboutir un jour à l'érection d'une hiérarchie ecclésiastique locale, intuition majeure des fondateurs de la Société des MEP. Mgr Demange, le premier vicaire apostolique de Taikou, en Corée, dont la Mission vient d'avoir cinq ans en 1917, souligne précisément sa fidélité au règlement des MEP :

« Nous devons, en mission, donner la première importance à la formation d'un clergé indigène, la deuxième à la formation des chrétiens existants et la troisième à la conversion des infidèles, préférant, dit le règlement des Missions étrangères, le premier objet au deuxième et le deuxième au troisième. »

Et il se réjouit d'avoir à Taikou un séminaire qui compte cinquante élèves et dont il vient d'ordonner le premier sous-diacre, il envisage l'avenir avec confiance, car, écrit-il « l'élément indigène doit compenser la baisse trop certaine des renforts que pourra désormais nous envoyer la patrie gravement atteinte dans son clergé. » Mgr Chouvellon et Mgr Rayssac en Chine, comme Mgr Roy et

Mgr Chapuis en Inde ne se dissimulent pas pour autant les difficultés. Car la diminution considérable des ressources venues de France pendant la guerre – et même des États-Unis – retentissent douloureusement dans les pays de mission, surtout lorsqu'ils sont éprouvés par des calamités naturelles. Lors des désastres résultant des ouragans, des cyclones, des inondations ou de la sécheresse, ce sont les missionnaires qui se trouvent en première ligne pour porter secours à la population. Et si un séminaire représente une œuvre de première importance, il constitue une lourde charge pour le diocèse car la plupart des chrétiens, laboureurs ou artisans, sont pauvres.

Mgr Chapuis reconnaît la situation qui s'impose à la plupart des évêques : « Les parents des élèves ne contribuent à peu près en rien aux frais de leur entretien, soit qu'ils ne le puissent pas, soit qu'ils s'imaginent que, donnant leur enfant pour le sacerdoce, toutes les dépenses doivent incomber à l'évêque seul. »

D'aucuns, comme Mgr Allys, évêque de Hué, disposent de nombreux prêtres indigènes. Mais Mgr Allys ne semble pas les juger capables de recevoir des postes de responsabilité. Des préjugés anciens ont pu constituer des obstacles pour empêcher d'attribuer aux prêtres locaux des charges de direction. Des causes économiques ont joué sans doute dans le même sens. À une époque où les Missions édifiaient de grandes églises, bâtissaient des hôpitaux, des orphelinats, des écoles, finançaient des catéchistes, etc., les missionnaires en provenance de la métropole paraissaient les seuls capables d'assurer toutes ces charges grâce aux dons venus de France...

La publication de la lettre apostolique de Benoît XV, *Maximum illud*, le 30 novembre 1919, va conforter les partisans d'un clergé indigène complet. Elle aboutit en 1926 à la nomination et la consécration par le pape Pie XI de six évêques chinois.

Paul Christophe, né en 1932, professeur émérite à la faculté de théologie de l'Université catholique de Lille, spécialiste d'histoire religieuse contemporaine. Auteur de nombreux ouvrages de recherche ou d'initiation, entre autres : *Les Carnets du cardinal Alfred Baudrillart* (9 volumes) ; *2 000 ans d'Histoire de l'Église, édition augmentée* (2012) ; *Des missionnaires plongés dans la Grande Guerre. Lettres des Missions étrangères de Paris* (2012). Il dirige une collection d'histoire religieuse aux Éditions du Cerf (75 volumes parus).

Philippe CHENAUX

Benoît XV et la Grande Guerre

Le pontificat de Benoît XV (1914-1922) a marqué un tournant dans l'attitude de l'Église vis-à-vis de la guerre et de la paix. Comme l'écrit l'historien italien Giovanni Miccoli, « durant les seize siècles qui ont suivi la "paix constantinienne", l'Église s'était occupée beaucoup plus de guerre que de paix ». « L'idée d'une inéluctabilité de la guerre faisait partie d'une vision du monde, de l'histoire et de l'homme, à laquelle la hiérarchie ecclésiastique adhérait entièrement¹. » La doctrine de la « guerre juste », formulée par saint Augustin et les théologiens médiévaux, avait imposé toutefois de sévères conditions à l'usage de la violence. Elle avait pour but de légitimer, dans certains cas bien précis, le recours aux armes pour la défense d'un État devenu chrétien à la suite de la révolution constantinienne. Elle n'était pas encore la « guerre sainte », qu'exprime précisément le mot de « croisade » dont l'usage ne commença à se répandre dans la chrétienté qu'à partir de la fin du XII^e siècle, après les premières expéditions guerrières des croisés (*cruce signati*, marqués de la croix) pour reconquérir Jérusalem, la ville où se trouvait le tombeau du Christ, aux mains des infidèles musulmans. À la différence du concept de « guerre juste », qui reste la doctrine officielle de l'Église jusqu'au début du XX^e siècle, celui de « guerre sainte » (ou « croisade ») voulait indiquer que la guerre en elle-même pouvait être une cause sacrée capable de « sanctifier »

1. G. MICCOLI, *Le pontificat de Jean-Paul II. Un gouvernement contrasté*, Bruxelles, 2012, p. 299.

celui qui la pratiquait. Non seulement, le métier des armes n'était plus interdit, il était même encouragé par la papauté : les « croisés » sont des martyrs de la foi, la guerre est sacralisée. Quant au concept de « guerre divine » ou, si l'on préfère, de la guerre comme châtiement divin, il fait son apparition dans le discours catholique après la Révolution française. Il devint l'un des thèmes favoris de la pensée catholique contre-révolutionnaire (Joseph de Maistre). La guerre était vue par ces auteurs comme la juste punition infligée par Dieu à la société moderne en voie de sécularisation afin qu'elle retrouve le chemin de la paix et de la concorde sous la tutelle de l'autorité de l'Église. Cette lecture « providentialiste » du conflit insistant sur la nécessaire restauration d'un ordre international placé sous l'autorité du pape devait fortement imprégner le discours catholique pendant la Première Guerre mondiale².

Le Saint-Siège dans les débuts de la guerre

L'éclatement de la Première Guerre mondiale, le 28 juillet 1914, coïncida, à un mois près, avec l'avènement d'un nouveau pontife sur le trône de Pierre. L'élection du cardinal Giacomo Della Chiesa sous le nom de Benoît XV, le 3 septembre 1914, marquait le retour à la « grande politique » du pontificat léonin³. Proche du cardinal Mariano Rampolla, dont il avait été le secrétaire particulier au temps de sa nonciature en Espagne au début des années 1880 avant de devenir l'un de ses plus fidèles collaborateurs au sein de la Secrétairerie d'État, Giacomo Della Chiesa avait été associé de près, d'abord comme minutante puis comme substitut, à la mise en œuvre de cette politique sous Léon XIII. Le souci, bien réel chez lui et qui l'habita tout au long du conflit, de mettre un terme à « cette horrible boucherie » qui « déshonore l'Europe » (lettre apostolique aux belligérants, 28 juillet 1915) par une initiative diplomatique de grande ampleur, se heurta bien vite aux nécessités de la *Realpolitik* dont le cardinal Gasparri, nommé secrétaire d'État en octobre 1914 à la suite

2. Voir à ce propos l'ouvrage de D. MENOZZI, *Chiesa, pace e guerra nel Novecento. Verso una delegittimazione religiosa dei conflitti*, Bologne, 2008, pp. 15 sv.

3. Voir les actes des deux colloques : *Benedetto XV, i cattolici e la prima guerra mondiale*, Atti del Convegno di studio tenuto a Spoleto nel 1962, sous la dir. G. ROSSINI, Rome, 1963 ; *Benedetto XV e la pace – 1918*, sous la dir. de G. Rumi, Brescia 1990. En français, les thèses de F. LATOUR, *La papauté et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale* (Paris, 1996), et N. RENOTON-BEINE, *La Colombe et les tranchées. Benoît XV et les tentatives de paix durant la Grande Guerre*, Paris, 2004.

de la mort prématurée de son prédécesseur le cardinal Domenico Ferrata, allait se faire l'implacable interprète. La stratégie d'indépendance, inlassablement mise en œuvre sous le pontificat de son prédécesseur Pie X, visant à faire reconnaître partout les droits de l'Église ne pouvait en effet, aux yeux du nouveau chef de la diplomatie vaticane, que conduire à l'affirmation solennelle de son impartialité dans le conflit. Le choix de l'impartialité, pour ainsi dire obligé pour une « Internationale » comme le Saint-Siège, impliquait-elle pour autant la mise en œuvre d'une politique de médiation au service du retour à la paix ? Elle en était en tous les cas la condition indispensable comme le remarque le cardinal Gasparri lui-même dans ses *Memorie inedite* : la décision du Saint-Père en faveur de l'impartialité était « aussi nécessaire pour remplir la mission de paix entre les deux parties en guerre⁴ ».

Lorsqu'il est élu pape, le 3 septembre 1914, Benoît XV se trouve confronté à un impératif très simple : déterminer la ligne de conduite du Saint-Siège dans le conflit. L'impression dominante laissée par les derniers mois du pontificat de Pie X était en effet celle d'une certaine confusion. Non seulement le pape n'avait pas cherché à prévenir le déclenchement de la guerre, mais, une fois celle-ci déclarée, il n'avait pas su trouver les paroles pour la condamner de manière très ferme. L'exhortation *Dum Europa Fere Omnis* (2 août 1914) adressée aux catholiques du monde entier se contentait de prescrire « des prières publiques, afin que la miséricorde de Dieu, vaincue en quelque sorte par la ferveur de ces supplications, arrête le plus tôt possible les douloureuses pertes de la guerre et qu'il inspire aux chefs des nations de former des pensées de paix et non d'affliction ». Si la neutralité, comme l'écrit le cardinal Gasparri, était l'unique voie possible pour le Saint-Siège, il faut bien admettre qu'elle ne donna pas lieu à des déclarations très claires jusqu'à la fin de l'année 1914. Dans les premières semaines de son pontificat, le nouveau pontife se contenta de lancer des appels génériques à la paix qui n'eurent guère de suite. L'encyclique, *Ad Beatissimi*, datée du 1^{er} novembre 1914, invitait ainsi à rechercher d'autres voies que la guerre pour « réparer les droits s'il y en a de lésés ». Mal accueillie par les deux camps, surtout en France et du côté des forces de l'Entente où l'on s'attendait à une condamnation plus ferme de l'invasion de la Belgique par les armées allemandes, elle obligea le cardinal Gasparri et les responsables de la diplomatie vaticane à multiplier les déclarations

4. *Il Cardinale Gasparri e la Questione romana (con brani delle Memorie inedite)*, sous la dir. de G. Spadolini, Florence, 1972, p. 157.

d'apaisement⁵. Cette incompréhension croissante à l'égard des positions jugées timorées du Saint-Siège contribua à faire mûrir ce qu'il faut bien appeler la doctrine de l'impartialité dont le pape devait, pour la première fois, tracer les contours dans son allocution au consistoire du 22 janvier 1915.

Sans doute c'est l'office du Pontife Romain, établi par Dieu interprète et vengeur suprême de la Loi éternelle, de proclamer qu'il n'est jamais permis à personne, pour aucun motif, de violer la justice, et en fait Nous le proclamons ouvertement, Nous réprouvons de toutes nos forces, toutes les violations du droit partout où elles ont été commises. Mais mêler l'autorité pontificale aux disputes des belligérants ne serait ni convenable ni utile.

Le pape, en tant que «père du monde catholique», ne pouvait «prendre parti» dans le conflit, il devait «embrasser dans sa charité tous ceux qui combattent». Cette impossibilité de prendre parti conduisait en fait, même si le pape s'en défendait dans son allocution, à l'impossibilité de dire le droit. Le successeur de Pierre se résignait, comme à contrecœur, à ce silence contraint que lui dictaient les intérêts supérieurs de l'Église. La *Realpolitik* du cardinal Gasparri semblait, à ce moment du moins, prévaloir sur les desseins pacifistes de Benoît XV. La papauté n'avait pas pour autant renoncé à toute action diplomatique. Après avoir tenté en vain de maintenir l'Italie en dehors du conflit, le Saint-Siège se concentra, à partir de l'été 1915, sur un nouvel objectif: la promotion d'une paix négociée.

La Note de paix (1^{er} août 1917)

La situation semblait favorable à une initiative diplomatique en faveur de la paix au début de 1917: les ouvertures de paix de l'Allemagne en décembre 1916, la chute du pouvoir tsariste en Russie en février 1917, sans parler de la lassitude des combattants et des populations civiles éprouvées par trois années d'une guerre insensée, rendaient plus nécessaire que jamais une tentative de médiation du Saint-Siège. Le succès d'une telle initiative dépendait, dans une large mesure, de l'attitude du gouvernement de Berlin dont il importait de sonder avec précision les intentions. Le nouveau nonce apostolique en Bavière, Mgr Eugenio Pacelli, le futur Pie XII, allait être ainsi chargé de cette importante mission de paix auprès des autorités

5. *Ibid.*, pp. 39-42.

allemandes dans le courant de l'été de 1917. Au début du mois de mai 1917, ces dernières firent connaître au Saint-Siège leur disponibilité à « traiter la question » avec le nouveau nonce à Munich⁶. Les déclarations de Guillaume II rapportées par Pacelli à la suite de son audience avec l'empereur dans sa résidence de Kreuznach (29 juin 1917) n'incitaient guère à l'optimisme. L'Allemagne n'entendait pas renoncer à ses buts de guerre et continuerait la lutte « jusqu'à ce que les ennemis, réduits à composition, abandonnent leurs projets criminels⁷ ». Le pape et son secrétaire d'État estimèrent malgré tout que « le moment propice pour une démarche officielle du Saint-Siège » (Angelo Martini) était venu. L'empereur Charles d'Autriche, que le nonce rencontra brièvement lors de son passage à Munich le 30 juin, n'avait-il pas accepté l'idée d'une paix de compromis pouvant aller jusqu'à des concessions territoriales (comme le Trentin) à l'Italie ? C'est dans les tous premiers jours du mois de juillet que fut élaboré le plan en sept points qui allait devenir la fameuse note aux belligérants du 1^{er} août suivant. Liberté des mers, désarmement simultané et réciproque, arbitrage international, restitution des colonies allemandes, évacuation des territoires français et belge, règlement négocié des questions frontalières lors de la conférence de paix, les grandes lignes de l'initiative papale étaient déjà toutes tracées. Pacelli fut chargé de soumettre ces propositions au gouvernement allemand lors d'un nouveau voyage à Berlin les 24 et 25 juillet 1917. En moins d'un mois, la situation politique interne de l'Allemagne s'était singulièrement compliquée : tandis que le chancelier Bethmann-Hollweg était contraint à la démission sous la pression des militaires (12 juillet), les députés allemands, sous l'impulsion d'Erzberger, avaient voté une résolution de paix (19 juillet). Ce poids croissant du « militarisme » dans la vie politique allemande n'était pas sans inquiéter Pacelli qui se disait malgré tout confiant dans la réponse du gouvernement allemand. Le nouveau chancelier du Reich, un protestant piétiste, Georg Michaelis, qu'il rencontra le 25 juillet, lui était apparu sincèrement « désireux d'arriver à un accord et à une solution chrétienne et humanitaire des questions internationales⁸ ». Le Saint-Siège décida d'agir vite et de faire connaître son plan avant même d'avoir reçu la réponse définitive de l'Allemagne. Il s'agissait officiellement de profiter de la réunion des Alliés au Congrès de Londres, mais plus sûrement, comme le fit remarquer Pacelli, de

6. Ph. CHENAUX, *Pie XII. Diplomate et pasteur*, Paris, 2003, pp. 85-121.

7. Guillaume II à Benoît XV, 15 juillet 1917, in *ibid.*, p. 115.

8. Pacelli à Gasparri, 27 juillet 1917, in *ibid.*, p. 116.

prendre les devants afin de ne pas paraître « lié » par les « modifications inacceptables » que les autorités militaires du Reich pourraient introduire dans ces propositions⁹. La décision du Saint-Siège de ne pas attendre la réponse du gouvernement allemand pour lancer son offre de paix pouvait ainsi être présentée par le nonce comme étant à l'avantage des deux parties : « aussi bien le Gouvernement impérial que le Saint-Siège peuvent démentir catégoriquement et en toute vérité » toute entente préalable¹⁰. L'homme de paix de Benoît XV s'effaçait pour ainsi dire, en cette heure décisive, devant le diplomate habile qu'avait formé le cardinal Gasparri. La partie étant comme perdue d'avance, il fallait au moins sauver l'essentiel, c'est-à-dire l'autorité morale de la papauté et l'impartialité du Saint-Siège.

La note pontificale du 1^{er} août 1917, rédigée en français, s'articulait autour de deux idées maîtresses. La première était celle d'une paix fondée sur le droit :

Le point fondamental doit être qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force morale du droit ; d'où un juste accord de tous pour la diminution simultanée et réciproque des armements, selon des règles et des garanties à établir, dans la mesure nécessaire et suffisante au maintien de l'ordre public en chaque État ; puis, en substitution des armées, l'institution de l'arbitrage, avec sa haute fonction pacificatrice, selon des normes à concerter et des sanctions à déterminer contre l'État qui refuserait soit de soumettre les questions internationales à l'arbitrage soit d'en accepter les décisions.

Benoît XV reprenait ici les grandes idées du mouvement pacifiste et internationaliste d'avant-guerre (désarmement, arbitrage) discutées lors des deux Conférences de La Haye (1899 et 1907) auxquelles le Saint-Siège n'avait pas été invité en dépit des efforts de sa diplomatie alors conduite (entre autres) par un certain Giacomo della Chiesa¹¹. La deuxième idée-force était celle d'une paix de compromis sans vainqueurs ni vaincus impliquant « la restitution réciproque des territoires actuellement occupés » : « du côté de l'Allemagne, évacuation totale de la Belgique, avec garanties de sa pleine indépendance politique, militaire et économique, vis-à-vis de n'importe quelle Puissance ; évacuation également du territoire français ; du côté

9. Gasparri à Pacelli, 5 août 1917, *ibid.*

10. Pacelli à von Bergen, 18 août 1917, *ibid.*

11. Il est intéressant de noter à cet égard que, le 2 mai 1917, Mgr Pacelli s'était fait communiquer le dossier consacré à la préparation de la conférence de La Haye (1899) conservé dans les archives du Vatican (J.-M. TICCHI, *Aux frontières de la paix. Bons offices, médiations, arbitrages du Saint-Siège (1878-1922)*, Rome, 2002, p. 371).

des autres parties belligérantes, semblable restitution des colonies allemandes». Quant aux questions territoriales pendantes « comme par exemple celles qui sont débattues entre l'Italie et l'Autriche, entre l'Allemagne et la France », leur règlement était renvoyé à la conférence de paix finale : « les parties voudront les examiner avec des dispositions conciliantes, tenant compte, dans la mesure du juste et du possible, ainsi que Nous l'avons dit autrefois, des aspirations des peuples, et à l'occasion coordonnant les intérêts au bien général de la grande société humaine ». Rompant avec les solidarités antérieures de l'Europe de la Sainte-Alliance, Benoît XV n'hésitait pas à prendre en compte, de manière « pragmatique », le principe des nationalités comme base nécessaire de la future réorganisation politique du continent¹². En conclusion, le pontife exprimait sa « douce espérance » de voir ces propositions de paix « acceptées » et de « voir ainsi se terminer au plus tôt la lutte terrible, qui apparaît de plus en plus comme un massacre inutile¹³ ». Force est de reconnaître que les espérances du pape quant à une réponse positive des gouvernements, en particulier du gouvernement allemand, allaient être bien vite déçues. La réponse dilatoire du gouvernement allemand, transmise un bon mois plus tard par Eugenio Pacelli, était loin, en effet, de confirmer les vues plutôt encourageantes qu'avait fini par exprimer ce même gouvernement en réponse aux sept points du cardinal Gasparri. Les autorités du Reich s'y déclaraient alors « prêtes », en échange de la restitution de leurs colonies, à envisager la restitution des territoires occupés à la France et surtout le rétablissement de l'État belge moyennant des « garanties » concernant la sécurité de l'Allemagne¹⁴. La lettre adressée par le chancelier Michaelis au nom de l'empereur au cardinal Gasparri, en date du 19 septembre 1917 s'étendait longuement, pour l'approuver, sur la première partie de l'Appel (la paix par le droit) mais ne disait mot, sinon en termes voilés, de la seconde (la paix de compromis)¹⁵. Le rétablissement de l'indépendance de la Belgique constituait pourtant bel et bien la pierre de touche du plan de paix papal. Dès la fin août, sur instruction du cardinal Gasparri, Eugenio Pacelli s'employa en vain à obtenir du gouvernement impérial « une déclaration précise » concernant ses

12. R. MOROZZO DELLA ROCCA, « Benedetto XV e il nazionalismo », *Cristianesimo nella storia*, 17 (1996), pp. 541-566.

13. Aux Chefs des Peuples belligérants, 1^{er} août 1917, in Ph. CHENAUX, *op. cit.*, p. 118.

14. Pacelli à Gasparri, 13 août 1917, *ibid.*, p. 118.

15. Michaelis à Gasparri, 19 septembre 1917, *ibid.*, p. 119.

intentions «au sujet du rétablissement de la complète indépendance de la Belgique¹⁶». Dans une longue lettre datée du 24 septembre 1917, le chancelier du Reich lui fit savoir qu'une telle déclaration était impossible dans «les circonstances actuelles», ce qui était une façon diplomatique de fermer la porte à toute idée de paix négociée. Le nonce, qui avait feint de s'illusionner dans un premier temps sur les intentions véritables du gouvernement du Reich, ne cachait pas cette fois sa déception dans son rapport au cardinal Gasparri : «la réponse de M. le Chancelier m'est apparue encore moins que simplement vague; que Dieu fasse que se réalisent les espérances conçues pour l'avenir¹⁷!».

L'affaire Sertillanges

Le plan de paix papal fondé sur le primat du droit et l'idée de compromis territorial se heurta non seulement à l'indifférence polie des gouvernements mais également à l'hostilité déclarée d'une partie du monde catholique. Lors d'une cérémonie religieuse et patriotique organisée en l'église de La Madeleine le 10 décembre 1917, le p. Antonin-Dalmace Sertillanges, professeur de philosophie à l'Institut catholique de Paris et auteur de plusieurs ouvrages de référence sur saint Thomas d'Aquin, opposa une fin de non-recevoir à la note de Benoît XV. «Très Saint-Père, nous ne pouvons pour l'instant retenir vos appels à la paix¹⁸...». Le *non possumus* du religieux dominicain fit «scandale» à Rome. Le cardinal Gasparri écrivit au recteur de l'Institut catholique, Mgr Alfred Baudrillart, pour lui demander «quelles mesures il avait prises ou comptait prendre pour réparer ce scandale, en sauvant au moins aux yeux des catholiques l'honneur de l'Institut¹⁹». Lui-même à la tête d'un Comité catholique pour la propagande française à l'étranger fondé en février 1915 à l'instigation du Quai d'Orsay destiné à «agir sur l'opinion catholique» des pays neutres, le recteur répondit qu'il n'avait aucune responsabilité dans l'affaire, mais qu'il convenait d'éviter toute mesure disciplinaire à l'encontre du dominicain : «cela risquerait d'aggraver les

16. Pacelli à Michaelis, 30 août 1917, *ibid.*

17. Pacelli à Gasparri, 27 septembre 1917, *ibid.*

18. A. D. SERTILLANGES, *La Paix française*, Paris, 1917.

19. Lettre du cardinal Gasparri à Mgr Baudrillart, 23 décembre 1917, Archivio della Congregazione degli Affari ecclesiastici straordinari (AAES), Stati Eccl., Fasc. 470, vol. V.

malentendus entre les catholiques français et le Saint-Siège vu le succès qu'a eu ce discours mis en vente par *l'Écho de Paris* ; plus de cinquante mille exemplaires ont été achetés²⁰ ». Directement mis en cause par Mgr Baudrillart pour avoir donné son *imprimatur* au discours, l'archevêque de Paris, le cardinal Amette, écrivit à son tour au cardinal Gasparri pour lui expliquer le sens de la manifestation de La Madeleine : « J'ai cru devoir autoriser une cérémonie religieuse destinée à encourager les catholiques dans l'accomplissement de leur devoir patriotique ». Le discours prononcé par le p. Sertillanges n'avait pas pour but de « critiquer la note du Saint-Père », mais de « réagir contre les tentatives de ceux qui, abusant de la parole du Saint-Père et contrairement à ses intentions, cherchent à déprimer l'esprit public en vue d'une paix qui serait désastreuse et précaire²¹ ». Quant au p. Sertillanges lui-même, il fit amende honorable en se défendant d'avoir voulu attaquer le Saint-Père : « J'ai cherché au contraire – sans doute sans y réussir – à montrer que le Pape avait eu raison, qu'il avait rempli tout son rôle en représentant le Prince de la Paix ; mais que peut-être, comme Français, nous remplissions le nôtre en décidant, conformément à l'avis de nos autorités nationales, la continuation de la guerre jusqu'à ce que la graine jetée dans la terre sanglante ait pu produire des fruits rassurants²² ». Le discours fut retiré du commerce, mais le dominicain ne fut, sur le moment du moins, pas inquiété²³. Tout en rappelant que la chaire n'était pas une tribune et qu'un religieux était tenu au respect vis-à-vis du Saint-Père, le cardinal Gasparri reconnut l'impossibilité de prendre des sanctions « dans les circonstances présentes²⁴ ». L'affaire Sertillanges illustre la force du sentiment nationaliste dans les milieux catholiques français et européens durant la Première Guerre mondiale et l'impuissance de la papauté à maintenir l'unité de l'Église dans le conflit.

Bien que sollicité de divers côtés, Benoît XV s'abstint de toute nouvelle initiative en faveur de la paix dans la dernière année de guerre. Sitôt celle-ci terminée, il n'eut de cesse de mettre en garde

20. Lettre au cardinal Gasparri, 26 décembre 1917, *ibid.* Dans ses carnets (28 décembre 1917), il cachait mal sa colère d'avoir été ainsi mis en cause par le secrétaire d'État de Benoît XV : « Sa lettre sue le dépit de l'accueil fait à la note maladroite sur la paix qu'il a inspirée au Saint-Père » (*Les Carnets du Cardinal Alfred Baudrillart (1^{er} août 1914-31 décembre 1918)*, Paris, 1994, p. 712).

21. Lettre au cardinal Gasparri, 30 décembre 1917, *ibid.*

22. Lettre au cardinal Gasparri, 30 décembre 1917, *ibid.*

23. En 1922, il sera privé de son poste d'enseignant à l'Institut catholique et assigné à résidence en Hollande.

24. Lettre au cardinal Amette, 6 janvier 1918, *ibid.*

THÈME _____ **Philippe Chenaux**

les catholiques contre ce nouveau fléau du nationalisme. Dans l'encyclique *Pacem Dei munus* (23 mai 1920), Benoît XV traçait le programme d'un authentique internationalisme chrétien : la loi de charité évangélique ne s'appliquait pas seulement aux individus, mais également aux nations, « lesquelles, en définitive, ne sont que des groupements d'individus²⁵ ». Les initiatives de paix de Benoît XV, en dépit de leur échec, ont contribué à renforcer l'autorité morale de la papauté sur le monde des nations et à renouveler l'enseignement de l'Église sur la guerre et la paix.

Philippe Chenaux, né en 1959, est professeur d'histoire de l'Église moderne et contemporaine à l'université du Latran à Rome. Il a collaboré à plusieurs ouvrages collectifs, notamment sur le cardinal Baudrillart, le cardinal Charles Journet, Stanislas Fumet et Emmanuel Mounier. Derniers ouvrages parus : *De la chrétienté à l'Europe : les catholiques et l'idée européenne au XX^e siècle*, éditions CLD, Tours, 2007. *L'Église catholique et le communisme en Europe (1917-1989), de Lénine à Jean-Paul II*, Éditions du Cerf, coll. « Histoire », Paris, 2009. *Le temps de Vatican II. Une introduction à l'histoire du Concile*, DDB, Paris, 2012.

25. Ph. CHENAUX, *De la chrétienté à l'Europe. Les catholiques et l'idée européenne au XX^e siècle*, Paris, 2007, pp. 15-35.

Yves-Marie HILAIRE

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

La Première Guerre mondiale commencée par les puissances européennes majoritairement colonisatrices concerne peuples et religions du monde entier du fait de l'aspect total de l'affrontement qui ébranle économies, sociétés et civilisations. Des populations diverses des cinq continents sont appelées à participer au conflit d'une manière ou d'une autre. Des décisions prises par les belligérants face à la révolution bolchevique de 1917 ou en quête d'alliés et de ressources humaines prolongent la guerre à l'Est jusqu'en 1921 et au Proche-Orient jusqu'en 1922, bien au-delà des armistices de 1918. Dans ce drame interminable se trouvent impliqués à l'intérieur des nations les membres des diverses confessions chrétiennes, les athées soviétiques persécuteurs des religions, les musulmans et les juifs. La Grande Guerre marque profondément l'histoire des religions et laisse dans ce domaine des traces qui demeurent parfois jusqu'à nos jours. Le meilleur exemple en est la Déclaration Balfour, du nom du ministre des Affaires étrangères britannique, qui prévoit le 2 novembre 1917 l'établissement en Palestine d'un foyer national du peuple juif. Les Anglais mettent alors en place, sans bien s'en rendre compte, la source de la rivalité intolérante pour la possession de la terre des détenteurs de la langue sacrée, les Arabes, et du peuple élu par Dieu, le futur Israël, rivalité belliqueuse qui sera bientôt centenaire. Très tôt après la déclaration Balfour, le Saint-Siège, soucieux du libre accès aux lieux saints et préoccupé par les tensions judéo-arabes, s'inquiète de la naissance éventuelle d'un État confessionnel juif. Le catholique Hubert Lyautey, futur

maréchal, grand serviteur de la République française outre-mer, dans une lettre à son ami Wladimir d'Ormesson le 9 décembre 1918, se réjouit de la victoire et de « la cessation de l'angoisse quotidienne pour ceux qu'on aime », mais il s'inquiète de cet effondrement des monarchies européennes et de l'aspect idéaliste de la politique du président américain Wilson : « Demain, toutes les inconnues et les plus troublantes. D'abord, cette chute universelle des trônes et de tout ce qu'ils symbolisent pour toi et pour moi. Le caractère de lutte de doctrine donné à cette guerre depuis la faillite russe et l'intervention américaine fait de la victoire le triomphe non pas de telle ou telle nationalité, mais d'un principe contre un principe. Or si je participe sans réserve au triomphe de la France, il en va tout autrement du principe, tu me comprends ». Une protestante Suzanne de Dietrich fait écho à Lyautey à sa manière : « Paris avec ses foules joyeuses et bruyantes me fait l'effet de danser sur des cadavres et des ruines... Je ne sais pourquoi j'ai tant d'angoisse au cœur. Maintenant que la guerre est passée, j'en saisis encore plus la monstrueuse folie ».

Si les historiens d'aujourd'hui sont tentés de qualifier d'« incompréhensible » cette guerre totale, les spécialistes de ce conflit répondent que l'exacerbation des nationalismes suscitée par l'ampleur et la profondeur de l'affrontement a rendu impossible la paix de compromis recherchée de divers côtés pendant l'interminable massacre et a menacé gravement la pérennité de la paix obtenue après la victoire de l'un des deux camps antagonistes.

L'effondrement des empires a d'importantes conséquences religieuses

L'empire russe connaît en 1917 deux révolutions : la première en mars voit l'abdication du tsar Nicolas II qui avait refusé la tenue d'un concile panrusse envisagé par les évêques, et en conséquence la liberté de l'Église orthodoxe et la tenue d'un *sobor* qui élit le 18 novembre 1917 Tikhon métropolitain de Moscou, premier patriarche de Russie depuis 1700 ; cependant la seconde révolution, celle d'octobre 1917, est marquée, dans un climat de guerre civile, par la violente persécution déclenchée par le nouvel État athée qui confisque les propriétés ecclésiastiques et monastiques, prive l'Église de toute personnalité légale et assassine en quatre ans 28 évêques, plusieurs milliers de prêtres, diacres et moines et 12 000 laïcs actifs auprès de l'Église. À l'automne 1918, trois Empires vaincus par les Alliés se trouvent condamnés à la suite des trois armistices qui se succèdent

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

rapidement : celui de Moudros avec la Turquie le 30 octobre, celui de Villa Giusti avec l'Autriche-Hongrie le 3 novembre, celui de Rethondes avec l'Allemagne le 11 novembre. L'empire turc, qui dominait le Proche-Orient, est réduit à l'Asie mineure et à Istanbul en Europe et devient une république laïque dirigée par Mustapha Kemal qui chasse le sultan Mehmet VI du pouvoir en 1923 et supprime le califat en 1924. Le traité de Lausanne en 1923 abolit le protectorat français sur les missions de l'ancien empire turc. L'empire austro-hongrois, tolérant et dirigé par une dynastie catholique, éclate en nationalités rivales travaillées par des nationalismes exacerbés et disparaît avec la renonciation du dernier souverain Habsbourg à son autorité, l'empereur Charles 1^{er} le 11 novembre 1918. Dans l'empire allemand, la défaite provoque la déchéance de la dynastie catholique des Wittelsbach en Bavière le 7 novembre et l'abdication le 9 novembre de Guillaume II empereur d'Allemagne et roi de Prusse, dernier souverain de la dynastie protestante des Hohenzollern, qui entraîne dans sa chute tous les princes allemands, la République étant proclamée à Berlin le 9 novembre. L'Église évangélique est veuve de son « *summus episcopus* », ce qui suscite une certaine nostalgie monarchiste chez les pasteurs et les fidèles qui acceptent mal la République de Weimar, contestent souvent sa légitimité, et votent volontiers pour les partis nationalistes de droite qui refusent le « diktat » du Traité de Versailles. Tandis que les représentants des dynasties allemandes seront sollicités par les surenchères nationalistes, le fils de l'empereur Charles I^{er}, l'archiduc Otto, catholique fidèle à la tradition habsbourgeoise de rassemblement des peuples, militera avec prestige au service de la construction d'une Europe unie dans la deuxième moitié du XX^e siècle.

Le deuil et la mémoire du sacrifice

Dans cette terrible guerre civile européenne, plus de huit millions d'Européens sont morts et 300 000 hommes issus d'autres continents. La France compte 1 400 000 morts. Les deux populations les plus éprouvées sont celle de la France – 34 morts pour 1 000 habitants – et celle de l'Allemagne – 30 morts pour 1 000 habitants. Dans chacune des deux nations on recense plus de 500 000 veuves et d'un million d'orphelins. D'innombrables familles se trouvent endeuillées et la mémoire des morts s'est transmise à la génération suivante. Parmi les survivants, la France doit prendre soin de 1 100 000 invalides permanents dont 300 000 mutilés et de très nombreuses « gueules cassées ».

Les « diverses familles spirituelles de la France » ont participé au combat et ont pris leur part dans l'hécatombe, comme le nationaliste Maurice Barrès l'a reconnu dès 1917 dans un livre célèbre¹.

Les cimetières militaires français, britanniques, allemands jalonnent les anciennes lignes du front de 1914-1918 : des centaines de milliers de croix de bois « symboles de la mort dans la Grande Guerre, une mort reliée à l'idée de résurrection grâce à la sainteté de la guerre elle-même, résurrection commune de la patrie et des individus qui la composent² ». Ces cimetières deviennent des lieux de pèlerinages des familles endeuillées. Les « disparus » représentent un tiers des soldats tués. Leurs restes non identifiés sont inhumés dans des ossuaires : en France, Notre-Dame de Lorette, Dormans, Douaumont, Hartmann-Willerkopf. Les évêques locaux participent activement à leur aménagement et à leur inauguration tels Mgr Julien pour Lorette et Mgr Ginisty pour Douaumont et les artistes les décorent tel à Douaumont le chef de bataillon de chasseurs alpins Georges Desvallières. (1861-1950), qui a perdu un fils tué en 1915, profondément marqué par son expérience de 1914-1918 : pour lui le soldat souffrant, l'horreur des tranchées prolongent le calvaire. Dans son œuvre intitulée le *Drapeau du Sacré-Cœur* (1920, église de Verneuil), le sacrifice de la guerre et le sacrifice du calvaire occupent deux panneaux symétriques. Lui fait écho outre-Rhin Otto Dix (1891-1969). Cet engagé volontaire a combattu des Flandres à la Somme dans la boue des tranchées : confronté à « l'œuvre du diable », il a assisté à l'horrible destruction des hommes qu'il représente volontiers défigurés, invalides. Obsédé par le thème de la guerre pernicieuse, il sera rejeté par les nazis comme décadent et connaîtra à nouveau une heure de gloire après 1945. En France les vitraux des églises de la reconstruction rapprochent souvent le sacrifice du poilu, sauveur de la patrie, et celui du Christ, sauveur de l'humanité.

Le 11 novembre 1920 à Paris et à Londres, des funérailles nationales sont faites à un soldat inconnu, inhumé à Paris sous l'Arc de Triomphe. En France, la loi du 24 octobre 1922 décrète le 11 novembre fête nationale. De 1920 à 1925, 30 000 communes françaises construisent des monuments aux morts. Décorés parfois

1. Maurice BARRÈS, *Les diverses familles spirituelles de la France*, Paris, 1917.

2. Annette BECKER, *La guerre et la foi, de la mort à la mémoire 1914-30*, Paris, A. Colin, 1994, pp. 54-61 et « Dieu dans les tranchées, la religion des poilus », *Histoire du Christianisme Magazine* n° 23, août 2004, pp. 54-31 ; les travaux de Nadine-Josette CHALINE signalés plus haut dans ce numéro.

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

de symboles religieux dans les régions très catholiques, les monuments sont le lieu de la commémoration du 11 novembre. Après la messe dans l'église de la paroisse où les anciens combattants sont présents avec leurs drapeaux, le cortège se rend en procession au monument aux morts où, après ou avant la minute de silence, se produit l'appel des morts de la commune. Après chaque nom, un enfant des écoles ou un ancien combattant répond : « Mort pour la France » ou « Mort au champ d'honneur ». Ce culte républicain du 11 novembre suscite une unanimité populaire car il s'adresse à des citoyens qui ont fait leur devoir et aux survivants qui l'ont fait également, comme l'observe l'historien Antoine Prost³.

Les Anciens combattants et la réintégration du clergé français dans la sociabilité masculine

Le phénomène ancien combattant amplifie le rapprochement entre les ecclésiastiques français et les poilus qui s'est opéré dans les tranchées. 4 600 prêtres, séminaristes et religieux catholiques français, 42 pasteurs et 49 étudiants en théologie protestante sont tombés, soit comme combattants, soit comme aumôniers qui n'étaient en rien des embusqués puisqu'ils partageaient la vie des soldats et allaient secourir les blessés entre les lignes. Dès 1915 des associations de mutilés se créent et en 1918 deux grandes associations d'anciens combattants se constituent, l'Union Fédérale (UF) et l'Union nationale des combattants (UNC), qui atteindront chacune près de 900 000 membres en 1932, l'ensemble des associations regroupant plus de 3 millions de poilus. Ces organisations qui défendent les droits des combattants obtiennent le vote de la retraite des combattants en 1930, date où il y a 800 000 pensionnés pour blessures et 300 000 pour maladie. Ces associations cultivent un idéal moral élevé et veulent construire une France unie, restaurée, repeuplée, digne de ses héros morts. Patriotes mais non nationalistes, elles cherchent la paix et espèrent que la Grande Guerre sera « la der des der ». Le mouvement combattant français profondément pacifique se méfie d'abord de l'Allemagne, n'entretient pas de relations avec les casques d'acier allemands ultranationalistes et revanchards, mais se rapproche des associations républicaines allemandes d'anciens

3. Antoine PROST, « Les monuments aux morts », dans Pierre NORA (dir). *Les lieux de Mémoire*, tome I, Paris, Gallimard, 1997, pp. 199-223. Monique LUIRARD, *La France et ses morts*, Le Puy-en-Velay, Impr. commerciale, 1977.

combattants lorsque la politique de Briand fait espérer une paix durable en Europe.

Les ecclésiastiques anciens combattants trouvent une grande place dans ce mouvement et sont assidus aux réunions et aux manifestations, notamment à celles de l'UNC fondée par trois catholiques sociaux, le Père Daniel Brottier – béatifié en 1984 –, Ernest Pezet et Humbert Isaac. La querelle religieuse appartient à un passé révolu pour ces associations, l'anticléricalisme de Combes leur semble obsolète. Lorsque le Cartel des gauches en 1924 veut reprendre le combat anticlérical et chasser les religieux qui sont revenus combattre pour la France, le père jésuite Doncœur⁴, soutenu par le mouvement ancien combattant, fonde la DRAC (Défense des religieux anciens combattants) qui discrédite dans l'opinion le projet d'Herriot. De 1926 à 1936 sous la nonciature de M^{gr} Maglione, sur 39 nominations épiscopales, 28 concernent des anciens combattants. Les associations félicitent fraternellement leur « camarade » ou leur « éminent camarade » promu évêque : parmi eux les futurs cardinaux Liénart, Gerlier, Feltin, Saliège⁵.

Une pacification mondiale contestée et des nationalités nationalistes

Les traités de 1919-1920 – Versailles 28 juin 1919 avec l'Allemagne, Saint-Germain 10 septembre 1919 avec l'Autriche, Neuilly 27 novembre 1919 avec la Bulgarie, Trianon 14 juin 1920 avec la Hongrie, Sèvres 10 août 1920 avec l'Empire ottoman – s'expliquent par la crainte de la renaissance du militarisme allemand et l'inquiétude face à la puissance de l'économie et de la démographie germanique, mais ils ne satisfont ni la France victorieuse certes mais gravement blessée et appauvrie, ni bien sûr les vaincus. Le traité de Sèvres s'avèrera inapplicable et, dans un contexte de rivalité entre l'Angleterre et la France au Proche-Orient, il sera remplacé le 24 juillet 1923 par le traité de Lausanne, moins défavorable à la nouvelle Turquie républicaine. Le traité de Saint-Germain

4. Les jésuites mobilisés ou engagés ont eu 20% de tués, autant que les officiers et les instituteurs.

5. Sur l'histoire du mouvement combattant : Antoine PROST, *Les Anciens combattants 1914-1940*, collection Archives, Paris, Gallimard, 1977, 250 p., résumé de sa grande thèse sur ce sujet ; Frédéric LEMOIGNE, *Les évêques français de Verdun à Vatican II*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, 376 p.

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

est perçu comme une brimade par l'opinion autrichienne parce qu'il lui interdit de devenir un Land allemand et celui de Trianon enlève à la petite Hongrie des populations indiscutablement de langue hongroise au profit de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, en rupture avec le point 9 de la célèbre déclaration de Wilson puisque les nouvelles frontières hongroises ne sont pas « conformes aux données clairement perceptibles du principe des nationalités ». Notons que les frontières actuelles de la Hongrie ne respectent toujours pas ce fameux principe, ce qui nourrit le nationalisme hongrois aujourd'hui encore.

Le nationalisme allemand s'exacerbe entre 1919 et 1924, plongeant le grand pays vaincu dans une série de crises politiques et économiques et suscite une extrême droite violente qui assassine plusieurs hommes d'État résignés à l'application du traité de Versailles. Dans le discours inaugural du *Katholikentag* de Munich qu'il préside en septembre 1922, le maire de Cologne, Konrad Adenauer critique sévèrement ce traité : « Dans l'histoire de l'Europe, au Moyen Âge ou à l'époque moderne, aucun document n'insulte autant tous les principes humains et chrétiens que le diktat de Versailles... Tout d'abord pendant de longues années la famine et le fardeau de la guerre... La fin de la guerre est venue mais pas celle de la pauvreté ni la paix. Nous continuons à souffrir de la faim, nous continuons à tomber dans la misère depuis déjà quatre ans. Des milliers et des milliers d'Allemands meurent en silence et sans bruit... Les auteurs de cette souffrance portent la responsabilité d'une misère morale et matérielle sans nom et ils se sont rendus coupables d'une faute effroyable ». Et Konrad Adenauer lance un appel courageux aux catholiques français influents dans le gouvernement du Bloc national, appel fort peu apprécié des extrémistes nationalistes allemands qui ne pensent qu'à la revanche : « La France nous martyrise, la France nous torture, nous qui sommes aussi vos frères dans la foi. Croyez-nous, la France se trompe, il existe d'autres moyens pour elle d'obtenir ce qui lui revient de droit. Venez vers nous, vous catholiques français, laissez-nous trouver ensemble un moyen qui puisse aider nos deux pays⁶ ». Ce texte prophétique de ce qui adviendra en 1950-51, après la terrible Seconde Guerre mondiale, rejoint alors la pensée pontificale des papes Benoît XV et Pie XI qui critique à plusieurs reprises entre 1919 et 1922 le nationalisme exacerbé des Français.

6. Marie-Emmanuelle REYTIER, *Histoire du Christianisme Magazine* n° 24, août 2004, pp. 74-77.

Pour l'heure, en 1922, tandis que les protestants allemands majoritaires soutiennent les partis les plus nationalistes, Konrad Adenauer risque peu d'être écouté en France, pays où le mouvement d'Action française ultranationaliste est alors à l'apogée de son influence dans les milieux catholiques.

Les grandes religions s'adaptent au monde nouveau issu des traités de 1919-1923

*Le catholicisme : contre les nationalismes, pour les nationalités ;
Le Saint-Siège s'oppose aux nationalismes*

Pendant la Grande Guerre, Benoît XV a appelé à la paix et s'est opposé aux nationalismes mais il a mécontenté les belligérants et le Saint-Siège a été tenu à l'écart des négociations de Versailles, les vainqueurs respectant l'engagement pris avec le gouvernement italien en 1915. Dans l'encyclique *Pacem Dei munus* du 23 mai 1920, Benoît XV déplore que les traités de Versailles et de Saint-Germain n'aient pas « extirpé les germes des anciennes discordes » et déclare que la paix est « le plus beau don de Dieu ». Toutefois il manifeste son intérêt pour la Société des Nations. Deux ans et demi plus tard dans sa première encyclique « *Ubi Arcano Dei* », Pie XI constate que « la paix a été consignée en des instruments diplomatiques, elle n'a pas été gravée dans les cœurs ».

Le Saint-Siège ayant été particulièrement choqué par le nationalisme des périodiques missionnaires et par l'expulsion des prêtres des pays vaincus de leurs missions, publie le 30 novembre 1919 l'encyclique « *Maximum illud* » qui qualifie le nationalisme des missionnaires européens outre-mer de « peste affreuse », et préconise le recrutement et la formation des clergés indigènes capables d'encadrer et de diriger les églises locales. Pour surmonter l'opposition de nombreux missionnaires européens, Pie XI nomme dès 1922 Mgr Celso Constantini délégué apostolique en Chine et publie en 1926 l'encyclique *Rerum Ecclesiae* qui insiste sur les capacités intellectuelles des indigènes. Le 28 octobre 1926, il sacre à Saint-Pierre les six premiers évêques chinois et en 1927 le premier évêque japonais. Trente ans plus tard, l'Église catholique ne sera pas prise de court par la décolonisation en Afrique, car elle aura formé des clergés indigènes.

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

La reconnaissance des nationalités, la politique des concordats et la pacification avec l'Italie

La diplomatie pontificale dirigée par le cardinal Gasparri de 1914 à 1930 est plus heureuse dans la paix que dans la guerre. Sous Benoît XV (1914-1922), le nombre des États représentés au Vatican passe de 14 à 27 et le mouvement continue sous Pie XI. Des concordats sont signés avec la Lettonie (1922), la Bavière (1924), la Pologne (1925), un *modus vivendi* avec la Tchécoslovaquie (1928) puis des concordats avec la Prusse (1929), l'État libre de Bade (1932), l'Autriche (1933). Les États obtiennent généralement la mise en concordance des circonscriptions ecclésiastiques et des nouvelles limites politiques et un droit de consultation avant les nominations épiscopales faites par le Saint-Siège. L'Église se voit garantir les libertés de culte, d'enseignement, de congrégation. Deux concordats avec des États totalitaires, l'Italie de Mussolini en 1929 et l'Allemagne de Hitler en 1933, ont suscité des polémiques, mais ils ont accordé à l'Église des garanties précises, qui si elles ne sont pas respectées permettent de protester contre leur violation et d'émouvoir l'opinion. Deux encycliques seront consacrées à ces protestations et à la critique des idéologies concernées, *Non abbiamo bisogno* pour l'Italie fasciste dès 1931 et *Mit brennender Sorge* pour l'Allemagne de Hitler en 1937.

L'ouverture d'esprit des papes se manifeste à l'égard de deux nations victorieuses, la France et l'Italie. En France, les députés républicains renouent avec le Saint-Siège « sans passer par Canossa » (selon le radical de Monzie) en votant l'échange d'un ambassadeur et d'un nonce en 1921. Après une négociation complexe, le contentieux issu de la Séparation est apuré par la création des associations diocésaines approuvées par le Conseil d'État français et par l'encyclique *Maximam gravissimamque* du 18 janvier 1924. Si la victoire du Cartel des gauches aux élections de mai 1924 fait craindre une nouvelle rupture avec le Saint-Siège, l'immense protestation des hommes dans la Fédération nationale catholique dirigée par le prestigieux général de Castelnau fait reculer les anticléricaux. Dès le 4 décembre 1926 un accord est conclu entre le Saint-Siège et le gouvernement modéré de Poincaré sur la protection des chrétiens d'Orient confiée à la France. Après la condamnation de l'*Action française* en 1927, le cardinal Gasparri rappelle en 1928 que les consignes de ralliement à la République données en 1892 restent toujours valables. L'appui du Saint-Siège à la politique de paix de Briand achève de gagner les milieux gouvernementaux français et

les deux victoires de la gauche aux élections de 1932 et de 1936 ne s'accompagnent pas d'une reprise de la politique anticléricale.

Entre la France et le Saint-Siège la concorde sans concordat inaugurée en 1924 dure toujours. Entre l'Italie et le Saint-Siège, les relations demeurent bonnes, le concordat de 1929 ayant été modifié en 1984. Mais ici, l'événement le plus spectaculaire est la solution de la question romaine en 1929 avec les fameux accords du Latran qui incluent d'ailleurs le concordat. Face au gouvernement libéral anticléricale italien qui l'a exclu de la conférence de la paix, le Saint-Siège joue d'abord l'apaisement en permettant aux catholiques de participer à la vie politique italienne : le parti populaire de Don Sturzo, ancêtre de la démocratie chrétienne, obtient une centaine de sièges aux élections de 1919. Benoît XV lève l'interdiction faite aux souverains catholiques de rendre visite au roi d'Italie pour être reçus au Vatican. Lorsque, après la crise sociopolitique qui sévit en Italie, le fascisme conquiert le pouvoir, Mussolini cherche un accord avec l'Église pour consolider son autorité. Le traité du Latran signé le 11 février 1929 entre le cardinal Gasparri et Benito Mussolini porte reconnaissance et organisation de l'État de la Cité du Vatican, qui a «juridiction souveraine» sur 44 hectares. La Papauté qui renonce aux anciens États pontificaux reçoit de l'État italien un dédommagement financier : «ce minimum de territoire qui suffit à l'exercice de la souveraineté» constitue un «état support» d'une mission religieuse, état reconnu internationalement. Pour promouvoir la paix dans le monde, l'avenir le confirmera, au-delà de la terrible Seconde Guerre mondiale, cet état minuscule dépourvu d'armée, par sa diplomatie de plus en plus présente dans l'univers et par son enseignement pacificateur, est beaucoup plus crédible que les anciens états pontificaux⁷.

Le protestantisme : la protestation barthienne et l'œcuménisme

La défaite perturbe profondément le protestantisme allemand, séduit par le nationalisme, la nostalgie impériale d'origine médiévale, voire le mythe d'une germanité aux relents néopaiens et racistes. Protégée comme l'Église catholique par la Constitution de Weimar et par divers contrats conclus avec les États allemands, symétriques

7. Yves-Marie HILAIRE, *Histoire de la papauté*, «La Papauté face à la Première Guerre mondiale et aux nationalismes (1914-1939)», chapitre XX, Paris, 2^e éd., Tallandier-Seuil, 2003.

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

des concordats catholiques, l'Église évangélique, ancienne Église d'État, se veut Église du peuple plus ouverte aux laïcs, mais dont les autorités s'efforcent de marginaliser les courants pacifistes. De son côté, le protestantisme français se divise politiquement entre une droite très patriote et une gauche pacifiste, ouverte à l'objection de conscience, mais il recherche une unité interne réalisée en 1938.

En Allemagne cependant une protestation destinée à un grand avenir provient d'un pasteur théologien suisse, Karl Barth (1886-1968) qui désavoue dès 1914 les professeurs de théologie qui avaient été ses maîtres parce qu'ils affirment publiquement leur accord avec la politique de guerre de l'empereur Guillaume II. Il rejette leur théologie allemande de combat anthropocentrique et d'origine libérale. Il voit dans le massacre aggravé par la guerre industrielle la mise en question de l'idéologie scientiste du progrès. Dans son *Commentaire sur l'Épître aux Romains* de 1919, il refuse toute politisation du divin, Dieu étant « tout autre ». La Parole de Dieu contenue dans la Bible fait irruption dans le monde et rejoint l'homme car elle est toujours actuelle. La Grande Guerre a déconsidéré les idéologies libérale et scientiste qui portaient de l'homme. Or Dieu se manifeste par sa Parole et ne se confond pas avec le devenir historique de l'humanité. Professeur aux universités de Göttingen (1922), Münster (1926) et Bonn (1930), Barth poursuit une œuvre théologique immense et sera en 1933-34 à l'origine de l'Église confessante opposée aux Chrétiens allemands gagnés au nazisme. Expulsé d'Allemagne en 1935, professeur à Bâle, il influence le mouvement allemand antinazi. Sa pensée est introduite en France par le pasteur Pierre Maury et elle inspirera la Résistance protestante française. Après la Seconde Guerre mondiale, Barth sera l'un des promoteurs du Conseil œcuménique des Églises créé à Amsterdam en 1948.

En effet avec le barthisme, l'autre grande nouveauté marquée par la Grande Guerre dans le monde protestant est le mouvement œcuménique qui commence à s'organiser et souhaite contribuer à développer la paix entre les nations. Il s'inspire du modèle des débats de la Société des Nations à Genève. Après le prélude de la conférence d'Édimbourg en 1910 qui a rapproché les missions anglicanes et protestantes de diverses obédiences trop souvent rivales voire antagonistes sur des questions de doctrine, divers projets de rencontre sont interrompus par la guerre. L'évêque américain Charles Brent (1862-1929), missionnaire aux Philippines, pense à une unité qui se construirait à partir de thèmes doctrinaux communs sur lesquels les conférences de la communion anglicane de Lambeth travaillent régulièrement depuis 1867. À la rencontre de Lambeth en

1920 un appel est lancé à tout le peuple chrétien. Brent, qui a créé dès 1910 le mouvement «*Faith and Order*», *Foi et Constitution*, organise à Genève en 1920 une première réunion internationale où se rassemblent anglicans, protestants, orthodoxes, arméniens. La première grande conférence internationale a lieu à Lausanne en 1927 avec des délégués de 127 églises. La délégation orthodoxe, conduite par le métropolite d'Athènes Germanos, qui avait parmi ses 22 membres le grand théologien Serge Boulgakov, propose un programme d'unité doctrinale qui n'est pas retenu, ce qui entraîne l'abstention de la délégation lors du vote des rapports.

Les difficultés prévisibles rencontrées par l'initiative des anglicans semblaient justifier une autre approche, celle de l'archevêque luthérien d'Uppsala Nathan Söderblom (1866-1931). Du fait de la théorie luthérienne des deux royaumes, le temporel celui des hommes réglant les problèmes de société, le spirituel celui de Dieu ayant trait aux questions de confession de foi, la voie était ouverte au «*Christianisme pratique*», «*Vie et Activité*», qui pouvait rapprocher les Églises dans les domaines caritatif et social. Après des essais infructueux de rencontres, d'abord le 2 août 1914, puis en 1917 – mais ne viennent alors en Suède que quelques Allemands – ensuite en 1919 – les protestants français sont absents – *Vie et Activité* tient enfin une grande conférence à Stockholm en août 1925 pour manifester au monde «la paternité de Dieu» et «la fraternité des hommes»: 600 délégués représentent 128 églises protestantes ou orthodoxes. Les problèmes des relations internationales y sont traités en tenant compte des débats de la Société des Nations. Les Allemands viennent nombreux et dialoguent avec leurs adversaires de 1914-1918. Les Grecs orthodoxes participent activement aux discussions. Les catholiques, méfiants, craignant un panchristianisme, sont absents malgré les rencontres entre anglicans et catholiques de Malines (1921-1925) autour du cardinal Mercier, considéré par tous comme un héros de la guerre. Ils ne commenceront à envoyer des observateurs qu'aux rencontres d'Oxford et d'Édimbourg en 1937, mais à cette date le gouvernement nazi interdira aux protestants allemands de se rendre à Édimbourg.

Orthodoxes et Arméniens

La révolution bolchevique russe, née de la Grande Guerre, engage une terrible persécution contre les Églises chrétiennes qui dure une vingtaine d'années jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. L'Église

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

orthodoxe a subi alors la plus longue et la plus dramatique persécution du XX^e siècle qui a fait des dizaines de milliers de martyrs. En revanche les immigrés russes arrivent en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Ils sont nombreux en France – 72 000. Dès 1922 ils transforment leur église parisienne en cathédrale et créent en 1926 l'Institut Saint-Serge, séminaire et école de théologie où enseigna un grand intellectuel, Serge Boulgakov, très ouvert à l'œcuménisme.

Les Arméniens rescapés du génocide bénéficient de la protection de la puissance mandataire française en Syrie et au Liban où ils se sont d'abord réfugiés, puis ils débarquent par milliers à Marseille à partir de 1922. Ils s'établissent nombreux dans les trois grandes agglomération, Marseille, Lyon et Paris, et ont bientôt deux évêchés, l'un à Marseille, l'autre à Paris. La qualité de leur liturgie et la perfection de leurs chants impressionnent les Français.

Juifs et Musulmans

Pendant la Grande Guerre dans les divers pays, le prix du sang versé à la patrie attestait la loyauté nationale des juifs. Il fut oublié ou minimisé par l'extrême droite au lendemain de la guerre dans les pays vaincus, notamment en Allemagne et en Hongrie. À partir de 1919, la publication dans le monde occidental des *Protocoles des Sages de Sion*, faux antisémite forgé vers 1900 par la police tsariste, est largement diffusé par les nationalistes allemands qui expliquent les révolutions bolcheviques russe, allemande et hongroise de 1917-1920 par un complot juif. En France les milieux d'*Action française* répandent ce pamphlet. La République de Weimar est entachée à ses débuts par les très nombreux assassinats d'hommes politiques commis par les groupes d'extrême droite, en particulier par celui d'un homme d'État d'origine juive Walter Rathenau en 1922. L'antisémitisme devient une obsession chez Hitler qui rédige en prison en 1926 son ouvrage doctrinal *Mein Kampf* qui dénonce les Juifs comme responsables des malheurs du peuple allemand dans une perspective strictement raciste.

Le Foyer national juif prévu par la Déclaration Balfour de 1917 se met en place dans le cadre du mandat donné à la Grande-Bretagne sur la Palestine par la Société des Nations et entre en application après le traité de Lausanne de juillet 1923, mais certains Arabes considèrent ce Foyer juif comme une menace. Fuyant les persécutions dont ils sont l'objet dans plusieurs pays d'Europe centrale, les immigrants juifs

affluent en Palestine. Le mouvement sioniste crée en 1929 l'Agence juive qui intensifie les achats de terre, ce qui entraîne une réaction violente du comité arabe et les incidents sanglants se multiplient. Les Juifs refusent toute limitation de l'immigration. Le processus qui conduit à une hostilité vive et durable entre Juifs et Arabes musulmans est enclenché. À proximité de la Terre Sainte des trois religions abrahamiques, le puissant royaume d'Arabie Saoudite qui garde les Lieux saints de l'islam est fondé en 1932 par le prince Ibn Saoud, imam des wahhabites, allié des Anglais. Le wahhabisme est un mouvement religieux rigoriste et intolérant créé au XVIII^e siècle qui pratique une application littérale et parfois fanatique de la législation musulmane et qui alimente l'extrémisme musulman à l'extérieur du royaume.

Émergence du militantisme religieux chez les laïcs

La Grande Guerre accélère un mouvement qui a commencé auparavant dans les milieux chrétiens et juifs : le passage de l'homme d'œuvres et de la dame patronnesse issus principalement de la noblesse et de la bourgeoisie au militant et à la militante. Ceux-ci proviennent de toutes les classes sociales et sont appelés à constituer des élites qui, formées religieusement et humainement, invitent les masses à participer avec elles à une attestation religieuse, à une action sociale, voire à un engagement politique. Ne nous laissons pas impressionner par les discours trop médiatisés sur les « années folles ». La conscience d'une crise de civilisation consécutive à la Grande Guerre est assurément présente dans la littérature et les arts des deux côtés du Rhin. Le géographe français Albert Demangeon décrit *Le Déclin de l'Europe* (1920) et l'écrivain allemand Oswald Spengler dépeint *Le Déclin de l'Occident* (1918-22). Le jeune Henri-Irénée Marrou, conscient que les civilisations sont mortelles, se consacre à l'étude d'une mutation de civilisation, celle de l'Antiquité tardive. Si l'Allemagne sort de la crise de l'après-guerre en 1924 seulement pour replonger dans la crise mondiale en 1930, la reconstruction de la France, aidée par l'immigration de familles italiennes et polonaises catholiques, progresse assez vite et la crise mondiale n'atteint cette vieille nation encore très rurale qu'en 1932.

Deux domaines marqués par la Grande Guerre méritent d'être explorés des deux côtés du Rhin : l'émergence des intellectuels catholiques et l'essor des mouvements chrétiens et juifs de laïcs dans

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

deux pays où la place des catholiques dans la vie politique demeure différente. En Allemagne les catholiques participent à presque tous les gouvernements de la République de Weimar de 1919 à 1932 et y développent une politique sociale moderne (assurance chômage ; arbitrage de l'État dans les conflits sociaux), jusqu'à ce que la vague national-socialiste submerge électoralement l'Allemagne protestante en 1932-33. En France les parlementaires catholiques, très marginalisés dans la vie politique depuis 1877 mais ralliés très majoritairement à la République victorieuse, retrouvent quelque influence au Parlement à propos des questions familiales du fait de la crise démographique aggravée par les pertes de la Grande Guerre : Jean Lerolle et Georges Pernot, deux parlementaires catholiques, font voter pendant les années trente les premières grandes lois sur les allocations familiales.

Pour comprendre un aspect important du climat des années vingt, il faut rappeler les tentatives de rapprochement franco-allemand et européen initiées par les catholiques. Le plus audacieux, Marc Sangnier, accueille dès 1921 à Paris un congrès pour la paix rassemblant des délégations de 21 nations victorieuses et vaincues : « c'est le plus grand acte qui a été accompli depuis l'armistice », commente le protestant Charles Gide. Sangnier récidive plusieurs fois dans plusieurs villes européennes – en 1923 à Fribourg-en-Brisgau –, et en août 1926 il rassemble à Bierville 6 000 jeunes avec une notable représentation des Allemands. De leur côté les démocrates chrétiens multiplient les rencontres. Dès l'été 1921, Konrad Adenauer accueille à Cologne les dirigeants du parti populaire italien Luigi Sturzo et Alcide de Gasperi. À partir de 1925, le secrétariat international des partis démocrates chrétiens dont l'un des fondateurs est l'ancien combattant français, futur député, Ernest Pezet, organise des conférences annuelles. Deux d'entre elles se tiennent à Cologne en 1927 et en 1932 sous l'égide du maire Konrad Adenauer. Celui-ci rencontre pour la première fois le député de la Moselle Robert Schuman en 1927. Malgré des tensions entre délégués français et allemands à la recherche des « États-Unis d'Europe », la résolution finale de la conférence de Cologne en 1932 évoque une coopération économique et politique européenne susceptible de créer « un marché commun⁸ ».

8. Roberto PAPINI, *L'internationale démocrate chrétienne, 1925-1986*, Paris, Éditions du Cerf, 1988 (éd. française).

L'émergence des intellectuels catholiques

«Le retour d'exil des catholiques allemands» qui avaient été victimes du Kulturkampf bismarckien, tel est le titre de trois articles de Peter Wust dans la *Kölnische Zeitung* en 1924. Il fait allusion au rôle politique des catholiques mais aussi à leur influence culturelle sensible notamment depuis la création de la revue *Hochland* en 1903 par Karl Muth qui dès 1920 a lancé un appel à l'entente internationale des catholiques. Une certaine effervescence intellectuelle et spirituelle s'observe autour de quelques maîtres. Deux ecclésiastiques ont un grand rayonnement. Romano Guardini, artisan du renouveau liturgique (*De l'esprit de la Liturgie*, 1918), qui fait découvrir un lieu de parole et de signification à un monde déboussolé par la guerre et la défaite, et lance un mouvement de jeunesse, les *Quickborn* que le Père Doncoeur imitera en France en créant les Cadets. Un disciple de Guardini, Paulus Lenz-Medoc milite pour la paix avec Marc Sangnier. De son côté Joseph Kentenich fonde en 1919 le mouvement apostolique de Schönstatt, hostile au nationalisme et au nazisme qui l'enverra séjourner trois ans à Dachau. Plusieurs convertis d'origine juive sont marqués profondément par la guerre : Max Scheler (1874-1928), qui a médité sur la catastrophe (*Guerre et reconstruction*, 1916 ; *Le Renversement des valeurs*, 1919) est un penseur phénoménologue et personnaliste qui exerce une large influence sur Édith Stein, Dietrich von Hildebrandt et le futur cardinal Wojtyła. Édith Stein se dévoue auprès des blessés et admire l'espérance chrétienne d'une amie dont le mari a été tué. Assistante de Husserl, elle recherche la vérité grâce à la méthode phénoménologique et se convertit au catholicisme après avoir lu la Vie de Sainte Thérèse d'Avila. Philosophe estimée, elle publie en 1929 *La Phénoménologie de Husserl et la Philosophie de Saint Thomas d'Aquin*. Exclue de l'enseignement par les nazis, devenue carmélite, elle rédige une œuvre mystique *La Science de la Croix* et meurt à Auschwitz en 1942. Retenons enfin deux grands écrivains patriotes mais hostiles au nazisme, Gertrud von Le Fort, romancière d'origine huguenote, convertie au catholicisme, auteur de la *Dernière à l'échafaud*, (1931), qui inspirera à Bernanos son *Dialogue des Carmélites* et Reinhold Schneider (1903-1958), auteur de romans historiques très lus ressuscitant un Moyen Âge un peu idéalisé marqué par une haute spiritualité et respectueux de la morale⁹.

9. Paul COLONGE et Rudolph LILL, *Histoire religieuse de l'Allemagne contemporaine*, Paris, Éditions du Cerf, 2000.

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

En France la renaissance intellectuelle catholique au lendemain de la Grande Guerre, entravée avant-guerre par la crise moderniste, apparaît évidente aujourd'hui aux historiens. Le journaliste Gaëtan Bernoville fonde en 1921 la Semaine des écrivains catholiques et dirige une revue brillante les *Lettres* qui organise des controverses. Tandis que le génie de Paul Claudel commence à être reconnu, François Mauriac, ancien membre du Sillon, fait éditer en 1922 ses premiers romans, *Le Baiser au lépreux* et *Génitrix*, et Georges Bernanos, admirateur de Maurras, ancien combattant plusieurs fois blessé, sensible aux grands affrontements de son temps, publie le sien, *Sous le soleil de Satan* en 1926. Plusieurs « jeunes maîtres » sont des anciens combattants, tels les maurrassiens royalistes Henri Massis, fervent admirateur de Psichari, et Henri Ghéon, « homme né de la guerre », récit de sa conversion (1919), auteurs du *Manifeste de l'intelligence* en 1919 auquel répond en 1922 le *Procès de l'intelligence* rédigé par le philosophe républicain personnaliste Paul Archambault, jeune officier en 1918, directeur à partir de 1924 des *Cahiers de la Nouvelle Journée* dans lesquels les disciples de Maurice Blondel traitent largement de l'actualité intellectuelle. En 1927 un cahier, apprécié par le pape Pie XI, est consacré à un « grand débat catholique et français, témoignages sur l'*Action française* » dont l'idéologie est critiquée par le jeune agrégé d'histoire Georges Bidault qui, lors du congrès de l'ACJF de 1925, avait vivement mis en cause le « Politique d'abord » maurrassien. La condamnation de l'*Action française* par la Papauté en 1926-27 a fait évoluer le philosophe thomiste Jacques Maritain, naguère compagnon de route du nationalisme intégral, qui est reçu par Pie XI et oppose dès 1927 *La Primauté du Spirituel* au « Politique d'abord » maurrassien.

La guerre a marqué Étienne Gilson combattant de 14, prisonnier pendant trois ans de 1916 à 1918, élu professeur d'histoire des philosophies médiévales à la Sorbonne en 1921. Ayant montré dans sa thèse ce que Descartes devait à la scolastique (1913), il fait découvrir à ses élèves la diversité de la pensée médiévale, ses premiers ouvrages portant sur Augustin, Bernard, Thomas, Bonaventure et il diffuse ensuite ses découvertes à Bruxelles, Harvard, Toronto et au Collège de France à partir de 1932. Le Père Marie-Dominique Chenu suivra la voie qu'il a ouverte et plusieurs « théologiens en veston » s'inspireront de ses travaux.

Le groupe « tala » de l'École Normale Supérieure, très frappé par la guerre, puisque parmi les 31 membres de 1913-14, 18 meurent au combat, retrouve sa vitalité autour du lazariste M. Portal, son aumônier, en 1919, avec 45 membres, survivants ou nouveaux élèves.

L'un d'eux, Robert Garric, forte personnalité, officier d'artillerie en 1917-1918, agrégé de lettres en 1918, écrit dans les *Lettres* et la *Revue des Jeunes* et, ayant gardé la nostalgie de la fraternité des tranchées, fonde en 1919 les Équipes sociales qui rassembleront plus de 10 000 adhérents de toute condition.

De l'autre côté de la Manche, deux grands écrivains oxoniens anciens combattants, l'anglican C.S. Lewis et le catholique J.R.R. Tolkien, feront revivre l'épopée au XX^e siècle, l'un avec les *Chroniques de Narnia*, l'autre avec *Le Seigneur des anneaux*¹⁰.

Essor des mouvements chrétiens

Au lendemain de la guerre, les survivants conscients de leur « chance » souhaitent honorer la mémoire de leurs morts et les jeunes veulent être dignes de leurs aînés en se formant spirituellement et civiquement. En 1920 à Londres les participants au premier jamboree international scout acclament leur fondateur le général Baden-Powell. Quelques mois plus tôt le premier congrès de l'après-guerre de l'Association catholique de la Jeunesse française (ACJF) s'est tenu à Paris. Une cérémonie d'hommage aux nombreux morts du mouvement a lieu à Notre-Dame en présence du maréchal Foch. Le président des cercles de Metz est le nouveau député de la Moselle, Robert Schuman ; le vice-président de l'ACJF, Charles Flory, blessé de guerre, traite des « campagnes d'idées » que le mouvement doit lancer à propos des relations Saint-Siège-Église-État que les gouvernements de 1920 à 1924 amélioreront très sensiblement ; dans le meeting à la mémoire d'Albert de Mun, le général de Castelnau parle « au milieu d'un enthousiasme déchaîné », selon le délégué de Brive, Edmond Michelet, qui fait le récit du congrès¹¹. Quatre ans plus tard, le général de Castelnau mobilisera sans peine les fédérations d'ACJF dirigées encore assez souvent par des anciens combattants pour que tous les aînés rejoignent la Fédération nationale catholique qu'il fonde afin de faire échec aux projets anticléricaux du Cartel des Gauches. 1920 voit aussi la naissance des Scouts de France fondés par le Père Sevin avec l'appui des généraux de Maudhuy et Guyot

10. Gérard CHOLVY et Yves-Marie HILAIRE, *Religion et société en France, 1914-1945*, Toulouse, Privat, 2002 ; Jean-Robert ARMOGATHE et Yves-Marie HILAIRE, *Histoire générale du Christianisme du XVI^e siècle à nos jours*, Paris, PUF, 2010, pp. 849-981, voir les contributions de Michel FOURCADE, Pierre-Yves KIRSCHLEGER, Yves-Marie HILAIRE.

11. Archives du Centre Edmond Michelet, Brive, 5 EM 3. Edmond Michelet entrera en Résistance le 17 juin 1940 en diffusant un texte patriotique de Charles Péguy.

Les conséquences religieuses de la Grande Guerre

de Salins. Dès 1923 Albertine Duhamel, qui a perdu son fils unique au front, et qui dirige la première école de rééducation des mutilés, fonde les Guides de France et sera le « Chef Guide » jusqu'à son décès en 1937. Les protestants ont créé les Éclaireurs unionistes de France dès 1911 et les juifs font naître les Éclaireurs israélites en 1923, présidés bientôt par le général Geismar.

En Grande-Bretagne les « groupes d'Oxford » sont en 1921 à l'origine du Réarmement moral, mouvement d'origine protestante à visée œcuménique, éthique et pacificatrice. La même année à Dublin, encore troublée par la guerre civile, Franck Duff fonde la Légion de Marie, mouvement d'origine catholique, spirituel et pacificateur, qui atteint beaucoup de femmes et est destiné à une grande expansion. Dans une Belgique qui se reconstruit, la « pillarisation » de la société entre catholiques, libéraux et socialistes est à son apogée avec la création en 1921 de l'Union des catholiques belges qui fédère les ouvriers, les paysans, les classes moyennes et le parti catholique. Les ouvriers chrétiens français fondent la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) en 1919 au retour de la paix et l'Internationale syndicale chrétienne qui tient son congrès à La Haye en juin 1920 compte alors 3 300 000 syndiqués. En France les Semaines sociales présidées par l'ancien combattant Eugène Duthoit rassemblent des milliers d'auditeurs et acquièrent une réelle notoriété¹².

Ces divers mouvements vont se trouver impliqués en 1939 dans une véritable guerre de civilisation, ce qui n'a pas été le cas de la Grande Guerre malgré les discours passionnés des belligérants. Le scoutisme aura su former des hommes courageux et avisés qui se trouveront plus d'une fois en première ligne lors de la Seconde Guerre mondiale – les scouts polonais seront particulièrement héroïques. Les militants de l'ACJF n'oublieront pas tous la trilogie qui les a formés – piété, étude, action – et beaucoup parmi eux sauront se montrer lucides et vigilants lorsqu'il faudra combattre le nazisme.

Yves-Marie Hilaire, né en 1927, marié 3 enfants, 12 petits-enfants, 4 arrière-petits-enfants, membre du comité de rédaction de *Communio*, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Charles de Gaulle – Lille III. Parmi ses nombreux ouvrages, signalons, sous sa direction, *l'Histoire de la Papauté, 2 000 ans de missions et de tribulations*, rééd. Point, Le Seuil, 2003, dans laquelle il a rédigé le chapitre XX sur les années 1914-1939, et en co-direction avec Jean-Robert Armogathe, *Histoire générale du Christianisme du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, PUF, 2010.

12. Se reporter à la note 10. Sur l'ACJF de 1919 à 1956, se reporter à Alain-René MICHEL, *Catholiques en démocratie*, Paris, Éditions du Cerf, 2006, 726 p. Préface de René Rémond.

Olivier CHALINE

Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification

Le dimanche 3 octobre 2004, le pape Jean-Paul II béatifia cinq serviteurs de Dieu, au nombre desquels se trouvait Charles d'Autriche (1887-1922). Charles I^{er} comme empereur d'Autriche, Charles IV comme roi de Hongrie et Croatie, Charles III comme roi de Bohême¹, il fut le dernier Habsbourg à régner sur l'Europe centrale, du 21 novembre 1916 à des dates diverses selon ses États². Après avoir été relégué dans l'île portugaise de Madère par une conférence des ambassadeurs de l'Entente, il s'éteignit dans la misère, victime d'une pneumonie, le 1^{er} avril 1922, laissant une veuve et huit enfants (le dernier encore à naître). Charles I / IV est passé à la postérité comme le seul chef d'État belligérant de la Première Guerre mondiale à avoir véritablement tenté de rétablir la

1. On trouvera sa titulature complète au début du livre de François FEJTO, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Le Seuil, 1988. La biographie la plus récente en français est celle de Jean SÉVILLIA, *Le dernier empereur : Charles d'Autriche (1887-1922)*, Paris, Perrin, 2009. Sur cette période, voir aussi Bernard MICHEL, *La chute de l'empire austro-hongrois 1916-1918*, Paris, Robert Laffont, 1991.

2. En Autriche, il accepta de se retirer temporairement des affaires publiques le 12 novembre 1918, sans jamais abdiquer formellement. Il devint l'«ancien titulaire de la Couronne», parti en exil en Suisse le 24 mars 1919. Banni du pays, en Hongrie, sans avoir abdicqué, il fut déchu, après sa seconde tentative de restauration, lorsque le parlement vota la loi de déposition du 6 novembre 1921. Pourtant, le pays demeura un royaume gouverné par un régent, l'amiral Horthy qui n'entendait pas céder le pouvoir et s'opposa par deux fois au retour de Charles. Il avait promis aux puissances de l'Entente qu'il n'y aurait pas de restauration des Habsbourg.

paix pendant l'hiver 1917-1918³. Il est le seul chef d'État depuis le Moyen âge à avoir été béatifié. Le geste n'en a que plus de portée, surtout si on considère que son règne s'est arrêté prématurément sur un échec politique complet marqué par la défaite militaire, la disparition de l'État et l'exil du monarque. Qu'est-ce qui a justifié d'ouvrir et de mener à bien une telle procédure pour le dernier empereur? Quelle place occupe son attitude pendant la Première Guerre mondiale dans les raisons avancées pour le béatifier⁴?

Les étapes de la procédure

La procédure s'est déroulée sur un peu plus d'un demi-siècle, de 1949 à 2004⁵. Il n'est pas sans intérêt de noter qu'elle commence dans la Vienne du *Troisième homme*, partagée entre les quatre secteurs d'occupation des Alliés, portant les traces des bombardements de 1945, et qu'elle s'achève, après la disparition du Bloc soviétique, dans la Rome de Jean-Paul II. Dans l'intervalle, les dispositions canoniques régissant les procédures de béatification ont été modifiées. Lorsque la cause est introduite, c'est selon le Code de droit canonique de 1917. Lorsque la béatification est proclamée, Jean-Paul II a établi d'autres règles par la constitution apostolique *Divinus*

3. En langue allemande, la littérature est désormais abondante: Elisabeth KOVÁCS: *Untergang oder Rettung der Donaumonarchie?* Wien, Böhlau, 2004, 2 vol.; Jan Mikrut (Hg.): *Kaiser Karl I. (IV.) als Christ, Staatsmann, Ehemann und Familienvater*, Wien, Wiener Domverlag, 2004; Andreas GOTSMANN (Hrsg.): *Karl I. (IV.), der Erste Weltkrieg und das Ende der Donaumonarchie*, Wien, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 2007.

4. La procédure a déjà fait l'objet d'une étude orientée, quant à elle, vers la vie religieuse de Charles d'Autriche: Giovanni BRIZI: *Das religiöse Leben Karls I. Studium der Akten zum Seligsprechungsprozess*. In: Jan Mikrut (hg.): *Kaiser Karl I. (IV.) als Christ, Staatsmann, Ehemann und Familienvater*, op. cit., pp. 35-90. Mon propos sera donc différent, même si je m'appuie sur les mêmes sources.

5. Je m'appuierai principalement sur les deux très gros volumes de la *Vindobon. Beatificationis et canonizationis servi Dei Caroli e Domo Austriae positio super virtutibus et fama sanctitatis*, Roma, Tipografia Guerra, 1994, 2 vol. Le t. I contient l'*Informatio super dubio. An constet de virtutibus theologalibus Fide, Spe, Caritate tum in Deum cum in proximum, necnon de cardinalibus Prudentia, Iustitia, Temperantia et Fortitudine, iisque adnexis in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur*. Le t. II renferme une série de contributions d'historiens.

Je tiens à exprimer mon amicale reconnaissance à la Société des Bollandistes et en particulier au P. Bernard Joassart sj qui m'a accueilli à Bruxelles et permis de consulter cette imposante publication. Les étapes de la procédure sont clairement précisées dans l'*Informatio super virtutibus*, Cap. II, *L'apparato delle prove*, pp. 18-20.

Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification

perfectionis Magister du 25 janvier 1983. Il a aussi obligé à statuer sur nombre de dossiers en attente depuis longtemps et modifié les usages en rendant les béatifications et les canonisations bien plus importantes, sans doute pour proposer des modèles variés à ses contemporains.

Charles d'Autriche est mort à Madère le 1^{er} avril 1922. L'idée d'une possible béatification semble avoir été particulièrement précoce⁶. Elle inspire les prières des ursulines de Sopron en Hongrie dès l'annonce de la disparition de l'ancien souverain que l'une d'elles connaissait⁷. Une démarche aurait été effectuée en ce sens en 1923 par le président de la République autrichienne, Wilhelm Miklas, auprès de l'archevêque de Vienne, le cardinal Piffli, afin que celui-ci préparât les voies d'une telle procédure⁸. Deux ans plus tard, le groupe de fidèles qui formait une union de prière pour la paix dans le monde en lien avec la mémoire du défunt empereur se constitua officiellement en *Gebetsliga*, sous la forme juridique d'une pieuse union, le 9 juin 1925⁹. Grâce à l'évêque Sigmund Waitz il devint la *Kaiser-Karl-Gebetsliga für den Weltfrieden*. L'ouverture d'une procédure de béatification fut un de ses objectifs, même si celle-ci était encore prématurée. Elle n'en fut pas moins d'ores et déjà préparée par la collecte de témoignages et la rédaction d'une biographie.

Mise en sommeil après l'Anschluss puis pendant la Seconde Guerre mondiale, la Ligue de prière reprend ses activités à Vienne en 1947. Dans le contexte de guerre froide, dans une Autriche occupée

6. Les circonstances de sa fin et sa piété frappèrent certains esprits qui tinrent sa mort pour un sacrifice expiatoire offert pour ses peuples. Au monastère augustin de Klosterneuburg près de Vienne, une peinture de Robert Wosak représente un crucifié qui a les traits de Charles d'Autriche (sans auréole), une deuxième silhouette d'homme en croix se profilant derrière.

7. En 1895, le jeune archiduc Charles avait rencontré une religieuse ursuline de cette communauté, la Mère Vincente, mystique et stigmatisée. Elle fit savoir au dominicain Geggerle en charge de l'instruction religieuse du jeune homme que celui-ci deviendrait empereur, souffrirait beaucoup et serait en butte aux attaques du mal. Il fallait donc, par conséquent, prier fortement pour lui. Précisons qu'à cette date, l'archiduc héritier était, depuis 1889, François-Ferdinand. Une union informelle de prière se mit en place autour de la mère de Charles, l'archiduchesse Marie-Josèphe, ses membres s'engageant à aller à une messe et à communier chaque mois pour l'archiduc. Lorsqu'il devint après Sarajevo l'héritier du trône puis, en 1916, l'empereur et roi, les religieuses de Sopron et les laïcs poursuivirent leur intercession. Voir l'*Informatio super virtutibus*, Cap. I, *Storia della causa del servo di Dio*, p. 13.

8. J'utilise le conditionnel, faute d'avoir pu vérifier l'information, source à l'appui.

9. *Informatio super virtutibus*, Cap. I, *Storia della causa del servo di Dio*, pp. 13-14.

et avec la perspective d'une reprise des hostilités en Europe, l'accent fut mis sur les prières pour la paix mondiale confiée à Charles d'Autriche et pour l'ouverture d'une procédure à son propos. Cette demande n'émana pas de la famille du défunt mais de la Ligue¹⁰. Un premier postulateur fut nommé le 16 février 1949, et très peu de temps après, les deux présidentes de la Ligue furent reçues par le pape Pie XII. Le 6 avril suivant, la Sacrée congrégation des Rites permit à l'archevêque de Vienne d'instruire le procès informatif, à Vienne ainsi qu'à Funchal, lieu du décès. Le 3 novembre 1949, Radio-Vatican faisait connaître l'introduction de la cause. Charles d'Autriche était désormais qualifié de « serviteur de Dieu ».

La procédure ordinaire de béatification selon le Code de droit canonique de 1917 prévoit d'abord une phase diocésaine sous l'autorité de l'Ordinaire du lieu, en l'occurrence l'archevêque de Vienne, le cardinal Innitzer¹¹. C'est lui qui engage la procédure et qui instituera puis présidera le tribunal. Le demandeur est ici la *Gebetsliga* qui souhaite l'introduction de la cause et est représentée par le postulateur qui mènera la procédure. Le promoteur de la foi (« l'avocat du diable »), ici le Dr. Franz Arnold, veillera au respect du droit et émettra, si besoin est, des objections. Sous l'autorité de l'Ordinaire, il est procédé à la collecte des écrits, publiés ou non, de la personne dont il est question d'introduire la cause, afin de les envoyer à la Sacrée Congrégation des Rites. Un procès informatif est ouvert sur la réputation de sainteté, le martyre supposé ainsi que les miracles allégués. C'est pourquoi il faut recueillir les témoignages. Un troisième examen consiste à vérifier qu'il n'y a pas eu de culte public, ce qui conduit à la visite du lieu de sépulture, dans le cas présent Madère. Les pièces seront transmises à la Sacrée Congrégation des Rites. Déjà celle-ci, à la requête de l'Ordinaire, a nommé un cardinal ponent qui sera le rapporteur de la cause.

Du 11 juillet 1949 au premier avril 1954, l'archevêque de Vienne instruisit le procès informatif, tandis qu'étaient menés des procès rogatoires en divers endroits (Luxembourg, New York, Fribourg, Paris, Le Mans et Funchal). De 1949 à 1954, 86 témoins furent interrogés et ils s'exprimèrent en allemand, français, anglais et espagnol.

10. Les deux histoires s'entremêlent désormais, celle de la procédure et celle de la Ligue, celle-ci publiant régulièrement à partir de 1953 des articles sur Charles I^{er}. Le site internet de la *Kaiser-Karl-Gebetsliga für den Weltfrieden* offre une abondante documentation.

11. R. NAZ, « Causes de béatification et de canonisation », *Dictionnaire de droit canonique*, Paris, 1942, t. 3, col. 10-37.

————— *Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification*

Le plus grand nombre, 60, furent entendus à Vienne entre 1950 et 1954. Pour les deux tiers, ils étaient laïcs. Les 4/5^e des personnes interrogées étaient des témoins oculaires. 16 témoins appartenaient à la famille impériale ou aux Bourbon-Parme, la famille de la veuve de Charles d'Autriche. L'impératrice-reine Zita donna un substantiel témoignage qui fait plus de 170 pages¹².

La procédure diocésaine est ensuite examinée à Rome.

Le 22 mai 1954, les actes du procès viennois furent remis à la Sacrée Congrégation des Rites. Ils formaient douze gros volumes. Le Saint-Office donna son «*Nihil obstat*» le 7 mai 1955. Précisons à propos du contexte que huit jours plus tard était signé à Vienne, au Palais du Belvédère, entre les quatre puissances occupantes et le gouvernement autrichien, le Traité d'État autrichien «pour le rétablissement d'une Autriche indépendante et démocratique» qui ne tarda pas à se déclarer neutre.

La procédure prévoit la révision des écrits par deux experts qui vérifieront leur orthodoxie, tandis que le promoteur de la foi fait de même. Il faut un délai de dix ans après l'envoi des pièces à Rome pour que le procès informatif soit révisé. Le promoteur de la foi formulera alors ses objections. Si la Congrégation rend un avis positif, le pape pourra signer le décret d'introduction de la cause, ce qui dessaisit l'Ordinaire. La sentence que celui-ci a rendue dans le procès *de non cultu* est confirmée ou infirmée. Les lettres rémissoriales qui sont alors signées instituent un tribunal pour l'instruction du procès apostolique portant sur l'héroïcité des vertus et sur les miracles. Le promoteur de la foi intervient à nouveau. La *positio*, qui contient l'ensemble des pièces, est transmise à la Sacrée Congrégation des Rites dont une commission comprenant le cardinal ponent et le promoteur de la foi, examine la validité du procès apostolique et rend son avis. Le pape valide ou non ce procès.

Les écrits de Charles d'Autriche furent donc examinés par deux censeurs théologiens qui les jugèrent orthodoxes. Le premier *votum* fut rendu le 21 décembre 1955 et complété le 18 juin 1957. Le second date du 24 juillet 1957. Ils furent présentés le 21 décembre 1965, lors d'une congrégation ordinaire de la Sacrée congrégation des Rites, par le cardinal Bea qui déclara «*Nihil obstat*». Mais, dans la discussion, certains points de la vie privée de Charles

12. Dans le *Summarium testificale, ex proc. Rog. Luxelburg. Ann. 1949-1950 adornato*, le troisième témoin est l'impératrice, qualifiée de «témoin principal de tous les procès» (p. 533), pp. 532-767.

d'Autriche ayant soulevé des difficultés¹³, il fut décidé que «*Positio super scriptis Servi Dei ponatur in folio*» et que l'on complèterait la collecte des écrits. Le 27 janvier 1966, le cardinal-préfet Larraona fit part de la discussion au pape qui approuva que l'on mît la question «*in folio*».

Le 12 mars 1968, le Promoteur de la Foi présenta ses *Adnotationes*.

Le 19 mai 1969, l'archevêque de Vienne transmet sous pli à la Sacrée Congrégation pour les causes des saints (qui a succédé à la Sacrée Congrégation des Rites) le supplément des écrits. Après l'ouverture de ce pli le 22 octobre suivant, ces textes furent confiés à des censeurs théologiens dont les *Vota* furent consignés les 31 décembre 1970 et 9 mars 1971.

Le 1^{er} avril 1972, soit à cinquante ans de la mort du serviteur de Dieu, son tombeau fut ouvert et sa dépouille examinée. Elle fut trouvée en bon état de conservation, puis vêtue d'un nouvel uniforme et déposée dans un nouveau cercueil. L'ouverture du tombeau avait été réalisée en présence d'une commission présidée par Mgr Wechner, évêque de Feldkirch et de deux fils du défunt, l'archiduc Otto et son cadet l'archiduc Rodolphe.

En novembre 1971 la Tipografia Guerra à Rome avait imprimé la *Positio* avec les *Vota theologorum Censorum super scriptis servi Dei nuper inventis*. Certains points demeurant obscurs en novembre 1973, leur résolution fut renvoyée après l'année sainte de 1975. En décembre 1976, le postulateur demanda à ce que fussent examinées les difficultés du «*Ponatur in folio*». Leur examen s'acheva à l'automne 1977 lorsque le sous-secrétaire de la Sacrée Congrégation, Mgr Frutaz, estima écartées toutes les accusations.

Cinq ans plus tard entra en vigueur le nouveau Code de droit canonique qui comprenait les modifications des procédures de béatification et de canonisation décidées par Jean-Paul II dans la constitution apostolique *Divinus perfectionis Magister* du 25 janvier 1983.

En 1994, la *Positio* fut éditée à Rome en deux forts volumes totalisant 2 650 pages. L'année suivante, les experts historiens de la Congrégation pour la cause des saints examinèrent la documentation rassemblée et un groupe de six théologiens eut à répondre à la question «*Charles d'Autriche fut-il vertueux à un degré héroïque ?*».

13. À ce stade de la procédure, il y eut à examiner des témoignages et statuer dessus, concernant des relations sexuelles préconjugales du jeune archiduc et une soi-disant liaison avec une femme prétendant avoir été sa maîtresse jusqu'à sa mort en 1922. Cette question, qui pesa sur la procédure dès 1949 ne fut finalement résolue qu'en 1971, à l'avantage du serviteur de Dieu.

Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification

Le 29 octobre 2002, les vertus héroïques du serviteur de Dieu furent reconnues par une commission de 9 théologiens. En parallèle, poursuivant son action, la *Gebetsliga* récolta de très nombreuses lettres de postulations demandant au Saint Père de bien vouloir béatifier le serviteur de Dieu.

La procédure prévoyait l'examen et, s'il y avait lieu, la reconnaissance des miracles. Pour Charles d'Autriche, ce fut la guérison miraculeuse en 1960 d'une religieuse polonaise vivant au Brésil, sœur Maria Zita Gradowska (1894-1989)¹⁴. Après discussion à la Congrégation des Cardinaux et des Évêques, un avis fut remis au pape « à qui seul revient de droit la décision sur le culte ecclésiastique qui peut être rendu à un serviteur de Dieu¹⁵ ».

Le 12 avril 2003, Jean-Paul II proclama l'héroïcité des vertus du serviteur de Dieu qui reçut le titre de « vénérable ». Puis, le 20 décembre suivant, il signa le décret reconnaissant la guérison miraculeuse. La béatification fut prononcée le dimanche 3 octobre 2004. La fête du nouveau bienheureux a été fixée au 21 octobre, date de son mariage avec Zita de Bourbon-Parme¹⁶. Charles d'Autriche fut le 1 338^e bienheureux proclamé par Jean-Paul II.

Du pieux monarque à l'homme d'État chrétien ami de la paix

Lorsque, le 22 février 1949, les deux présidentes de la *Gebetsliga*, la comtesse zu Salm-Reifferschedt et Mme Gehring, eurent audience du pape Pie XII, elles avancèrent comme motifs pour ouvrir une procédure les raisons suivantes : accroître la gloire de Dieu, glorifier l'Église, la protection spirituelle apportée par Charles d'Autriche à l'Autriche menacée et à la paix dans le monde, le bon exemple qu'il donna comme père et mari pour la moralité des familles et de la jeunesse dans des temps difficiles¹⁷. Dans les lettres de postulation rassemblées par la Ligue, le rôle joué en faveur de la paix était mis en avant, comme aussi le souverain chrétien et le père de famille exemplaire.

De quelle manière apparaît l'action de Charles d'Autriche pendant la Première Guerre mondiale dans le procès viennois du début des

14. Voir la *Vindobon. Beatificationis et canonizationis servi Dei Caroli e Domo Austriae positio super miraculo*, Roma, Nova Res, 2003.

15. *CIC* 1983, Normes de procédure pour les causes des saints, p. 310.

16. La cause de l'impératrice-reine a été introduite à son tour.

17. *Informatio super virtutibus*, Cap. I, *Storia della causa del servo di Dio*, p. 15.

années 1950? Les événements historiques ne sont pas envisagés directement. S'ils sont évoqués, c'est uniquement en fonction des rubriques propres à établir l'héroïcité des vertus : *in genere* puis *in specie*. Dans le chapitre VI sur l'héroïcité des vertus *in genere*, on ne trouvera ni la guerre ni la politique, tout au plus l'abolition du duel¹⁸. Il faut attendre le chapitre suivant consacré à l'héroïcité des vertus *in specie* pour découvrir ce qui a été retenu des années de guerre et de gouvernement. La foi, dont il a toujours fait profession publique, a été manifestée par son refus de laisser introduire des communistes en Italie (comme Lénine le fut en Russie), le communisme étant jugé véritablement contraire à la religion et à la prudence, puisque les frontières n'étaient pas susceptibles de protéger d'une idéologie politique¹⁹. À propos de l'espérance, il est dit qu'il n'a jamais vacillé dans sa confiance en Dieu²⁰. La charité est celle des trois vertus théologiques qui donne lieu au plus grand nombre de références à son action pendant la guerre. La charité envers Dieu est illustrée d'une part par le respect de la loi divine, Charles faisant en sorte que ses soldats pussent assister à la messe dominicale²¹ et d'autre part par ses efforts pour faire aimer Dieu par autrui, notamment par la distribution de rosaires aux soldats²². Sa charité envers le prochain s'est exercée en faveur de ses ennemis et de ses persécuteurs et c'est son attitude envers les prisonniers de guerre qui est mise en évidence²³. Parmi les autres vertus, c'est à propos de la justice et d'elle seule que la guerre apparaît une dernière fois. Charles a su faire preuve de justice envers le prochain. Deux épisodes sont retenus : le cas du général von Auffenberg qui avait permis à un spéculateur de s'enrichir et surtout l'amnistie prononcée le 2 juillet 1917 envers tous ceux qui avaient été poursuivis pour s'être opposés à la politique du gouvernement impérial et royal²⁴.

Aussi étonnant que cela puisse paraître à qui connaît les étapes ultérieures de la procédure, l'initiative de paix, pourtant bien présente dans plusieurs témoignages, est absente de la grille de lecture fournie par le procès *super virtutibus*. La figure qui est donnée de

18. Ce chapitre est divisé en trois : *Abitualita* ; *E progredito fino al raggiungimento della Straordinarieta* ; *Arduita*, celle-ci particulièrement dans le cas de l'abolition du duel imposé au corps des officiers réticent ou hostile.

19. Il était explicitement fait référence au témoignage de l'archiduc Otto, § 189, pp. 255-256.

20. § 201, pp. 267-268.

21. § 205, pp. 272-273.

22. § 210, p. 279.

23. § 222-223, pp. 292-295.

24. § 237, p. 310 et § 238, p. 311.

Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification

Charles d'Autriche est celle d'un homme très pieux, ayant pratiqué les vertus de manière héroïque, mari et père de famille exemplaire²⁵, souverain catholique particulièrement éprouvé et qui périt en exil dans le dénuement et la dévotion. Son action, tant dans ses États que sur la scène internationale est reléguée au second plan, voire presque ignorée. En 1954, la politique semble ne pas avoir sa place dans les raisons d'une éventuelle béatification. Est-ce pour détacher la cause de toute équivoque partisane, au moment où l'Autriche s'apprête à retrouver son indépendance ?

Quarante ans plus tard, au début de 1994, au moment de conclure la longue *Informatio super virtutibus*, le P. Ambroise Eszer op, relateur général, récapitulait les formes de l'intérêt désormais suscité par la cause de Charles d'Autriche²⁶. Il notait que, en Autriche même, la perspective d'une béatification n'était plus liée aux seuls milieux conservateurs et monarchistes, et qu'une jeune génération l'envisageait d'une manière à la fois spirituelle et historique, et même purement religieuse. Y compris dans la *Gebetsliga*, la question n'était plus liée nécessairement à celle d'une restauration monarchique. L'intérêt pour Charles d'Autriche était partagé par des milieux très différents qui n'avaient plus rien à voir avec l'ancienne cour de Vienne. « La cause, écrivait-il, est aujourd'hui une affaire purement religieuse ». Quant à ses adversaires, ils se trouvaient aussi bien chez des aristocrates jugeant le dernier empereur trop moderne, que dans la gauche radicale, la maçonnerie internationale ou encore parmi les nazis fanatiques. Le P. Eszer remarquait aussi que les nombreux voyages réalisés dans les anciens pays de la double monarchie par l'impératrice Zita et ses fils avaient contribué à populariser la figure de Charles d'Autriche, ainsi que le grand nombre des grâces attribuées à son intercession. Depuis 1949, *a fortiori* depuis 1922, les temps avaient changé, les esprits aussi.

Au début des années 2000, un déplacement du centre de gravité de la cause devient clairement perceptible. Dans la *Vindobon*.

25. Tout le monde savait fort bien qu'il était en cela à l'exact opposé de son père. Tout au long de la procédure, on ne manqua pas de rappeler le bon exemple maternel et l'environnement de piété dans lequel il fut élevé par sa mère comme par ceux qui eurent en charge son éducation, le P. Geggerle et le comte Wallis (qu'on retrouva aux origines de la *Gebetsliga*).

26. *Informatio super virtutibus*, Cap. X, *Riflessione conclusiva sull'interesse che suscita oggi la causa di beatificazione et canonizzazione di sua maesta Carlo, imperatore d'Austria e re d'Ungheria*, pp. 366-368.

Beatificationis et canonizationis servi Dei Caroli e Domo Austriae positio super miraculo, publiée en 2003 à Rome, sur la guérison miraculeuse survenue fin 1960 de la sœur Maria Zita Gradowska, le bref profil biographique met désormais nettement en évidence son rôle dans les tentatives de paix²⁷. L'homme d'État chrétien apparaît et si c'est le cas, c'est précisément parce qu'il a cherché à mettre un terme à la tuerie généralisée en écoutant les appels du pape Benoît XV. Par rapport à la très grande discrétion sur le politique qui prévalait dans les années 1950, l'inversion est bien avancée.

Elle est complète dans les paroles que Jean-Paul II prononça dans son homélie de béatification du 3 octobre 2004 :

« Le devoir décisif du chrétien consiste à chercher en toute chose la volonté de Dieu, à la reconnaître et à la suivre. L'homme d'État et le chrétien Charles d'Autriche se fixa quotidiennement ce défi. Il était un ami de la paix. À ses yeux, la guerre apparaissait comme "une chose horrible". Arrivé au pouvoir dans la tourmente de la Première Guerre mondiale, il tenta de promouvoir l'initiative de paix de mon prédécesseur Benoît XV.

Dès le début, l'Empereur Charles conçut sa charge comme un service saint à ses sujets. Sa principale préoccupation était de suivre la vocation du chrétien à la sainteté également dans son action politique. C'est pour cette raison que l'assistance sociale avait une telle importance à ses yeux. Qu'il soit un exemple pour nous tous, en particulier pour ceux qui ont aujourd'hui une responsabilité politique en Europe²⁸ ! »

Les vertus politiques sont passées devant celles privées, l'homme d'État avant le chrétien marié et père de famille. C'est l'ordre que l'on retrouve dans son propos du lendemain 4 octobre, devant les pèlerins venus à Rome pour les béatifications proclamées la veille :

« Charles d'Autriche voulut toujours être au service de la volonté de Dieu. La foi fut le critère de sa responsabilité de souverain et

27. *Vindobon. Beatificationis et canonizationis servi Dei Caroli e Domo Austriae positio super miraculo*, Roma, Nova Res, 2003, pp. 1-5.

28. Homélie de JEAN-PAUL II lors de la béatification de Pierre Vigne, Joseph-Marie Cassant, Anne Catherine Emmerick, Maria Ludovica De Angelis et Charles d'Autriche, dimanche 3 octobre 2004.

http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/homilies/2004/documents/hf_jp-ii_hom_20041003_beatifications_fr.html

Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification

de père de famille. À son exemple, que la foi en Dieu détermine l'orientation de votre vie ! Que les Bienheureux vous accompagnent tout au long de votre pèlerinage vers la Maison céleste²⁹ ! »

La béatification de Charles d'Autriche a une triple dimension d'exemplarité qui s'adresse prioritairement aux gouvernants, notamment européens :

– L'attachement profond et sincère à la paix dans les relations internationales ;

– La fidélité au Saint-Siège puisqu'il fut le seul chef d'État belligérant à tenter de mettre en pratique les appels à la paix adressés par Benoît XV ;

– La possibilité d'une vie sainte dans l'action politique, si l'on cherche en tout à accomplir la volonté de Dieu³⁰. Cela suppose de comprendre le pouvoir moins comme une appropriation ou un dû que comme un service.

– À aucun moment dans les textes de la *Positio*, il n'est considéré que l'échec de l'action politique n'ait entaché la valeur religieuse de celle-ci.

Jean-Paul II a porté à son terme, non seulement la cause de Charles d'Autriche mais aussi l'évolution de cette figure. L'ayant trouvée déjà détachée de son contexte politico-religieux initial, expiatoire et réactionnaire, propre à certains milieux des pays de l'ancienne double-monarchie, il a pu lui donner une portée plus universelle, avec, dans un temps de « nouvelle évangélisation », un message politique désormais dépourvu de toute aspiration à une restauration de l'ordre monarchique ou social ancien. Ce déplacement des raisons de béatifier Charles d'Autriche est allé de pair avec un recours accru aux historiens.

Le rôle des historiens

Le large recours à l'expertise des historiens est une des caractéristiques majeures de la procédure de béatification de Charles d'Autriche. On ne peut manquer de remarquer que le deuxième volume de la *Vindobon. Beatificationis et canonizationis servi Dei*

29. Discours du lundi 4 octobre 2004,

http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/speeches/2004/october/documents/hf_jp-ii_spe_20041004_pilgrims-beatification_fr.html

30. Le 4 octobre le cardinal SCHÖNBORN, archevêque de Vienne, présentait le nouveau bienheureux dans un article de l'*Osservatore romano* commençant par cette question : « Peut-on vivre la sainteté quand on est un homme politique ? ».

Caroli e Domo Austriae positio super virtutibus et fama sanctitatis est tout entier consacré à des articles rédigés par des historiens, universitaires et archivistes, principalement autrichiens.

Selon toute probabilité, c'est la constitution apostolique *Divinus perfectionis Magister* du 25 janvier 1983 qui a ouvert une telle possibilité. Il est en effet prévu que, dans le cadre de l'enquête diocésaine, l'Évêque fera d'abord procéder «à une enquête approfondie sur la vie du Serviteur de Dieu» par le postulateur de la cause, puis fera examiner les écrits par des théologiens censeurs et «si, dans ces écrits, on ne trouve rien qui soit contraire à la foi et aux bonnes mœurs, l'Évêque chargera alors des *personnes compétentes* – c'est moi qui souligne – de rechercher les autres récits inédits (lettres, journal intime, etc.), ainsi que tous les autres documents qui concernent de quelque façon la cause; après avoir fait soigneusement ce travail, ces personnes rédigeront un rapport sur leurs recherches³¹».

L'histoire est présente aussi dans la partie de la procédure qui revient à la Sacrée Congrégation pour les causes des saints. Les rapporteurs formant le collège chargé d'étudier les causes doivent être à même de rédiger des notes historiques si les consultants le demandent. La procédure prévoit que l'un des rapporteurs préparera le dossier sur les vertus ou le martyr «en observant les règles de la critique historique hagiographique». «Dans les causes anciennes et dans les causes récentes dont le caractère particulier le requerrait, au jugement du rapporteur général, le dossier imprimé sera soumis à l'examen de consultants spécialistes en la matière pour qu'ils donnent leur avis sur sa valeur scientifique et pour dire si le contenu est suffisant pour porter un jugement sur le fond de la cause. En certains cas, la S. Congrégation pourra charger d'autres spécialistes, ne faisant pas partie du groupe des consultants, d'étudier le dossier³².»

Dans la procédure suivie pour Charles d'Autriche, l'histoire comme discipline est doublement présente à partir des années 1980-1990. La *Positio* publiée en 1994, soit le substantiel dossier que les cardinaux eurent à examiner, le montre éloquemment, renvoyant à la fois aux témoignages rassemblés entre 1949 et 1954 et à la bibliographie savante sur l'histoire de l'empire des Habsbourg et celle de l'Église³³. Par la méthode suivie, Clio se retrouve chez

31. *CIC* 1983, Normes de procédure pour les causes des saints, p. 307.

32. *Op. cit.*, p. 309.

33. C'est particulièrement net dans la présentation rédigée à Rome par le relateur général de la cause, le P. ESZER o.p. et datée du 20 mai 1994.

————— *Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification*

elle dans la procédure de béatification qui prend une allure de thèse d'histoire, même si elle garde sa finalité propre. La *Positio* comporte d'abord une « exposition de la vie du serviteur de Dieu » qui est tout simplement une biographie historique appuyée sur les témoignages collectés. C'est ainsi que la période de la Première Guerre mondiale fait l'objet d'abondants développements³⁴ consacrés successivement aux responsabilités militaires de l'archiduc à partir de 1914, à son accession au trône, au commandement suprême des armées en 1917-1918 et aux difficultés rencontrées dans l'approvisionnement des populations de la monarchie. Les calomnies parfois répandues contre le serviteur de Dieu (notamment celle d'ivrognerie) sont réfutées. Les efforts pour rétablir la paix sont soigneusement mis en valeur, avec la mission du prince Sixte de Bourbon-Parme. L'accent est mis sur le caractère véritablement catholique de l'action du souverain, sur son souci de respecter le droit, sur ses rapports avec les chrétiens orientaux et sur la manière dont il traita les diverses nationalités de son empire. Un développement spécifique est consacré aux attaques de la Franc-maçonnerie internationale contre la monarchie austro-hongroise, reprenant l'interprétation avancée en 1988 par François Fejtő dans *Requiem pour un empire défunt*. Enfin, sont racontés l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et les circonstances du départ de Charles I/IV.

Mais la *Positio* recourt aux historiens d'une manière encore plus directe que l'appareil bibliographique. Elle les fait parler directement, d'une manière sans doute exceptionnelle à ce degré. Si le premier tome, avec les documents du procès, est surtout celui des témoins³⁵, le second est bien celui des historiens avec 14 études. Ce *Summarium documentorum* rassemble les écrits de cinq membres de la commission historique : les docteurs Heinz Rieder, Elisabeth Kovacs, Wolfdieter Bihl, l'archiviste Peter Broucek et le P. Ambrogio Eszer op. L'annotation est abondante, comme si ces études avaient été publiées dans des revues savantes ou des actes de colloque. Si la bibliographie scientifique est constamment présente, les références aux documents d'archives le sont plus encore. Il s'agit de textes rédigés spécifiquement pour la cause mais par des spécialistes opérant dans leur domaine de compétence et ayant, pour la plupart, déjà écrit sur le sujet qu'on leur a demandé de traiter dans la seconde

34. *Positio*, t. I, pp. 71-168.

35. Encore que ce premier tome s'achève par une étude de Mme le docteur Johanna Homà sur l'histoire de la réputation de sainteté et de la vénération privée de Charles d'Autriche.

moitié des années 1980. Devant la masse d'archives et la complexité des questions à traiter, l'avocat Snider demanda la désignation d'un groupe d'historiens qui furent nommés le 14 décembre 1984³⁶.

Le choix des thèmes abordés est révélateur et confirme ce que nous avons vu plus haut à propos de l'évolution de la perception du serviteur de Dieu. L'action politique fait l'objet des quatre études du Dr Rieder : les idées politiques de Charles I^{er}, ses rapports avec les Polonais, avec les hommes politiques de la Double monarchie, avec les populations et les nationalités. L'aspect religieux a été traité par Mme le Dr Kovacs : le couronnement hongrois et la déposition du roi d'après les sources vaticanes, Benoît XV et les tentatives de restauration monarchique, l'empereur et les évêques, avec un texte mettant en évidence la conformité des témoignages reçus par rapport aux sources d'archives. Le Dr Bihl a étudié l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, les décisions prises par les Alliés et les efforts de paix de Charles I^{er}. Remarquons que ce dernier texte est, de loin, le plus important du volume, 310 pages, autrement dit un livre dans le livre, ce qui est révélateur de l'accent désormais mis sur cet aspect de l'action de Charles d'Autriche. L'archiviste Broucek étudie la période allant de novembre 1918 à octobre 1921 mais aussi le rôle de l'empereur comme commandant en chef des armées en 1917-1918. Enfin, le P. Eszer s'est penché sur l'exil en Suisse en se demandant si le serviteur de Dieu s'est montré parjure envers les autorités helvétiques lors des deux tentatives infructueuses de restauration monarchique en Hongrie.

Ainsi, dans le dossier qui fut remis aux cardinaux, l'histoire fut présente en force. Elle a contribué à faire glisser le centre de gravité de la cause introduite, mouvement qu'elle a moins créé qu'accompagné. Elle est arrivée dans la procédure une trentaine d'années après le début de celle-ci, alors que les rêves de restauration monarchique se perdaient dans le passé, tout comme les hantises de complots maçonniques. Les membres de la commission historique ont aussi travaillé à un moment qui n'était pas anodin : les funérailles de Zita à Vienne en 1989 furent un des signes avant-coureurs du renouveau de

36. La liste originelle comptait le chanoine augustin de Klosterneuburg Floridus Röhrig, le directeur des Archives de la Guerre à Vienne Peter Broucek, le professeur Elisabeth Kovacs de la Faculté de théologie de Vienne, le Dr Georg Kugler, de Vienne, le Dr Inge Schmidhuber, de Graz, le professeur Marcel Beck, de Winterthur, le professeur Heinz Rieder, de Vienne, biographe de Charles I^{er}, le Dr Hans von Urbanský, de Vienne. Tous ne purent écrire, certains étant morts ou ayant été accaparés par d'autres tâches, *Presentazione*, pp. 2-3.

————— *Charles d'Autriche, les raisons d'une béatification*

l'Europe centrale bientôt rendu possible par la fin de la domination soviétique.

Le « dernier empereur » était une figure de l'imaginaire antique puis européen. Porteur des aspirations au retour de l'âge d'or, il devait rétablir la paix sur la terre. En version chrétienne, cela voulait dire, rassembler les chrétiens et en finir avec l'Islam. Il déposerait sa couronne à Jérusalem, geste qui marquerait la fin de l'histoire à l'accomplissement des temps. Ce rêve traversa le règne d'un autre Charles d'Autriche, Charles Quint, et illumina peut-être encore ses renoncements à ses couronnes puis sa retraite au monastère de Yuste.

Une ultime déclinaison de cette attente séculaire survint en 1917 lorsque l'empereur Charles chercha à ramener la paix dans le monde. Il n'y parvint pas, ce qui fit de lui, très exactement, le dernier empereur. Mais il se trouva un pape, témoin des déchirements de l'Europe et dont le propre père avait servi Charles d'Autriche, pour, par-delà l'évident échec politique qui était aussi celui du monde dit civilisé, dégager la portée chrétienne d'une telle démarche et la donner en exemple aux peuples et à leurs chefs.

Olivier Chaline, né en 1964, normalien, agrégé, marié, un enfant, membre du comité de rédaction de *Communio*, est professeur d'histoire moderne à l'Université Paris Sorbonne (Paris IV). Ses travaux portent actuellement sur l'Europe centrale ainsi que sur la guerre à l'époque moderne.

Pierre CAHNÉ

La génération sacrifiée – les écrivains tués en 14

En septembre 1914, une nouvelle s'est répandue en France, créant une émotion considérable : Charles Péguy est mort. Quelques jours plus tard, mais dans l'anonymat d'une œuvre qui venait juste d'être publiée, *Le Grand Meaulnes*, Henri Fournier était tué. Six semaines plus tard, Jean de la Ville de Mirmont, était mort au champ d'honneur, comme il convient de dire, dans un anonymat encore plus épais, car son recueil de poèmes et son petit roman n'avaient pas encore été publiés...

Si nous retenons ces noms, pour évoquer la Grande Guerre, ce n'est pas parce qu'il est toujours tentant de voir dans les événements qui se regroupent, par leur identité et leur brève apparition dans un même moment du temps, une signification symbolique : il est vrai que la mort au front au même instant, d'écrivains célèbres ou qui n'ont pas eu le temps de le devenir, a une dimension émouvante et tragique pour la France qui va être saignée de ses élites et notamment de ses élites littéraires – à l'ENS les scientifiques étaient plutôt versés dans l'artillerie située en deçà du front, alors que les littéraires étaient dans l'infanterie, en première ligne et, au début, encore, en culotte rouge, comme pour être mieux abattus. Mais ce qui revêt une signification tragique supplémentaire, chez l'écrivain, est que sa mort n'est pas seulement celle de sa personne physique. Celle-ci afflige ses proches ou son village ; la douleur reste circonscrite au cercle étroit de ses parents et de ses amis. Avec l'écrivain disparaît un monde encore inaperçu, même de lui-même.

Proust, dans « Le temps retrouvé », décrit une angoisse qu'il n'avait pas encore soupçonnée, lorsque la peur de la mort ne touchait finalement que sa personne fugitive ; lorsque le dessein général de son œuvre lui apparut clairement dans son ampleur, alors que la peur de la mort en général s'était peu à peu effacée, surgit une autre peur, celle de n'avoir pas le temps d'écrire l'œuvre tardivement révélée. Un écrivain, et en général un artiste, est porteur de plus que lui-même, qu'il est le seul à pouvoir faire surgir.

« Or c'était maintenant qu'elle m'était depuis peu devenue indifférente, que je recommençais de nouveau à la craindre, sous une autre forme, il est vrai, non pas pour moi, mais pour mon livre à l'éclosion duquel était, au moins pendant quelque temps, indispensable cette vie que tant de dangers menaçaient. Victor Hugo dit : "Il faut que l'herbe pousse et que les enfants meurent". Moi je dis que la loi cruelle de l'art est que les êtres meurent et que nous-mêmes mourions en épuisant toutes les souffrances, pour que pousse l'herbe non de l'oubli mais de la vie éternelle, l'herbe drue des œuvres fécondes, sur laquelle les générations viendront faire gaiment, sans souci de ceux qui dorment en dessous, leur « déjeuner sur l'herbe » (« Le Temps retrouvé », *À la recherche du temps perdu*, t. III, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1954. p. 1038).

Proust commente lui-même son vécu, qui n'est pas qu'une idée...

« Je savais très bien que mon cerveau était un riche bassin minier, où il y avait une étendue immense et fort diverse de gisements précieux. Mais aurais-je le temps de les exploiter ? J'étais la seule personne capable de le faire. Pour deux raisons : avec ma mort eût disparu non seulement le seul ouvrier mineur capable d'extraire ces minerais, mais encore le gisement lui-même ; or, tout à l'heure, quand je rentrerais chez moi, il suffirait de la rencontre de l'auto que je prendrais avec une autre pour que mon corps fût détruit et que mon esprit, d'où la vie se retirerait, fût forcé d'abandonner à tout jamais les idées nouvelles qu'en ce moment même, n'ayant pas eu le temps de les mettre plus en sûreté dans un livre, il enserrait anxieusement de sa pulpe frémissante protectrice, mais fragile » (*Ibid.*, p. 1037).

La France qui mourait, en 1914, durant les quelques semaines d'une fin d'été torride – où l'on avait cru que tout était perdu, et par certains signes on reprenait espoir – est comme décrite par ces écrivains très jeunes : certains, comme Fournier sont les héritiers du symbolisme, d'autres, comme La Ville de Mirmont, annoncent une

————— *La génération sacrifiée – les écrivains tués en 14*

littérature inconnue et s'inscrivent à leur insu dans une lignée qui va de Melville, *Bartleby*, à Beckett, *Fin de partie*, par exemple.

L'unique petit roman de La Ville de Mirmont, *Les Dimanches de Jean Dézert*, est écrit en 1914, l'année où son auteur est tué (le 28 novembre).

Ce récit – on n'ose pas dire roman – est le portrait d'un être qui semble ne pas vouloir vivre vraiment. Il est employé «aux Ministères de l'Encouragement au Bien»; il habite rue du Bac, dans un petit appartement dont l'unique originalité est d'avoir un plafond si bas qu'il est impossible de se pendre. Le caractère de Jean Dézert est marqué par «la patience et la résignation de son âme, la modestie de ses désirs et la paresse triste de son imagination¹». Dans la comédie humaine, il est un figurant. Il est un résigné.

«Il considère la vie comme une salle d'attente pour voyageurs de troisième classe. Du moment qu'il a pris son billet, il ne lui reste plus, sans bouger davantage, qu'à regarder passer les hommes d'équipe sur le quai. Un employé l'avertira lorsque le convoi partira; mais il ignore encore vers quelle autre station.

Jean Dézert n'est pas ambitieux. Il a compris que les étoiles sont innombrables. Aussi, se borne-t-il, faute de mieux, à compter les réverbères des quais, les soirs d'ennui» (p. 8).

Un jour, lors d'une promenade au Jardin des Plantes, Jean Dézert rencontre une jeune-fille. Il s'établit un dialogue inconsistant auquel Jean Dézert s'accroche, comme à une bouée à laquelle, finalement, il ne tient pas. Alors qu'un mariage est envisagé, la jeune fille rompt pour un motif loufoque. Jean Dézert essaie l'alcool, la luxure et songe au suicide. Mais même cela est impossible.

«Deux chalands sont amarrés, l'un près de l'autre, joue à joue. Une corde grince par instants.

– Chalands, pense Jean Dézert, je vous comprends. Vous passez votre existence rectiligne dans ces canaux étroits. Vous attendez devant les écluses. Vous traversez des villes, tirés par des remorqueurs qui proclament, sous les ponts, leur fierté de posséder une sirène, comme de vrais navires. Vous me ressemblez, somme toute. Vous n'irez jamais jusqu'à la mer.

1. Jean DE LA VILLE DE MIRMONTE, *Les Dimanches de Jean Dézert*, Grasset, Cahier rouge, Paris, 2008, p. 8.

Puis il releva le collet de son pardessus et rentra se coucher, car cela même, un suicide, lui semblait inutile, se sachant de nature interchangeable dans la foule et vraiment incapable de mourir tout à fait» (*Ibid.* p. 141).

Jean de La Ville de Mirmont est tué, à 27 ans, le 28 novembre 1914 à Verneuil, sur le chemin des Dames. Son ami de Bordeaux, François Mauriac, nous a laissé un très beau texte, préface de l'édition des œuvres de son ami. Mauriac cite la mère tant aimée par le poète disparu, qui évoque la mort du fils.

«Dès la déclaration de guerre, il rangea ses papiers, réunit les vers qu'il jugeait dignes de lui survivre et courut les bureaux de recrutement pour être versé dans le service armé (à quoi son extrême myopie l'avait rendu impropre). À cet endroit de notre récit, effaçons-nous devant la mère de Jean. Il fallait être entré bien avant dans l'intimité de mon ami pour connaître cette tendresse infinie qu'il avait vouée à sa mère. Il m'en a parlé plusieurs fois, comme on confie à voix basse son plus grand amour. Je sais qu'aucune bassesse, qu'aucune trahison, qu'aucune laideur ne détruisait la confiance de Jean de La Ville de Mirmont dans la vie, parce que sa mère existait. C'était donc que la beauté, que la vertu, que l'amour existaient. Jean croyait en Dieu parce que sa mère priait Dieu. Elle seule est digne de nous raconter la mort de son fils.

“Dans la tranchée de première ligne derrière le rempart des chevaux de frise où se hérissent les inextricables réseaux des fils barbelés, le sergent de Mirmont et ses hommes, réunis pour la relève de trois heures, attendent debout, irrésolus, la musette au flanc, l'arme au pied. Depuis un moment, l'artillerie allemande commence à arroser furieusement. Le temps est froid mais beau. Le soleil encore élevé illumine le Chemin des Dames et frappe les quelques sommets dénudés des arbres du bois des Baules tout proche. Le Capitaine Bordes, inquiet pour son jeune sergent, paraît au haut du boyau.

– Eh bien, et cette relève ? Elle est arrivée ? demande-t-il. Oui ? Alors vous partez ? Cela va être l'heure. Filez vite !

– Non, capitaine, décidément je reste. Les Boches semblent vouloir attaquer et je ne peux pas leur lâcher le morceau. D'ailleurs, partir sous cette mitraille serait presque aussi dangereux. Nous ferons la relève à six heures... si nous pouvons.

Le capitaine insiste, mais un obus tombe tout près, lui coupe la parole... Il retourne à son poste de commandement, non loin de là. À peine y est-il arrivé, qu'une détonation formidable ébranle la

————— *La génération sacrifiée – les écrivains tués en 14*

terre : c'est un des premiers *minenwerfer* que les ennemis envoient... Obligé de donner des ordres, le capitaine ne peut quitter son téléphone. Un moment après, un brancardier arrive essoufflé :

– Le sergent de Mirmont est enseveli avec deux hommes, capitaine.

Bordes remonte en hâte. Malgré le danger, on déblaie. Les hommes sont morts. Seul le sergent respire encore. Surpris dans l'attitude du combat, accroupi, la tête levée, l'arme en avant, prêt à bondir, l'énorme masse de terre l'a comme tassé. Le capitaine le fait emporter au poste de commandement et court à la recherche d'un médecin. Il n'y a rien à faire : la colonne vertébrale est brisée à la nuque. Bordes s'approche de son ami ; il l'appelle. Jean ouvre ses grands yeux où passe une dernière lueur d'intelligence :

– Maman ! murmure-t-il.

– Elle vous embrasse, dit le capitaine en posant longuement ses lèvres sur le front du mourant qui sent le baiser, ébauche un sourire.

Oui elle est là, auprès de lui ; il est comme dans ses bras.

– Maman, maman ! répète-t-il encore deux fois, puis il sombre dans le coma..." » (préface de Mauriac à *L'Horizon chimérique* pp. 18-19, Grasset, 2008).

L'écrivain est par excellence le témoin de son moment historique et en même temps le « voyant » qui anticipe sur ce qui est vécu dans la tourmente pathétique et tragique. Jean Dézert, en même temps qu'il est l'héritier de *Bartleby* de Melville, est celui qui annonce les personnages de Sartre, Camus ou les clowns de Beckett. La France de 1914, qu'il accompagne dans son sacrifice héroïque et mystique, est nourrie de ces écrivains pétris de patriotisme jusqu'au sacrifice dont certains soupçonnent qu'il masque un profond sentiment de l'absurde. Plusieurs dialogues des *Dimanches de Jean Dézert* ont déjà cet arôme étrange des dialogues beckettians :

« Le soir, chez Madame Chênodoit, Léon Duborjal, collègue de bureau, questionna Jean Dézert.

– Eh bien, qu'as-tu fait de ta journée ?

– Rien. J'ai reçu la visite d'Elvire.

– Une femme du monde ?

– Non.

– Ta maîtresse ?

– Non.

– Ta fiancée ?

– Non.

– Ta cousine ?

– Non.
– Quoi donc, alors ?
– Que te dirais-je ? Elle s'appelle Elvire ; son père est négociant. Je l'avais déjà rencontrée devant le bassin des otaries. Je ne vous présenterai pas l'un à l'autre. Tu ne comprendrais pas davantage» (p. 115).

Péguy avait pressenti cette nature paradoxale, ambiguë, contradictoire de ce qu'il peut y avoir de meilleur dans la culture française. En se souvenant sans doute de ce qu'il était dans son époque anticléricale, socialiste, pacifiste Péguy décrit ce qu'il pense être l'âme de Paris. Dans une longue série d'épithètes à valeur sémantique opposée, dans les «Tapisseries», il évoque Paris dans toutes ses sensibilités oxymoriques. D'une certaine manière, Péguy se décrit lui-même dans le panorama de tous les héritages et de toutes les Frances qui l'ont constitué et dont la richesse est faite de ces oppositions qu'un esprit de géométrie ne saurait concilier et dont Bernanos évoque le secret quand il craint qu'en détruisant ses contradictions c'est l'homme lui-même que l'on détruit : «Si les contradictions de l'homme, c'était l'homme même ?» (*La Liberté, pour quoi faire ?*, Gallimard, 1953, p. 180).

Le lieutenant Péguy touché en 1914 a laissé de lui, en transparence, son autoportrait. Il suffit de reprendre ses mots.

«La Foi que j'aime le mieux, c'est l'Espérance²».

Cette vertu théologale, qui rend possible la croyance en la Résurrection, habite cette génération de sacrifiés dont Péguy est la voix. L'homme Péguy est l'alliance de tous ces adjectifs organisés en une série de rimes qui lient les deux côtés de tout homme.

SAINTE GENEVIÈVE PATRONNE DE PARIS

Bergère qui gardiez les moutons à Nanterre
Et guettiez au printemps la première hirondelle,
Vous seule vous savez combien elle est fidèle,
La ville vagabonde et pourtant sédentaire.

.....

2. *Œuvres poétiques*, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1957, p. 957 et suivantes.

————— *La génération sacrifiée – les écrivains tués en 14*

Vous seule vous savez comme elle est peu rebelle,
La ville indépendante et pourtant tributaire.

.....

Vous seule vous savez comme elle est jeune et belle,
La ville intolérante et pourtant libertaire.

.....

Vous seule vous savez comme elle est jouvencelle,
La ville incohérente et pourtant statuaire.

.....

Vous seule vous savez combien elle est pucelle,
La ville exubérante et pourtant censitaire.

Vous seule vous savez comme elle est pastourelle,
La ville assourdissante et pourtant solitaire.

.....

Vous seule vous savez comme elle est maternelle,
La ville intempérante et pourtant salubre.

.....

Vous seule vous savez comme elle est ponctuelle,
Votre ville servante et pourtant réfractaire.

.....

Et seule vous savez comme elle est demoiselle,
La ville chancelante et jamais adultère.

.....

Vous seule vous savez comme elle est fraternelle,
La ville décevante et pourtant signataire.

.....

Vous seule vous savez comme elle est rituelle,
La ville défaillante et pourtant légataire.

.....

Vous seule commandez la haute caravelle,
La ville menaçante et la destinataire.

.....

Vous seule connaissez la flamme et l'étincelle,
La ville intelligente et pourtant volontaire.

.....

Vous seule vous savez comme elle est solennelle,
La ville éblouissante et pourtant grabataire.

.....

Et seule vous direz comme elle était fidèle,
La ville démocrate et pourtant feudataire.

Le poète a su créer deux séries sémantiques et phonétiquement homogènes pour parler de Paris devenu une allégorie de la nation française. Ces alliances sont l'écho de la théologie tissée de paradoxes : un Dieu fait homme, un Dieu qui peut mourir, une vierge qui enfante (*Virgo paritura*). Le jeune Descartes avait noté dans ses carnets de jeunesse : « *Tria mirabilia fecit Dominus : hominem deum, liberum arbitrium, aliquid ex nihilo* » (Dieu a fait trois merveilles : l'homme Dieu, le libre arbitre et quelque chose à partir de rien).

Dans sa description si profondément pensée de Paris – capitale, Péguy s'est souvenu d'être, par sa vie, ses engagements et sa pensée, une image fidèle de la nation pour laquelle il a renoncé à ses aspirations juvéniles. La guerre – *Polemos* est père de tout disait Héraclite. Entraînant dans son sillage de jeunes âmes exaltées et profondes, Péguy, un jour, a marché sur la route de Chartres, Alain-Fournier à ses côtés. La messe est dite, ils mourront tous et presque au même moment. Charles De Gaulle, chez les Jésuites de la rue de Vaugirard, est déjà leur compagnon : le Saint-Cyrien né en 1890 blessé en 1917 écrira lui aussi sur la France, selon la même mystique, en résistant – autant qu'il était possible – à la chute de celle-ci en politique.

Alain-Fournier eut le temps de terminer son roman, *le Grand Meaulnes* avant de perdre la vie, en septembre 1914 à Saint-Rémy la Colonne, à vingt-huit ans. Le roman, classique dans son inspiration et sa construction, n'a rien à voir avec *Les Dimanches de Jean Désert*. Il appartient à cette riche tradition du roman d'éducation, souvent un livre unique rendu nécessaire par un souvenir étouffant, celui d'un premier amour sans lendemain. On peut penser à *Dominique* de Fromentin, à *Adolphe* de Benjamin Constant ; mais Fournier est sous le signe de la fin d'un romantisme devenu le symbolisme. Une phrase d'Apollinaire dit l'essentiel, dans la troisième strophe de la « Chanson du Mal aimé » : « ... l'amour unique ».

C'est dans une lettre à son ami René Bichet, croisé en Khâgne et qui intégrera la rue d'Ulm, que Fournier confie le cœur de sa mémoire affective. Cette lettre du 6 septembre 1908 contient toute la substance du *Grand Meaulnes*, faite de tristesse nostalgique, adolescente et peut-être trop sensible.

C'est pourquoi la phrase d'Apollinaire est si exacte quand il évoque « l'amour unique », que Fournier inlassablement commente sur le mode de la pureté, et dont il finit la relation métamorphosée en roman dans *Le Grand Meaulnes* : Yvonne de Galais est morte, une

————— *La génération sacrifiée – les écrivains tués en 14*

petite fille est née, l’ami de Meaulnes, François Seurel, descend le corps de la jeune morte.

« Mais alors je m’avance, je prends le seul parti possible : avec l’aide du médecin et d’une femme, passant un bras sous le dos de la morte étendue, l’autre sous ses jambes, je la charge contre ma poitrine. Assise sur mon bras gauche, sa tête retombante retournée sous mon menton, elle pèse terriblement sur mon cœur. Je descends lentement, marche par marche, le long escalier raide, tandis qu’en bas on apprête tout.

J’ai bientôt les deux bras cassés par la fatigue. À chaque marche, avec ce poids sur la poitrine, je suis un peu essoufflé. Agrippé au corps inerte et pesant, je baisse la tête sur la tête de celle que j’emporte, je respire fortement et ses cheveux blonds aspirés m’entrent dans la bouche – des cheveux morts qui ont un goût de terre. Ce goût de terre et de mort, ce poids sur le cœur, c’est tout ce qui reste pour moi de la grande aventure, et de vous, Yvonne de Galais, jeune femme tant cherchée – tant aimée... » (Émile Paul, 1913, p. 287).

La création romanesque donne toute sa signification à ce que l’histoire nous a rapporté sur cet été 1914. Par la voix de Jacques Rivière, l’ami du lycée Lakanal, nous pouvons reconstruire la fin du parcours de Fournier :

« Comme moi, c’est le 4 août qu’il rejoint son corps, le 288^e régiment d’infanterie, à Mirande. Par un hasard extraordinaire nous faisons partie de la même division, la 67^e de réserve³. »

Rivière, sur la base de témoignages, nous rapporte les conditions de la mort de Fournier.

« Tout à coup, d’une petite tranchée invisible, un feu nourri fut dirigé sur cette troupe imprudemment massée. Les taillis s’opposaient à tout déploiement. Le capitaine voulut entraîner ses hommes et se précipita sur la tranchée, revolver au poing ; mais il ne fut suivi que par les deux lieutenants et par un petit paquet, qui fut aussitôt décimé ; le reste s’enfuit.

Fournier tomba, frappé au front, m’a affirmé un homme qui était près de lui ».

Cette belle génération d’écrivains est évoquée par Rivière qui ajoute.

3. Préface à *Miracles*, d’Alain FOURNIER, par J. RIVIÈRE, Paris, Gallimard, 1924, p. 84 et 86.

THÈME _____ **Pierre Cahné**

«Les autres endroits du front que j'ai visités depuis – l'endroit même où j'ai été fait prisonnier, – n'ont su rien me redire. Mais là, tout à coup, à ce vague emplacement de mort, j'ai senti remonter en moi cette âme pénitente, saturée de tendresse et de larmes, comme agrandie de misère et vraiment détachée de ce monde, vraiment saoulée de renoncement, que la guerre un moment m'avait faite.

Est-ce celle dont fut habité Fournier au moment de mourir? Un compagnon de ses derniers jours me l'affirme» (*ibid.* p. 86).

Nous aurions pu aussi évoquer Ernest Psichari né en 1883 et mort en 1914 ou Louis Pergaud mort en 1915. «La saignée», subie par la France dans ces années, qui touche un peuple déjà affaibli par sa mauvaise démographie du XIX^e siècle est d'autant plus lourde de conséquences qu'elle a concerné aussi ses élites, et pour les hommes ici évoqués, de formation littéraire. Un monde meurt avec eux, non celui dont ils sont les héritiers, mais celui dont ils portent la naissance en eux.

Pierre-Alain Cahné, né en 1941, marié, trois enfants, onze petits-enfants, membre du comité de rédaction de *Communio*, est professeur émérite de langue et littérature française de l'université de Paris-IV-Sorbonne, et recteur émérite de l'Institut catholique de Paris. Dernière publication : *Lectures lentes : linguistique et critique littéraire* (PUF, coll. Formes sémiotiques, 2011).

Collection *Communio*/Parole et silence

Titres parus

Joseph Ratzinger, *Croire et célébrer*, 2008
Joseph Ratzinger, *Discerner et agir*, 2009
Claude Dagens, *Passion d'Église*, 2009
Fiorenzo Facchini, *Les défis de l'évolution*, 2009
Jean-Luc Marion, *Le croire pour le voir*, 2010
Jean-Marie Lustiger, *L'Europe à venir*, 2010
Stephen Green, *Valeur sûre*, 2010
Michel Sales, *Le corps de l'Église*
Pour introduire à la lecture de La Promesse du cardinal Lustiger,
2010
Peter Dembowski, *Des chrétiens dans le ghetto de Varsovie*, 2011
Jean-Marie Lustiger, *témoignage de Jean-Paul II*, 2011
Angelo Scola, *Le mystère des noces : Homme et femme / mariage
et famille*, 2012
Balthasar et Communio : *Je crois en un seul Dieu*, 2012 (réédition)
Alberto Espezal, *Le Christ et sa mission*, 2012

Vient de paraître (mars 2013)

Jean Duchesne, *Incurable romantisme ?*

Le romantisme n'est pas fini : c'est une affection chronique qui affecte l'imaginaire collectif en Occident. Même persuadés que rien n'est plus comme avant, nous restons sous l'emprise des principes intellectuels, artistiques et moraux qui se sont imposés à partir d'environ 1800, où les poètes anglais remplacent le héros par le « génie » créateur de lui-même comme inspirateur et modèle. La littérature et les arts sont désormais lancés dans une perpétuelle fuite en avant, où il ne s'agit plus d'explorer la condition humaine, mais de la renouveler par le défi, comme Baudelaire l'a saisi le premier. L'imaginaire ainsi façonné en Occident a résisté au positivisme scientiste et aux idéologies qui tentaient de rétablir des paradigmes sans mystère ni tragique. Mais la quête éperdue de sensations inédites, facilitée par le développement des techniques de production et de diffusion, a privé le verbe de sa puissance d'évocation poétique et abouti à un snobisme élitiste. D'où et comment renaîtra un peu de cette poésie dont l'homme a besoin, parce qu'elle contribue à son honneur et même à son bonheur ? Ce défi est également lancé à « l'Église ». La « nouvelle » évangélisation doit en tenir compte, ne pas miser sur le romantisme moribond qui réduit la foi à une adhésion subjective et rappeler qu'elle est un « donné » dans la dynamique de l'élection où Dieu agrège à son Peuple les nations baptisées.

Titres parus

LE CREDO

La confession de la foi (1976/1)
« Jésus, né du Père avant tous les siècles » (1977/1)
« Né de la Vierge Marie » (1978/1)
« Il a pris chair et s'est fait homme » (1979/1)
La passion (1980/1)
« Descendu aux enfers » (1981/1)
« Il est ressuscité » (1982/1)
« Il est monté aux cieux » (1983/3)
« Il est assis à la droite du Père » (1984/1)
Le jugement dernier (1985/1)
L'Esprit Saint (1986/1)
L'Église (1987/1)
La communion des saints (1988/1)
La rémission des péchés (1989/1)
La résurrection de la chair (1990/1)
La vie éternelle (1991/1)
Le Christ (1992/2-3)
L'Esprit saint (1998/1-2)
Le Père (1998/6-1999/1)
Croire en la Trinité (1999/5-6)
La parole de Dieu (2001/1)
Au-delà du fondamentalisme (2001/6)
Les mystères de Jésus (2002/2)
Le mystère de l'Incarnation (2003/2)
La vie cachée (2004/1)
Le baptême de Jésus (2005/1)
Les noces de Cana (2006/1)
La venue du Royaume (2007/1)
La Transfiguration (2008/1)
L'entrée du Christ à Jérusalem (2009/1)
Le Christ juge et sauveur (2009/5)
Le mystère pascal (2010/1-2)
Ascension-Pentecôte (2011/1-2)
La seconde venue du Christ (2012/1-2)

LES SACREMENTS

Guérir et sauver (1977/3)
L'eucharistie (1977/5)
La pénitence (1978/5)
Laïcs ou baptisés (1979/2)
Le mariage (1979/5)
Les prêtres (1981/6)
La confirmation (1982/5)
La réconciliation (1983/5)
Le sacrement des malades (1984/5)
Le sacrifice eucharistique (1985/3)
L'Eucharistie, mystère d'Alliance (2000/3)
La confession, sacrement difficile? (2004/2)
Le catéchuménat des adultes (2010/4)

LES BÉATITUDES

La pauvreté (1986/5)
Bienheureux persécutés? (1987/2)
Les cœurs purs (1988/5)
Les affligés (1991/4)
L'écologie: Heureux les doux (1993/3)
Heureux les miséricordieux (1993/6)

POLITIQUE

Les chrétiens et le politique (1976/6)
La violence et l'esprit (1980/2)
Le pluralisme (1983/2)
Quelle crise? (1983/6)
Le pouvoir (1984/3)
Les immigrés (1986/3)
Le royaume (1986/3)
L'Europe (1990/3-4)
Les nations (1994/2)
Médias, démocratie, Église (1994/5)
Dieu et César (1995/4)
L'Europe et le christianisme (2005/3)
Liberté et responsabilité (2008/4)
La démocratie (2011/6)

L'ÉGLISE

Appartenir à l'Église (1976/5)
Les communautés dans l'Église (1977/2)
La loi dans l'Église (1978/3)
L'autorité de l'évêque (1990/5)
Former des prêtres (1990/5)
L'Église, une secte? (1991/2)
La papauté (1991/3)
L'avenir du monde (1985/5-6)
Les Églises orientales (1992/6)
Baptême et ordre (1996/5)
La paroisse (1998/4)
Le ministère de Pierre (1999/4)
Musique et liturgie (2000/4)
Le diacre (2001/2)
Mémoire et réconciliation (2002/3)
La vie consacrée (2004/5-6)
Le Christ et les religions (2007/5-6)
Henri de Lubac (2008/6)
Croire l'Église (2010/1)
L'Église apostolique (2011/5)
Rendre témoignage (2012/4)
La catholique Église (2012/6)

LES RELIGIONS NON CHRÉTIENNES

Les religions de remplacement (1980/4)
Les religions orientales (1988/4)
L'islam (1991/5-6)
Le judaïsme (1995/3)
Les religions et le salut (1996/2)
Le Mystère d'Israël (2010/5)

L'EXISTENCE DEVANT DIEU

Mourir (1976/2)
La fidélité (1976/3)
L'expérience religieuse (1976/8)
Guérir et sauver (1977/3)
La prière et la présence (1977/6)
La liturgie (1978/8)
Miettes théologiques (1981/3)
Les conseils évangéliques (1981/4)
Qu'est-ce que la théologie? (1981/5)
Le dimanche (1982/7)
Le catéchisme (1983/1)
L'enfance (1985/2)
La prière chrétienne (1985/4)
Lire l'Écriture (1986/4)
La foi (1988/2)
L'acte liturgique (1993/4)
La spiritualité (1994/3)
La charité (1994/6)
La vie de foi (1994/5)
Vivre dans l'espérance (1996/5)
Le pèlerinage (1997/4)
La prudence (1997/6)
La force (1998/5)
Justice et tempérance (2000/5)
La transmission de la foi (2001/4)
Miettes théologiques II (2001/5)
La sainteté aujourd'hui (2002/5-6)
La joie (2004/4)
Face au monde (2005/4)
La différence sexuelle (2006/5-6)
La fidélité (2007/3)
La bonté (2008/2)
La prière (2009/2)
La paternité (2009/6)
Mourir (2012/5)
Rites et ritualité (2013/2)

PHILOSOPHIE

La création (1976/3)
Au fond de la morale (1997/3)
La cause de Dieu (1978/4)
Satán, « mystère d'iniquité » (1979/3)
Après la mort (1980/3)
Le corps (1980/6)

Le plaisir (1982/2)
La femme (1982/4)
La sainteté de l'art (1982/6)
L'espérance (1984/4)
L'âme (1987/3)
La vérité (1987/4)
La souffrance (1988/6)
L'imagination (1989/6)
Sauver la raison (1992/2-3)
Homme et femme il les créa (1993/2)
La tentation de la gnose (1999/2)
Fides et ratio (2000/6)
Créés pour lui (2001/3)
La Providence (2002/4)
Hans Urs von Balthasar (2005/2)
Dieu est amour (2005/5-6)
La différence sexuelle (2006/5-6)
Barth-Balthasar (2011/3)

SCIENCES

Exégèse et théologie (1976/7)
Sciences, culture et foi (1983/4)
Biologie et morale (1984/6)
Foi et communication (1987/6)
Cosmos et création (1988/3)
Les miracles (1989/5)
L'écologie (1993/3)
La bioéthique (2003/3)

HISTOIRE

L'Église: une histoire (1979/6)
Hans Urs von Balthasar (1989/2)
La Révolution (1989/3-4)
La modernité – et après? (1990/2)
Le Nouveau Monde (1992/4)
Henri de Lubac (1992/5)
Baptême de Clovis (1996/3)
Louis Bouyer (2006/4)
Jean-Marie Lustiger (2008/3)
Le Canon des Écritures (2012/3)

SOCIÉTÉ

La justice (1978/2)
L'éducation chrétienne (1979/4)
Aux sociétés ce que dit l'Église (1981/2)
Le travail (1984/2)
Sainteté dans la civilisation (1987/5)
Foi et communication (1987/6)
La famille (1986/6)
L'église dans la ville (1990/5)
Conscience ou consensus? (1993/5)
La guerre (1994/4)
La sépulture (1995/2)
L'Église et la jeunesse (1995/6)
L'argent (1996/4)
La maladie (1997/5)
La mondialisation (2000/1)
Les exclus (2002/1)
Église et État (2003/1)
Habiter (2004/3)
Le sport (2006/2)
L'école et les religions (2006/3)
Malaise dans la civilisation (2007/2)
L'Action sociale de l'Église (2009/3)
Le droit naturel (2011/3)
Art et créativité (2011/4)
L'idée d'Université (2013/1)

LE DÉCALOGUE

Un seul Dieu (1992/1)
Le nom de Dieu (1993/1)
Le respect du sabbat (1994/1)
Père et mère honoreras (1995/1)
Tu ne tueras pas (1996/1)
Tu ne commettras pas d'adultère (1997/1)
Tu ne voleras pas (1998/3)
Tu ne porteras pas de faux témoignage (1999/3)
La convoitise (2000/2)

REVUE CATHOLIQUE INTERNATIONALE

COMMUNIO

pour l'intelligence de la foi

Publiée tous les deux mois en français par «Communio», association déclarée à but non lucratif selon la loi de 1901, indépendante de tout mouvement ou institution. Président-directeur de la publication: Jean-Robert ARMOGATHE. Vice-présidente: Isabelle LEDOUX-RAK. Directrice de la collection: Corinne MARION. Directeur de la rédaction: Olivier CHALINE. Rédacteur en chef: Serge LANDES. Rédacteur en chef-adjoint: Laurent LAVAUD. Secrétariat de rédaction: Françoise BRAGUE et Corinne MARION. Secrétaire général: Patrick CANTIN.

CONSEIL DE RÉDACTION EN FRANÇAIS

Jean-Robert Armogathe, Nicolas Aumonier, Mgr Jean-Pierre Batut (Lyon), Marie-Thérèse Bessirard, Olivier Boulnois, Rémi Brague, Vincent Carraud (Caen), Olivier Chaline, Marie-Hélène Congourdeau, Jean Duchesne, Irène Fernandez, Marie-Christine Gillet-Challiol, Paul Guillon, Yves-Marie Hilaire (Lille), Pierre Julg (Orléans), Serge Landes, Laurent Lavaud (Montpellier), Isabelle Ledoux-Rak, Corinne Marion, Jean-Luc Marion, Mgr Éric de Moulins-Beaufort, Dominique Poirel, Robert Toussaint, Isabelle Zaleski.

COMITÉ DE RÉDACTION EN FRANÇAIS

Jean-Luc Archambault, Jean Bastaire (Grenoble), Christophe Bourgeois, Françoise Brague, Régis Burnet (Louvain-la-Neuve), Pierre-Alain Cahné, Christophe Carraud, Jean Congourdeau, Michel Costantini, Mgr Claude Dagens (Angoulême), Philippe Dockwiller (Lyon), Marie-José Duchesne, Denis Dupont-Fauville, Ide Fouche, Stanislaw Grygiel (Rome), Didier Laroque, Étienne Michelin (Venasque), Paul McPartlan (Washington), Jean Mesnard, Xavier Morales (Acey), Patrick Piquet, Louis-André Richard (Québec), Rudolf Staub, Miklos Vetö, Dominique Weber, et l'ensemble des membres du conseil de rédaction.

Rédaction: ASSOCIATION COMMUNIO, 5, passage Saint-Paul, 75004 Paris, tél.: 01.42.78.28.43, courrier électronique: communio@neuf.fr

Abonnements: voir bulletin et conditions d'abonnement.

Vente au numéro: consultez la liste des libraires dépositaires.

**En collaboration
avec les éditions de *Communio* en :**

ALLEMAND: Internationale Katholische Zeitschrift «Communio»

Responsable : Jan-Heiner Tück, Schwarzwaldstrasse 90A, D-79102 Freiburg.

AMÉRICAIN: Communio International Catholic Review

Responsable : David L. Schindler, P.O. Box 4557, Washington DC 20017, États-Unis.

BRÉSILIEN: Revista Internacional Católica Communio

Responsable : Edson de Castro Homem, Rua São Pedro Alcântara, 12. Centro, Petrópolis, Rio de Janeiro 25.685-300.

CROATE: Međunarodni katolički časopis Communio

Responsable : Ivika Raguž, Kršćanska Sadašnjost, Marulićev trg., 14, HR-10001 Zagreb.

ESPAGNOL: Revista Católica internacional de pensamiento y cultura

Communio: <http://www.apl.name/communio/>

ESPAGNOL POUR L'ARGENTINE: Communio Revista Católica Internacional

Responsable : Luis Baliña, Av Alvear 1773, AR-1014 Buenos Aires.

HONGROIS: Communio Nemzetközi Katolikus Folyóirat

Responsables : Pál Bolberitz & József Török, Papnövelde, u. 7, H -1053 Budapest.

ITALIEN: Communio Rivista Internazionale di Teologia e Cultura

Responsable : Aldino Cazzago, Via G. Frua, 11, 20146 Milano.

NÉERLANDAIS: Internationaal Katholiek Tijdschrift Communio

Responsable : Stefaan van Calster, Burgemeesterstraat, 59, Bus 6, B-3000 Leuven.

POLONAIS: Międzynarodowy Przegląd Teologiczny Communio

Responsable : Oltarzew, Kilńskiego, 20, PL-05850 Ozarów Mazowiecki.

PORTUGAIS: Communio Rivista Internacional Católica

Responsable : Henrique de Noronha Galvão, Universidade Católica Portuguesa, Palma de Cima, 1649-023 Lisboa, Portugal.

SLOVÈNE: Mednarodna Katoliška Revija Communio

Responsable : Anton Štrukelj, Depala Vas, 1, SLO-1230 Domžale.

TCHÈQUE: Mezinárodní Katolická Revue Communio

Responsable : Prokop Broz, Husova 8, CZ-11000 Praha 1.

UKRAINIEN: Ukraine Communio

Responsable : László Puskás, PO Box 808, Vynnychenka 22, UA-79008 Lviv.

La coordination internationale est assurée par le cardinal Angelo Scola, assisté par Mgr Peter Henrici.

BULLETIN D'ABONNEMENT ...ET D'ACHAT AU NUMÉRO

À RETOURNER ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÈGLEMENT À :

**Communio – 5, passage Saint-Paul – 75004 Paris – Tél.: 01 42 78 28 43
communio@neuf.fr**

- Je m'abonne à *Communio* à partir du prochain titre à paraître pour
 un an ou deux ans.
- Je me réabonne (n° de l'abonnement:).
- Je parraine cet abonnement:
- Je souhaite que le bénéficiaire de ce parrainage soit informé de mon identité que je vous précise ci-dessous:
 Nom Adresse
- Je commande les numéros suivants, port inclus: 12 € simple, 18 € double
 Montant du règlement à joindre*
- Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de **Communio**.
- Ou par virement bancaire:
Règlement en Euros selon les données IBAN suivantes:
 IBAN FR 74 2004 1000 0118 6762 3F02 068 avec BIC: PSSTFRPPPAR.....
La Banque Postale – Centre de Paris, 75009 Paris Cedex 15
- Ou, plus simplement, par carte bancaire via le site Internet: www.communio.fr

Date:

Signature:

TARIFS ABONNEMENT

	Type de tarif	1 an	2 ans	Adresse
France et Belgique	Normal	60 €	110 €	COMMUNIO, 5, passage Saint-Paul, 75004 Paris « La Banque Postale » selon IBAN
	Soutien	80 €	150 €	
Zone Euro	Normal	63 €	120 €	
	Soutien	80 €	150 €	
Autres pays	Économique	65 €	125 €	
	Prioritaire et Soutien	80 €	150 €	
Numérique Amis de COMMUNIO		40 €	80 €	
		20 €	40 €	

Vente des revues : information par le secrétariat, ou via le site Internet: www.communio.fr

Dépôt légal : mai 2013 – N° de CPPAP : 0111 G80668
N° ISBN : 978-2-915111-48-4 – N° ISSN : X-0338-781-X – N° d'édition : 95196
Directeur de la publication : Jean-Robert Armogathe
Composition : DV Arts Graphiques à La Rochelle
Impression : Imprimerie Sagim à Nanterre – N° d'impression : 13245
L'Imprimerie Sagim est titulaire de la marque Imprim'vert®